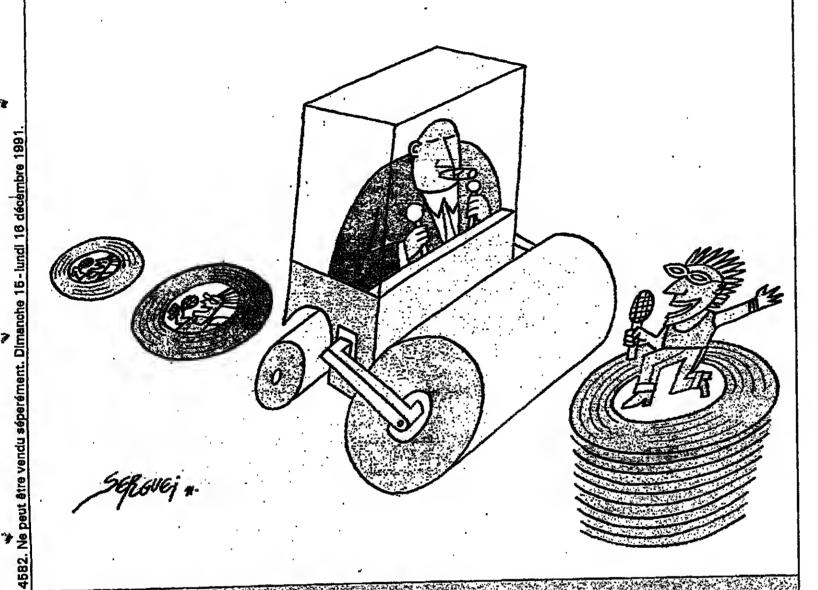
Le Monde

RADIO TELEVISI

LA PUBLICITÉ POUR LES DISQUES A LA TÉLÉVISION

Moderato rentabile



*Djembefola : le retour au village du percussionniste guineen Mamady Keita sur la SEPT et FR3

Pour son centième anniversaire Antoine Pinay est l'invité de «l'Heure de vérité » sur A 2



tterrand défend le traité de Maastricht

i socialiste tente biliser la gauche

aordinaire du PS, réuni jusqu'au 15 décem-'opter le nouveau «projet» du perti, devait ser les socialistes en vue des prochaines es. Après M. Fabius, M- Cresson devait ressistes samedi, de même que MM. Maurd. Le président de la République, invité de . devait tenter de convaincre les Français cord de Maastricht.

grès du PS d'un mode de scrutin proportionon distraire nel pour les élections législatives, s du parti parvenir à rénovation e président

appelé les socialistes à prendre dans la voie ouverte par l'accord

de PATRICK JARREAU et ALAIN ROLLAT

ndjani est en visite officielle à Khartoum, forte délégation, pour consolider les liens ste au pouvoir. Lire page 5 l'article de JEAN GUEYRAS

'endre le travail à mi-temps

proupe a fannoncé la suppreseion de avail et confirmé la fermeture définitive de eaux salariés. e 21 l'article de JEAN-MICHEL NORMAND

un enfant devant ses juges

de la Haute-Saône, le procès d'Eric Le Gal-I des psychiatres. Lire page 10 l'article d'AGATHE LOGEART

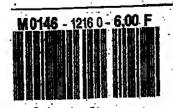
.Grand Jury RTL-le Monde > président de la Commission européenne, rité dimanche à 18 h 30

sumaire couniet se trouve page 24

rope, l'unité de l'Europe ne serait qu'un leurre. Précisément, certains évêques comme le cardinal Lustiger, qui secondait le pape dans la présidence de ce synode, ont montré le danger de l'Identification d'une religion à une passon visent eussi bien la cation d'une religion à une nation, visent eussi bien la Pologne ou la Croatie catholique que la Russie orthodoxe, ainsi que les avantages d'une situation de «séparation» à la française qui garantit l'andépendance des Eglises per rapport au pouvoir positions

Il n'est pas sûr, toutefois, que ce dernier point alt été entendu par les représentants des Eglises de l'Est. Colles-ci n'ont pas franchi le même processus de sécularisation que de l'autre côté du rideau de for et, légitimées par leur résistance au communisme, elles, comme en Pologne, revendiguent aujourd'hui un tout nou-Il n'est pas sûr, toutefois, que diquent sujourd'hui un tout nou-veau pouvoir dans la société. Se compleisant dans le procès répétitif intenté à l'Occident moderne, le synode de Rome n'a pas levé sur ce point toutes les ambiguités.

Lire page 24 l'article d'HENRI TINCO



L'inculpation de deux célèbres chirurgiens sème le trouble dans les milieux médicaux

TOULOUSE

de notre envoyée spéciale

L'affaire est cruelle et causera des ravages. Quelle qu'en soit l'is-sue. Elle a ranimé des terreurs jus-

sance) pour nen? Les «virtueses», en tout cas, sont inculpés. Et Toulouse, si fière de son aura en matière médicale, est restée incrédule en apprenant, mer-

credi il décembre, les chefs d'inculpation des docteurs Georges Rossignol et Picrre Léandri, ses deux chirurgiens stars qui officisient tous deux dans le service.
d'urologie de la clinique Saint-JeanLanguedoc, et dont la renommée
dépassait les frontières : faux, usage que-là interdites, saboté la confiance. Et l'odieux doute installé aujourd'hni dans l'esprit de de faux, escroquerie, coups et bles de faux escroquerie. malades agit déjà comme un value deur ait manti? Que leur dossier quarante-huit henres, les deux quarante-huit henres, les deux nomédical ait été faisifié? Qu'on ait noirci leurs analyses pour aggraver contrôle judiciaire, le docteur Rosquision d'exercer sa profession. Le médical ait été faisaile? Qu'on au noirci leurs analyses pour aggraver le diagnostic? Et qu'on ait précipité une opération invalidante – l'ablation de la prostate ou de la vessie – sans qu'elle soit justifiée? Est-il imaginable que «les virtuoses de la clinique Saint-Jean» les aient contraints à une «demi-vie» (incontraints à une «demi-vie

- qui devrait désormais rebondir -ANNICK COJEAN

LEDUCATION

ENQUÊTE

Décembre

L'ECOLE AU SECOURS **DES BANLIEUES**

L'école, dernier espoir pour les enfants des cités. Elle est souvent le seul service public présent dans les banlieues défavorisées. Le Monde de l'éducation établit le bilan des zones d'éducation prioritaire, qui ébauchent depuis dix ans des

réponses originales aux besoins les plus criants. D'une vision misérabiliste, l'école est en train de glisser vers une attitude plus ambitieuse.

Avec des témoignages d'enseignants qui travaillent sur le

Egalement au sommaire: La sélection de Noël pour les enfants: livres, bandes dessinées, musiques.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

HEURES LOCALES

Languedoc-Roussillon

La région Languedoc-Roussillon rattrepe son reterd, renouvelle sa population et entend briller autrement que per son soleil. La mutetion continue ; meis elle favories plus l'ouest que l'est.

Lire pages 12 à 14 l'enquête d'ANDRÉ LAURENS

La Savoie à la veille des Jeux olympiques

Près de 12 millierds de france ont été consecrés à l'organisation des Jeux d'hiver d'Albertville. Lee Savoyards se sont mobilisés pour cet événe-ment internstionel dont ile espèrent des retombées. Mais certains commencent aussi à exprimer leur déception et à redouter de douloureux lendemains de fête.

> Lire pages 15 et 16 les articles de GÉRARD BUÉTAS MICHEL DELBERGUE et CLAUDE FRANCILLON

ES Polonais qui branchent, ce dimanche 13 décembre 1981 au matin, leur radio ou leur

téléviseur entendent, stupéfaits, le général Jaruzelski, premier secré-tuire du Parti communiste

(POUP), chef du gouvernement et ministre de la défense, annoncer

d'une voix grave et monocorde que le pays, régi par la loi martiale, est désormais gouverné par un « conseil militaire de salut natio-nal », dont il est le président. Les incrédules peuveni, s'ils sont cita-

dins, s'en convaincre d'un coup d'œil par la fenêtre : çà et là, les masses sombres des blindés de

transport de troupes se détachent sur le manteau de neige. Les télé-phones restent désespérément

Inlassablement rediffusée sur les

ondes, l'adresse aux accents lourde-ment patriotiques du général Jaru-

zelski alterne en cours de journée avec des communiqués lus par des speakers en uniforme, qui décli-nent les règles du nouvel ordre juridique : les libertés de réunion,

d'association, de manifestation sont suspendues, de même que l'in-violabilité du domicile ou de la

correspondance et le droit de grève. Une législation d'exception instaure une procédure pénale som-maire et permet à l'autorité admi-nistrative d'interner tout citoyen

de plus de dix-sept ans soupçonné de « mener une activité dangereuse

pour les intérêts de lo sécurité de l'Étot ». Les frontières sont fer-mées, les déplacements soumis à

des règles draconiennes, un couvre-feu proclamé; les administrations

et les grandes entreprises sont pla-cées sous régime militaire.

Hormis les organisateurs et exé-cutants de l'opération, seuls quel-ques milliers de Polonais se parta-gent le « privilège » d'avoir été prévenus pendant la nuit : les diri-

prevenus pendant la nuit : les din-geants et sympathisants de Solida-rité, tirés du sommeil par la police politique, regroupés sans ménage-ment dans les commissariats puis acheminés, la nuit même, vers de lointains camps d'internement. Le général Kiszczak, ministre de l'in-ferieux a redonné bui même le signal

de la rafle peu après minuit, dès que ses services eurent constaté la fin de la réunion, aux chantiers navals Lénine de Gdansk, de la commission nationale de Solida-

rité. Il ne reste alors aux forces de

l'ordre qu'à investir les trois bôtels de la ville que viennent de rega-

gner les quelque cent délégués

nationaux du syndicat, et à les cueillir dans leur lit.

La pression des Soviétiques

dans ce palais du Belweder qu'oc-cupe aujourd'bui le président Walcsa, le P Jablonski ouvre une

session extraordinaire du Conseil d'Etat dont il est le président, un

d'Etat doat il est le président, un organe-paravent auquel la Constitution assigne la fonction de présidence collégiale de la République.
Convoqués sans préavis, les membres du Conseil d'Etat apprennent de la bouche d'un général que l'armée a pris en charge la direction du pays et qu'il leur incombe d'autoriser la loi martiale et ses décrets d'application en signant le jeu de
textes qu'ils trouvent devant eux et

textes qu'ils trouvent devant eux et dont la plupart ignorent la teneur.

Formé de personnalités falotes

Formé de personnalités falotes nommées par le pouvoir communiste, le Conseil d'Etal s'exécute docilement; seul le président du groupement catholique progouvernemental (Pax), Ryszard Reiff, refuse de signer des actes inconstitutionnels. La Constitution réserve en effet à la seule Diéte, dès lors qu'elle siège, le droit de proclamer la loi martiale. Or la Diète est en session et, travaillée par le ferment de Solidarité, a rejeté peu avant la demande du gouvernement de lui

demande du gouvernement de lui accorder des pouvoirs exception-

nels. Pour couvrir les actions entre-prises la veille au soir, les décrets soot antidatés du 12 décembre.

Mais l'heure n'est pas aux subtili-

La décision du général Jaruzelski tourne une page dans l'histoire de la Pologne et clot – provisoirement

- le chapitre d'une aventure extra-

ordinaire, celle de Solidarité, ce corps étranger qui, à partir des grèves d'août 1980 et des accords de Gdansk, a prospéré dans le péri-mètre du « socialisme réel».

Poussé par une irrésistible pres-

sion populaire, dirigé d'une main habile alliant, en la personne de

Loch Walesa, pragmatisme ci audace, Solidarilé bonscule un jeu politique jusque-là figé, infligeant au pouvoir défaite sur défaite,

défiant son monopole syndical,

chés de démocratie et de liberté, le

propre appareil administratif et

politique du régime, jusques et y compris le Parti communiste, dont

des centaines de milliers de mem-

bres adbèrent au syndicat. Au

point que les Soviétiques manifestent de plus en plus souvent et

lés juridiques.

Vers I heure, cette même nuit,

ADMINISTRATION:

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-66-25-26
Télécopieur: (1) 49-60-30-10
Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde Durée de la société ; cen1 ans à compter du 10 décembre 1944.

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde ».
Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde **PUBLICITE**

Jacques Lesourne, président Françoise Hognet-Devallet, directeur généra Philippe Dupuis, directeur commercial 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia 75002 PARIS CEDEX 15 Tél : (1) 46-62-72-72 Télex MONDPUB 634-128 F Télésa : 46-62-98-73 - Societé filiale de la SARL le Monde et de Médias et Régies Enrope SA

Imprimene du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN : 0395-2037 PRINTED IN FRANCE lenselgnements sur les microfilms : Index du Monde au (1) 40-66-29-33

TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS I, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél: (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUESSE BELGIQUE LUXEMB, PAYS-BAS	AUTRES PAYS voice normale CEE
J pols	460 F.	572 F	. 790 F.
6 wais	890 F	l 123 F	1 560 F
l #4	1 629 F	2 086 ¥	t 960 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande. pour vous abonner renvoyez ce bulletin de votre règlement

à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indi-quant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE 6 mois

3 mois Nom:

Prénom : Adresse : __ Code postal: ___

Localité : _

Pays: __ Veutliet avoir l'obligeance d'écrye tous les noms propres en capitales d'imprimente.

PP Pans RP Le Monde

Edité par la SARL Le Monde Comité de direction

Jincques Lescurre : gérant
directeur de la publication
Bruno Frappart
directeur de la ridaction
Jacques Guig
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétare général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amaino

Thomas Ferenczi Philippe Herreman eques-François Sin

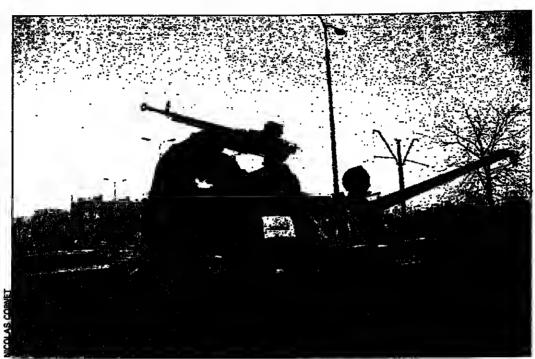
Daniel Vernez

Hubert Beuve-Méry (1944-1989) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1986) André Fontaine (1985-1991)

DATES

Il y a dix ans

La loi martiale en Pologne



Gdansk, 13 décembre 1981.

ouvertement lenr irritation. Brejnev n'a-t-il pas appelé Gierek, au plus fort des grèves du mois d'août, pour le mettre en garde devant la «kontra» – la contre-révolution? Le remplacement de celui-ci, en septembre 1980, par Stanislaw Kania n'a pas apaisé leurs préventions : Solidarité conli-nue de tenir, sans entraves, le haut du pavé.

Vers la fin de l'automne, manœuvres d'intimidation et pré-paratifs militaires se multiplient à la frontière orientale de la Pologne. Les Occidentaux, qui surveillent de près ees gestieulations, sont convaincus de l'imminence d'une intervention soviétique, suffisamment en tout cas pour que le président Carter lance, le 3 décembre 1980, par la «ligne rouge», une ferme mise en garde à Brejnev. Bluff ou détermination? On jenore à ce jour jusqu'à quel point le Kremlin était réellement décidé à retterer alors l'opération de Prague d'août 1968, mais on sait, par les révétations du colonel Kuklinski, un officier polonais qui avait fait défection (1), que les Soviétiques étaient parvenus à persuader la direction polonaise de leur résolu-tion à écraser la contre-révolution par une opération d'invasion menée sous couvert de manœuvres militaires, avec quinze divisions soviétiques, deux divisions tchéco-slovaques et deux divisions est-alle-

A Varsovie, ces projets jettent le désarroi. Le général Jaruzelski, qui n'est alors que ministre de la défense et a constitué dès octobre 1980 un petit groupe de travail sur la loi martiale, est pris de court; déchiré entre son sentiment patrio-tique et sa loyauté envers Moscou, il tombe dans un état de quasiprostration pendant deux jours, puis se ressaisit et présente, lors du sommet du pacte de Varsovie à

Moscou, le 5 décembre 1980, des gages aux Soviétiques. Ceux-ci acceptent, mais ne

relacheront plus leur pression : mesures d'intimidation, messages comminatoires, manœuvres militaires inopinées, incursions dans l'espace aérien polonais formeronl l'ordinaire de l'année 1981. Des groupes militaires soviétiques viennent, avec le consentement de Var-sovie, reconnaître les objectifs stratégiques du pays, aéroports et centres industriels. Une délégation de dix-buit généraux soviétiques vient, sous prétexte de vérifier l'état de préparation aux manœu-vres du pacte de Varsovie, s'assurer de la détermination de la hiérarchie militaire polonaise à en découdre avec la contre-révolution, les militaires soviétiques s'enquièrent regulierement de l'état d'av cement des préparatifs de la loi martiale et réussissent à s'arroger le contrôle de facto de l'espace aérien de la Pologne.

Retarder les échéances

Le 24 mars, alors que le pays entier bouillonne d'indignation à la suite d'une provocation policière contre Solidarité à Bydgoszcz, le chef d'état-major des forces armées du pacte de Varsovie, le maréchal Koulikov, annonce la prolongation inopinée de l'exercice militaire « Soyouz 81 », sans même dissi-muler les mobiles d'une décision aussi inhabituelle : « Parce qu'en Pologne il y o lo contre-révolution. »

Impuissante à résister à ces pro-cédés humiliants, la direction polo-naise retarde les échéances, faisant valoir que la situation n'est pas mure: Kania, le premier secrétaire du POUP, préconise le « dialo-gue », c'est-à-dire l'anéantissement de Solidarité par des moyens poli-

tiques, une ligne confirmée par le congrès extraordinaire du parti, tena du 14 au 20 juillet 1981 avec force scrutins secrets. Jaruzelski, nommé chef du gouvernement en février, continue de superviser patiemment les préparatifs de la loi martiale et se fait, en silence, le comptable de l'échec de plus en plus évident de la « ligne Kania » : les tentatives d'infiltrer le syndicat ont fait long feu, de même que les manœuvres de division de celui-ci entre modérés et « extrémistes ». En août, les pourparlers entre le gouvernement et Solidarité, qui visaient à faire endosser au syndicat des mesures d'austérité sur la définition desquelles il n'avait pes

La situation économique revêt déjà des dimensions catastrophi-ques c'est l'époque des magasins désespérément vides, dont l'étalage se résume, à de longues rangées de bouteilles de vinaigre, des marches de la faim, des grèves sauvages que les dirigeants de Solidarité, sillon-nant le pays, s'efforcent d'éteindre.

la moindre prise, sont suspendus.

En septembre, le général Jaruzciski, allié à une baute hiérarchie militaire et policière qui piaffe d'impatience, est résolu à proclamer au plus vite la loi martiale, dout les préparatifs sont maintenant quasiment achevés. Le scul obstacle est Kania, qui s'obstine à vouloir se mesurer à Solidarité sur le seul terrain politique. Ecarté dès le seul terrain politique. Ecarté dès septembre de la réalité du pouvoir, il est évincé le 18 octobre par le général Jaruzelski lui-même, qui ajoute ce nouveau joyau à sa couronne. Il ne reste plus qu'à déterronne. Il ne reste pius qu'a acter-miner la date propice, un weck-end avant le 15 décembre, date à laquelle la moitié du contingent, déjà prolongé de deux mois en octobre, devra être renvoyée dans ses foyers. Tout en parachevant en secret ses préparatifs, le pouvoir fait diversion en continuant de mener un semblant de dialogue avec le syndicat : la rencontre, le : 4 novembre, entre le général Jaru-zelski, Lech Walesa et Mgr Glemp

le sommet elle de la siation

L'étonnante serrenite

du general kallacis

back.

9.00

diam'r.

C17:"

dan .

ukra.

uute:

க்கூ.

E.E. ..

4

Record

1.40 24.0

.. 25-414-4.

1 - 50 M

- 40 20

- -

7 653.482 ---

·中央大学 16章

in a training that $\frac{2\pi}{3}$

n en jour nyiden da

e in the Property

i, introduce, ≨

reine de And ---

لأبورت والأسا

the same of the

12 TOTAL

47 APA

The second

de Algo

1779739

Porté par l'ivresse de quinze mois de succès, blasé peut-être par de trop nombreuses alertes et rumeurs, persuadé de la déliques-cence du régime, le syndicat ignoreles signes annonciateurs de l'épreuve de force, interprete mal pouvoir et néglige les dispositions à prendre pour une éventuelle-résistance, ouverte on clandestine. L'effet de surprise recherché par le pouvoir n'en est que plus dévasta-

A l'Ouest aussi, la stapeur

domine. Et l'improvisation. a Bien entendu, nous ne ferons rien s, làche le ministre français des relations extérienres, Claude Cheysson, Le chancelier Schmidt, en visite en RDA, ne songe pas le moins du monde à interrompre son séjour; se retranchant derrière le principe de nomingérence, il ne vent nes de non-ingérence, il ne veut pas condamner le recours à la loi mantiale et se préoccupe avant tont du sort de son ami Gierek, lui aussi interné, pour faire bonne mesure, avec une trentaine d'anciens res-ponsables. Les Américains, avertis ponsables. Les Americains, averus par le colonel Kuklinski des plans du général Jaruzelski, dissimulent mal leur soulagement de ce que les Soviétiques ne sont pas directe-ment impliqués. Il s'agit d'une «affaire intérieure polonaise». Il faudra attendre la mobilisation des opinions publiques par les syndi-cats et de nombreuses consciences révoltées pour que les gouvernements occidentaux mesurent la signification de l'événement et en tirent les conséquences en prenant des sanctions contre le régime de Varsovie puis contre l'Union sovié-

En Pologne, après un dimanche de désarroi ou aucune communication privée n'est possible, où le déploiement des forces dissuade toute velleité de manifestation, où le couvre-feu est en vigueur des homélie malencontreuse abondamment exploitée par la propagande, appelé à la résignation, il faudra attendre le lundi 14 décembre pour observer les premières réactions. Des grèves éclatent dans les grandes usines, mais, isolés, privés des dirigeants internés, réprimés sans ménagement, ces mouvements sans ménagement, ces mouvements sont des gestes de désespoir, sans lendemain. Les pricipaux foyers de résistance sont Gdansk, Wroclaw, Nowa-Huta et les mines de Silésie : dans l'une d'elles, la mine Wujck, l'assaut des forces de l'ordre, le 16 décembre, laisse sept tués par balle et des dizames de blessés. Le destier rount de résistance le mine. dernier point de résistance, la mine Piast capitule le 28 décembre, après neuf jours de privation de ravitaillement des mille trois cents mineurs retranchés au fond.

Le général Jaruzelski a remporté une brillante victoire tactique, mais le succés politique se fait attendre. Solidarité se reconstitue dans la clandestinité, toutes les tentatives de «réconciliation» ou de débeutes de métodific de mediation. débauchage des modérés du syndi-cat se beurtent à un mur de défiance, la réforme économique annoncée reste un vœu pieux et le pays continue de végéter dans la quarantaine politique et financière où le confinent les Occidentaux.

Seul l'abandon de la «doctrine Brejnev» par Gorbatchev en 1988 change suffisamment le rapport de forces pour contmindre le régime à céder le pouvoir à l'organisation véritablement représentative qu'est restée Solidarité. Quant au général Jaruzelski, redevenu simple citoyen, il voue l'essentiel de son énergie à effacer ce que le professeur Geremek nomme les «stigmotes de l'échec politique de l'état de guerre» (2) en s'attribuant le mérite historique d'avoir évité à la Pologne un «malheur plus grand» et d'avoir permis la transition démocratique. Dix ans après le Seul l'abandon de la «doctrine et d'avoir permis la transition démocratique. Dix ans après le comp d'Etat, la question de la res-ponsabilité de son auteur est tou-jours sans réponse : patriote sin-cère, partisan de la solution du moindre mal, jouet d'une guerre des nerfs orchestrée par les Soviéti-ques ou exécutant docile des ins-tructions du Kremlin? Jan Ols-zewski, le nouveau premier ministre, a promis d'ouveir une ministre, a promis d'ouvrir une enquête sur l'introduction de la loi martiale et d'en poursuivre les auteurs en justice s'il n'est pas établi qu'elle répondait à une « impérieuse nécessité».

STĖPHANE MEYLAC

(1) Très directement impliqué dans la préparation de la loi martiale, le colonel Kuldinski avait, un mois avant sa proclamation, été excilitrés de Pologne par les services secrets américains. Voir Wajna z narodem. Kultura, Paris, nvril 1984. Voir également, de Gabriel Mérétik, la Nuti du général, Belfond, Paris, 1989. (2) Bronislaw Geremek, la Rupture, Seni, Paris, 1991.

"GRAND JURY" RTL-Le Monde

JACQUES LORS

ANIMÉ PAR **HENRI MARQUE**

AVEC ANDRÉ PASSERON ET JACQUES AMALRIC (LE MONDE) BERNARD LEHUT ET JANINE PERRIMOND (RTL)

En annoncent, vendredi 13 décembre, qu'ils souhaitaient se rallier à la Communauté d'Etats indépendants créée cinq jours plus tôt par les trois Républiques slaves, les quatre présidents des Républiques d'Asie centrale et celui du Kazakhstan ont certes donné le coup de grâce aux espoirs de M. Gorbatchev de maintenir un pouvoir fédéral. Mais ils ont eussi mis les fondateurs de la Communauté à trois dans l'embarras, dans la mesure où ils ont posé des conditions à leur participation : en gros, le maintien d'une coordination économique et militaire, allant à l'en-

contre de l'esprit des accords de Minsk. Les cinq présidents d'Asie centrale, réunis jeudi et vendredi, en concluse à Achkhabad, capitale de la Turkménie, la République de la région la moins touchée par les vents de la perestroïka, ont com-mencé par déplorer, dans leur communiqué, le fait de ne pas avoir été consultés au préalable par les trois présidents slaves : cenx-ci n'ont pas présidents slaves: cenx-ci n'out pas a tenu compte des réalités histori-ques, sociales et économiques» de leurs Républiques et les «Cinq» demandent à participer dorénavant, sur un pied d'égslité et comme a membres fondateurs», à l'élabora-tion d'nne Communauté qui ne doit pas «être fondée sur des cri-tères d'ethnie ou de religion». Or les accordes de Minsk citaient dans eccords de Minsk citaient dans leurs ettendus les liens « historiques » et la ecommunoutés d'intérêts entre les trois Républiques slaves – une précision visant à marquer que l'Ukraine, en tout cas, ne veut pas être liée aux Républiques plus attardées d'Asie.

En outre, alors que les textes de l'accord de Minsk sont des plus brumeux sur la coordination économique, les cinq présidents d'Asie centrale, dont les budgets ont toujours été subventionnés par l'ex-budget fédéral, demandent expressé-

ment que soit confirmé l'accord la force des choses, le pl économique déjà signé par huit Républiques, dont l'Ukraine, et que ses points restés en suspens fassent l'objet d'un accord.

> Les conditions des Républiques

Rien d'étonnant alors à ce que le communiqué d'Achkhabad ait été sainé comme « positif » par M. Gorbatehev ainsi que par M. Ivan Silaev, redevenn, selon Tass, prési-dent du «Comité économique interrépublicain» dont la mort fut aussi, republicam» dont la mort lut adsst, un moment, decrétée. M. Silaev a, de plus, cru pouvoir annoncer, ven-dredi, que les chefs de gouverne-ments républicains se réuniront les 18 et 19 décembre à Moseou, 18 et 19 décembre 2 Moseou, a suite logique, selon lui, des accords de Minsk et du communiqué d'Achakhabad». Une suite qui reste à confirmer et qui, surtout, n'était pas celle prévue an départ : M. Eltsine avait envisagé, au cas où la rénnion d'Achkhebsd s'achevait positivement pour lui, de se rendre lui-même samedi à Alma-Ata, capitale du Kazzhhan Le président numente santeur a marcha tele du Kazakhstan. Le président Noursultan Nazarbaev, qui dirige une République peuplée pour moitié de Russes ou rassophones et pour moitié de musulmans, est, par

niste» des présidents de l'ex-URSS, même s'il fut un des premiers à prôner vigourcusement une «souve-raincté» des Républiques. Que la rencontre d'Alma-Ata soil repoussée une date postérienre au 21 décembre - après une visite pré-vue du président de Russie à Rome - montre que bien des problèmes restent en suspens.

Le président de l'Ouzhékistan, M. Islam Karimov, tout en signant le communiqué d'Achkhahad, a le communiqué d'Achkhahad, a voulu qu'aucune réponse formelle sur l'adhésion de sa République à la Communauté ne soit donnée avant le 29 décembre, date à laquelle il organise une élection à la présidence au suffrage universel. Signe qu'il doit tenir compte des passions nationalistes dans cette République, la plus neurolée et une des moins la plus peuplée et une des moins démocratisées des cinq, où l'idée d'une communeuté des seules Républiques musulmanes recueille le plus de suffrages.

> Identité musulmane

C'est là, à Tachkent, que l'on parle de recréer un Turkestan et que les cinq présidents d'Asic cen-trale ont signé, en juillet dernier, un

pour promouvoir leur développement économique. C'étair un texte largement théorique, car les contra-dictions entre les cinq Républiques sont nombreuses et parce que Moscou est encore perçue comme une voie plus sure vers le monde industrialisé que les autres voisins : Iran, Afghanistan et Chine. Mais il reste que les populations espirent à retrouver leur identité centre-asiati-que et musulmane et que ces aspi-rations prennent de plus en plus ouvertement des formes anti-russes.

Il s'agit done pour M. Eltsine d'un danger potentiel, qui explique pourquoi des Républiques dépendant économiquement de Moscou peuvent poser des conditions à leur adhésion à la nouvelle communauté. D'autant plus que l'adhésion de la Russie à une Communauté limitée aux Slaves porte en soi les germes d'un éclatement de la fédération russe elle-méme, avec ses nombreuses minorités dont les sept millions de Tatars musulmans. Le président tehétehène Doudsev s d'aillicurs saisi l'occasion pour appe-ler, vendredi, à la création d'une Union des peuples du Caucase, dont tout le nord fait partie de la fédération de Russie.

L'étonnante sérénité du général Kobets

Ces trois personnes sont M. Gor-batchev, M. Eltsine et le ministre soviétique de la défense, e'est-à-dire le maréehal Chapoehnikov. Les observations des services de rensei-gnement anglais, selon lesquels le président russe est désormais accompagné par «un homme à lo volise », éleient done exactes? «Oui», épond sans hésiter le géné-rel Kobets. Et il en est ainsi, « depuis la tentotive de putsch Pendant la période de transition

qui va s'engager, chacun des prési-dents des Républiques sur le territoire desquelles sont entreposées des armes aucléaires (c'est-à-dire, outre la Russie, l'Ukraine, la Biélo-russie et le Kazakhstan) aura un droit de regard sur l'utilisation de ces armes. Mais il s'agira d'une responsabilité temporaire, puisque la ponsabilité temporaire, puisque la voionté de ces pays de devenir des Etats dénucléarisés sera respectée, comme l'indiquent les accords de Minsk.

Dans un premier temps, «toutes les armes nucléaires tactiques» pré-sentes sur ces territoires vont être rapatriées en Russie. (Ce sont ces rapatrices en Kussie. (Ce sont essames tactiques, supposées moins étroitement contrôlées, qui suscitent le plus d'inquiétude dans les étatsmajors occidentaux, en particulier dans l'oppothèse de graves troubles ethojouse). Quent aux armes siredans l'hypothèse de glaves interes-cthniques.) Quant aux armes stra-tègiques déployées dans ces trois Républiques, les instellations de lancement seront détruites et les ogives nuclèaires seront acheminées

> « Rien à Minsk»

. 1

L'objectif est également de les détruire, mais le général Kobets détruire, mais le général Kobets souligne que personne ne dispose encore de la technologie adéquate pour éliminer ces ogives. «Ce que l'on sait faire jusqu'à présent, c'est les réutiliser» (pour d'eutres armes). C'est pourquoi il insiste sur la nécessité d'une concertation internationale – et évoque l'idée d'une conférence à quatre défendue par M. Mitterrand – et d'une coopération technique. Les opérations de liquidation de ces ogives « pourmient durer sept ans » on peut être raient durer sept ans » ou peut être moins « selon les ressources qu'on y

Mais, à terme, aucun doute n'est permis : l'ensemble des armes permis: l'enschible de la nucléaires « seront exclusivement dans les mains de la Russie». « La Russie ne donnera à personne le bouton nucléaire» et c'est donc son commandant président en tant que commandant en chef qui en aura le contrôle, la Russie devenant «le garant de la sécurité collective de lo Communauté. Il n'y o pas d'autre vole.» Reste l'avenir immédiat. M. Gor-

batchev pourrait continuer à exerarmées (et donc des armes nucléaires) « encore quelquer mois », « deux mois par exemple », précise le général Kobets. Il se réfère à ce propos au discours de M. Boris Eltsinc devent le Parlement russe, selon legnel e les structures de l'Etat » restent en place pour le moment. Mais il reconnaît aussitôt que « la seule structure qui subsiste

aujourd'hui, c'est le président [sovié-tique] et l'appareil présidentiel». Si l'on ettire son attention sur les récentes déclarations de M. Gorbatchev - a ils vont se débrouiller avec les boutons nucléaires, mais sans moi » (le Monde du 12 décembre), - le général Kobets préfère y voir « un moment de colère », un effet de n'un moment de colere s, un enex de l'émotion. Mais il n'exclut pas non plus que M. Gorbatchev démissione d'un jour à Failire! «Il y a des variantes possibles, explique-t-il posément. Dans ce cas, nous ferons la même thost matt plus rapide.

D'ailleurs, explique-1-il enenre, e M. Gorbatchev o perdu le contrôle de la situation intérieure, il voit ce de la situation interieure, il voit ce qui se passe, mais il ne comprend pas l'état d'esprit qui règne désor-mais dans les Parlements. » Quant à l'idée qu'il a essayé de défendre ces jours derniers, celle d'aun compro-mis entre l'accord de Minsk et le traité de l'Union, c'est impossible ».

La Communauté qui va donc se meltre en place sera dotée de « forces unifiées» et non de « forces uniques, ce qui serait souhaitable mais ne marchera pas». L'autorité suprême sur le cammandement unisuprême sur le enmmandement uni-fié sera exercée par le Conseil des chefs d'Etat – le général Kobest tire d'un placard le texte d'un «Projet de traité de sécurité collective» éla-boré la nuit précédente. A l'échelon eu-dessous il y aura un «Comité des ministres de la défense», et au total une organisation assez semblatotal une organisation assez sembla-ble à celle de l'OTAN.

L'état-major sera-t-il transféré à Minsk? « Non, répond catégorique-ment le général Kobets. Tout restera ment le général Kobets. Tout restera ici. Nous n'avons pas les moyens de transfèrer nos centres de commandement, cela coûterait des milliards. » D'ailleurs, à l'en croire, il n'y aura vraiment pas grand-chose à Minsk en dépit de ce que semblaient prévoir les textes signés en Biélorussie. «Il n'y aura rien, sinon des groupes d'experts...» Et d'ailleurs, même pour ce rôle modeste, le choix de Minsk pourrait être remis en question si les États d'Asie centrale adhèrent à la Communanté. Bref. adhèrent à la Communanté, Bref, les Biélorusses ne devraient pas se faire trop d'illusions.

faire trop d'illusions.

L'accord instituant la nouvelle Communauté sers-t-il viable si, déjà, le président Kravtchouk semble le bousculer, hui qui s'est approprié dés jendi 12 décembre le contrôle de l'ensemble des troupes placées sur le territoire ukrainien et aussi celui de la flotte de la mer Noire? a'll s'est un peu précipité, explique le général Kobets. Cette décision est en effet de nature à susciter bien des inquiétudes parmi les très nombreux officiers russes présents en Ukraine (60 %, contre 40 % d'Ukrainiens). Mais il ajoute qu'une délégation militaire de haut rang a été envoyée d'urgence à Kiev rang a été envoyée d'urgence à Kiev pour tirer les choses au clair, et que déjà certains points majeurs ont été précisés.

D'abord pour ce qui concerne la marine: « Seules les unités de protection des côtes de la mer Noire passeront sous contrôle utrainien. » Le reste de ce qu'on nomme la flotte de la mer. Noire, mais qui est déployé sussi bien en Méditerranée que dans l'Atlantique, continuera à que dans l'Atlantique, continuera à faire partie des « forces stratégiques». Quant aux troupes terrestres

implantées en Ukraine, il faut distinguer trois catégories : d'abord, les unités qui constitueront l'armée ukreinienne (prié de donner un ukrainianne (prie de donner un ordre de grandeur, le général Kobets mentionne le chiffre de 250 000 hommes tout en soulignant qu'il est encore l'objet de négociations). Un projet approuvé vendredi 13 décembre per le Parlement ukrainian utilise, lui, la formule de cour plus de 400 000 hommes p). Il « pas plus de 400 000 hommes »). Il y aura ensuite les forces stratégiques, et celles qui seront chargées d'assurer la protection des armes nucléaires, pendant la période de transition, et qui resteronl sous commandement central, Enfin, une partie des effectifs - « une petite partie » - sera Chitainée.

« Des mécontents armés de fusils » 10

Quant à l'armée russe, quels devront être ses effectifs? « Tout dépendra de lo vitesse avec laquelle nous pourrons trouver une solution pour nos soldats. Il faut résoudre les problèmes sociaux avant de pouvoir réformer les ormées. » Le général Kobets annonce au passage que la Russie a pris sous sa juridiction e lo ciales » (militaires, glavspetstroi) et les ntilisere entièrement à la construction de logements pour les militaires. « Il ne faut pas prendre le risque de créer des méconients amés de fusils», ajoute le général Kobets. Certes il ne croit pas à l'hy-pothèse à la mode en Occident d'un enup de force des militaires (de son côté, le maréchel Chapochnikov, ministre soviétique de la défense, s exclu vendredi « toute possibilité de coup d'Etat avec la participation de l'armée »). Les « prémices » du déelenehement du putsch d'août de la Maison Blanche (1). Cependant, e nous n'excluons pas que, sous la pression des difficultés économiques, d'anciens dirigeants du particherchent à pousser le peuple à la révolte. Des mesures ont été prises pour éviter cela." Le général Kobets tire encore un

document de son placard. Il s'agit de l'aide-mémoire préparé le matin même à l'intention de Boris Elizine meme a l'unemion de bons name pour ce prochain entretien avec le seerétaire d'Etat amérienin, M. James Baker. On y retrouve les principes qu'il vient de nous expo-principes qu'il vient de nous exposer eoncernant en partieulier le déploiement actuel et futur des deprotement actuel et lutur des forces nucléaires, le commandement des forces armées de la Communauté ainsi qu'un rappel des engagements à respecter toutes les obligations contractées par l'URSS en matière de désergement. Le des matière de désarmement. Le docu-ment a été préparé en consultation avec le maréchal Chapochnikov et le ministre des affaires étrangères. Lequel, celui d'URSS ou de Russie? La réponse est sans appel : « Il n'y o plus qu'un seul ministère des affaires étrangères [le russe] ». Mais alors qu'en est-il de M. Edouard Chevardnadze, qui est tout de même eensé être l'hôte de M. Baker? Nouvelle réponse sans ambiguité: « Vous avez lu le décret du président [Elisine]. Il n'y a plus de ministère soviétique des affaires étrangères.»

JAN KRAUZE

(i) Le Monde a rendu compte dans son numéro du 6 décembre du livre — la Vie quotidienne à Moscon durant le putsch — dans lequel le général Kobets s raconté cet épisode.

Des chiffres et des lettres

Les services britanniques ont, semble-t-il, été les premiers à déceler dès le début de novembre (le Monde du 10 décembre) la présence, dans l'entourage de M. Boris Elstine, de celui qu'on appelle, dans le jargon militaire, «l'homme à le velise», c'est-à-dire ce personnage discret qui accompagne partout les chefs d'Etat des puissences nucléaires et qui leur permet, en tout lieu et à tout moment, de prendre leur part de responsabl-lités dans le déclenchement de

l'arme nucléaire. "C'est en 1962 que les Américains ont mis au point de telles procédures pour leurs propres besoins. Le système y est dénommé egold codes » (codes d'or). Depuis, les autres pays qui ont accédé à la panoplie nucléaire ont imité le processus et il y a tout lieu de croire que l'Union soviétique avait, de son temps, fait de même. La mallette an question comprend une série de lettres et de chiffres qui sont eens signification apparente et qui peuvent être chan-

gés régulièrement, tous les jours par exemple.

Sur déciaion présidentialle, ces codes peuvent être trans-mis, depuis un eimple téléphone, à des postes de commandement qui sont ehargés de les répartorier, les identifier, les vérifier, les complétar - ai besoin est - evec d'eutres codes et de traiter ainsi par informatique tout ordre d'engagement qui serait acheminé vers les sites de tir. Sur un simple plan technique,

le fait que, au sein d'une chaîne de commendement, plusieurs parsonitas solent habilitées à détenir des responsabilités de déclenchement ne pose aucune difficulté. L'essentiel, en effet, est que le système mis en place soit en mesure de reconnaître, d'identifier - sans la moindre erreur - et de pouvoir interroger en retour - avant tout déclen-ehement possible - pour confirmer l'ordre chacun des responsebles doment Impliqués et

JACQUES ISNARD

Avant l'arrivée de M. James Baker à Moscou

> Les Etats-Unis affirment au'ils veulent éviter toute «ingérence»

Le secrétaire d'Etat américain. M. James Baker, qui était attendu, dimanche 15 décembre, à Moscou pour se rendre dans quatre Républiques ex-soviétiques, n déclaré, vendredi, que les Elats-Unis ne a peuvent pas et ne doivent pas se néler » du « processus purement politique » qui s'y déroule.

Ces déclarations étaient faites lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche, au lendemain de son «discours de Princeton» où il posait elairement les conditions d'une aide américaine aux Républiques (le Monde du 14 décembre).

Le chef de la diplomatic americaine a déclaré que M. Boris Elesine s'est entretenu, vendredi, au téléphone durant vingl-cinq minutes avec le président Bush. pour la seconde fois en cinq jours. pour l'informer de l'évolution du processus de création de la Communauté d'Etats indépendants.

Le même jour, M. Bush s'est également entretenu au léléphone avec le président Gorbatchev, pour la première fois depuis le référendum sur l'indépendance de l'Ukraine et la création de la Communauté. L'entretien a porté sur la sécurité des armes nucléaires en ex-URSS et les questions économi-ques, selon la Maison Blanche.

Interrogé pour savoir avec qui les Etats Unis traitaient, M. Bush a répondu qu'il «ne serait pas utile de faire des commentaires sur les personnalités » qui luttent pour le pouvoir dans l'ex-URSS et que les Etats-Unis «soutiennent ceux qui sont pour les réformes, pour lo démocratie, où qu'ils se trouvent, dons quelque République qu'ils

A Moscou, un porte-parole du président Gorbatchev a déclaré que ce dernier excluait de démissionner dans l'immédiat : M. Gorbatchev a été prié par des journalistes améri-cains de dire s'il resterail en poste jusqu'à sa rencontre, prévue lundi, avec M. Baker wet il o dit qu'il n'y avait aucune doute à ce sujet », a déclaré M. Alexandre Likhotal.

Après son passage à Moscou, M. Baker doit se rendre au Kirghizstan, au Kazakhstan, en Biélorussie et en Ukraine, c'est-à-dire dans les quatre Républiques ou sont disposées des armes nucle tactiques. - (Reuter, AFP.)

Une réunion des ministres de la défense de l'Alliance atlantique à Bruxelles

L'OTAN souhaite « un contrôle des armes nucléaires » de l'ex-URSS « sous une autorité unique »

Réunis è Bruxelles, alors que venait d'être signé l'ecte de décès de l'URSS, les ministres de la défense de l'OTAN se sont surtout concertés sur les conséquences de l'événement en matière de sécurité nucléeire. Dans un communiqué publié vendredi 13 décembre, après deux jours de débats, ils disent attacher «la plus haute importance à ce que soit garanti un contrôle sûr, responsable et fiable des armes nucléaires sous une autorité unique».

BRUXELLES

de notre correspondant

Pour le secrétaire général de l'or-ganisstion, M. Manfred Wörner, l'objectif reste réalisable. Les contacts qu'ils a ens avec les intéressés l'incitent à penser que, en raison du souvenir laissé par le désastre de Tchernobyl, il existe un certain consensus sur cette ques-tion. « Il y aura peut-être des désaccords sur la façon d'organiser les choses, mais pas sur le principe», a-t-il affirmé. Cette question sera sans doute

au centre des discussions entre les ministres des affaires étrangères de l'Alliance et leurs homologues des anciens pays membres du pacte de Varsovie, lors de la première réunion du conseil de coopération nord-atlentique le 20 décembre. Invité, il y a déjà longtemps, à cette reacontre, M. Edouard Che-vardnadze avait donné son accord, a Je compte qu'il vienne, e dit

M. Wörner, mais c'est à lui de dire avec qui. Si une demande est for-mulée par une des quatre Républiques ayant un potentiel nucléaire, il faudra y faire face.» De son côté, M. Richard Cheney, secrétaire M. Rienard Cheney, sectane
américain à la défense, a estimé
que «l'OTAN est le forum le plus
adéquat» pour étudier la question
de la sécurité nucléaire et que, eu
sein de l'Alliance, il n'y a pas lieu
de réserver le monopole du débat aux trois membres détenteurs de l'arme atomique, comme proposé par la France. . La France

absente

Outre le dialogue nucléaire avec l'ancien ennemi principal, les ministres de la défense souhaitent que la réuninn du 20 décembre porte sussi sur la coopération mili-taire avec les anciens pays satel-lites. M. Cheney s mentionné, à titre d'exemple, l'aide qui pourrait être apportée au redépl l'srmée tebécoslovaque, dont, I srines tepecusionadas, in sguére, deux tiers des effectifs étaient massés face à l'Allemagne, donc face à l'OTAN. Rappelant la levée de l'embargo par le Congrès, il a estimé que etôt ou tard, il y auro des ventes d'ormes oméricaines à ces pays »».

Sur un plan plus général, le com-muniqué final indique : « L'OTAN a acquis en ce qui concerne la planisseus et le gestion des pro-grammes de désense, la formation et l'entroînement ainsi que le contrôle démocrolique des forces armées, une expérience et des compétences irremplacables, qui pour-raient se révêler précieuses pour les

gouvernements d'Europe centrale et orientole. C'est pourquoi nous vou-lons mettre cet acquis à la disposition de tous les pays d'Europe centrale et orientole porticipont au processus de la liaison [avec l'OTAN, à Bruxelles], et nous avons examiné comment cela pour-rait se faire, à différents niveaux. Nos militoires contribueront à ce processus en intensifiant les contacts et en formulant des avis.»

Les ministres de la défense estiment avoir tant de choses à dire à leurs homologues de l'Est qu'ils veulent svoir avec eux une rencontre analogue à celle des ministres des effeires étrengéres. Le probième est que, depuis son retrait des structures militaires intégrées, la France est absente. Peut-être en raison de ses convergences avec Paris snr la question du eorps européen de défense à vocation «hors zone» - qui commence à susciter l'agacement de Washington, - la Belgique, par la voix de son ministre, M. Guy Coeme, a souhaité que M. Joxe soit associé à eette innovation. Cette question sera sens doute tranchée le 19 décembre, lors de la réunion des chefs de la diplomatie du conseil de l'Atlantique nord (donc en présence de M. Dumas). En principe, le renconfre enfre les Neuf (anciens membres du pacte de Varsovie) et les Seize (membres de l'Allianec) devrait avoir lieu avant la prochaine session ministérielle du comité des plans de défense de l'OTAN prévue pour mai 1992.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

L'indésirable M. Honecker

M. Erich Honecker, l'ancien dirigeent communiste de le RDA, n'evait toujoure pes quitté le territoire de la Russie dens le metinée du semedi 14 décembre elors que l'ultimatum des autorités russes lui enjoignent de partir eveit expiré vendredi à minuit.

Réfugié evec son épouse dans les locaux de l'ambas-sade du Chili à Moscou depuis mercredi, M. Honecker e recu durant une heure la visite, vendredi, du deuxièma secrétaire de l'ambassade de Cuba, ce qui e relancé les spéculations sur une éventuelle expulsion vers La Havane, selon l'agence allemende ADN.

La Corée du Nord aurait également eccepté, vendredi. d'accueillir l'encien numéro un est-allemand, d'eprès l'agence d'informetion russe RIA qui cite des sources proches du gouvernement de la fédération de Rusele. De son côté, le chencelier Helmut Kohl e envoyé, vendredi, un nouveau message personnel au prési-dent chilien, M. Patricio Aylwin, pour lui demander de ne pas eccorder l'esile politique à M. Honecker. Un sondege effectué pour la chaîne ZDF révale que 52 % des Allemands sont opposés à un retour « à tout prix » de l'ancien chef d'Etet. - (AFP.)

Rues serbisées

au Kosovo

Quatorze rues de Pristine,

espitale de le province du

Kosovo eque tutelle serbe

mais peuplée à près de 90 %

par des Albanais, portant des

communiste yougosleve ou

des noms albanels, ont été

débaptisées au profit de per-

sonnages de l'histoire serbe.

e rapporté, vendredi

13 décembre, l'egence Ten-

Le rue du Maréchel-Tito,

une allée plétonnière du cen-

tre de la ville, s'eppellere

désormaie rue de Vidovden,

en mémoire de la bataille du

Kosovo (quatorziame slaele)

contre les Tures. La rue

Lénine devient rue Pierre-le-

Libéreteur, en l'honneur du roi

Kosovo à l'empire ottoman.

qui reprit eu début du siècle le

Ces changements de nom

touchant de nombreux personnages de l'histoire elba-

naise. Haider Dushi cédent le

place, par exemple, à Voivode Stepe, un chef militaire serbe

de la première guerre mon-

diale. Il e'agit là d'une « serbi-

sation du Kosovo», a estimé

le président du Parti démocre-

tique du Kosovo (opposition)

M. Ibrahim Rugova, qui e

ajouté que les Albanais de

souche a donneronr aux rues

leurs propres appellations ». -

Sanglants affrontements entre forces moldaves et russophones

les forces spéciales du ministère moldave de l'intérieur et la a garde nationala » das ruasophones ont fait entre cinq et dixsept morts et plusieurs blessés, vendredi 13 décembre, à Doubossary, dans la zone russophone de l'ast de la Moldavia, d'aptès l'agance Moldava Pres recue à Bucarest. Le président moldave. M. Mircea Snegur, a écourté un voyage à Minsk où il s'entretenait avec les fondateurs de la nouvelle Communauté des Etats souverains pour regagner Kichinev, la capitale moldave (nos demières éditions du 14 décembre).

BUCAREST

da notre correspondant

C'est le début d'une dangereuse bataille pour le contrôle de la Trans-nistrie, territoire de la Moldavie indépeadaatiste mais majoritairement peuplé de russophones pro-so-viétiques. La lourdeur d'un bilan encore imprécis témoigne du commenorment d'une petite guerre entre deux embryons d'armées : les nou-velles unités spéciales du ministère de l'intérieur moldave (qui tiennent lieu de forces armées à Kichinev en attendent la « moldavisation » de l'armée soviétique) et la « garde nationale» des russophones de la «République de Transnistrie» – qui

compte déjà plusieurs ceataises d'hommes eacadres d'officiers de réserve (voire d'active) de l'armée soviétique – équipée d'armes auto-matiques, de moyens de transmissions, de transports et d'uniformes de l'armée de l'union.

L'affrontement semblait d'autant plus inévitable que les élections de début décembre ont produit deux légitimités opposées sur le territoire de la rive gauche da Dniestr. Le 1ª décembre, les autorités de Transnistrie ont organisé un référendum sur leur indépendance par rapport à la Moldavie roumanophone. Le 8 décembre, la Moldavie élisait un président unique pour « l'intégrité du territoire » (voir nos éditions datées 8-9 décembre et 10 décembre). La bataille pour le contrôle de la Transnistrie (qui compte 40 % de Moldaves) est dangereuse, car les offi-ciers de la XIV armée soviétique, stationnée sur ce territoire, qui se sont ouvertement rangés du côté des autorités de Tiraspol, capitale de la Démblique por coviétique controlle. République pro-soviétique, ont plu-sieurs fois menacé d'intervenir directement. Selon l'AFP, la nadio de Tiraspol e appelé cette XIV armée à l'aide vendredi, tandis que M. Igor Smirnov, président de la Transnis-trie, profitait de l'occasios pour demander à Moscou «l'interposition

de l'armée soviétique». Même si les versions de Kiehinev et de Tiraspoi divergent, elles révè-leat un but commun : chacun entend contrôler Doubossary. Une mainmise moldave sur cette petite ville du centre de la République de (AFP, UPL)

affrontements (trois morts ea novembre 1990, trois blesses en septembre 1991) couperait en deux la petite République russophone de sept cent mille babitants. Selon Trraspol, près de sept cents soidats moldaves, autorisés la veille par leur Parlement à intervenir, ont attaqué à l'aube la «garde républicaine» qui s'était emparée de la ville et gardaient «la frontière» sur le Dniestr. Kiehinev offirme que les forces « séparatistes » (dont une trentaine de combattants ont été arrêtés) ont attaqué le poste de police moldave de Doubossary qui, malgré des ulti-matums répétés, était un des rares en Transnistrie à lui rester fidèle.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

☐ TCHÉCOSLOVAQUIE : aa nouveau chef des services secrets. -Le président Vselav Hevel s aommé, vendtedi 13 décembre, M. Stefan Bacinsky, 37 ans, à la tête des services secrets, indique l'agence CTK. Député du mouve-ment slovaque Public contre la vio-lence, M. Bacinsky preadra ses fonctions à partir du le janvier prochsin. Les services sectets, désormais placés sous la tutelle du Parlement, oat été remaniés sur le modèle du FBI américain. Des centaines d'agents secrets qui travail-laient sous le régime communiste ont été licenciés depuis un an. -

YOUGOSLAVIE

Plus de dix mille réservistes serbes auraient refusé de rejoindre leurs unités

Si l'intensité des combats sem- à quatre mois la durée de mobilisa- se multiplient et un combre croisà Nova-Gradiska, à Vinkovci et près d'Osijek en Slavonie, dans la région de Petrinja en Banija ainsi que dans l'arrière-pays dalmate, non loin de Sibenik et de Zadar.

BELGRADE

da notre correspondanta

Les chances d'un rétablissement rapide de la paix sembleat néanmoins s'éloigner : alors que l'ordre de mobilisation générale est toujours en vigueur en Croatie, l'armée fédérale vient de demander un renforce-

A Belgrade, le «bloc serbe» de la présidence yougoslave a décidé de prolonger, par décret, de trois mois la durée du service militaire pour les recrues de la classe 1991 et de fixer

blait, d'une façon générale, avoir diminué, vendredi 13 décembre, en Croatie, de violents affrontements se nours invaient à Monséa. rante-cino et soixante jours

Le communiqué de la présidence explique que cette décision à été prise pour augmenter les effectifs de l'armée yougoslave et les porter à un niveau adéquat à «l'état de danger imminent de guerre» dans lequel se trouve le pays. Il ajoute que « l'ar-mée yougoslave mène des opérations d'une importance cruciale pour faire face à la montée du fascisme et à l'extension de la guerre civile et du génocide contre le peuple serbe en

Ces mesures, edoptées en dépit des promesses faites par l'armée fédérale et le bloc serbe de la direction vougoslave de cesser les hostilités et de chercher une solution pacifique à la crise, visent avant tout à maîtriser les problèmes de recrutement. En effet les désertions vistes, ont refuse de rejoindre jou

L'opposition serbe et les mouve ments pacifistes ont immédiatement condamné le décret de la présidence. Selon le Parti des réformistes de Serbie ces mesures « annoncent l'esca-lade de la guerre et violent l'accord de cessation des hostilités conclu à Genève». Il appelle par ailleurs les citoyens de Serbie à ne pas respecter ce décret et se demande : « Qui gou-verne la Serble, les dirigeants élus ou anti-guerre de Belgrade a pour sa part sommé « la prétendue prési-dence yaugaslave » d'ahroget le décret et de suspendre la mobilisa-tion car « toute une génération est privée du droit de vivre, d'étudier et

d'avoir un avenir ». FLORENCE HARTMANN

Mrs Thatcher s'est peut-être déciarée publiquement « enchantée» par les résultats du Conseil européen de Maastricht, mais elle évite de le faire en privé. C'est ce qu'e pu constater, vendredi 13 décembre, M. Edouard Balla-dur, au terme d'une visite à Lon-drea durent laquelle l'enclen

LONDRES

de notre envoyé spécial

ministre des finances de Jacques Chirae a'est entretanu notemment evec MM. John Mejor, Dougles Hurd, secrétaire eu Foreign Office, Norman Lamont, chancelier de l'Échiquier, Peter Lifley, ministre de l'Industrie et du erce, et Smith, «ministre» des finances du «shadow cabi-net e travailliste. M. Balledur e lement rencontré M. Jacques Attali, le président de la BERD, et Lord Carrington, ancien respon-sable de la diplomatie britannique, ectuellement en cherge d'une médietlon dens la crise

Que M. Balladur ait été ainsi reçu par les autorités britanniques en dit long sur l'intérêt que l'on porte à Londres sur la situation politique en Frence. Les questions sur ce sujet n'ont d'al-leurs pas manqué. D'emrée de jeu, M. Balledur, qui n'entend à ca stade raptésenter que ini-même, e fait savoir à ses interlocuteurs qu'ils ne pouvaient pas compter sur un changement de majorité en France pour venir à bout des accords de Maestricht. ils saront respectée quoi qu'il arrive, a-t-il dit, sinon à la lettre -les textes définitifs ne sont pas encore éerlte, encore moins signés - du moins « dans leur esprit générals. Et cela, même si M. Balladur s'interroge sur certains points, : notamment les cripropos de la politique économique des Douze. « Ou en restern t-il dans six aris?», demande-t-il, après avoir regretté qu'aucun critare ne retienne le cepecité d'épergne, donc d'investir, de chaque pays. Et d'expliquer cet oubli per des écants de taux de prélèvements obligatoires qu'on préférerait meequer : 44,5 % pour la France, 37 % pour la Grande-Bretegne, à peine plue pour l'Allemagne.

L'ancien ministre des finances de le cohabitetion s'intarroga aussi sur l'opportunité de laisser voter aux élections locales les ressortissante des eutree paye de la CEE. Non que l'idée le cho-que, si des critères de résidence

M. Balladur, Maastricht et les conservateurs y, puris promet

le concentre actif de Par

à la reconstruction des LA

britanniques

DIPLOMATIE

qu'elle risque d'être exploités, notamment en Frence, par l'extrême droite. Une préoccupation que ne partagent pes, en revanche, les dirigeants conserveteurs britanniquee, habitués depuis longtemps à la participation de certains ressortissants du Commonwealth eux élections

Le droit d'intervention

Mais c'est à propos de le situation dans les pays d'Europe centrale at orientale et dans l'ex-Union soviétique que M. Balladur a pu constater les plus grandes divergences d'analyses entre le Grande-Bretagne et les pays du continent. Lord Carrington, par exemple, estime que la crise yougoslave est sans issue et qu'il est surtout urgent de ne rien faire, ce qui est tout de même une position étrange pour un médiateur. Et il n'e pas caché à son interlocuteur que la diplomatie britannique ferait tout, lundi 16 décembre, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères des Douze, pour convainere l'Allemegne et l'Itelle de renoncer à reconnaître l'indépen-dance de la Slovénie at de la

et W

10.30

• de la Section

Since .

Table . . .

part of the second

Mor g. .

Hc=

Ro 😢

11....

chec:

No.

· Percent

っ 1/2017 3機

.--.

CHATIONS,

The same of the sa

Tel n'est pas l'avis de M. Bal-ladur, pour qui e Maastricht, c'est bien, mais ce serait dérisoire si les Européens ne se préoccupent pas de maintenir la paix sur leur continent. Le droit d'intervention est certes interdit per la Charte ment pourrions-nous rester les bras croisés alors que le feu est aux portes de l'Europe? Comment prétendre qu'une action de police ne serait pes légitime

La situation dans l'ancienne feit da le présenca d'armes nucléaires. Là encore, les Douze ne devraient pas rester inertes. Ils sont en tout cas, selon tui, fort mal placés pour reprocher aujourd'hui au président Bush la convocation, en janvier prochain, d'une vaste conférence internationele consecrée eux conséquences du démantèlement de l'empire soviétique. «On ne peut pas ne rien faire et regretter que quelqu'un d'autre le fasse à votre place», dit M. Balladur, avec la certitude de ceux qui croient en

JACQUES AMALRIC

Le PCF et les changements à l'Est

M. Marchais proteste contre l'interdiction de la propagande communiste en Tchécoslovaquie

général du PCF, a rendu publique, vendredi 13 mars, une lettre qu'il e adressée, le même jour, à M. Vaclay Havel, président de la République tchéque et slovaque, pour protester

M. Georges Marchais, secrétaire contre le vote, par l'assemblée fédé-énéral du PCF, a rendu publique, rale de ce pays, d'une loi interdisant endredi 13 mars, une lettre qu'il e sous prine d'emprisonnement pou vant aller jusqu'à huit ans » (le Monde du 14 décembre). Il y exprime sa « plus vive indignation face à cette mesure qui n'a de précédent que dans les plus sombres heures de l'histoire contemporaine de l'Europe».

M. Marchais ajoute : « Pour être le secrétaire général d'un Parti commu-niste qui, en 1968, a condamné l'in-tervention de l'armée soviétique dans votre pays et qui a constamment, depuis lors, réclamé la démocratisation de celui-ci; pour avoir été de ceux qui, des 1980, ont exige votre libération et n'ont cessé de réclamer interpulor et n'ont cesse de reciamer ensuite le respect de vos droits chaque fois que ceux-ci ont été mis en cause par les autorités d'alors, je me sens particulièrement à l'aise pour m'adresser à vous de façon pressante afin de vous demander d'user des prérogatives qui sont les voires pour que cette loi soit abrogée. »

Le secrétaire général du PCF se déclare solidaire de M. Jiri Svoboda, président du Parti communiste de Bohême et Moravie, « qui a entamé une grève de la faim » ainsi que des députés de sensibilité communiste « qui portent au revers de leur veston une étoile de David de couleur rouge sur laquelle est écrit en allemand : « Je suis un cammuniste! » et de « tous ceux qui, en Tchécoslovaquie, par delà la diversité de leurs opinions politiques ont à cœur de ne uverei ve la part de quelque pouvoir que ce soit ni totalitarisme ni esprit de litiques ont à cœur de ne tolèrer de

M. Sotura dément l'existence des aides du PC soviétique

Après l'article du Monde sur les versements du PC soviétique aux partis « amis » (nos éditians du 14 décembre), M. Pierre Sotura, trésorier national du PCF, e publié la décembre national du PCF, e publié la

«Le journal le Monde tente de relancer la cabale de «l'or de Moscou», qui s'est lamentablement effondrée vaici deux mais. Pourquoi? Parce que j'ai – avec d'autres dirigeants du PCF – apporté le démenti le plus formel que le PCF n'a évidemment pas perçu les sommes dont il était question. J'ai lancé un défi à qui que ce solt de metire en doute mes affirmations catévariaues. Ce mes affirmations catégoriques. Ce défi, et pour couse, n'a pu être relevé.

» La personne de l'entourage de M. Elisine qui a annoncé que des «quillances», des reçus seralent produits n'a pu le faire. Le Moude prétend désormais que les reçus des destinataires (les «trésoriers» des paris amis) existent. Le Moude ment, Je le mais qui défi de donnée come à ces mets au défi de donner corps à ces élucubrations. Le PCF a un financement sain et transparent. Les travaux récents de la commission parlementaire d'enquête en ont apporté une nouvelle preuve publique...»

[Contrairement à plusieurs autres partis communistes (Italien, portugais...) et à certains dirigeauts de l'ex-parti soviétique, le PCF – diment identifié dans les livres de comptes produits par M. Evlakhov – continue à nier l'existence de ces versements, en liquide, du PCUS aux partis a amis ». M. Evlakhov aons o foit connaître son intention de rendre public l'exacemble des documents dont il dispose, une fois que le parquet de Russie anna terminé son anquête. – E. I.]

Le Parlement allemand semble prêt à ratifier le traité

Le chancelier Helmut Kohl a défendu, vendredi 13 décembre à Bonn, devant le Bundestag, les traités sur l'Union économiqua at politiqua auropéanna signés en début de semaine à Maastricht, Malgré les critiques antériauras, cas deux taxtea n'ont pas soulevé d'opposition majaura ni chez lee eociauxdémoctates ni dana lea rangs das partis da la majorité. La ratification du traité par le Par-lement allemand ne devrait donc pas poser de problème.

de notre correspondant

Le Bundestag serait-il curieuse-ment à l'abri du mécontentement exprimé à travers la presse par les tenants d'un courant oéo-national qui reprochent à l'intégration euro-pécane de limitet la liberté de manœuvre allemande? Le prétexte de ce mécontentement a été l'union monétaire, car elle sacrifierait le deutschemark sur l'autel européen.
Dans un éditorial cinglant, le Suddeutsche Zeitung de Munich, autrefois plus mesuré, estimait encore samedi que «le mark est tombé dans un plus libre tende con l'accepte l un piège tendu par François Mitter-rand» et demandait au Parlement de ne pas suivre le chancelier Kohl dans sa «flèvre de missionnaire».

Le seul à ailer finalement dans ce seus a été le président du Parti libé-ral, M. Otto Lambsdorff, qui a critique l'automatisme prévu pour le passage à le dernière phasa de l'union économique et monétaire en

1999. L'ancien ministre de l'économie e demandé que l'abandon da deutsebematk fasse, le moment deutsebematk fasse, le moment venu, l'objet d'un vote du Parlement. Ces critiques, reconnaît un responsable de l'Union démocrate-chrétienne, ne laissent pas indifférents tous les députés du groupe CDU, le parti du chancelier. Mais eucua d'eatre eux ne s'aviserait aujourd'hui de contredire M. Kohl sur cette question. sur cette question.

L'abandon du deutschemark

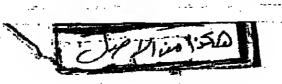
Le chef du gouvernement s'est félicité de l'étroite liaison avec la France, soulignant que les deux pays étaient «unis dans leur vision d'une Europe qui doit croître non seulepolitiquement». Il a mis en demeure ceux qui dénoncent l'abandon du mark de dire «à qui profite cette campagne ».

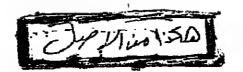
Pour le Parti social-démocrate, qui evait menacé avant la réunion de Maastricht de ne pas ratifier le traité si le contrôle démocratique de la future Union a'était pas suffisant, M- Ingrid Matthaus-Maier a estime que le sommet avait apporté « des progrès » mais qu'il ellait falloit "encore beaucoup travailler» dans le domaine politique et social. Elle e prononcé un vibrant plaidoyer pour défeadre l'union économique et monétaire, la moonaie commune. mais a reptoché au chaoceliet d'evoit cédé sur l'extension des droits du Parlement européen. Elle e enfin réclamé que le siège de la future banque centrale européenne soit en Allemagne.

HENRI DE BRESSON

Est-ce le mot

qui donne l'idée?...





DIPLOMATIE

A Beyrouth

M. Dumas promet le concours actif de Paris à la reconstruction du Liban

BEYROUTH

.....

de notre correspondant

Le séjour - d'un peu plus de vingt-quatre heures - à Beyrouth du ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a mis une touche finale au rétablissement de relations cordiales et privilégiées entre la France et le Liban.

En marge des entretiens offi-ciels qui se sont poursuivis au cours de la deuxième journée, vendredi 13 décembre, M. Dumas a parcouru les ruines du centre de Beyrouth et celles de la Résidence des Pins qui fut celle de l'ambassadeur de France jusqu'en 1982 -le ministre a annoncé que ce bătiment sera restauré et rendu à sa vocation première. Il a enfin visité l'Hôtel-Dieu qui est l'image bospitalière de la France au Liban et pour lequel Paris vient de débloquer une aide de buit mil-lions de francs destinée à son développement.

M. Dumas a souligné que ses conversations s'étaien! articulées autour de trois !hèmes : la souveraincté libsnaise, avec, d'une part, les possibilités d'application de la résolution 425 du Conseil de sécurité prévoyant le retrait des Israéliens et, d'autre part, les perspective d'un retrait de l'ar-

M. Mitterrand appuie

la demande d'adhésion

de la Suède à la CEE

Le premier ministre suédois,

M. Carl Bildt, a confirmé, vendredi 13 décembre, à l'issue d'un entre-

tien à l'Elysée avec le président

Mitterrand, que la France soutenait

l'adhésion de son pays à la CEE.

Un conseiller de M. Mitterrand

a estimé que la question de la neu-

tralité de la Suède et de l'Autriche

ne constituait plus un obstacle à

l'adhésion, les «blocs» ayant dis-

paru en Europe. De son côté,

M. Bildt a indiqué que cette adhé-

sion était l'un des principanx

même jour, le chancelier allemand

Helmut Kohl a domandé devant le

Bundestag que les négociations sur l'admission de l'Autriche et de la

Suède commencent, «à un rythme

soutenu», dès le début de 1993. -

(AFP, Reuter.)

mée syrienne; le retour à une vraie démocratie, avec des élections législatives réellement libres; la reconstruction et la relance économique.

> « Présence étrangère »

Les deux premiers points étant liés, M. Dumas a déclaré: « Il faut que les élections puissent se tenir dans des conditions telles qu'elles ne soient pas sujettes à caution [et elles le seraiens] tant qu'il y aura, ict ou là, une présence étrangère qui pourrait faus-ser le jeu électoral. Il est apparu (...) que ces élections pourraient se dérouler dans un détai raisonnable qui serait de l'ordre de quelques mois, ou au maximum d'un an (...). La France est prête pour sa part à apporter une contribution sur le plan technique, c'est-à-dire dans l'élaboration des listes électo-

Le ministre a promis un concours actif de la France dans les trois domaines-clés de la reconstruction du Liban: l'élec-tricité, les télécommunications, l'ean, assurant qu'il demandera an ministre des finances, M. Pierre Bérégovoy, de faire un effort particulier.

LUCIEN GEORGE

Voyage « historique » de M. Rafsandjani à Khartoum

L'Iran renforce son soutien à la junte soudanaise

Le président iranien Ali Akbar Rafsandjani est arrivé vendredi 13 décembre à Khartoum pour une première visite officielle au Soudan. Il eat accompagné d'une délégation de plus de cent-cinquante membres, dont le ministre des affaires étrangères Ali Akbar Velayati. Selon l'ambassadeur d'Iren à Khartoum, in « visite historique » de M. Rafsandjani a notammant pour objectif de « consolider le mouvement islamique pour qu'il puisse faire face aux e complots ».

Les relations entre Khartoum et Téhéran étaient pratiquement inexistantes avant la coup d'Etat militaire du 30 juin 1989. Elles se sont développées progressivement, an fur et à mesure que se préci-saient les orientations intégristes du nouveau régime de Khartoum, très proches de celtes prises à Téhéran depuis la révolution isla-mique en 1979. La mise en appli-cation de la charia (loi islamique) an Soudan, an début de 199t, s grandement contribué à ce rapprobement. Les nouvelles relations bilatérales devraient comprendre anssi une coopération militaire, puisque de nombreux officiers de baut rang et le ministre de la défense, M. Akbar Torkan, font partie de la délégation qui accom-pagne M. Rafsandjani.

Selon le Sudna Democrotic Gazette, un mensuel de l'opposi-

tion public à Londres et générale-ment bien informé, l'1ran s'est efforts déployés à Khartoum en ment bien informé, l'Iran s'est engagé, en avril dernier, à la demande du Front national islamique (FNI) du Dr Hassan el Tourabi, l'idéologue de la junte qui détient à Khartoum l'essentiel du pouvoir (il a effectué plusieurs visites à Téhéran depuis un an) à financer l'achat d'équipements militaires, d'une valeur globale de 300 000 000 de dollars, à la Chine, décidément en mal de devises. La décidément en mal de devises. La transaction, étalée sur une période de deux ans, comporterait notam-ment la fourniture de blindés et de chasseurs-hombardiers. Une pre-mière livraison, comprenant 2 héli-coptères et près d'un millier de bombes de t 000 livres, fargables à hause altisude, aurait, toujours selon le Sudan Democratic Gazette, été effectuée à Port-Soudan. De même, la Chine aurait envoyé à Khartoum une équipe d'instructeurs charge d'apprendre aux

La rébellion

pilotes soudanais la technique des bombardements à haute altitude.

La scission intervenue au sein La scission intervenue au sein des forces rebelles et les combats qui ont par la suite opposé les unités dissidentes dirigées par les commandants Lam Akol et Ryak Maccar, à l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) du colonel Garang (le Monde du 28 novembre) semblent avoir conforté ceux qui à Khartoum affirment que la rébellion est sur le point de s'effondrer et qu'une victoire militaire est désormais possi-

efforts déployés à Khartoum en vue de renforcer la capacité combative des forces régulières souda-naises, et l'aide qui, de l'avis même de nombreux observateurs neutres, semble avoir été fournie par les gouvernementaux aux dissidents de la fraction Akol-Maccar dans le bu/ éviden/ d'affaiblir la rébellion et de démoraliser les combattants de

Garang.

De passage à Paris, où il est venu négocier avec les responsables français la normalisation des relations entre Paris et Khartoum misses à mal à la suite du voyage, fin août, de M. Bernard Kouchner au Sud-Soudan, du côté des rebelles, M. Ali El Haj, un émissaire du gouvernement soudanais, a reconnu jeudi, au cours d'une conférence de presse, avoir rencontré le commandant Lam Akol à Nairobi. Il a cependant affirmé, dur comme fer, qu'il n'avant nullement encouragé ce detnier à poursuivre sa dissidence contre le chef de l'APLS « en lui offrant des centaines de milliers de dollars que nous ne possédons pas». Il a dit, au contraire, lui avoir fermement conseillé de se réconcilier avec le contraire, lui avoir termement conseillé de se réconcilier avec le colonel Garang, « Pour nous, a-i-il déelaré, les dissidents du groupe Akol-Maccar sont pires que le colonel Garang, car ils préconisent le séparatisme auquel nous sommes fondomentalement opposés, olors que ce dernier est pour un Soudon uni et parle à peu près le même lanvage que nous, » Il n'empêche langage que nous.» Il n'empêche que les membres du FNI en Europe s'efforcent actuellement de «convaincre» les étudiants sudistes

de se rallier au groupe Lam Akol-Ryak Maccar

M. El Haj, qui occupe actuelle-ment le poste de consciller écono-mique auprès du Comité de salus mique auprès du Comité de Salid public formé par les officiers islamistes qui ont pris le pouvoir en 1989, affirme que le nouves u régime militaire n'est pas contrôlé par le FNI dont il est lui-même l'un des plus éminents représentants. « Comme toutes les outres organisations politiques, dit-il, le From islamique o été dissous après le coup d'Etat du 30 juin. » Mais il n'explique pas pourquoi la plupart n'explique pas pourquoi la plupart de ses membres se trouvent aujour-d'hui à la tête des postes-clés de

l'Etai et du pays. Au cours de son séjour à Paris, M. El Haj a été reçu respectivement par M. Jean-Christophe Muterrand, conseiller à l'Elysée, M. Paul Dijoud, directeur des affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay, et M. Kouchner, secrétaire d'Eiat à l'action humanisies. Il offirme qu'à la suite de ces secrétaire d'Elat à l'action humani-taire. Il affirme qu'à la suite de ces entretiens les « molentendus » qui avaient perturbé les « relotions tra-ditionnellement excellentes entre lo France et le Soudan » se sont dissi-pés. M. El Haj déclare avoir fait savoir à ses interlocuteurs que son pays n'avait aucunement apprécié la visite « non outorisée » rendue par M. Kouehner au colonel Garang et la venue de ce dernier à Paris en septembre.

« Tout est redevenu normal entre la France et le Soudan», a-t-il sou-ligné, en indiquant que M. Dijoud, se rendrait à Khartoum fin décem-bre et M. Kouchner en janvier.

JEAN GUEYRAS

Le concours français à la francophonie atteindra près de 300 millions de francs

En 1992

Comme pratiquement chaque sommet francophomecoelni qui s'est tenn à Paris du 19 an 21 novembre est suivi de polémiques rentrées, notamment entre fonctionnaires français et canadiens, au sujet des fonds dégagés pour la francapbonie. Taut compte fait, il semble que l'aug-mentatina des concours français fsera moins importante que n'avaient pu le faire croire certaines informations, officielles ou non (le Monde du 19 novembre et objectifs de son gouvernement. Le du 22 navembre).

Selan le cabinet de M= Tasca, ministre de la francophonie, les fonds français pour les «projots sommets» qui ont atteint cette année 240 millions de francs passeront à 286 millions de francs en 1992, Les 46 millions de francs

sopplémentaires seront répartis sopplementarres seront reparts
einsi: 30 millions destines-aux
réalisations éducatives et autres
menées par l'Agence de coopération culturelle et technique; 10
millions prur'l'Université des
réseaux francophones (UREF) et
6 millions pour l'extension à
l'Afrique et à Madagascar de la
télévision internationale en frante TVS (des beuves per jour de cais TV5 (deux beures par jour à en moter de mars 1992, trois heures huit mois plus tard).

Les respansables de l'UREF souhaitaient voir leur budget pas-ser de 55 millions de francs en 1991 à 110 millions de francs en 1992; il ne sera finalement que de 74 millions de francs grâce aux 10 millinns provenant directe-ment du gnuvernement français, auxquels s'ajouteront, selon purces s'ajoures millions issus de diverses sources publiques francaises; ce qui porte à 295 millions de française pour la francophonie en 1992.

« Sommet de la pingrerie»

La rencontre de Chaillot, contrairement à ce qu'ont écrit certaines publications africaines, n'a donc pas vraiment été ele sommet de la pingrerie », en tout cas en ce qui concerne la France. En revanche, ni le Canada, ni le Québec, ni la Communauté francaise de Belgique (Wallonie et Bruxelles), ni la Suisse, n'ont indiqué pour le moment s'ils augmenteraient lenrs dons qui, grou-pés, représentent en 1991 un effort comparable à celui de

Paris.

D'autre part, ont circulé diverses versions des propos tenus par M. Mitterrand lors de la conférence de presse finale du sommet, le 21 novembre, sur la situation internationale du français. Voici le texte de l'Elysée: [La situation du français dans le monde] c'est le souci majeur ou cela dervait l'être [...] Dans les enceintes internationales, c'est une guérilla constonte. Chaque fois que j'apprends qu'à tel congrès, notamment scientifique, là où la longue française est reconnue comme obligatoire, elle n'est pas employée, chaque fois j'adresse des réprimandes aussi sévères que possible à l'égard de ceux qui n'ont pas respecié notre contrat. Quand j'entends dire, ce qui arrive trop souvent, que des représentants de la Ermence ont oublié de s'exprimer. souvent, que des représentants de la France ont oublié de s'exprimer en français, cela a le don d'exaspèrer tous ceux qui aiment leur pays et leur langue. Ceux qui com-mettent ce genre d'erreurs graves doivent considérer qu'ils en supporteront les conséquences dans leur carrière. »

La visite du premier ministre chinois en Inde

New-Delhi et Pékin critiquent la domination des Etats-Unis dans les affaires mondiales

New-Delhl, nù il effectue une visite officielle, le premier mioistre chinois Ll Peng a conclu avec son homologue indien, M. P. V. Narasimha Rao, vendredi 13 décembre, trois accords de coopération portant sur le commerce frontalier, la coopération spatiale et l'établissement de consulats à Bombay et à Shan-

Tous deux « ont exprimé leur

EN BREF

a CORÉE DU NORD : le président Kim Il-sung « profondément satisfait » de l'accord entre Séoul et Pyongyang. - Le président nord-coréen Kim il-sung s'est déclaré « profondément satisfoit » de l'accord de réconciliation conclu vendredi 13 décembre, entre les deux Corécs (le Monde du 14 décembre) car il a « ouvert la voie à la réunification nationale». A Paris, d'autre part, le porte-parole du Quai d'Orsay s'est réjoui de l'accord et sive»; il a cependant réclamé un contrôle «effectif et complet sur l'ensemble de la péninsule coréenne» par l'Agence internationale pour l'énergic alomique (AIEA). - (Reuter, AFP.)

□ IRAK : le secrétaire général de l'ONU qualifié de « fourbe ». – Le quotidien irakien El Thawra, organe du parti Baas, s'en est violemment pris, vendredi 13 décembre, au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, pour avoir rendu l'Irak responsable dn déclenehement de la guerre avec l'Iran dans un rapport publié mardi. Le quotidien qualific M. Perez de Cuellar de « fourbe et d'hypocrite » et l'accuse de « porter une haine aveugle envers le peuple irakien ». - (AFP.)

□ IRLANDE DU NORD : plus de soixante blessés par l'explosion du camion piégé. - Le bilan de l'explo-sion d'une charge de 900 kilos, jeudi 12 décembre, à Craigavon (le Monde du 14 décembre) s'est alourdi. Environ soixante civils et six policiers ont été blessés dans cet attentat revendiqué par l'Armée républicaine irlandaise (IRA). -(AP, Reuter.)

CHAMPS ÉCONOMIQUES

des frontières » qui oppose les deux pays depuis plus de treote ans, a indique un porte-parole du

Manifestation de réfugiés tibétains

ministère indien des affaires

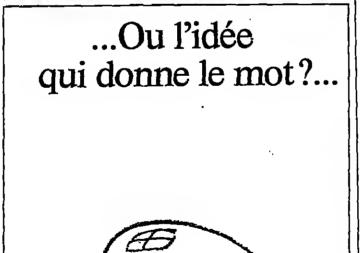
étrangères. Selon ce dernier, MM. Li et Rao ont implicitement

critique la position dominante des Etats-Unis dans le monde.

Us ont dénoncé l'a émergence d'une oligarchie internationale », csimani qu'aucun pays « ne devroit avoir lo possibilité de manipuler les offaires mondiales et de jouer une politique de puissance (...) Toutes les nations ont le droit de formuler leurs propres points de vue et de décider de leur

mier ministre chinois à New-Delhi - la première depuis 1960 si elle a renforcé le processus de normalisation des relations entre les deux pays, a néanmoins été marquée par des manifestations bostiles de réfugiés tibétains.

La police a procédé à un certain numbre d'arrestations de réfugiés qui scandaient « A bas Li Pengly et «Longue vie au daloihamain La question du libet n' pas figuré à l'ordre du jour des entretiens, mais M. Li a toutefois obtenu de son hôte qu'il réaffirme la reconnaissance par l'Inde de l'appartenance du Tibet à la Chine. - (AP, AFP.)

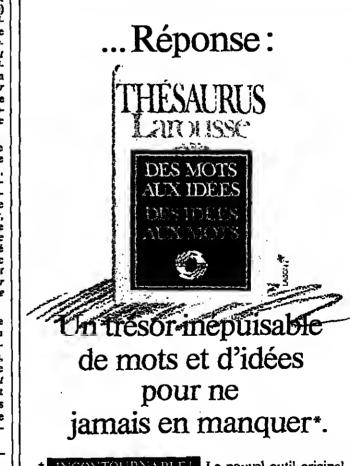




DÉCEMBRE 1991

MONTÉE DES FRUSTRATIONS, DES HAINES ET DES EXTRÉMISMES par Claude Julien

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 18 F



INCONTOURNABLE! Le nouvel outil original d'expression et de création indispensable pour rédiger et faciliter la conceptualisation et l'association d'idées.

La police est de nouveau accusée de soutenir le parti zoulou Inkatha

Da nouvelles révélatione de l'hebdomadaire da gauche The Weekly Mail ont relancé, vendredi 13 décembre, le scandale du financement, par la police, du parti Inkatha, à dominante zouloua, dont las militants sa livrent, depuis des mois dans les cités notres, à de meurtriers affrontaments avac caux du Congrès national africain (ANC) de M. Nelson Mandela.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Au mois de juillet, The Weekly Daily avait publié une série d'arti-cles mettant en retief les liens entre les services de police et l'Inkatha. A l'époque, dans l'embarras, le gouvernement avait du enovenir que les informations de l'hebdomadaire étaient fondées, mais il avait plaidé la bonne cause en indiquant que le financement de deux grands rassemblements politiques dans le Natal entrait dans le cadre de la lutte anti-sanctions (le Monde des 25 et 31 juillet). La police et le gouvernement avaient admis avoir versé 250 000 rands tinn de ees meetings, et une somme globale de 1,5 million de rands (3,3 millions de francs) à l'UWUSA, un syndicat affilié à

Cette fnis encore, le chef de la police, le général Van der Merwe, a dù reconnaître que ses services nvaient finaocé l'organisation d'une autre réunion politique

publique de l'Inkatha, le 26 jan-vier, à Port-Shepstone, sur l'océan Indien. Le général Van der Merwe n'a pas donné de chiffres, mais il a précisé que l'honneur de tous était sauf puisqu'il s'agissait d'un ras-semblement pour les jeunes, des-tiné à enrayer la vague de crimes et de vinlences.

L'hednmadaire soutient également que les services secrets du l'armée ont financé le fonctionnement d'une base secrète, à Mkuze, dans le nord du Natal, au moins pendant trois ans, pour un cost de 6,75 millions de rands (14,85 mil-lions de franes). Selon le Weekly Mail, ce camp servait à l'entraînement de commandos de l'Inkatha qui suivaient ensuite, toujours sous le contrôle de l'armés, une formation complémentaire en

> Protestation de l'ANC

Le magazine explique comment les fonds parvenaient à l'Inkatha, par le canal de deux organismes écrans, le Creed Consultaots à Pinetown et Adult Education Consultants à Pretoria, en citant les noms des responsables de ces sociétés et des cadres du centre de Miuze. Le Weekly Mail précise que certaines des preuves en sa possession ont été déposées sur le bureau du juge Guldstone qui dirige la commission d'enquête sur la violence et l'intimidation.

Les articles du Weekly Mail sont tombés comme un pavé dans la mare. D'abord parce que le président De Klerk avait affirmé au mois de juillet que ces npérations que lea versements de funds avaient cessé en mars 1990, et qu'il créait un comité spécial chargé de l'informer sur les projets secrets de ses services. Ensuite, parce que ces révélations mettent de nauveau sous les projecteurs les liens entre semaine, jour pour jour, avant la première réunion du la Convention pour une Afrique du Sud démocra tique (CODESA), qui doit définir l'avenir du pays.

Le Cungrès untinual africain (ANC) a mis en doute «la bonne fol du gouvernement » et sa volonté de maintenir « la paix». L'organi-satinn présidée par M. Nelsan Mandela a'est interrogée sur e le crédit à porter aux affirmations du président De Klerk maintenant qu'il avait été pris en flagrant délit de mensange». La crédibilité de ces deux « partis partenaires », dans les négociations qui vont commencer, est gravement mise en enuse, estime l'ANC.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

□ Une résolution de l'ONU lève l'interdiction des échanges culturels et sportifs. – L'assemblée générale de l'ONU a adopté par consensus, tion qui, pour la première fois, assouplit la politique de sanctions recommandée à l'égard de l'Afrique du Sud. Cette résolution lève l'interdiction des échanges culturels et sportifs, mais demande le maintien des pressions économiques.

ALGÉRIE: avant les élections législatives

Une morne campagne fait craindre une forte abstention

ALGER

de notre correspondant

Morne campagne. Alors que le premier tour des élections législatives aura lieu dans moins de quinze jours, la campagne pour ce premier serutin pluraliste, enmmencée officiellement depuis une semaine, n'a tnujours pas réussi à s'animer. Partout règne le même climat d'ennui et d'apparent désintéret. Sans enneertation aucune, les candidats, qui, comme le gouvernement, enmmeneent à craindre un fact taux d'abstentian, sont tombés d'accord pour ioviter, avec insistance, les Algériens à accomplir leur devoir eivique.

Dans toutes les villes, les panneaux electoraux demeurent, pour la plupart, vierges d'affiches, qui, lorsqu'elles sont placardées, paraissent aussi attrayantes qu'un faire-part de décès. Manque d'habitude el, surtout, de moyens. La loi prévnit que chaque aspirant à la dépulation parraine par un parti recevra 10 000 dinars (enviran 2 400 francs) pour couvrir les frais de sa campagne, le double s'il se présente en candidat indépendant. Ce pecule, anniortable pour une formation qui brigue de nombreux sièges - c'est le cas du FLN, présent dans 429 circoncriptions sur 430, - se révèle insuffisant pour les partis à faibles moyens nu pour

libres. Récemment encore, les respoosables politiques, uoaoimes, expliquaient leur faible audience par le boycottage auquel la télévision, étroitement surveillée par le pouvoir, les soumettait. Cette télévision si décriée, ils y nnt, aujourd'bui, accès pour délivrer leur message électoral. L'exercice est difficile et le résultat consternant. Au point qu'un chroniqueur a pu écrire qu'il n'avait vu des candidats que leur crâne laborieusement penebé sur le pensum qu'ils étaient en train de lire.

> Un pouvoir « monarchique »

Les candidats n'ont, en réalité, plus rien à dire. En campagne de fait depuis les élections munici-pales de juin 1990, les partis politi-ques unt épuisé les arguments qu'ils répètent d'estrades en podiums. Repoussées à plusieurs reprises, les élections, afficiellement anticipées, vont avnir lieu deux mnis à peine avant le terme de la législature.

Tnut le monde sent bien que le gnuvernement qui en sera issu n'aura qu'une étrnite marge de manœuvre, nbligé de naviguer entre la dette, l'impasse sociale, le délabrement du système scolaire, les contraintes de tnutes surtes

beaucoup des 1 089 caodidats imposées par une situation économique difficile. Bref, enmme le répète de plus en plus souvent une presse qui se bat les flancs de n'avoir rien à relater, ces élections ne régleront rien. Fait symptomatique, plusieurs responsables politi-ques appellent déjà à une élection présideotielle anticipée. C'est le cas, notamment, de M. Kasdi Merbah, ancien premier ministre, et de l'ancieo président Ahmed Ben Bella, qui, nu cours d'un rassemblement, le 11 décembre à Alger, a accusé M. Chadli de cultiver un DOUVOIS a monarchique ».

> par le Front islamique du salut (FIS) quant à sa participation ne tient plus grand monde en baleine. Bien que refusant toujours de dire s'il ira aux urnes - selon plusieurs snurces il devrait traneber dimanche nu lundi prochain, - le mnuvement intégriste, présent dans tnutes les eirennscriptinns, mène campagne. Mais ses initiatives ne soulèvent pas davantage l'enthousiasme d'une opinion rendue rétive par les valte-face d'un parti jouant tantôt les gros bras, faisant tantôt l'agneau. Terne aujourd'hui, cette campagne ne paraît décidément pas pouvoir s'animer de sitôt.

Même l'incertitude entretenue

GEORGES MARION

EN BREF

DENIN: des militaires français envoyés à Abidjan. - L'une des deux campagnies de militaires français déployées à Cotonou le 29 novembre, en raison de la crise togolaise (le Monde du 2 décembre), a quitté le Bénin pour un stationnement « provisoire » à Abidjan, a-1-nn appris vendredi 13 décembre à Paris. Environ cent cinquante soldats avaient embarqué mercredi sur le navire français Ouragan, tandis que l'autre compagnie restait statinnnée dans la capitale béninoise. - (AFP.)

o LIBÉRIA : l'application des accords de paix serait bloquée. -Chef de la priocipale faction rebelle au Libéria, M. Charles Taylor, a déclaré, vendredi 13 décembre, que plusieurs obstacles bloquaient l'application des accords de paix conclus en Côte-d'Ivoire en netobre : ceux-ci prévoient notamment un désarmement immédiat des forces de M. Taylor (le Monde du 1º novembre). Dans un communiqué diffusé par la radio des rebelles, le chef du Front national patrintique du Libéria (NPFL) a demandé l'organisation d'une nouvelle conférence de paix.

□ MAROC : vingt-six déteons politiques en grève de la faim. -Incarcérés à la prison d'Oukacha, à Casablanca, vingt-six détenus sont en « grève de la faim illimitée depuis le 26 novembre », ont

UNE SEMAINE EN FLORIDE

à partir de 5 910F ~ PARIS/ORLANDO/PARIS. - Une voiture de location en kilométrage illimité.

- Une location de villa.

Prix base sur 4 personnes mis CONTACTOUR

30, rue de Richelieu, 75001 PARIS. Tel.: (1) 42-96-02-25.

13 décembre. Condamnés en 1986 à des peines allant jusqu'à vingt ans de prison, pour « traubles à eoteodeot ainsi protester cootre

o TCHAD: remaniement ministé-riel. - Le président tchadien idriss Deby a procédé, jeudi 12 décembre, à oo remaniement ministériel marqué par le départ de l'un de ses proches, M. Abbas Koti, du ministère de la défense. M. Koti devient ministre des transports et des travaux publics et cède son portefeuille à uo aocieo titulaire du poste, le commandant d'aviation Nadjita Beassoumal, M, Ahmat Hassaballab Snubiace devient ministre de l'intérieur et de la sécurité, en remplacement de l'an-

cien numéro deux du régime,

M. Maldoom Abbas, arrêté le

13 octobre. – (Reuter.)

annnneé leurs familles, vendredi

l'ordre public» et appartenance à une organisation marxiete-léniniste interdite, Illai-Aman (En avant), ils leurs conditions de détention.

blir dans ses fonctions.

AMÉRIQUES

HATTI: les négociations dans l'impasse

La répression s'intensifie à l'approche

repris la unit dans les quartiers populaires, et les militaires multiplient les perquisitions à l'approche du 16 décembre, journée au cours du laquelle les partisans du président Arietiele premient tentre de moni-Aristide pourraient tenter de manifester. Depuis le sabotage de Radio Galaxie et l'enlèvement le 10 décembre de son directeur, M. Felix Lamy, par un commando de civils armés, la population est à nouveau privée d'informations. Radio Galaxie a été attaquée peu après avoir annoncé que le commandant Michel Fran-çois, le chef de l'aile dure au sein de l'armée, allait être relevé de son poste à la tête de la police de Port-au-Prince (le Monde du 13 décem-bre). Seules la radio et la télévision

du premier anniversaire de l'élection du président Aristide bulletins de nonvellus, aoos lu

La vie quotidienne est de plus en plus difficile à l'approche des fêtes de fin d'année. Dans la capitale, l'électricité n'est distribuée que trois ou quaire beures par jour, et les transports sont paralysés par le mas-que de carburant. La plupart des entreprises out fermé leurs portes et la flot des boat-people qui tentent de gagner les côtes de Floride à bord de tits voiliers continue de grossir. Demnis un mois et demi, les gardeembarcatinus ayaot à lenr burd 7 300 Haltiens. Uo exode qui pose de sérieux problèmes aux Etats-Unis et qui pourrait, seloo plusieurs observateurs, inciter Washington à accélérer le dénouement de la crise.

JEAN-MICHEL CAROIT

L'Argentine et le Brésil acceptent le contrôle de leurs installations nucléaires

Ue accord de contrôle sur l'utilisatioo exclusivement pacifique de l'énergie nucléaire par l'Argentine et Bresil a été aigoé vendredi 13 décembre au siège de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à Vienne, en présence des présidents des deux pays, M. Carlos Menem et Fernaodn Collor de Mello. Afin de dissiper les doutes sur co programme militaire nucléaire clandestin, les deux pays acceptent des contrôles sur tous leurs matériels nucléaires dans tous

riels ne sont pas détournés pour fabriquer des armes nucléaires», sti-

Il s'agit d'un accord quadripartite entre l'Argentine, le Brésil, l'AIEA et l'Agence brésilo-argentine pour l'inventaire et le contrôle des matériels oueléaires (ABACC) qui, pour la première fois, donne accès à des contrôles à la fois bilatéraux et internationaux des matériels nucléaires. Jusqu'à présent, de tels engagements existaient seulement entre l'AIEA et

ASIE

Bien que soucieuse de ne pas s'aliéner les bonnes grâces de Pékin

La France pousse ses pions à Taïwan

Longtempe partenaire privilégiée de la Chine populaire, la France s'est récemment tournée vers le régime rival de Taiwan. plus petit et moins pulssant, mais dont les potentialités commerciales sont eutrement intéressantes. Avec des réserves en devises qui sont les plus importantes au monde, des projets de développement dépessant les 300 milliards de dollars, Taiwan est l'un des rares endroits au monde où l'on pais encore rubis sur l'oncle.

Les négociations entre le pré-

sident Jean-Bertrand Aristide,

renversé il y a deux mois et

demi par un coup d'Etat militaire, et le Parlement sont tou-

jours dans l'impasse, ajors que

la répression s'intensifie à l'ap-

proche du premier anniversaire,

lundi 16 décembre, de l'élection

du prêtre. Le nomination d'un

nouveau premiar ministre e de

consensus », qui serait chargé

de préparer le retour du prési-

dent Aristide, continue de faire

SAINT-DOMINGUE

correspondence

Le nom de M. Victor Benoit, qui dirige une formation social-démo-crate, et qui a été proposé par le

président Aristide, a été rejeté par un groupe de sénateurs et de dépu-tés, conduits par le président du Sénat, M. Déjean Bélizaire. Ces par-

lementaires, majoritaires au Sénat mais minoritaires à la Chambre des

députés, ne cachent pas leur hostilité an retnur du président Aristide. Avec l'appui de l'ambassadeur des Etats-Unis à Port-an-Prinen,

M. Alvin Adams, ils demandent que

le poste de premier ministre soit confié à M. Mare Bazin, un ancien candidat à la présidence conservateur ou à M. René Théodore, le secrétaire général du Parti communication.

niste haltien. Ces deux personnalités

se sont distinguées depuis le coup d'Etat per leurs prises de position hostiles au président Aristide et à

l'objet de difficiles tractations.

de notre envoyé spécial

Son nom est sur toutes les lèvres. comme s'il était toujours en fonctions: M. Roger Fauroux, ancien ministre du gouvernement Rocard, a été, nu début de l'année, le pre-mier membre d'un gouvernement français, et même occidental, à visiter Talwan, Aujourd'hui encore, derrière ces partenaires « incootnumbles» que sont les clients américains et les fournisseurs japonais, la France est bien placée, et jouit d'un réel prestige. Mais pour

« Cette visite a suscité dans le public un sentiment qui n'existait pas auparavant. De tous les pays européens, la France a une place à part », nous a déclaré le chef de la diplumatie tal wanaise, un senti-ment que confirment bien des conversations privées. Pas plus que M. Frederick Chien, son collègue de l'économie, M. Vincent Siew ne mache ses enmpliments lursqu'il parle de la France.

> « Officienx » on «officiel»?

Oubliées les vexations dont les Taïwanais out pu naguère être l'objet de la part d'une bureaucratie hexagonale tatilionne ou seulement perdue face à ce vide juridique que représente un «non-Etal» Le gou-verneur de 171e, M. Lien Chan, quant à lui, se prévaut même de son amitié avec M= Edith Cresson, dont on connaît ici l'intérêt qu'elle porte - de même que son mari, M. Jacques Cresson - à l'économie florissanle de Taïwan.

Il est vrai que Paris a franchi, l'été dernier, un pas considérable en acceptant de vendre douze frégates à la marine taiwanaise, ou

plutôt douze «coques», qui seront armées plus tard. Par qui? Nul ne le sait, ou ne le dit, encore. Mais il n'est pas exclu que à l'occasion d'un antre contrat, des sociétés françaises y participent : pourquoi pas, revent certains, maintenant que le pas est franchi, que l'embargo sur les ventes d'armes - non offensives - est levé, et que Pékin en a pris son parti... Et de songer à d'autres équipements militaires où à usage «dual», comme les bélicoptères, les satellites.

Depuis un an, Paris est passé à la vitesse supérieure dans ses relations avec Taipeh. Cette accélération se vérifie tant sur le plan politique - nvec l'Institut français de Talpeb, organisme nfficiellemeot privé dirigé par un ancien ambas-sadeur, M. Marc Menguy – qu'en matière enmmerciale, avec un puste d'expansion éennomique dont les effectifs ont quadruplé, sous la direction de M. Jean Linon, Ce dernier ne cache pas ses ambi-tinns: «Avec ses 303 milliards de dollars de projets, Talwan est un des derniers marchés capitaux de la planète, et solvable. Simplement, ce marché, bien qu'en expansion notable, ne tumbera pas tout cuit entre les mains des industriels français! Et encore faudrait-il que ces-sent ees rivalités ridicules entre administrations hexagonales, dont sourient les Talwanais, et qui comblent d'aise les pays concurrents...

Il faudra également, comme les ministres, MM. Chien et Siew, le réclament, donner à l'ASPECT -l'organisme «officieux» qui représente Taïwan à Paris - un statut autre que celui d'association privée. Paris y pense, mais, là aussi, les pesanteurs sont lourdes. M. Siew aimerait un statut plus « officiel » : « Le nam de notre bureau n'est pas bon. Personne ne s'y retrouve. C'est un secret de Polichinelle que c'est notre représentation. Pourquol ne pas mettre les choses au clair?» Pourquoi, sussi, demande le ministre de l'économie attendre poor ouvrir uoe ligoe aérienne directe, que réclament les hommes d'affaires des deux bords et qu'Air France, prisonnière de ses relations avec Pékin, renâcle depuis des années à ouvrir?

Il faudra faire vite, car des décisions sur les projets doivent être prises dans les mois, voire les semaines à venir. «Il ne faut pas venir quinze jours par ci, quinze jours par là. Il faut travailler dans la durée », assure M. Linon. Le

directeur du Comité du commerce extérieur (BOFT) ajoute : «Il foudrait que les Français soient plus agressifs, et qu'ils se dérangent. » Et le ministre des affaires étrangères d'enfoncer le clou: «Ce n'est pas que nous soyons ingrats après ce que vous avez fait pour nous. Mais les temps ont changé, le gouvernement ne peut plus imposer ses déci-

« Gagner ici ce qu'on perd en Chine »

Les contrats sont là, sur la table. Il y n un TGV que Taïpeh n décidé de construire pour désengorger des communications au bord de l'asphyxie, mais qu'il faudra bien partager avec des entreprises locales, voire américaines, pour emporter le morceau face au puissant rival nippon. Il y a aussi le nucléaire, les constructions navales, l'environnement, des projets conjoints, par exemple au Vietnam. Sans oublier le domaine militaire, sujet sculement sous-jacent dans les conversations, afin de ne pas heurter Pékin

La situation a bien changé depuis le temps où Paris mettait tous ses œufs dans le seul panier de la Chine continentale. De nouvelles entreprises françaises s'installent taines, comme Carrefour par exemest deveno une nouvelle priorité de la politique commerciale française

La désillusion politique française à l'égard du régima de Pékin (droits de l'bomme, ventes d'armes,...) et le peu de résultats tangibles des relations enomerciales expliquent certes cette évo-lution. Mais il ne faut pas négliger non plus l'attrait d'une île qui a si bien réussi et qui, de plus, donne désormais an continent des leçons de démocratic. Les tabous sont en train de changer.

Entre Paris et Talpeh, on se livre actuellement à une sorte de danse nuptiale, pour charmer le partenaire et en tirer des avantages. A ce jeu, la partie est désormais égale entre ce «petit tigre» en traio de devenir grand et la France, Saisir la chance qui s'offre pourrait permettre, comme le dit cyniquement un Français sur place, « de gagner à Talwan l'argent qu'on perd en

PATRICE DE BEER

y. Fabius com

56 PC\$37: 1="3

muii.

k dipin

Service of the last of

backorsu :1

Sel da Ex

Busices 19

tricke to the tricket

thing to 1 min

cherta: 177

HE STATE OF THE PARTY OF THE PA

Par la Series

les factories

41 cm.

Républia e ;

dir.

Ison my and with the MUL

AUTO CONTRACTOR le president de

les peurs » q M. Francis Views Const. de l'étails.

Le première séance du congrès extraordinaire réuni par le Perti socialiste à la Grande Arche de La Défense, à Paris, t pour adopter son nouveau € projet» e été occupée par des dis-cours sur le nécesseire unité des socialistes et sur l'offensive qu'ils doivent mener contre la droite et, aurtout, contre l'extrême droite. M. Laurent Febius a présenté un programme de rénovation du parti, se posant ainsi - implicitement - en successeur de M. Plerre Mauroy.

IIIS

ses pions à Tair

Le congrès extraordinaire du Parti socialiste s'est ouvert, vendredi aprèsmidi 13 décembre, dans le vaste espace de béton du sous-sol de la Grande Arche de la Défense, qui s'y prête mal. Etrangement disposés sur des niveaux différents, à droite et à gauche d'une immense tribune d'ansie, les quelone deux mille délémés et gie, les quelque deux mille délégués et invités unt accordé une attentinn modérée à des discours dont le point commun était d'étuder la question du moment : le sort que les principaux courants réservent au premier secré-taire, M. Mauroy. Auenn élément

Les deux thèmes communs aux dis-cours de vendredi out été l'unité du parti et l'appel à la lutte contre le Front national. Il est revenu à cours de vendredi ont été l'unité du parti et l'appel à la lutte contre le Front natinnal. Il est revenu à M. André Billardon, le numéro deux fabiusien, d'inaugurer cet ordre du jour, qui souffrait d'être trop convenu. Soulignant que les socialistes « se sont rassemblés et unis dans leur immense majorité sur leur projet.» (1), le député de Saône-et-Loire à affirmé que des forces parce que l'équilibre social est en train de se rompre que immense majorité sur leur projet.» (1), le député de Saône-et-Loire à affirmé que cette unité « retrouvée» est le couvers l'extrémisme populiste de signal de la reconquête tant attendue, par les militants et l'opinion de «se sont rassemblés et unis dans leur immense majorité sur leur projet » (1), le député de Sabue-et-Loire a affirmé que «cette unité « retrouvée» est le signal de la reconquête tant attendue par les militants et l'optition de gauche » et que s'écêtte reconquête passe par une action extérieure forte et résolue coutre l'extrême droite fascisante et ses propositions démagogiques et racistes, et contre la droite et son

programme de régression sociale ».

M. Michel Charzzi, chargé de la préparation du «projet» au secrétariat
national, a pris davantage de risques
lorsqu'il a tancé: « Ne nous le cachons
pos, nous sommes dans une impasse.
Le gouvernement et le président de la
République ne bénéficient plus des
résultats de leur action. Le Parti socialiste a perdu confiance en sa mission.
La gauche ne parvient plus à mobiliser
les siens. »

M. Charzat : la « pause » des courants

des Computs

«Il nous reste quelques mois pour réagir, a continué le député de Paris. Pour refuser que la tecture des deux septennats de M. François Mitternand soit faite par nos adversaires. Pour refuser que notre parti continue à stériliser son énergie dans un e sur-place » interminable et suicidaire. » Pruv M. Chazzet, il faut «déposser les connants actuels, déverrousiler le système, retrouver la fraternité et, donc, en finir avec ces comportements, ces cabales suicidaires, ces campagnes délétères ». « l'en appelle à toi, Plerre, qui a tant voulu ce congrès et ce projet, a-t-il lancé, mais f'en appelle aussi à vous, Michel, Llonel et Laurert, ainsi qu'à vous tous, mes camarades : décrétons la pause des courants!»

Le combet contre l'extrême droite a

courants réservent au premier secrétaire. M. Mauroy. Auenn élément nouveau n'est apparu à ce sujet, qui occupait toutes les conversations en marge de la séance, sinon que les proches de M. Michel Rocard s'employaient à présenter comme une sorte de boutade l'hypothèse de sa candidature à la direction du parti.

Les deux thèmes communs aux discours de vendredi out été l'unité du cours de vendredi out été l'unité du communs aux discours de vendredi out été l'unité du communs aux discours de vendredi out été l'unité du

Pour M. Poperen, les socialistes ne peuvenit « remérser du térélènce», qui leur est contraire, « qu'en ouvant la perspective d'une nouvelle donne sociale». Jugant simplification l'idée, expoinée à la tribune par M. Charzat,

Alors que M. Laurent Fabius ne s'était pas inscrit dans la discussion de vendredi et prévoyait de parler samedi, comme les autres principaux dirigeants et le premier ministre, le président de l'Assemblée nationale a décidé de prendre le temps de parole alloué à plusieurs de ses partisans puur expuser, avant ses pairs, se vision de la rénovation du PS. « L'imperiutif deplociques et ele choix enrovision de la rénovation du PS. «L'impératif écologique» et «le choix européen» sont, pour le député de la Seine-Maritime, les «deux novations majeures» qui s'imposent à la ganche, «le constat de la mort du communisme étant, maintenant, dressé». Face à la droite et à l'extrême droite cui en est, selon lui, la «pointe avancée», M. Fabius a expliqué que la ganche doit se définir par l'affirmation du crôle de la passance publique» et par sa «conception de la démocratie».

M. Fabius a réaffirmé une stratégie

M. Fabins a réaffirmé une stratégie fondée sur le rassemblement de la gauche et rejetant «toute combinaison douteuse où, a-t-il dit, nous nous perdrions nous-mêmes». Il s'est montré d'une grande orthodoxie mitternandiste, encore, en soulignant que l'«accord sur la rénoration des idées» pe doit pas s'accompagner d'une reaccord sur la rénovation des idées» ne doit pas s'accompagner d'une eréinterprétation erronée du passé». L'eléetis à dire disjourd'hul, car'il n'y a pas d'avenir sans mémoire, a-t-il insisté, que c'est Roinay, en 1971, qui a rendu possible 1981; que c'est 1981 qui a rendu possible 1988, puis les

mises à jour de 1991. Ne laissons pas cocisièses, il a demandé : «Allonsnous intérioriser la défaite? (...) A-t-on
vaiment pour recette de se refaire une
santé dans l'opposition? Mais, chers
camanades, on sait quand on entre
dans l'opposition, on ne sait ni quand
on en sort, ni comment » Dénouçant
ceux qui songeraient à tourner la difficulté en «précipitant la consultation
décorale majeure», c'est-à-dire en faisant pression sur M. Mitterrand pour
qu'il anticipe la fin de son mandat,
M. Poperen a expliqué que les socialistes ne peuvent remonter la pente
qu'en se dotant d'une « stratégie
sociale pour la France et pour l'Europe» et en agissant pour ale rassenblement des temps nouveaux», qui
« dépasse» le parti fondé il y a vingt
ans à Epinay.

L'Il « Bollyeau
COHIS MOTAL »

Alors que M. Laurent Fabius ne
s'était pas inscrit dans la discussion
de vendredi et prévoyait de parter
samedi, comme les autres principaux
dirigeants et le premier ministre, le

Misterrand, il s'était opposé aux
naiscaalisations intégrales alors décidées. Accardant à la direction du PS
d'avoir fait progresser la rénovation
des idées, M. Fabius a répété que « la
rénoration de nos pratiques, celle de
motre organisation restent devant
nous». Il a repris, à ce sujet, les propositimes qu'il avait défendnes au
congrès de Rennes, en mars 1990. Il
estime, en outre, que « la liaison entre
le gouvernement et le parti devra aussi
être fortement amilorée», afin de socrir de « l'alternance redoutable du
silence et de la cacophonie». Il a suggéré des décisions qui pourraient,
selon lui, restanrer une « image» du
PS « malheureusement compromise
dans une série de remagles financlers», en adoptant un « nouveau
cours moral».

Après M. Pierre Mnsenviei
(Doubs) membre de serréteriet petio-

cours morals.

Après M. Pierre Museuviei (Doubs), membre du secrétariat usitonal, qui a développé la fonction du «projet» comme ainstrument de combat politique » contre la droite et l'extrême droite, M. Jean Glavany (Hautes-Pyrénées) a mis en garde ceux qui seraient tentés de désolidariser leur action de celle du président de la République, S'il estima que «des passerelles doivent être rétables, des lieux d'écharges restantés » entre les différents pôles du pouvoir socialiste, M. Glavany a affirmé: «Notre sort politique à tous - président, gouvernement, parti, étus, militants - est indissocialistement llé.» Il a appelé les socialistes à un epacte de fidélité» envers M. Mitterrand et à un ecourat d'unité» entre eux. Cela pour le cas où la volonté de M. Rocard de prendre le contrôle du parti ne serait pes une simple boutade.

PATRICK JARREAU

PATRICK JARREAU

(1) Les résultats définitifs des votes sur le projet, amondés à la fin de la séance de vendradi, sont les suivants : 66 594 militants ent participé au vote; 59 907 ac sont pro-aoncés sur les tentes; 48 741 (81,36 %) act voté tions coloi du comité directeur, 7 374 (12,31 %) pour cefmi de M. Jean-Pierre Chevènement, 3 792 (6,33 %) pour celui de M. Marie-Noëlle Lienemann et de MM. Juinen Day et Jean-Lee Mélenchen.

Dans son intervention télévisée

Le président de la République veut « exorciser les peurs» que suscite l'Europe

M. François Mitterrand, invité

de l'émission « 7/7 » de TF 1,
dimanche soir 15 décembre, se

du marché unique à l'horizon du
proposait de consacrer l'essen
le janvier 1993.

de 1958. Piusieurs des partenaires
européens de la France sont confrontés aux mêmes problèmes.

M. Mitterrand dispose tnutefois
d'un certain détai pour arrêter son
montée en puissance électoraie du tiel de son propos aux consériel de son propos aux consequences de l'accord de Mass-tricht. Le président de la République souhaitait surtout « faire de la pédagogle », en cherchant à « exoreiser », seion les indications données vendredi par le porte-perole de l'Eyzée, M. Jean Musitelli, « les peurs et les fantasmes que l'Europe sem-

M. Jean Musitelli, « les peurs et les fantasmes que l'Europe semble provoquer en France [et qu'il] estime infondés s.

La clef de son comportement d'aniourd'hui, M. François Minterrand l'arrévélée lui-même, à plusieurs reprises, depuis sa réfection à la présidence de la République. « Je ne serai plus candidat à rien, je suis un homme libre, expliquait-il, en juillet 1989, dans les colonnes de l'Express. Je n'ai besoin de plaire à personne. l'ai seulement l'amour de la France, de son histoire, de son message. J'essaie de faire au mieux, en restant saie de faire au mieux, en restant fidèle à mes convictions.»

Force est de constater que M. Mit-

Il veut ensuite démontrer - selon

retouches constitutionnelles rendues nécessaires par certaines des dispositions du traité sur l'union politique. Des experts juridiques ont été priés de donner rapidement un avis. Si l'obligation de retoucher l'article 3 de la Constitution ne fait aucun doute Force est de consister que M. Mitterrand, sur ce registre, ne varie pas de donner rapidement un avis. Si ne fait que dire la même chose autrement quand il tient à marquer son disant, comme il l'e fait sur Antenne 2, le 11 décembre: «Je travaille, aux Français de juger. Ils jugent parfois sévèrement, e'est le cas actuellement, mais cela n'est pas mon affaire, c'est la leur...»

Des experts juridques con été pries de donner rapidement avis. Si Pobligation de retoucher l'article 3 de la Constitution ne fait aucun doute afin d'outroyer à tous les citoyens de la Constitution ne fait aucun doute afin d'outroyer à tous les citoyens de la Constitution ne fait aucun doute afin d'outroyer à tous les citoyens de la Constitution ne fait aucun doute afin d'outroyer à tous les citoyens de la Constitution ne fait aucun doute afin d'outroyer à tous les citoyens de la Constitution ne fait aucun doute afin d'outroyer à tous les citoyens de la Constitution ne fait aucun doute afin d'outroyer à tous les citoyens de la Constitution ne fait aucun doute afin d'outroyer à tous les citoyens de la Constitution ne fait aucun doute afin d'outroyer à tous les citoyens de la Constitution ne fait aucun doute afin d'outroyer à tous les citoyens de la Constitution ne fait aucun doute afin d'outroyer à tous les citoyens de la Constitution ne fait aucun deute la Constitution

M. Mitterrand dispose trutefois d'un certain détai pour artèrer son dispositif puisque, pour des raisons techniques, la ratification du traité ne pourra pes intervenir, au plus tôt, avant le mois de mars. Les réactions positives exprimées tant au PS qu'a l'UDF après le sommet de Masstricht sembleut garantir au président de la République la «forte majorité» pariementaire qu'il souhaite, mais il n'a pas encore choisi la procédure on'il retiendra (convocation du Parlequ'il retiendra (convocation du Parisment en congrès ou organisation d'un référendum) pour faire approu-ver les inévitables retouches constitu-

Il paraft des à présent exclu, en tout ess, que M. Mittermad retienne Péventualité de mélanger la révision constitutinnnelle découlant de la constitutinnelle découlant de la création de l'Union enropéenne et celle qu'il a annoncée le 10 novembre sur la Cinq, en affirmant sa volonté de «corriges» les institutions de la V* République avant la fin de son mandat. Il pourrait donc opter soit pour l'organisation de deux référendems successifs, soit pour une solution mitte : une convocation du Parlement en consuità à propos des

Antenne 2, le 11 décembre : «Je travaille, aux Français de juger. Ils passage à la monaise unique exige, jugent parfois sérèmement, c'est le cars actuellement, mais cela n'est pas mon affaire, c'est la leur...»

Et comme le «travaill» du président de la République consiste sausi à empliques consiste sausi à empliques est décrauss, M. Mitterand, dans l'immédiat, a l'intention de revenir inlassablement à la charge pour essayer de convaincre les Français qu'une ère nouvelle vient vraite de la Constitution de 1946, repris ment de commencer pour eux avec

tés aux mêmes problèmes.

M. Mitterrand dispose trutefois d'un certain délai pour arrêter son dispositif puisque, pour des raisoss techniques, la ratification du traité ne ses yeux, d'une élitarie absarde» et que l'important est surtout de com-batre le Front national dans ses

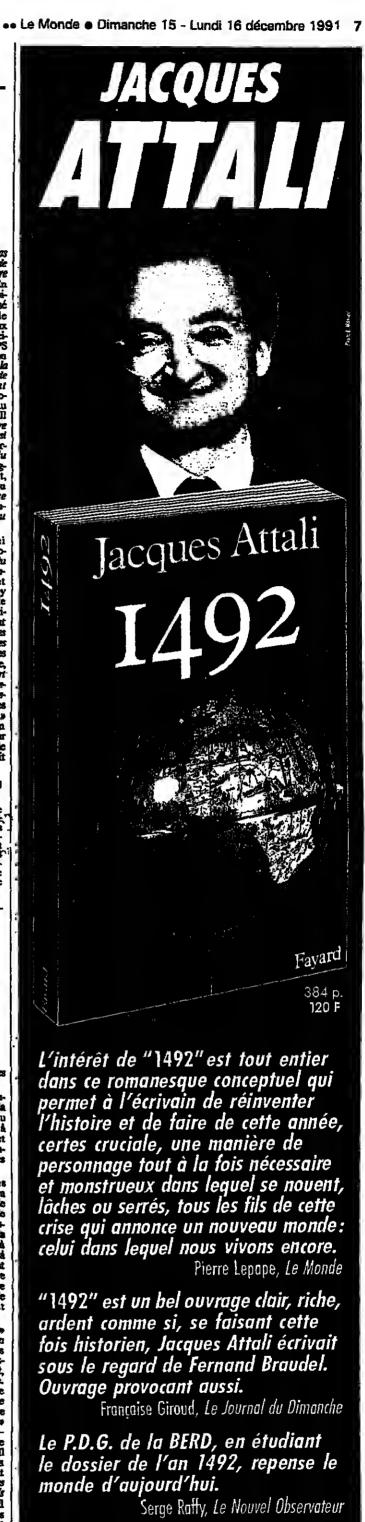
Il évitera d'interférer dans les Il évitera d'interférer dans les débats du congrès du PS et racontera au besoin que la dernière fois qu'il le fit, en 1983, lorsqu'il s'agissait de régier la succession de M. Lionei Jospin à la direction du parti, après la nomination de M. Michel Rocard à l'hôtel Matignon, il avait conseillé à ses amis de confier à M. Laurent Fabius le poste de premier secrétaire et à M. Pierre Mauroy la présidence de l'Assemblée nationale. Histoire de configure que laudit a unit firance. souligner que lesdits amis firent ensuite_ le contraire.

Si on l'interroge sur la «déprime» ambiante, il l'analysera en voyant un bre sur la Cing, en affirmant se volouté de acorriger» les institutions de la Ve République avant la fin de son mandat. Il pourrait donc opter soit pour l'organisation de deux référendums successifit, soit pour une solution mixte : une convocation du Parlement en congrès à propos des conséquences de Massiricht, puis un référendum sur les autres réformes constitutionnelles.

Bien entendu, M. Mitterrand s'est également préparé à répundre, dimanche sur TF1, aux questions sur la situation politique et sociale.

S'il répète ce qu'il confiait ces jours-ci, en privé, à certains de ses visiteurs, il redira notaimment que le premier ministre, M= Edith Cresson, lui paraît capable de remomèr la contribué, ici ou là, à édécentraliser la corrigion».

Mais inaé-il jusqu'à laisser percer certain numbre de facteurs



l'Histoire

Le gouvernement engage sa responsabilité sur un projet de budget marqué par de nouvelles économies

Fante de majorité, M= Edith Cresson a engagé, samedi matin 14 décembre, la responsabilité de 1992 eraminé en deuxième lecture à l'Assemblée nationale. Le projet devait être considéré comme adopté si aucune motion de censure o'était dépo-

Tout au long de l'examen des trois cents amen-dements, M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget, s'est livré à un double exercice : supprimer les modifications apportées par le Sénat financer le «plan d'adaptation agricole» décidé par

le gouvernement à la fin novembre. Il en résulte de légers résjustements quant à l'équilibre général. Le total des dépenses définitives atteint 1 337,08 mil-liards de francs (au lieu de 1 335,5 milliards à l'issue de la première lecture) et le déficit s'élève à 90 036 milliards de france (au lieu de l'action de la première lecture)

C'est en procédant à de nouvelles économies sur différents ministères que le gouvernement est parveou à financer soo plen agricule, évaloé à 1 005 milliards de francs. Il s notamment réduit les dépenses du mioistère de l'egriculture de

nistrations sont touchées à des dégrés divers par ces nouvelles coupes, à l'exception du ministère du travail, de l'emploi et de la formation profession-

ment le plan de délocalisation, chiffré à 500 mil-lions de francs (en dépenses ordinaires et crédits de paiement) et qui sera financé exclusivement par des cessions d'actifs immobiliers. Il s'agit d'aun budget lucide et efficace au service des équilibres financiers », a commenté M= Cresson.

La politique agricole a été décidée avec trop de précipitation, estiment les députés de l'opposition

Les députés ont edopté en première lecture, vendredi 13 décembre, par 289 voix contre 260, le projet de loi relatif eux cotisations socieles egricoles et créant un régime de préretraite egricole. Le PS e voté pour, le PC et l'UDC ont voté contre. Le RPR et l'UDF aveient appelé à repousser le texte, mels des abstentions enregistréee dens leurs range ont finalement permis eu ministre de l'egriculture, M. Louis Mermez, de feire adopter son projet.

N'était-ce donc qu'un simple succès de curiosité, aussi bienveillant qu'éphémère? Le bon accueil que les syndicats agricoles et le Sénat gâté, il est vrai, par la primeur de l'annonce - evaient réservé eu «plan d'adaptation» de l'agriculture rendu public à l'issue du comité interministériel d'aménagement du territoire du 28 novembre, aurait-il fait long feu? Le soupçon est permis, à en juger à l'attitude réservée, voire ofgative, dont l'opposition a

EN BREF

□ Les députés adopteut un projet de loi autorisant la titularisation d'agents de l'OFPRA. - L'Assemblée netionale e edopté, jeudi 12 décembre, un projet de loi reletif à la titularisatino de deux cent vingt agents contractuels de l'office français de protection des réfugiés et spetrides (OFPRA) et de le commission de recours des réfu-

a La justice dans les TOM. - Les députés not adapté, jeudi 12 décembre, un projet de loi d'ha-bilitation relatif à l'adaptation de la législation opplicable dans les Territoires d'outre-mer en matière d'organisation judiciaire, de procédure pénale, d'indemnisation des victimes et d'eide juridictionnelle. deux prajets de lai eooeernaot l'adaptation de la législation opplicable dans la collectivité territoriale de Mayotte.

□ Le Sénat adopte le projet da loi sur l'eau. - Le Sénat a adopté en secande leeture, veodredi 13 décembre, le projet de loi sur l'eau présente par M. Brice Lalonde, sénateurs ont réintroduit dans le rexte de l'Assemblée nationale l'essentiel des dispasitions qu'ils avaient ajnutées au texte du gou-vernement en première lecture.

□ WALLIS-ET-FUTUNA : renouvellement de l'assemblée territoriale. - Un décret paru le 13 décembre au Journal officiel fixe au dimanche 22 mars 1992 le dale des élections en vue du renouvellement de l'assemblée territoriale de l'archipel de Wallis-et-Fu-

D Naissance du Mouvement chrétien V. République. - M. Michel Grimard, président du club Gaullisme et Progrès, qui a naguère appartenu ou MRP puis participé à la création de l'Union des jeunes pour le progrès (UJP), vient d'annoncer la création du Mouvement chrétien V. République. Les viceprésidents en sant MM. Bruno Bourg-Broe, député RPR de la Marne, et Henry Chabert, député curopéen (groupe démocrate-chrétien), adjoint au maire de Lyon, en congé du RPR.

► Mouvement chrétien V• République, 11, rue Vendrezenne, 75013 Perls. Tél. : 47-28-84-79,

fait preuve à l'égard du projet de loi sur les cotisations agricoles.

M. François Patriat (PS, Côte-d'Or) ne s'est pas privé de souligner l'ambiguité de l'attitude des députés de l'opposition sur le sujet, illustrée finalement, lors du vote, par des abstentions contraires aux consignes officielles. «Il en va de la réforme de l'assiette des cotisations comme des délocalisations, a-t-il regretté. Chacun l'a souhaitée. Mais au moment de passer au vote d'un texte (...), on voit qui fait preuve de courage, et qui de faiblesse.»

Mis au point afin de désamorcer les jecquerles paysannes de l'aotomne, ce projet reprend en fait les grandes lignes de la réforme du cal-cui des cotisations sociales votée le 23 janvier 1990. L'idée était alors de changer l'assiette des cotisations, en abandannent le très controversé revena cadastrol - « ses défauts étaient devenus intolérables », a rappelé M. Mermaz - pour prendre en compte les revenus professionnels. Cette modification devait s'accompagner du démantèlement progressif des taxes prélevées sur les céréales, les oléoprotagineux et les betteraves.

Mais le procédé est jugé trop bru-tal par l'opposition. «Il convient de se hâter lentement », a estimé M. Philippe Vasseur (UDF, Pas-de-Calais) qui estime que, si l'augmentation moyenne des charges sociales des agriculteurs peut être considérée comme amodérées, de afortes disparités » existent dans le détail. M. Jean-Paul Charie (RPR, Loiret) s'est montré plus affirmatif encore en expliquant qu'à arevenus identiques, les agriculteurs cutisent plus que les autres travailleurs », car leur assiette intègre les déficits d'exploitation, les angmentations de stocks, le revenn du capital... «Nous refu-sons de remplacer une base injuste et inéquitable, le revenu cadastral, par une autre base injuste et inéquitaune autre base injuste et inéq ble s, a-t-il indiqué, La tonalité n'était gnère différente sur les bancs communistes où M. Fabien Thieme (Nord) s jugé que la hanse des coti-sations induite par le nouveau mode de calcul « n'était pas acceptable ».

L'antre grand volet du texte ejnuté sous forme d'amendement per M. Mennet conformément aux souhaits du président de la Répu-

tions est déjà accomplie à 40 % tan-dis que 40 % à 45 % des taxes out été démantelées. blique — précise le régime de prére-traites auxquelles amont désormais droit les agriculteurs ligiés de cinquante-cinq à cinquante-neuf ans, s'ils cesseot définitivement toute activité et libèrent leurs terres et bâtiments d'exploitation, Environ trente mille exploitants pourraient se tranver enacernés dès 1992. Il devrait en coûter environ 730 millions de crédits supplémentaires au budget de l'agriculture.

Tout en se déclarant « d'accord sur les principes », M. Patrick Ollier (RPR. Hautes-Alpes) s'est inquiété du « départ brutal d'un grand nombre d'agriculteurs » que pourrait entratoer le nnuveau dispositif. M. Germain Gengenwin (UDC, Bas-Rhin) a calculé qu'en Alsace six agricultems sur dix pourraient saisir l'occasion pour se retirer, ajoutant en conséquence que de telles mesures suraient mérité davantage de réflexion. M. Mermaz e admis qu'il y avsit là des risques de « désertification ». Ce ne serait pas le moindre paradoxe de ce projet, dont l'ambition est de réinsuffler un supplément d'ame à des régions anémiées, si l'on devait aboutir à pareil

Le maire RPR accusé d'avoir « acheté » son mandat

La rumeur de Mennecy

ville de six mille habitants, les corbeaux a donnent de la voit. Depuie plusieure mols, les nameurs pourrissent la vie politique locale. Volci meintenent qu'elles prennent pour cible directe les deux parlementaires de la localité. Il y e une quinzeine de jours, plusieurs Menne-cois influents zinsi que des journelistes ant reçu une lettrs faisent état des prameeses faitee per M. Xevier Dugoin, député (RPR), précident du conseil général de l'Essonne et maire de Mennecy, à son prédéceseeur, M. Jesn-Jscques Robert, eénsteur (RPR), en échange du fauteuil de premier magistrat.

Le document set deté du mois d'août 1990, période au cours de laquelle M. Jean-Jacques Rabert e effectivement ebandonné eon mandet de maire de Mennecy, il comporte neuf engegemente précie, comme la mise à disposition permanente d'une Peugeot 605 avec cheuffeur et téléphane, l'embeuche de M= Cleudine Robert, l'épouse du sénateur, au sein du cabinet du conseil général, ou encore la prise en compte de crédits réception à

hauteur de quatre fois cinquente couverts per en. Jeudi soir. 12 décembre, MML Dugoin et Robert se sont défendus devent leur conseil municipal en réaffirmant, en substance, que cette lettre est un faux. Dans l'entourage du président du conseil général, on indiquait, vendredisoir, que ce dernier « s'efforcait de calmer le jeu pour ne pas alourdir le climet». On assurait, perellèlement, que M. Dugoin avait pour l'instant renoncé à porter plainte pour diffamation comme il aveit affirmé vouloir le faire en début de semaine.

Le Front netional n'entand pas, lui, laisser de répit à la future tête de liste des régionales pour l'Essonne. Dans un communiqué, les partisans de M. Jean-Marie Le Pen réclament l'ouverture d'une enquête sur les conditions d'accession de M. Dugoin à la mairie et souhaitent que de nouvelles élections solent organisées. «Avec l'affeire Dugoin-Rabert, naus découvrons que les politiciens du clan Pesque-Séguin sant capables de vendre leur siège eu plus affrent », effirme Is

PATRICK DESAVIE

Les suites de l'affaire Farran

Deux responsables de la chambre de commerce de Perpignan inculpés et écroués

de commerce et d'industrie (CCI) des Pyrénées-Orientales, M. Jacques Salvat, et l'un des directeurs de l'aéroport de Perpignan-Rivesaltes exploité par cette chambre consulaire, M. Jean-Edmond Mitiaville, directeur de la concession; du personnel et FREDERIC BOBIN des affaires commerciales, ont été

ANDRE LAURENS

Epiney en 1971 e été un acte de rupture avec la SFIO et le passé récent qu'elle incemait. Le nouveau parti préfère es référer à Jean Jaurès et Léon Blum, plus qu'à Guy Mollet. De la mêms façon, l'historiographie a occulté tout un pan du socialisme français, celui qui concerne l'attitude de ce parti face su colonialisme. Ahmed Koulakssis le sort de l'ombre où il se tensit an publiant le Perti socialiste et l'Afrique du

Nord de Jaurès à Blum. L'historien e puisé son information dans les débats de l'époque, le presse et les congrès socie-listes, les prises de position des élus nationaux du parti. Cela lui permet de faire revivre de manière frappante les engagements, les concessions et les contradictions d'un perti marqué par «l'héritage, par la République conquérante » et, déchiré ensuite par les revendications des peuples colonisés qui ont commencé à fleurir eur les décombres de la première guerre mondiale. Hélae, evec la scission de 1920 et la création du PCF, la vieille maienn eocieliste s'est repliée sur ses préoccupations électorales et « francocentriques », evec pour principel couci d'epparaître comme partie pre-

nante du redressement national 1 Malgré quelques voix diecordentes, des critiques acerbes, des velléités de réforme jamale appliquées (même par le Front populaire). les socialistes de l'entredeux-guerres, s'ile ant, écrit Ahmed Koulekseis, perfaie inquiété le colonialisme, «n'ont quère modifié ses essises, ni entamé ses prébendes ». Pauvre bilan qui, pour les mêmes raisons, devait s'alourdir après la seconde querre mondiale. Dans ce domaine comme dens d'sutres, la leçon à retenir est que, trop souvent, les socialistes se laissent aller à faire la politique des eutres, comme si

I'on avait besoin d'eux pour cela l Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir, de Henri Rey et Françoise Subileau. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 291 pages, 185 F.

> Le Parti socialiste et l'Afribien, il ne faudrait pas jouer.

Pour une grande part, le PS né à 350 pages, 189 F.

Le secrétaire général de la chambre inculpés et écroués, vendredi 13 décembre, dans le cadre des enquêtes qui out déjà conduit à l'inculpation d' «ingénence» et «abus de confiance» prononcée contre M. Jacques Farran, député UDF-PR, président sortant de la CCL

Au terme d'une garde à vue de guarante-huit beures, M. Salvat s été inculpé d' « abus de confiance », «complicité et recel», et M. Mitjaville, gendro de M. Farsan, du scul chef d' abus de confiance». Un troi-sième collaborateur de M. Farsan, M. Augustin Guitard, vice-président, trésorier de la chambre de commerce, a été inculpé de «complicité» et «recel» mais laissé en liberté.

a. . .

arı.

100

Re-

1.

 $:_{I_{\mathcal{B}_{i,n}}}$

.. ≤1^{1,50}

- AND 25

1

Company of the last of the las

4.

1-2 Turking

يون المراجعة ال

-

T CARLEN

the state of

in make in

MARKET SECTION

-20

- -

The same of

To the wife of

A PREMIUM A

.

The same

The street was to be a

17 中華

The second

and the second

Une dizaine de personnes au total toutes élues ou salariées de la CCI des Pyrénées-Orientales, syaient été entendnes, mereredi et jeudi, en commissariat de police de Perpiguan, à propos, notamment, de la gestion du parc de stationnement de l'aéro-port géré depuis 1982 par la chambre, consulaire (le Monde du 14 décembre). L'enquête menée sur les comptes de la CCI par les inspec-teurs du ministère de l'économie et des finances aurait établi que, depuis sicurs années, les recettes de ce nere de stationnement n'étaient pas intégralement déclerées dans la comptabilité légale.

Ce parc de stationnement est, en effet, équipé de bornes automatiques d'un type ancien qui ne modulent pas le prix du stationnement en fonc-tion de la durée (le coût du séjour y est uniformément de 10 F) mais enregistrent chaque passage de véhi-cule. Le montant des détournements surait été d'environ 540 000 F pour la période 1988-1991 mais atteindrait au total, sclou les enquêteurs, 3 à 4 millions de francs.

Demande de levée d'immunité parlementaire

Interrogé par PAFP, M. Farran a commenté l'incarcération de ses col-laborateurs en déclarant notamment : «Il s'agit de permanents qui sont là pour exécuter et qui n'ont pas à supporter ce qu'on peut leur reprocher. Dans les jours à venir, les choses vont

Le député UDF-PR des Pyrénées-Orientales est également visé par l'information judiciaire ouverte vendredi à propos de ces détournements. Le procureur de la République de Perpiguan, M. Louis Bartolomet, e précisé, a ce sujet, qu'il avait adressé, le mêtre jour, au procurer général une lettre demaodant que l'Assemblée nationale outorise la levée de l'immu-nité parlementaire de M. Farran.

Le président de la chambre de commerce - qui abandonnera offi-ciellement ses fonctions à la mi-janvier pour être remplacé par le vain-queur des élections consulaires du 18 novembre, M. Guy Fourcade, actuel président du tribunal de commerce – est ainsi menacé d'une seconde inculpation. La première a été prononcée sans qu'il soit nécessaire de deman-der la levée de son immunité parlementaire parce que l'information judicioire eveit été nommément ouverte contre lui avant l'ouverture de la session d'automne (le Monde daté 20-21 octobre).

LIVRES POLITIQUES

E congrès extraordinaire du PS, réuni pendant le weekend dene ce monument emblématique qu'est le Grande Arche de La Défense, aurait pu se donner les allures d'une consécration triomphale. Ce n'était pas, à proprement parler, le cas : pour les raisons que l'on salt, parce qu'elles sont régulièrement expliquées dans ce journel, l'epothéose s'ennonçait plus morose

Le climat de désenngintement est général et il procèda plus de l'environnement économique et social et de l'impuissance des dirigeants politiques que des défailancee militantes. Les responsabilités de la base sont minimes pour ne pas dire inexistantee. Se déconvenue, sinon son amertume. n'en est que plus vive. Ce pouvoir. si difficilement conquis et reconquis, si prudemment protégé de toutes les eudaces qui pouvalent le menacer, ne tient pas les promesses de transformation sociale dont il devait être l'inetrument et n'obtient même pas le reconnaissance minimale qu'il serait en droit

Ces sentiments mélés participent de toute expérience militante, toujours remise en question quend on la croit aboutie. Il se trauve que ce congrès du PS se réunit elors que deux chercheurs du Centre d'études de la vie politique française, Henri Rey et Francoise Subileau, publient lee résultets d'une enquête qu'ils ont menée en 1985 et 1986 euprès de quatre mille militants et enimateurs de ce perti. Ce travail fait à partir de questionnaires et d'entretiens à touché l'ensemble du territoire et a été réactualisé en 1990. Dans le mesure où il concerne le noyau dur du parti, il

n'a pas perdu de son actualité. Les euteurs se sont donc penchés sur les Militants socialistes à l'épreuve du pouvoir, intitulé qui fait plus référence à une période à faire. Il s'agissait surtout pour gage et pourquoi dans une organisation politique telle que le PS.

qu'au jugement de la base du parti sur l'action de ses représentants au gouvernement, étude qui raste nos enquêteurs de savoir cui s'en-

Cette plongés dens les fédéra-

tians montre d'abord le grande

Le noyau dur et fragile du PS

ment et, même, l'hétérogénélté de ce militantisme. Si une bonne moitié des membres actifs du PS vient de la gauche, c'est-à-dire d'un milieu familial où les valeurs morales et culturelles de la gauche étaient vivaces et transmises, l'autre moitlé provient de l'autre bord, après svoir rompu avec le eys-tème idéologique en vigueur dans la famille d'arigine. Le trait le plus original du recrutement du PS, qui explique son expansion, se situe dans cet apport de rupture.

Le PS séduit les cadres supéneure et les catégories Intermédiairee qui fournissent les deux tiers des militante sctifs, alors qu'ils représentent un quart seulement de la population active francales. En revenche, elors que cette demière se compose pour moltié d'employés et d'auvriers, le militantieme socialiste n'en accueille qu'un cinquième. Dans tous les cas, le secteur public prend le pas sur l'entreprise pri-vée. Ainsi, selon les auteurs, la PS est-il «le parti du salariet protégé » et, eussi, celui des enseignants, qui représentent le quart de la opulation militante contre 4 %

des actifs français » . S'Il épouse l'évalution de le société globale, le PS continue, cependant, de se spécialiser dans les catégories déjà mentionnées sen sorte que l'écart entre la société française et le Parti socialiste e'est considérablement creusé depuis dix ans et que le caractère protégé de population militante, face aux eléas de la conioncture économique, apparaît clairement a, observent Henri Rev et Françoise Sublicau. Rappelons que sont en cause ici les militants actifs, dont le statut social, précisent les auteurs, est intermédiaire entre celui des électeurs et celui dee dirigeente du parti. Les femmes, les milieux populaires et las jeunes sont sous-représentée parmi les premiers (et, ejoutera-

t-on, les demiers). La motivation la plue fréquemment invoquée dans l'engagement militant est la volonté de participer

(69 %); la proportion est plus forte chez caux qui se situent le plus à gauche, qui ont un niveau scolaire élevé, ou qui ont été marqués par mei 68. Le recherche d'une identité sociale, d'une intégration communautairs, notamment chez les ex-communistes et les chrétiens sociaux, sont des facteurs d'engagement. On ne saurait exclure le carriérisme, a'agissant d'un perti qui pratiquait le clientélisme et dont l'implantation municipsia, puis l'accès eu pouvoir, affrent des perspectives d'emploi (le nombre des élus y égale celui des militants actifs).

Meis, outre que cele n'est pas

propre au PS, la pesanteur idéolo-

gique reste dominante dans ce

Après evoir recensé les différentes filières ayant conduit à le formation de l'actuel Parti socialiste, les euteurs distinguent deux codes d'Interprétation politique », la lescité et l'autogestion, la première procédent de «l'esprit républicain », la seconde se transformant en «autonomie ». Toutefois, ils récusent la stéréctype de l'opposition entre une geuche erchaîque et laïque et une evantgarde moderniste et autogestionnaire : ils ont percu des « manières d'être de asuche » qui traversent toutes les vagues de recrutement et toutes les tranches d'âge. Le libéralisme culturel est devenu eussi un élément constitutif de l'idéologie socialiste. C'est à le faveur de ces évolutions, aux-

quelles ils ant contribué, que les chrétiens sont venus militer dans les rangs socialistes, Au total, ces militants mobiles, ten ascension sociale et à fort capital cultural a constituent un parti plastique, tolérant, ouvert aux influences extérieures, ayant un sene aigu de l'apportunité, maie dont la capacité d'adaptation, concluent les euteurs, «e aulourd'hui pour contrepartie une réelle fragilité ». Un parti avec les nerfs desqueis, al l'on comprend

bien, il ne faudrait pas jouer.

Deux procès en un

La onzième chambre du tribunal correctionnel de Paris rendra le 31 janvier 1992 son jugement dans l'affaire du financement occulte des partis de gauche. Ce procès s'est achevé, vendredi 13 décembre, par les plaidoiries des avocats de la

Cc fut un procès à deux étages, Cc fut un procès à deux étages, ou plutôt deux procès en un. D'abord, celui de neuf hommes, quatre entrepreneurs et cinq responsables de bureaux d'études de partis de gauche, projetés là par les hasards de la loterie politico-judiciaire. La SAE, numéro un français du bâtiment se retrouve sous les du bâtiment, se retrouve sous les feux de l'infamie, mais lequel de ses concurrents n'aurait pu y figurer à sa place? Et combien d'hommes politiques, toutes tendances confindues, n'auraient pu y remplacer M. Gérard Monate, ex-PDG d'Urba, pompe à finances du PS?

5-1-

AND A FRANCISCO

A STATE OF THE STATE OF

4 - 4 - 5 -- -

A Section 1

En sialomant entre les lois d'amnistie, la justice avait done accro-ché à ces malchanceux la préven-tion de eorruption (pour les entrepreneurs) et de trafie d'inluence (pour les intermédiaires). Les eyant ainsi étiquetés, il fallait bien d'ebord les juger selon le code. C'est-à-dire répondre à une seule question : ces bureeux d'études apportaient-ils à leurs clients entrepreneurs des prestations de nature à justifier leurs commissions (1 % à 3 % des marchés selon les cas) ou ces commissions s'apparentaient-elles ni plus ni moins au fruit d'un racket poli-

Disons-le tout net : au terme de trois semaines de débats, le tribu-nal e en sa possession assez d'élé-ments contradictoires pour les condamner ou les relaxer, selon ce qui lui plaira. Ni l'accusation ni la défense n'ont apporté de preuve irréfutable, pour la première de l'inexistence des services d'Urba, nour la seconde de leur néalité. pour la seconde de leur réalité.

Oui, soutinrent ses evocats, et on, southnest see socials of the control of the con missions perçues n'avaient rien de scandeleux, comparées à celles d'une agence immobilière, d'un notaire ou... d'un avocat (on donna les barèmes). De toute façon, « dès lors que les deux parties sont d'ac-cord sur le prix, c'est le juste prix».

Chauffeur

« Nous vivons en France dans un régime de liberté des prix l'», confirma plaisamment Me Roger Doumith, avocat de M. Pierre Bentata, directeur général de la SAE.
D'eilleurs, pour une entreprise,
embarquer Urba avec soi n'emportait pas automatiquement le victoire dans les appels d'offres, de même qu'on pouvait - cela s'est vu - remporter un marché sans les secours de M. Monate. Mais en dépit des efforts de Me Baudelot, visiblement hanté par ces trois dernières années au cours desquelles « Urba n rimé avec sida », la réalité de ce travail fourni par les troupes de M. Monate resta bien nébuleuse tout au long dn procès.

Le ministère public, de son côté, n'a pas devantage epporté in preuve qu'Urba «rackettait» sans contrepartie toute entreprise désireuse de décrocher un contrat evec

une municipalité socialiste. Que promettait exactement Urba à ses clients? Que se serait-il passé si une entreprise avait refusé d'ac-quitter le « droit de douane » que constituait la commission d'Urba? La SAE a-t-elle ainsi indûment remporté des marchés qui auraient dû revenir à ses concurrentes? On ne le saura jamais, le cas ne s'étant pas présenté, tout au moins pas dans le dossier. Un dossier étonnamment lacnnaire pour me affaire de ce retentissement : ni le responsable d'Urba pour l'Hérault (alors que des marchés contestés ont été passés dans ce département) ni les membres de la commission d'appel d'offres de la ville de Marseille n'ont par exemple été intermede interrogés.

Armé de ce seul dossier à trous, le substitut Jean-Clande Marin n'est pas parvenu à contredire l'argument de la défense scion lequel les entrepreneurs, en finançant le PS, ne souhaitaient rien d'autre a qu'être bien avec les gens qui vous font du bien », selon les termes de M° Doumith.

Mais ce débat était-il le plus important? Car, simultanément, un second procès se déroulait à la même barre, comme en contrebande du premier. Et plutôt que l'arbitrage du code pénal, celui-là sollicitait clairement les bancs de presse et l'opinion publique. Affranchi de tout souci des faits, ce second procès s'adressait, selon la formule Me François Binet, avocat de M. Joseph Delcroix, ancien directent edministratif d'Urba, « ou chnuffeur de taxi », réputé exprimer la réaction populaire. Quel nutre auditoire que l'opinion publique visaient les parties civiles plus ou moins Improvisées qui, lors des premières endlences, avaient hurlé sur tous les tons que les prévenus d'Urba étaient des pourris, des gangsters, des racket-

Dernier défenseur d'Urbe à intervenir, M. Henri Leclerc vint, avant le baisser de ridean, leur apporter la contradiction. En verta de la Constitution de ce pays, rappele-t-il, « les partis politiques pelle-t-il, « les partis postitues concoucent - à, l'expression du suffrage universel ». Et ces partis politiques ont changé dans les dernières décennies. Il est fini, regretta avec émotion M. Leclerc, le temps des rénniona nocturnes, des affiches placardées « avec une colle effecueble» des vois arrachées une effroyable », des voix arrachées une à une sur les marchés. « L'opinion publique a changé, martela-t-il. L'Amérique o montré le chemin. mais mettre des micros dans les salles, si l'on a recours au marketing politique, cette horreur, s'il faut des ordinateurs?»

Face à ce renchérissement, Urba. rappela M. Baudelot, avait été créé a pour mettre de l'ordre où il n'y en avait pas et de la morale où il y ovait beaucoup d'abus ». Pour en finir, insista M. Leclerc, evec les mœurs en usage dans les partis de droite, les fonds remis en espèces par les entrepreneurs, les valises transportées. Qu'en pensera le chausseur de taxi? «Votre décision ne satisfara personne, prévint Me Binet, s'adressant en tribual. Si vous relaxez, on va dire «ils se sont couchés, ils sont aux ordres. » Et si vous condomnez, on diro «une fois de plus, ils ont fait trin-quer les lampistes.»

DANIEL SCHNEIDERMANN

EN BREF

Contract Contract

n Trois lycéens de Rnehefart enadamnés à nac amende punr injeres à leurs professeurs. - Les trois lycéens du lycée Mericau-Ponty de Rochefort (Charente-Ma-ritime), qui avaient injurié trois de leurs professeurs dans im journal lycéen, publié en janvier 1991 (le Monde du 22 anût), nnt été condamnés à une amende de 100 francs chacun par la cour d'appel de Poitiers, jeudi 12 décembre.
Un premier jugement, rendu le 10 août par le tribunal de grande instance de Rochefort, avait relaxé les jeunes gens, estimant e que les diffomotions et injures alléguées (...) n'nvalent pas un caractère public puisqu'elles n'avait pas dépassé le cadre de l'établissement scolaire». Les trois enseignants de Rochefort avaient fait appet. Ils recevront chacun un franc symbolique eo réparation, comme le motive l'arrêt, « de l'incontestable préjudice moral dont ils ont été vic-times ».

□ Le porte-hélicoptères Jeannepremière fois depuis la fin de la école de la marine française, le en 1998.

porte-bélicoptères Jeanne-d'Arc, fere escale à Vladivostock, en République de Russie. Cette escale, qui est prévue dans le cadre du tour du monde annuel de ee bâtiment-école, aura lien du 9 au 14 mars 1992. A bord se trouvent cent cinquante-sept officiers-élèves de Navaie, dont dix-huit en provenance de marines étrangères.

D Promier val du protatype da Rafale-Mariae. - Piloté par M. Yves Kerhervé, chef des pilotes d'essais de Dassault, le prototype Rafale M01, l'avion de combet polyvalent destiné à être embarqué sur les porte-avions français, a effectué, jeudi 12 décembre, son premier vol. Il e atteint Mach 1,4 (près de 1 500 kilomètres à l'heure) à nne altitude de 42 000 pieds (environ 13 000 mètres). Ce voi e duré une heure. Le Rafale M01 fera à la mi-1992 une campagne d'essais de catapultage et d'appontage au sol, aux Etats-Unis, avant d'effectuer, l'année snivante, ses d'Are à Vladivostock. - Pour la premiers appontages et catapuitages sur le Foch. La première flotseconde guerre mondiale, le navireAprès dix jours d'examen à huis clos

La chambre d'accusation rendra son arrêt le 26 février dans l'affaire Touvier

La chambre d'accusation de Paris rendra son arrêt le 26 février dans l'affaire Touvier. On saura alors si Paul Touvier est renvoyé devant une cour d'assises et sur quelles charges (le Monde du 10 décembre).

C'est un énorme dossier judiciaire qui touche à la morale et à l'Histoire que vient d'examiner à huis clos la chambre d'accusation. Présidée par M. Jean-Pierre Henne, la chambre a en effet étudié, du 2 au 13 décembre, le dossier de l'ancien chef des renseignements de la milice lynnnaise.

Outre les pièces de l'instruction, les juges disposent du réquisitoire définitif (300 pages) de M= Martine Boulouque, des mémoires des parties civiles et de celui de la défense (340 pages) rédigé par Me Jacques Trémo-let de Villers.

La chambre d'accusation a analysé l'une après l'autre les charges rete-nues par le juge d'instruction Jean-Pierre Getti :

- l'attentat commis par des miliciens le 10 décembre 1943 contre une synagogue de Lyon, quai de Til-

la complicité d'assassinat de Vio-tor Basch, président de la Ligue fran-çaise des droits de l'homme, et de son épouse, tous deux octogénaires, le 10 janvier 1944.

la complicité de séquestration
 la complicité d'assassinet de arbitraire suivie de déportation de Jean de Filippis, résistant, arrêté le 16 janvier 1944 et déporté au camp
 la complicité d'assassinet de Lucien Meyer, interpellé par la milice le 29 juin 1944 à Crépieux-les-Brosses.

de concentration de Mathausen.

de concentration de Mathausen.

- la complicité d'assassinat de sept otages juifs le 29 juin 1944 à Rillieux-la-Pape.

- la séquestration arbitraire, suivie de déportation, de M. Claude Bloch et de sa mère Eliette Meyer, décédée à Auschwitz.

« Trois dossiers »

de cette certitude, Bernard Lam-bert nous livre trois dossiers d'accusation destinés à faire pièce à ceux «qui veulent leisser faire au temps son traveil incohérent et destructeur». Terrible exploration. René Bousquet, Maurice Pepon et Paul Touvier, ces trois Français inculpés de crimes contre l'humanité, sont dépeints d'une plume clairement engagée.

Cette invocation pressente à la justice passe en effet par des por-traits de ces collaborateurs dont le premier occupa des fonctions de gouvernement, le deuxième des responsabilités préfectorales et le troisième un poste de cadre au sein de la milice, cette police sup-plétive du régime de Vichy. Mais le 331 pages, 145 francs

La mémoire doit l'emporter. Fort livre présente surtout les aspects juridiques, philosophiques et moraux des poursuites engagées contre ces demiers.

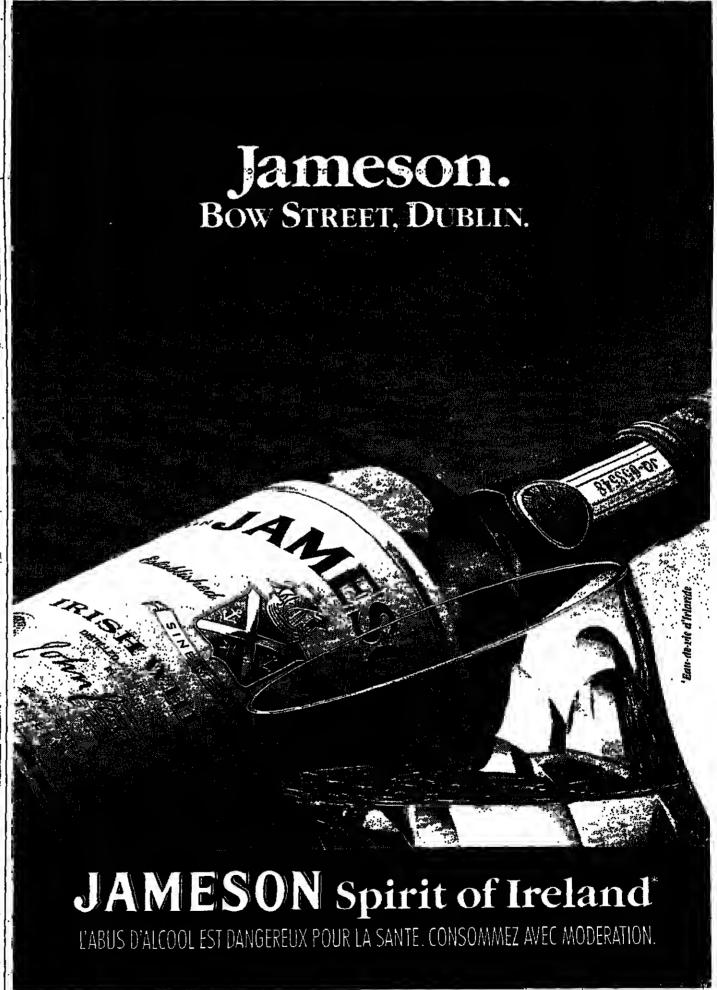
Dans cette partie, l'auteur e'indigna de ce qu'il appelle lee « convenances de l'oubli ». Que Maurice Pepnn pulese déclerer n'avoir rien à se reprocher, que René Bousquet ne plaide pas coupeble et que Paul Touvier - « qui n'aura connu la clandestinité qu'en temps de peix » - clame evec constance son innocence, voilà qui justifie amplement à ses yeux l'exigence de procès.

Bernard Lambert, Dossiers d'accusation, FNDIRP Editions,

L'avocat général, M. Jean-Noël Chambeyron, a requis le renvoi de Paul Touvier – remis en liberté sous contrôle judiciaire le 11 juillet devant les assises en s'appuyant sur la longue et minutieuse instruction. A l'issue des débats, Me Alain Lévy, partie civile, a déclaré : « Touvier, inspecteur national de la milice, était un agent du nazisme à la française. Sa collaboration et sa responsabilité dans la politique d'extermination des opposants politiques et des julis sont établies ». Et M^o Joe Nordmann, paretaues», et NF soe Notumann, pu-tic civile, a pour sa part relevé; « La mémoire collective ne comprendrait pas aujourd'huu une décision diffé-rente de celle prise pour Barbie concernant un Français homologue, v

Me Trémolet de Villers, avocat de Paul Touvier, a répondu en écho : « L'affaire Touvier n'est pas l'infaire Barbie, ni en fait, ni en droit, ni en morale.» « J'ai plaidé que les critères définis pour les crimes contre l'humanité ne s'appliquent pas aux faits reprochés à Paul Tourier, nous 2-t-il déclaré, Je conteste le caractère parti-cipant de Vichy nu plan concerté d'agression entrainant la liquidation d'une partie de la population. C'est un grand débat de droit et d'Histoire, La science historique a ses outils, le droit a les siens. Une personne ne pout pos être pries comme un mur peut pas être prise comme un pur

LAURENT GREILSAMER



Le meurtrier d'un enfant devant les assises de la Haute-Saône

La terrible responsabilité des psychiatres

Saône, suivant les réquisitions de l'avocat générel, a condemné, vendradi 13 décembre, à vingt ans de réclusion criminale Eric Le Gallou, vingt-sept ans, pour le meurtre d'un petit garçon de douze ans, Benoît Didierjean. Le maurtriar avait déjà agressé, à quatre reprises, de jeunas garçons d'una dizaina d'années. Il était interné, en placement ilbra, dans un hôpital psychiatrique. Fait exceptionnel, la centre hospitalier spécialisé de Saint-Rémy, cité comme civilement responsable à la demanda da la femilia da la victima, e été condamné à lui payer 340 000 francs de dommagas-intérêts. Le prix de la mort d'un enfant et d'une terrible responsabilité

VESOUL

de notre envoyée spéciale

On ne sait pas quel enfant était Benoît Didierjean, mort à douze ans d'avoir été étranglé, puis noyé, le 3 septembre 1990. On ne sait pas s'il était brun ou blond, s'il préférait le chocolat ou les caramels, a'il aimait l'école ou le patin à roulettes, a'il aurait eu envie d'être brocanteur, comme son père, ou revait d'être cosmonaute. Un procèa d'assiaea paut âtre una machina à effacer lea victimas. Banoît Didiarjeen, ainal, a été effacé. Du petit garçon, on ne sait que deux choses ; il aimait la pêche et avait appris de ses parents à ne pas parler aux inconnus.

Avec Merie, se petite sceur, et Julie, une emie, il était parti pêcher au bas de la r coline aux Abeilles», le long de la Superbe, une petite rivière de Haute-Saône. Au bout de deux heuras, les patites filles étaient rentrées. Benoît, lui, était resté au bord de l'eau. Un jeune homme leur avait un peu parlé au début. Puis il avait été lire, un peu plus loin, ellongé dans l'herbe, le Château da ma mère. Après le départ des petites filles, il était Château da ma mère. Après le clépart des petites files, il était ravanu, avait parté du bouchon enfoncé trop profond dana l'eau. Il devait être étrange, inquiétant, car le petit garçon avait pris peur. Il a usen vecti un an, entre doc et onza ana, avac se mère doc et onza ana, avac se mère doc et c'était «l'avnée le plus terrible» de sa vie. «Elle me rabaissait. Elle me disait que j'étais un imbécile, que j'aurale jamais dû être né.» Alors, il a usen vecti un an, entre doc et

grand l'avait étranglé, le plongeant dans le coma. Et puis il l'avait traîné dans l'eeu, le visage vers le franci caris l'eat, le visage vera la fond. Quand plus aucune bulle n'était remortée à la surface, le grand était rentré «chez lui», à l'hôpital psychietrique.

Eric Le Gallou, vingt-six ans au moment des faits, avait été arrêté deux jours plus tard et avait avoué facilement. e J'étais exaspéré. Je pensais pourtant que c'était fini, que je ne recommencerais plus. Le voir pleurer comme ça, ça m'a tué. Je lui en al voulu, je m'en suis voulu.» Il dit aussi : « Le tuer, ça m'e tué.» A quatre reprises déjà, à quatre reprises au moins depuis qu'il avait dix-huit ans, ce jeune homme avait agressé des enfants. A cheque fois, il disait vouloir juste leur parier, être leur copain. Pour-tant, il lui arrivait de les menacer d'un couteeu, d'un cutter. Eric Le Gallou n'e jamais almé les adultes. Il n'aime que les enfants et veut être aimé d'eux. Il a'y prend mal. Aussi mal qu'on a'y est toujours « Une caricature de vie de psycho-pathe», dit son evocat M- Plon, qui trouve que le défendre en est pas un cadeau » mais que e la juger n'est pas facile non plus» .

«L'année la plus terrible»

Qui est-il ce grand garçon brun qu'une moustache n'arrive pas à vieillir et qu'on a engoncé - au cas ou... - dans un gilet pare-balles? A qui la faute, si cette fois il a tué? Le jour du marlage de ses parents, il était déjà dans le ventre de sa mère. Le soir même, son père étalt interné dans un hôpital psychiatrique. Il ne l'e jamais connu. Eric Le Gellou, peu à peu, a'est convaincu que ce père devait être un « Améri-cain». Mais il n'e jamais eu « assez de sous», pour allec, le rechercher « là-bas». Son pare n'ast asna façon, depuis l'âge de cinq ans, Eric Le Gallou, de sanatoriums en maisons d'enfants, de foyers en hopitaux psychiatriques, n'a connu que des institutions.

il a bien vécu un an, entre dix et

garçon, à nauf ono, était mort d'une méningits. A l'aîné, qui ne voulait pas grandir, il ne restait que les autres enfants, tous les enfants du monde, dont il décidait de se

Les psychiatres ont bien noté cette attirance. Ils s'en sont inquiétés. A le première agression sous la menace d'un cran d'arrêt il avait obligé un patit garçon da douze ans à beisser son pantaion, - il était placé dans un hôpital psychiatrique. Au cours d'une fuque, il recommençait. L'enfant avait crié et s'était échappé. Une troisième fois, il avait transpercé le bras d'un autre enfant du même êge avec un couteau. Les psychiatres avaient alors dit qu'il était pédophile, peut-être achizophrène, qu'il était dangereux. Ils avaient conseillé eun traitement chimiothérapeutique et psychothérapique au long cours, pour éviter une évolution vers un peasaga pédophilique majeurs. Eric Le Gellou avait été déclaré

« dément au moment des faits» et placé d'office pendant cinq ans et cinq mois dans le service de haute sécurité de l'hôpital de Momfavet. A mi-parcours, d'autres psychiatres avaient rafusé d'essouplir ses conditions de vie. Il était bouclé. Et bien bouclé, «Je n'avais pas de traitement. Il fallait écrire pour voir un médecin, » Les promenades se faisaient dans une cour grillagéa.

Puis, pour le jeune homme, il y avait eu comme un petit miracle. En Hauta-Saone, Clairafontaine, l'hôpital psychiatriqua privé da Saint-Rémy, cherchait à se défausser d'un interné trop dangereux et avait demandé à Montfavet de le prendre en charge. Montfavet avait accepté à condition que Clairefontaine se charge d'Enc Le Gallou. Calul-ci eveit été enchenté d'y découvrir une semi-liberté, s'attavie aux infirmiers, aux médecins, ret qui requiert vingt ans de récu-Pau a pau, la doctaur Pierre Laporte avait essayé de «le sécuri-ser, de la rendre capable d'entrer dans la société». Le jeune homme avait acquis le droit de se promener seul, entrepria une formation de maçon à 30 kilomètres de l'hôpital. il avait tourné un peu autour d'une

de Vesoul, qui devait le juger, était alors écisiré per un expert-psychia-tre, exerçant à Saint-Rémy. Le doc-teur Christian Cleden avait noté, dans son rapport, qu'Eric Le Gallou une présente pas habituellement et ctuellement d'état dangereux. (...) Il trouve des voies résolutives à ses conflits». Le tribunel avait prononcé une peine de cent-vingt-huit heures de travaux d'intérêt général. C'étalt an avril 1990, A Saint-Rémy, pendant trois mois, le jeune homma evait regagné la cantre semi-fermé avant de retrouver se liberté relative. Le 3 septembre, il tuait Benoît Didierjean. Devant la cour d'assises, une

un enfant qui se rendeit à l'école à vélo. Le tribunei de grande instance

entrent en scène. Pour le profes-seur Daniel Binnert, Eric Le Gallou n'est pas dément : « Ce sont les actes qui sont déments. » A l'examen, il ne l'a pas trouvé dange-raux. e Peut-être, sommas-nous incompétents. Ou incapables de faire un diagnostic. Mais la psychiatrie n'est pas une science exacte.» Le docteur Pierre Laporte, le psy-chiatre qui suivait l'accusé à Saint-Rémy, ne pensait «absolument pas que le danger pouvait être aussi grand. Je continue à croire qu'il est susceptible d'évoluer. Mais je serai, compte tenu des faits, le demier à pouvoir, quoi que je pense, dire qu'il n'est pas dangereux».

Alors que faire d'Eric Le Gallou? « Je vous en supplie, confiez-la, une fois pour toutes, à le justice», plaide maître Raymond Forni, pour la famille Didiarjean. Si vous ne voulez pas qu'il y ait des enfants morts ici ou là ne le renvoyez pas à Thôpital psychiatrique. Ne le rendez pes à l'incompétence. » Cette même eincompétence» qui, après la mort de son fils, avait placé d'office, pendant deux mois, M. Didierjean, pour trouble à l'ordre public, dans un hôpital psychianique...

L'avocat général, M. Patrick Poision criminelle, est du même avis. « J'ai vu la totale incompétence de la psychiatrie et ça me suffit » Eric Le Gallou n'est pas en reste, il ne veut plus d'hôpital psychiatrique : «La peine que vous me donnerez, je la mérite. C'est tout. » Quand les jurés ont suivi les réquisitions de l'avocat général, il a simplement

AGATHE LOGEART

COMMUNICATION

Le rapport officiel des autorités espagnoles

La mort de Robert Maxwell est « probablement » naturelle

de notre correspondant

Reodu public veodredi 13 décembre, le rapport officiel des autorités médicales et judiciaires espagnoles chargées de l'enquête sur les circoostances do lo mort do Robert Maxwell est un chef-d'œuvre d'ambiguîté. Mª Isabel Oliva, juge d'instruction à Ténériffe, conclut que l'ancien magnat britannique de la presse est « probablement » mort de cause naturelle et recommande

Elle précise cependant que l'inter-prétation des signes cliniques, chi-miques et microscopiques présentés par le corps du défunt conduit à penser que la « cause probable de la mort [est] due à un double mécacardinque e accompagne par un pos-sible facteur de noyade ». Sur la chute de Robert Maxwell en mer, le rapport est encore plus vague, indi-quant qu'il est e probable que ce fut un accident, même si d'autres expli-

cations ne peuvent être écartées». Cette incertitude ne fait pas l'affaire des assurances Liyod's, de Londres, auprès de qui Robert Maxwell avait cootracté noe assurance-vio d'an montant de 20 millions de livres (200 millions de francs). Il est spé-cifié dans le contrat que les bénéfieiaires de la police d'assurance plusieurs sociétés du groupe Maxweil - ne pourront percevoir cette somme que si Robert Maxwell est mort par accident ou à la suite d'un ... meurtre. Les Lloyd's ne paieront pas si le décès est dû à une e cause naturelle », d'où l'importance des naturelle », d'oil l'importance des-termes employés par le rapport offi-ciel. S'estimant non satisfaites par-les conclusions des autorités espa-gnoles, les Lloyd's ont dépêché un médecio légiste renommé, le doc-teur lain West, à Madrid, où il doit effectuer de nouveaux examens au-les échantillons d'organes prélevés sur le corps. Ce n'est qu'au vu de ses conclusions que les assurances prendront une décision.

La crise dans les sociétés d'études et de sondages

M. Ladreit de Lacharrière prend le contrôle de la Sofres

célèbre pour ses sondages politiques, quitte le giron de la Sema (groupe Paribas) pour ceiui d'un groupe d'opérateurs où domine M. Marc Ladreit de

La Sofres a changé, jeudi 12 décembre, d'actionnaire princi-pal. Cette société d'études et de sondages, très connue du grand public pour ses pronostics télévi-suels les soirs d'élection, a quitté le giron de la Sema (devenue Sema-Group), one filiale de Paribas, pour un pool d'actionnaires privés et publics. Au sein-de ce nouveau groupe d'actionnaires, M. Marc Ladreit de Lacharrière, par l'inter-médiaire de Fimalac (Financière Marc de Lacharrière), sera dominant avec 41 % du capital. Par nant avec 41 % du capital. Par ordre décroissant, le capital de la Sofres sera détenu par le Credit lyonnais (14 %), le Gan (12,5 %), Elf Aquitaine (12,5 %), Parfinance (10 %), la Générale des eaux (6 %) plus quelques divers qui se parta-gent les 4 % restant.

La crise qui frappe aujourd'hui de plein fouet les sociétés de ser-vices a amené la Sema à se recen-trer sur ses métiers de base, à savoir le conseil et l'intégration de systèmes informatiques. Dans cette perspective, la Sofres (450 millions de chiffre d'affaires, 6 % de marge avant impôt), qui souhaitait mener à bien une politique de croissance

La Sofres, acclété d'études externe, ne pouvait guère compter sur le sontieo financier de soo actionoaire, Consciente du pro-blème, la direction de la Sema a demandé à M. Pierre Weill, PDG de la Sofres, de rechercher lui-même un actionnaire capable de respecter l'indépendance de la société de sondages et soucieux de maintenir sa crédibilité politique. C'est dans cette perspective que M. Weill a recherché un tour de table où le capital privé soit prédo-minant. Si M. de Lacharrière -PDG d'un groupe qui «pèse» 6 milliards de francs, diversifié dans la banque, l'immobilier, l'industrie et l'édition - est prédominant avec 41 % des titles, c'est « purce que nous voulions que notre actionnaire soit aussi un interlocuteur», explique M. Pierre Well. Notammer.t eu matière de diversification.

> Malgré son renom sur le territoire national. la Sofres est encore faible au plan international. Le monstre du secteur des études est sans conteste l'américain Nielsen (4 à 5 milliards de dollars de chif-fre d'affaires), filiale de Dun and Bradstreet, présent dans tous les pays et numéro un en France. An plan européen, très largement en dessous, cinq ou six groupes se dis-putent le marché. La Sofres, déjà présente en Allemagne, en Italie, eo Espagoc, an Benelox, ambi-

YVES MAMOU

Le soupçon de Toulouse

Pas étonnant que la police et la Pas étoniant que la potice et la justice se soient vu opposer si souvent le secret médical, comme s'il était prévu pour protéger le médecin plutôt que le patient. Pas étonnant que le conseil de l'ordre ait eu quelques vapeurs, le parquet quelques frayeurs, les policiers quelques contrordres et le petit juge quelques freins. Qu'il y ait en des menaces, des pressions, des intimidations.

L'accusation était trop grave, et les suspects trop importants, eux dont les opérations à quatre mains (l'un est droitier, l'autre gaucher), conçues pour diminuer le temps d'intervention, fascinent les spécialistes mondiaux et que l'on dit consultés par d'éminentes personnalités d'Europe. De cela. que l'on cat consultes par a eminentes personnalités d'Europe. De cela, Michel Dufour n'avait cure, lorsque, encore sous le coup de l'émotion, il décidait, le 25 mai 1989, de porter plainte contre X avec constitution de partie civile. Il venait d'échapper à une opération d'ablation de la vessie « pour un cancer, dit il aujourd'hui, que je n'avais pas».

Résumons. Le 7 oetobre 1988. M. Dufour, inquiet de la persistance de troubles de la vessie, pousse les portes de l'imposante clinique Saint-Jean-Languedoe, sur la route de Revel, à Toulouse, afin de consulter le docteur Rossignol, dont on lui a vanté la réputation internationale. Une biopsie est aussitôt décidée qui vaut à M. Dufour une bospitalisation de quelques jours et dont les résultats conduisent le docteur Rossignol à annoncer à son patient la gravité de sa maladie. Il s'agit d'un cancer. a Une cystectomie radicale» s'impose, autrement dit une opération d'ablation de la vessie, encadrée par un programme de chimiothérapie. Des dates sont immédiatement arrêtées. M. Dufour est effondré. il approche de la soixantaine, sa jeune compagne

un bébé. Mortifiés, ils décident de recourir à une interruption volontaire

prendre d'autres avis. Un professeur parisien le reçoit et exige, avant le moindre diagnostic, les résultats de la biopsie effectuée à la clinique toulou-saine. Le patient les reçoit tardive-ment des services du docteur Rossignol, et leur exomen rend le professeur formel: l'état de M. Dufour rend mévitable l'opération tant redoutée. On lui conseille de ren-

Le médecin de famille, lui, ne comprend pas. Les résultats d'aoalyse, qu'il a lui-même réussi à obtenir en passant directement par le laboratoire de la clinique Saint-Jean et non par le service de M. Rossignol ne décèlent aucune trace de cancer | D'autres consultations sont alors décidées, et d'autres prélèvements : chaque fois, le résultat est rassurant... et absolument contradictoire avec celui transmis le 3 novembre au médecin de famille par le docteur Rossignol.

Le 4 janvier 1989, une lettre du laboratoire de la climque Saint-Jean adressée au professeur Pontonnier, du CHU de Toulouse, également coosulté, sème la stupéfactioo : la photocopie du compte-rendu des ana-lyses de M. Dufour, telles qu'elles lui avaient été communiquées, «ne cor-respond pas» avec celle transmise par le laboratoire au docteur Rossignol. «Il existe manifestement, dit la lettre, une discondance entre deux régulates une discordance entre deux résultats écrits à propos d'un même prélèvement.» Autrement dit : la photocopie est un faux, e un faux grossier», comme le qualifie aujourd'hui le docteur Sorbara, l'un des responsables du laboratoire. Un faux résultant d'un laboratoire. Un faux résultant d'un sion d'experts pourra juger de nos montage réalisé par le croisement des actes!» Le docteur Jacques Caissel,

fiches de M. Dufour et d'un autre malade identifié plus tard. C'est sur la base de ce document que le docteur Rossignol affirme avoir fixé son dia-gnostic et conseillé à M. Dufour une opération inutile.

C'est pourquoi, sûrement, il avait

eu eun peu la cafarda le jour où il

Que s'est-il donc passé? M. Rossignol évoque «un piège» ou «une cabale». Il semble pourtant impensable aux enquêteurs que quelqu'un d'autre que les médecins du service d'urologie de la clinique ait eu accès à ces documents.

Une quinzaine d'autres dossiers

Mais voilà qu'en décortiquant le dossier Dufour, les enquêteurs en sont arrivés à se demander si les deux arrivés à se demander si les deux praticiens n'étaient pas countmiers du procédé, et s'ils n'avaient pas tendance à agaraver de façon quasi systématique les comptes rendus d'analyses transmis par le laboratoire. Non pas en fabriquant des faux, comme dans l'affaire Dufour, mais en interprétant de manière pessimiste les analyses anatomopathologiques, en surévaluant le grade infiltrant des lésions ou en se fondant sur d'autres examens réputés accessoires. Près d'une qu'inzaloe de dossiers (parmi les dizaines épluchés par les enquêteurs) témoigneraient ainsi d'ablations de vessie ou de prostate réalisées abusivessie ou de prostate réalisées abusi-vement, soit en l'absence de tumeur maligne, soit avant mome l'essai d'une thérapic (comma la chimio) moins contraignante et moins... défi-

Une autre information a donc été ouverte par le parquet de Toulouse, d'abord pour « faux et usage de faux», élargie ensuite à acoupe et blessures volontaires». Et tandis que l'enquête se poursuit, trois anciens patients des docteurs Rossignol et Léandri, tous les trois ayant subi une grave opération, ont décidé de se constituer partie civile.

«C'est du roman policier!», s'écrisit vendredi 13 décembre le docteur Ros-signol, excédé et pressé d'aller à Paris porter à ses «pairs» les éléments du dossier. c On nous joue Sept morts sur ordonnance! C'est un problème d'expertise médicale, et seule une commis-

PDG de la clinique, partage son indi-gnation. e Ces accusations d'opérations abusives sont des insanités morales», nous a-t-il déclaré, en indiquant son intention de charger l'ordre des méde-cins d'attaquer la presse qui relaierait a d'arrel straides accusacions elaierait

cais d'attaquer la presse qui resalerait e d'aussi stupides accusations». « Pour quel mobile, je vous le demande? Ces opérations longues et coûteuses ne rapportent quasiment rien aux chirurgiens!» « Tout juste trois cents francs», précise M. Rossignol. Alors pourquoi? Performance? Perfectionnement? Notoriété? Péché d'organi? Ou bien rendement?

Actionaires de la clinique avec 1 % et 2 % des parts (comme l'ensemble de leurs collègues), les deux médecins et le PDG de la clinique avaient signé au mois de mai dernier un accord de vente - « simple schéma!», dit M. Crissel - portant sur 40 % des parts de l'établissement. « Une promesse assortie de nom-breuses conditions », précise le docteur Rossignol. Parmi elles, une étonnante obligation de résultat, contraignant les deux médecins à assurer à la clinique la première année le même nombre d'actes opératoires, et à l'augmenter de façon tout à fait substantielle l'année suivante. « Une contrepartie à notre propre exigence de rachat au cas où le déficit de la clinique dépasserait 8 millions de francs! nous a précisé M. Rossigool. Cela nous aurait on. Nossiguoi. Cela nous aurait contraints à concentrer nos forces sur la clinique et à prendre des associés. Sage précaution. Nous avons déjà tant de bouloi!»

ANNICK COJEAN

Une fusion Havas-Canal Plus est à l'étude

Une e éventuelle » fusion entre Canal Plus et sa maison-mère, le groupe Havas - détenteur de 25 % du capital de le chaîne payante - est à l'étnde, a indiqué voodredi 13 décembre M. Pierre Dauzier, PDG d'Havas, sur Europo 1. « Si ça marche, c'est pour aboutir à la plus grande entreprise du monde de com-munication, c'est l'objectif et, pour moi, un souhait», a précisé M. Dau-zier, qui o ajouté qu'avec le PDG de Canal Plus, M. André Roussolet, e on me dieute pas, on s'entend ne discute pas, on s'entend ».

Le président de Canal Plus, qui fut Le président de Canal Plus, qui fut PDG d'Havas de 1982 à 1986, a évoqué cette fusion qu'il avait déjà projetée dans un entretien an Monde (le Monde du 11 décembre), en indiquant qu'eelle était plus de l'intérêt d'Havas que de Canal Plus». e A tous égards, une autre dimension résultant de la fusion eût été bénéfique dans le conteste européen », avait précisé contexte européen », avait précisé

Gaumont et Walt Disney créent une société commune de distribution

Goumoot vient de créer une société commune de distribution avec une des filiales de Walt Disocy chargée de la distributioo, Bucoa Vista loternational. Cette nouvelle société, baptisée Ganmont-Buena Vista International et détenue à parts égales par les deux associés, distribuera en France l'ensemble des films produits on achetés par Gaumont, Walt Disney Pictures, Tonchstone Pictures et Hollywood Pictures.

L'activité de la nouvelle entité qui sera présidée par l'actuel direc-teur de la distribution de Gau-mont, M. P.-A. Le Paugam, débu-tora le 1° janvier 1993, à l'expiration do contrat que Walt Disney ovait signé avec Warner Bros International.

Les responsables de la firme française se félicitent de cette assoelstico entre Gaumont et Walt Disney, qui produisent et distri-bnent chacun une quinzaine de

GÉRARD MONSEGUR EXPANSION CONSEIL EN DÉVELOPPEMENT

urbanisme commercial création de zones d'activités

management des réalisations

économie des projets études de faisabilité

concept



34036 Montpellier Cedex Tél. 67.22.58.58 Fax. 67.22.39.28

Le retour d

OCTAL COLUMN

dutes the in-

SHILE Clerk Errica M Joseph

2. mc; G (B): 1 --

Le départ des militair

V. V.

- ---

一一 医动物医动物

A COMPANY

The state of the state of the state of

-

-

Ale to the second

Le retour de la flamme olympique

Près de 12 milliards de francs ont été consacrés à l'organisation des Jeux d'hiver d'Albertville. Mais le département de la Savoie s'inquiète déjà de l'après-fête et des lendemains douloureux

CHAMBÉRY

Magazianer: Dainie

** #* - *;

de notre envoyé spécial

NFIN. Alors que le slamme nlympique, arrivée samedi 14 décembre à Paris, va entamer un tour de France avant de briller, du 8 au 23 sévrier, dans le ciel d'Albertville, les Savoyards commencent à manifester de l'intérêt pour ces Jeux d'hiver qui se préparent, sous leurs yeux, depuis bientôt cinq ans. Dimanche 8 décembre, par milliers, comme s'ils les découvraient pour la première fnis, ils ont visité les installations réparties sur les treize sites de la vallée de la Tarentaise. Lors d'une jnurnée portes nuvertes, ils ont envahi les patinnires, les pistes et les stades, ainsi que les centres de presse de Mnûtiers et de La Léchère, d'où les journalistes doivent rendre compte de l'événement dans le mnude entier.

Avec le rassemblement des 8 000 vnion-Avec le rassemblement des 8 000 volontaires, le 24 octobre à Lyon, ce prélude à la mobilisation populaire tant attendue arrive à point annamé pour les responsables du Comité d'organisation des Jeux nlympiques (COJO). Dans quelques jours, lors d'one assemblée générale extranrdineire, ils devraient procéder à l'ajustement des comptes. Si la mention d'un déficit n'est pas confirmée, le budget devrait dépasser la barre symbolique des 4 milliards de francs.

L'objectif initial, « les Jeux paiernnt les Jeux», rapidement assimilé à une promesse, est devenu de plus en plus difficile à atteindre, eu fur et à mesure que s'est alourdie la facture de certains équipements. La piste de bobsleigh de La Plagne est passée de 130 millions à 230 millions de franca. Et les tremities de sent de Complexal de 60 millions à plins de sant de Courchevel, de 60 millions à 130 millions de francs. S'y sinutent des charges imprévues, induites par la dispersion des sites et la multiplication des installations comme des équipes d'accueil et de sécurité, sans contrepartie de recettes supplémentaires.

7

Mobiliser les énergies

Quel qu'en soit désormais le coût, la réus-site des Jeux est un impératif pour la France, site des Jeux est un impératif pour la France, candidate, par ailleurs, à l'organisation, en 1998, de la Coupe du monde de football. L'Etat ne s'y est pas trompé, Récemment, en l'espace d'une somaine, six ministres ont pris le chemin de la Savnie. Sans hésitation aucune, ils ont apporté leur soutien, et leur réconfort, à M. Michel Barnier, député (RPR), président du conseil général, mais surtout coprésident du conseil général, mais surtout coprésident du COJO avec Jean-Claude Killy. «Les Jeux sont une révélation supplémentaire de l'extraordinaire capacité supplémentaire de l'extraordinaire capacité française. Avec son sens de le formule, M. Jack Lang s'en est pris à e l'armée de pleurnicheurs et de sceptiques qui est toujours au rendez-vous des grands événéments ». Coux qui, y compris parmi les socialistes locaux, commencent à s'inquiéter de l'après-92, et irritent de plus en plus M. Barnier.

«Il n in niard. » Ses proches collaborateurs utilisent cette expression da patois local ponr traduire le crispatinn de leur « patron ». Durant einq ans, il s'est battu, de ministère en ministère, pour arracher des financements et permettre à ce département de 350 000. habitants, qui n'est pas l'un des plus déshéri-



tés, e de rattraper son retard et, grâce au surcroît de notoriété internationale, d'être prêt», lorsque la croissance sera de nouveau an rendez-vous. « La Savoie, comme la France, avalt besoin d'un grand projet qui réconcilie et mobilise les énergies. Dans quel tial setions-nous, si nous n'avians pas eu les Jeux?», interroge-t-il à chaque occasina, comme s'il lui restait encore à convaincre une «armée» d'incrédules.

Au total, 11,5 milliarda de francs auront été dépensés à l'occasion des JO. Incontestahlement, l'Etat est le premier bailleur de fonds avec 43 % des 8,36 milliards de francs investis dans les routes, les hôpitame, les loge-ments, les installations sportives, les réseaux d'eau, d'assainissement, d'électrification, le Festival des arts et la mise en valeur du patrimoine historique jusqu'aux programmes nent en inrmatin valorisatina économique. Et encore, ce hilan n'inclut pas la participation des entreprises publiques et nationales (Crédit lynonais, Renault, SNCF, Air France, France-Télécom, Thomson, AGF) qui, tontes, ant versé un minimum de 50 millions de francs au cluh

Cet effort considérable, auquei la région Rhône-Alpes s'est associée pour 500 millions de francs, ne s'est pas véritablement accompagné de la contrepartie d'une «nationalisa-tion» de l'événement. Par l'intermédiaire de la délégation interministérielle, dirigée par

M. Jean Glavany, l'Etat s'est contenté d'exercer un droit de contrôle. Il est peu intervenu pear limiter les ambitions des communes qui, à leur tour, nat vaulu profiter da droit de tirage des subventions et « réaliser en cinq ans ce qui aurait nécessité dix ou quinze années d'efforts ». Parfais an prix d'investis-sements disproportinanés avec leurs capaci-tés, au point que certaines d'entre elles sont en situation de dépôt de hilan.

Les installations nécessaires pour les Jeux ant été conçues dans la perspective d'une hypothétique reconversion. Les 22 500 mètres carrés du centre audiovisuel de Moûtiers (4 500 habitants) devraient être transformés en logements, hureaux et commerces. A condition de tronver preneurs. Les deux tiers des 17 000 mètres carrés du centre de presse de La Léchère, bâti sur une ancienne l'équipement de le station thermale, mais il faudra attendre la fin des Jeux pour leur

Antrefnis madeste saus-préfecture de 18 000 habitants, Albertville aspire à jouer dans la cour des grandes cilés de Rhône-Alpes. Elle a rebâti une partie de son centreville autour d'un équipement culturel majestueux, mais ne sait toujours pas comment elle transformera sa grande patinoire en «espace éconnmique d'affaires». Qu'adviendra-t-il des tremplins de Courchevel ou de la piste de Renouvaau pour les transports La Plagne, installations ruineuses en investis-

sement et en fonctinnnement? Le syndrome grenobinis, provoqué par des équipements maintenant hors d'usage, qui ue sont pas tous encore payés, e commencé de semer un doute dans les esprits.

En assurant la totalité des engagements du dossier de candidature de 1986, les responsables savoyards savent qu'ils sont les derniers cies savoyarus savent qu'ils sont les derniers représentants de la «démesure» imposée par le Comité international nlympique (CIO) et les fédérations sportives (1). «Du gaspillage, soupire M. Roger Rinchet, député (PS) de la vallée vnisine de le Maurienne. Pour faire l'utile, on a du prendre l'instille, totolement disproportionné avec nos capacités. » En respectant sermouleusement la promesse faite pectant scrupuleusement la promesse faite aux communes de la Tarentaise, le COJO a refusé les evances, formulées un peu tard il est vrai, par le nouvelle municipalité de Chambéry, élue en mars 1989, qui s'était pro-posée comme site de substitution.

L'immobilier de montagne en crise

Le débat n'e - pas encore - dérapé sur le terrain de la polémique. Evitant tnute critique directe, les deux élus socialistes n'en continuent pas muins de regretter que ces Jeux aient profité, d'abord et evant tuut, à la vallée de la Tarentaise, ou tnurisme des grande stations en particulier. Est-ce à dire, comme l'affirme la CFDT, que le Savnie a manqué le triple rendez-vous nlympique : industriel, touristique et social. Une chose est sure. Contrairement aux espoirs trop vite exprimés, aucune activité industrielle durahie, y compris dans les activités liées aux sports d'hiver et de montagne, ne s'est instal-lée dans le département. Or le chômage, qui e recommencé d'augmenter – de 10 % en un an, – affecte essentiellement le secteur indus-triel, maillon faible de l'économie locale.

Frappées par la crise de l'immobilier en muntagne, les entreprises de bâtiment n'ant pas ettendu la fin des chantiers olympiques pour licencier massivement. Camme s'il agissait de démontrer le caractère éphémère des Jeux, une parenthèse dans l'Histoire, la Savole attend maintenant la relance de nouveaux grands chantiers, l'eutoronte dans la vallée de la Maurienne (5 milliards de francs) et surtout la future ligne de TGV Lyon-Turin (15 milliards), Incorriginles Savoyards. Une fais encore, leur avenir dépend de l'Etat. de sa capacité à dépenser sans compter.

MICHEL DELBERGHE

(1) Le Comité international olympique accepte organisées en dehors de la ville ou de la région

Pages 15 et 16, notre dossier

- m Les stations retiennent leur souffle ■ Quatre étoiles pour Courchevel
- L'occasion manquée de Chambéry
- Dix sites sportifs et un villega

La fracture **Est-Ouest**

L n'est pas indifférent pour réussir una pnlitiqua d'aménagement du territoire - c'est-à-dire une répartition plus équilibrée des hommes et des actispree des nommes et des activités – que le pays traverse une période de croissance nu de repli. Les demières statissiques que publia l'INSEE à ce aujet sont instructives. En 1988 et 1989, en effet, la produit intérieur brut (PIS) e progressé de 4,1 % par an au lieu de 1,7 % entre 1982 et 1987. Les gouvernements en ant-lis profité vernements en ant-ils profité pour essayer d'infléchir géogra-phiquement la localisation des usinee, des centres de recherche, des buresux, de la matière grise?

Réponse: très partiellement equiement. Le cralesance ratrouvée n'a pas eu le même intensité partout. Elle e été très forte dans les régions de l'Est, evec des taux de 5,1 % en Franche-Camté (soutenue partins vicquireuse regions indusune vigoureuse reprise indus-trielle) et de 4,9 % en Prn-vence-Aipes-Côte d'Azur. En revanche, toutes les réginne situées à l'auest de la figne-tebau Mant-Seint-Michel-Camergua unt enregistré une progression de leur PIB Inférieure à la moyenne. Voilà pour l'échec patent, avec capendant une consolation : la Lorraine et le Nord-Pas-da-Calais, nù les sections de la consolation : affres de la reconversion industrielle ne annt pas encore estampées, s'en tirent blen evec une croissance légère-ment supérieure à la moyenne. C'est à la fois la résultat d'une politique active des collectivités locales et d'une attention soutenue des pouvoirs publics, la DATAR en tête, pour ces zones traditionnellement prioritaires.

Un constat préoccupant

A l'Ouest, malheureusement, rian de nouveau. La Bretagne afficha 3,4 %, l'Auvargne 2,9 %, le Limousin 2,4 % at Pultnu-Charantaa (char à M[∞] Cresson) 2,1 % ... aprèa la Corse. Au moment où l'Europe s'oriente de plus en plus ouver-tement vers l'est, voilà de quoi inquiéter.

Mais le constat le plus « préaccupants (pour caux qui da juetica territoriala) des experts de l'INSEE concerne on s'en douterait - le poids de l'le-de-France, qui représente 28,7 % du PIB national. Da 1982 à 1989, l'écart entre la richesse du Francillen et celle du provincial ast passé de 62 % à 74 %. Et rien dens les objectifs du futur schéma direcmet de penser que le dérapage sera corrigé. Au contraire...

FRANÇOIS GROSRICHARD

Le départ des militaires offre des terrains à Reims

La cité des sacres va regretter un régiment qui participait à la vie sociale. Les responsables du développement veulent en profiter pour récupérer des terrains très utiles à la ville

RELMS

de notre envoyé spécial

ANS un an. M. le maire n'entendra plus la fanfare du régiment répéter sous ses fenêtres. « Cela me manquera, fy étais habitué», soupire M. Jean Falala. Toute la ville de Reims a eu cette réaction eprès la décision, annoncée le 8 août par le ministre de la défense pour des raisons budgétaires, du départ du régiment du 1" groupe de chasseurs prévu pour l'été 1992.

C'est un choc pour toute la ville parce que le « le GC», comme disent les Rémois, participe à tous les événements de la cité depuis son installation en 1954 dans la caserne Jeanne-d'Arc, construite à la fin du siècle dernier boulevard Pommery. M. Falala, déponé RPR de la Marne, précise que les autorités militaires de la ville ont toujours été associées aux consultations sur les modifications des POS. a J'avais même été reçu il y a un an à ma demande par le directeur de cabinet de M. Chevènement, car j'avais des craintes dans le caine du plan Armées 2000. Mais on m'avait rassuré. y

La première réaction de l'équipe municipale, le 12 août, est d'apprémunicipale, le 12 août, est d'apprémunicipale, le 12 août, est d'apprémunicipale, le 12 août, est d'apprémunicipale de l'équipe de décider la création d'une déléga-

régiment représente un millier de personnes, alors que l'agglomération compte plus de 200 000 habitants, un chiffre en légère augmentation par rapport au dernier recensement. Les 800 appelés contribuent peu à l'activité des commerçants du boule-vard Pommery, à moins de 5 kilo-mètres à l'est du centre historique, qui s'attristent cependant de perdre quelques clients. Seuls trois civils sont employés par l'armée.

15 hectares en pieine ville

L'intérêt de ce départ pour des projets d'urbanisme s'impose en revanche immédiatement aux élus. Les terrains de la caserne Jeanne-d'Arc s'étendent en effet sur 15 hectares, et la ville va manquer de réserves foncières propres dans les années à venir. Encore faut-il que les années à venir. Encore faut-il que les domaines acceptent de vendre ces terrains, et que leur prix soit compa-tible avec les finances locales.

cier les répercussions du départ du tion aux restructurations, « chargée le GC sur l'économic de la ville. Le d'étudier et de mettre en auvre l'ensemble des mesures sociales, économiques et d'aménagement du terri-toire permettant de pallier les conséquences locales d'unités militaires ». uences locales des dissolutions

Bien qu'ils soient encore un peu

sceptiques sur les intentinns réelles du ministère de la défense, les services du développement économique et de l'urbanisme de la ville se mettent immédiatement su traveil autour du maire. «Les 15 hectares de la caserne Jeanne-d'Arc sont d'une importance stratégique pour le déve-loppement de la ville dans les prochaines années», leur rappelle M. Falala. La caserne est en effet parfaitement imbriquée dans le tissu urbain, entre la cité-jardin du Chomin-Vert et les quartiers de l'Europe, deux zones d'habitat populaires qui doivent faire l'objet d'aménagements. « Ces terrains pourraient être utilisés pour des équipements collec-tifs, mais aussi pour construire des logements dont la ville manque depuis cinq ans, ainsi que pour attirer des entreprises sur une zone bien située», explique M. Daniel Roland,

directeur du développement. Autant de projets qui suscitent déjà l'inquiétude des riversins de la caserne, dont les lettres arrivent sur le bureau du maire. Une concertamise, d'autant que tout changement de destination des terrains devrait faire l'objet d'une révisinn du POS. Une modification du SDAU (schema directeur d'aménagement et d'urbanisme) est d'ailleurs en cours pour ce secteur, le dernier à disposer de terrains disponibles pour envisager une extension de la ville.

Une « interface » entre la faculté et la ville

«C'est à l'est que tout reste à faire», explique M. Dany Macko-wiak, directeur de l'urbanisme. Le campus du Mnulin-de-la-Hnusse constitue un véritable no man's land. L'aménagement des terrains militaires permettrait de créer une «interface» entre la faculté de sciences et le centre de la ville.

La démarche des élus de la ville de Reims a été hien accueillie par la délégation oux restructurations missen place au ministère de la défense Les vingt-cinq dossiers que traite cette mission de bants fonctionnaires concernent en effet beaucoup plus souvent des collèctivités locales qui n'ont pas, comme à Reims, la possi bilité de s'appuyer sur la diminution de l'activité militaire pour relancer le développement de leur ville.

CHRISTOPHE DE CHENAY | étroitement associée à la « politique

L'Europe et les régions

Les élus sont hostiles à la désignation des membres du camité des régions de la CEE par les gouvernements

STRASBOURG de notre correspondant

'ASSEMBLÉE paritaire, réu-nissant du 27 au 29 novembre dernier des délégués des 180 réginns de la Commuuauté et des représentants du Parle-ment européen, a adapté un texte dénonçant « les modifications insuf-fisantes proposées dans le domaine régional par les conférences intergouvernementales». Dans le projet d'uninn politique traité à Masstricht, il est envisagé de créer un comité des régions de la CEE qui eurait son siège à Bruxelles.

Le texte de la présidence néerlan-daise prévoit que les régions seront représentées dans cette nouvelle institution communautaire par des personnalités désignées in fine par les gouvernements membres. Les élus régionaux, et avec eux le Parlement, loujours soucieux de combler le « déficit démocratique » de l'Europe, sont hostiles, hien sûr, à ce mode de désignation.

Ils craignent surtout que le comité n'ait une existence de pure forme sans pouvoir peser réelle-ment sur les décisions des Douze. C'est pourquoi la résolution de l'assemblée paritaire demande à être

communautoire d'oménagement du territoire » et à la «coopération transfrontalière et interrégionale». Anjourd'hai, selon Mme Catherine Trautmann, maire de Strasbourg et parlementaire européen, « l'Europe des régions n'est pas encore pleinement reconnue dans l'édifice communautaire ».

Dans le message adressé à Strasbourg, M. Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles, se déclare convaincu que « le comité des régions trouvera peu à peu sa place au sein du dispositif communautaire», étant entendu que le construction européenne « implique une participation de plus en plus importante de la région, plus proche du citoyen, aux côtés des Etats-nations et des institutions de la CEE». Reste que les Douze ne dannent pas l'impression d'être dans le même état d'esprit. Il est symptomatique que l'installatina du comité devrait se faire dans les locaux - avec un secrétariat commun - du CES de la Communauté (Comité économique et social) qui lui, tient déjà un rôle effacé dans le

MARCEL SCOTTO

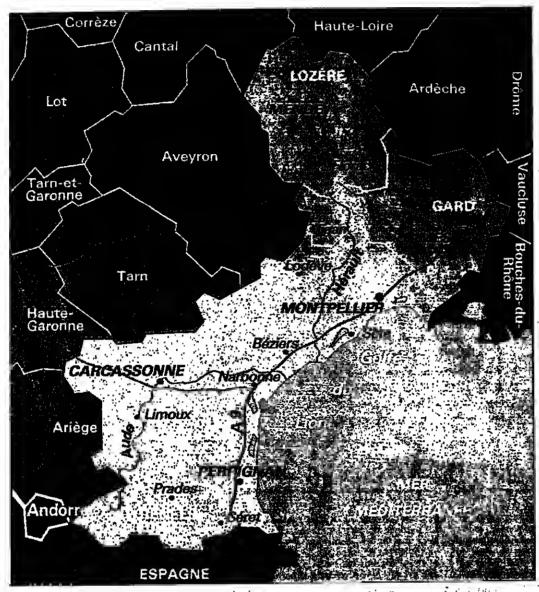
廣音中 连结



Préfecture :

LANGUEDOC-ROUSSILLON:

Montpellier Départements : (préfecture : Carcassonne) (préfecture : Nîmes) Hérault (préfecture : Montpellier) Lozère (préfecture : Mende) Pyrénées-Orientales (préfecture : Perpignan) Superficie: 27 376 km² Population: 2 114 985 habitants **Principales** agglomérations: Montpellier (248 407 habitants) Perpignan (137 755 habitants) Nîmes (138 610 habitants) Béziers (76 351 habitants) (76 826 habitants)



Dans une Europe qui, de la péninsule lbérique aux Balkans, s'ouvre, le Languedoc-Roussillon retrouve sa vocation d'échanges et cesse d'être une imposse. Le Sud endormi s'est réveillé : il rattrope son retard, renouvelle sa population et entend briller autrement que par son soleil. Son ambition est de produire de la matière grise, sur cette ancienne terre de culture entre vignes et tourisme. Mais la mutation <high tech> reste fragile et favorise plus l'ouest que l'est de la région

E littoral sablonneux et-lagunaire qui va de l'em-bouchure du Rhône, en an'il embellit. Quand il est nent des miroirs repolis par le vent et que le soleil, plus bas sur l'hori-zon, les éclaire de hiais au lieu de les écraser de chaleur. Quand les flamants paisibles et les mouettes infatigables vont leur train, tandis que la mer refait patiemment ses pays de montagnes et de plateaux se détache avec une telle netteté

On a envie, alors, de s'enfoncer dans le pays, ce qu'il est recom-mandé de faire en toute saison, car ce Languedoc-là, des Cévennes au Causses, cache ses trésors. Où que l'on se trouve, la mer n'est jamais oin : il suffit d'un coup de mistral ou de tramontane pour qu'elle se dégage de ses rares brumes. Alors. des contreforts de l'Aigoual, la vue s'étend de la Camargue au cap d'Agde, avec, entre les deux, le mont Saint-Clair, à Sète, qui pro-tège l'étang de Thau, tandis qu'à l'autre extremité, sur les hauteurs d'Amélie-les-Bains, le regard se porte, en tournant la tête et en suivant le cours du Tech, des cimes d'Argelès. Ici, la mer et la montagne se renvoient l'une à l'autre : le Languedoc-Roussillon est une égion côtière dont 60 % du terri-

toire est classé zone montagneuse. Quels que soient les atouts du en touriste qu'Hannibal est passé éléphauts, et en vacanciers que les

Le Midi bouge, l'opinion tangue, le vote

Au pays du verbe-roi et des notables-tribuns, la recomposition sociologique de la population

UCUN doute sur ce point : le président dn conseil de région est bien Jacques Blane. De grandes affiches le montrent sur tous les murs, en compagnie de ses cocqui-piers de la majorité. Au reste, on le voit partout et souvent, en chair et en os, le sourire engageant, la pol-gnée de main facile, l'accolade prompte et la mémoire des gens rare-ment prise en défaut. Amis et adversaires ne lui contestent pas ses qualisaires ne un contestent pas ses quan-tés d'animal politique et un din d'uhiquité qui lui permet d'occuper le terrain du Rhône aux Pyrénées sans renier sa Lozère d'origine, puis-qu'il est député UDF de ce départe-ment et maire de La Canourgue. sidence de Valéry Giscard d'Estaing a mis entre parenthèses la carrière nationale qu'il aurait pu poursuivre à la direction du Parti républicain pour se consacrer à la présidence d'une région qui ne lui était pas particulièrement destinée.

Est-ce à dire qu'avec cet affichage récent la campagne électorale pour le prochain renouvellement du conseil, en mars 1992, bat son plein? Oui dans une certaine mesure seulement, car cette affirmation appellerait deux

AUDE (10 sièges)

Ins., 214 370; abst., 16 %;

PC: 13,49 %, 1 élu; PS: 38,45 %, 5 élua; Un. opp.: 24,97 %, 3 élus; div. opp.: 13,69 %, 1 élu; FN: 6,14 %; Rég.: 1,06 %; Verts: 2,17 %.

GARD (18 sièges)

20,02 %; suff. ex., 293 368.

PC: 19,34 %, 3 élus; PS

28,54 %, 5 élus; UDF: 22,50 %, 4 élus; RPR: 14,75 %, 3 élus; FN: 14,84 %,

HÉRAULT (23 sièges)

Ins., 502 236; abst., 20,96 %; suff. ex., 380 966.

Alt: 1,07 %; PC: 13,26 %, 3 élua; PS-MRG: 31,92 %,

385 998; abat.,

Le conseil régional

Président : Jacques Blanc (UDF) 9 PC ; 18 PS ; 3 Génération écologie ; 1 Maj. présidentielle ; 11 RPR ; 12 UDF ; 1 CNI ; 5 div. d. ; 4 FN ; 1 Ress. net.

Résultats des élections de 1986 par département

restrictions. La campagne est enga-gée, mais pas pour tout le monde, pnisque toutes les listes d'impor-tance, et surtout les têtes de liste, ne sont pas connues, et pas dans toutes ses implications, puisqu'on ignore si la coalition majoritaire, qui n'a fait la différence avec l'opposition de gauche que grace à l'appoint des étus du Front national, sera reconduite. Parmi les questions qui restent en suspens, il y a done celle du leader-ship socialiste, qui revient à savoir si le houillant maire de Montpellier, Georges Frêche, député de l'Hérauit, s'opposera personnellement à Jacques Blanc, et celle de l'accord entre les élus de l'UDF et du RPR, d'une part, et ceux du Front national, d'au-

Dans le Midi, aucun interlocuteur digne de ce nom n'accepterait de s'en tenir à cette vacuité de la politique, des lors qu'il a la possibilité d'en pardes iors qu'il a la possibilité d'en par-ler, d'imaginer, de se mettre à la place des protagonistes. Que se dit-il? Il faut bien voir que, pour se présenter, Georges Frêcbe devrait, par la suite, renoncer à l'un des man-dats qu'il détient, en raison des règles concernant le cumul. Il faut com-

8 élus; RPR: 18,99 %, 5 élus;

UDF: 15,55 %, 4 élus; div. d.: 2,89 %; FN: 14,07 %, 3 élus;

LOZÈRE (3 sièges) Ins., 57 407; abst., 17,57 %; suff. ex., 45 590.

PC: 5,50 %; PS: 28,91 %.

PYRÉNÉES-ORIENTALES

(11 sièges) Ins. 246 431; sbst.,

PC: 13,96 %, 2 élus; PS:

27.74 %, 3 élus : Un. opp. :

34,70 %, 4 élua; div. d.:

2,88 %; Régionalistas : 2,86 %; FN : 17,01 %, 2 élus;

FN-diss.: 0,82 %.

1 élu; UDF : 55,72 %, 2 élus;

RPR: 6,71 %; FN: 5,14 %.

21,11 %; suff. ex., 185 760.

Verts: 2,41 %.

liste apporterait un plus aux socia-listes, bien que l'image d'une capitale régionale boulimique inquiète le lon, affrontement d'an reste de la région. Sans doute serait-il logique et spectaculaire – ce qui compte ici – que la querelle perma-nente du président sortant et du maire de Montpellier tronve sa consécration dans un « mano a mano» électoral, comme on le dit des corridas où se déficat deux toreros. Sauf que, puisqu'il est question de tauromachie, Montpellier aurait pent-être plus à gagner en approfon-dissant ses vellettes d'entente avec Nîmes qu'à tirer le reste de la région. L'affrontement direct supposerait aussi que le président sortant quitte sa Lozère pour se présenter dans

Une petite république

Quant à l'accord avec le FN, ce n'est pas plus simple pour Jacques Blanc. Le président de région n'a pas lieu de se désolidariser des représenhen de se désolidariser des représen-tants de ce parti, qui ne lui ont pas posé de problèmes majeurs et dont quatre, sur les huit élus en 1986, ont, depuis, rompu avec M. Le Pen. Pourquoi prendrait-il le risque de fragiliser une majorité acquise de jus-tesse, alors que, de notoriété publi-que, il a su maneurer cette emberque, il a su manœnver cette embar-eation instable et acquérir la réputatinn d'un président habile? Aussi reste-t-il dans le flou, alors que ses gênants alliés se font plus exi-geants. Mais il y a un hic, c'est l'éthi-que: tous les alliés politiques de Jacques Blanc n'acceptent pas la collaboration au niveau régional avec le parti de M. Le Pen. Le maire de Nîmes, Jean Bousquet, député appa-renté à l'UDF, l'a rappelé publiquement en acceptant de présider le comité de soutien de la liste UDF-RPR dn Gard, Certains observateurs estiment, au demeurant, que Jacques Blanc a suffisamment assis sa posi-tion pour pouvoir se passer du Front

Ces supputations, si fragiles qu'elles soient, mettent en lumière des traits propres à la politique régionale. La part des hommes et des rivalités de personnes joue un rôle considérable que certains trouvent excessif; la gauche qui tenait le Midi rouge a perdu du terrain, l'extrême droite y a atteint des scores records et le renouvellement sociologique de la population a fait exploser la vieille

Qu'il y ait, en Languedoc-Roussil-lon, affrontement d'ambinons per-sonnelles, cela ne suffirait pas à

sonnelles, cela ne suffirait pas a caractériser la région. La différence, ici, c'est que l'opinion n'est pas neutre, au contraire. « Le plus grave, c'est que ces jeux de tribuns leur plaisent », dit, mi-amusé, mi-réprobateur, Philippe Lamour: « Ils regardent la politique comme un match de foot. Ils apprécient les cours en connaisseurs. tique comme un match de Jool. Its apprécient les coups en connaisseurs. C'est le pays du forum, de la controverse. Si quelqu'un veut quelque chose, on est contre. Nous sommes dans une petite république méditerranéenne, où s'affrontent les grands hommes locaux au risque de voir leurs efforts s'annuler. Tous les lundis, il faut savoir où on est.» Le goût de la discussion, l'indivi-

dualisme, touchent tous les courants.
Georges Frêche ne rivalise pas qu'avec Jacques Blanc, mais aussi avec le président du conseil général de l'Hérault, député socialiste, Gérard Saumade, et réciproquement. La droite classique n'y échappe pas, ni le Front national, qui a ses dissidences, ni le Parti communiste, avec ses refondararti communiste, avec ses reionda-teurs. Le plus curieux est que, der-rière ces empoignades, les observa-teurs les plus futés décèlent des ententes tacites qui, le temps d'un «coup» on à plus longue portée, savent, s'il le faut, dépasser les cli-vages imposés.

Le Midi rouge était celui de la viti-culture et des bassins miniers d'Alès et du haut Languedoc. La Lozère, bastion conservateur, s'en tenait – et s'en tient – à l'écart. Montpellier était une ville plutôt modérée avant de se classer, avec Georges Frêche, dans un socialisme plus gestionnaire que révolutionnaire. Quant au dépar-tement des Pyrénées-Orientales, il a toujours eu sa vie politique propre, qui accentue les traits de celle du reste de la région : les notables y règnent à la romaine, en fonction de leur talent à gérer leur clientèle, de leur talent à gérer leur clientèle, de leur flair à savoir prendre le vent dominant et de leur équation personnelle. La catalanité y a plus de poids que la doctrine. Perpignan cultive sa différence et n'oublie pas qu'elle fut, un temps, capitale du royaume de Majorque. En réalité, si l'on excepte la Lozère, le Languedoc-Roussillon fut plus une région d'opposition au pouvoir central qu'un pays de gauche. Certaines des valeurs de la gauche, qui ont nourri le radicalisme avant qu'il ne soit supplanté par le socialisme, telles que la laïcité, l'es-prit républicain, le système coopéra-tif, étaient fortement enracinées.

mais, au-delà d'elles, la mobilisation l'aise sur ces terres hostiles, surtout des esprits, des votes, voire de la vio-lence, se faisait contre Paris, pour s'opposer à ses oulcases, on exiger

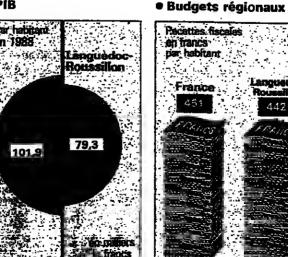
L'individualisme de ces ruraux, qui n'étaient pas vraiment des pay-sans, qui fréquentaient la ville, aux-quels la culture occitane donnait le goût des lettres et du beau parler, qui se défoulent encore dans des jeux violents, s'est conjugué au particula-risme des Catalans, à la sensibilité risme des Catalans, à la sensibilité des protestants des Cévennes et des villes, au réginnalisme foncier des émigrés espagnois, pour façonner ce tempérament d'opposition. Robert Ferras, géographe, directeur de l'institut universitaire de formation des Maîtres à Montpellier, en a bien déceit les traits dans la contribution. mairres a montpenier, en a bien décrit les traits dans la contribution qu'il a rédigée sur le Languedoc-Roussillon pour eette précieuse somme qu'est Géopolitiques des régions françaises (trois volumes publiés sous la directinn d'Yves Lacoste chez Fayard).

Avec la SFIO, le socialisme avait géré cet héritage, fournissant son contingent de députés dn vin. La Résistance, active et sanglante dans ce pays d'opposition, se prétant dans ses reliefs à la guérilla, avait renou-velé les élus socialistes et ancré fortement le Parti communiste. Aussi bien le gaullisme ne fut-il jamais à

lorsqu'il fallut compter avec l'apport des pieds-noirs. En 1965, François Mitterrand était en tête du ballottage contre le général de Gaulle dans le Gard, l'Hérault, l'Ande et les Pyrénées-Orientales. En 1981, le PS retrouvait ses marques et progressait en Lozère, mais on décelait déjà un affaiblissement du Midi rouge. La droite, qui, comme partout, avait émergé en 1968, revenait en force aux élections municipales de 1983 : si les socialistes prenaient Montpellier, ils laissaient échapper Carcassonne (l'autre citadelle socialiste, celle de Narbonne, était tombée pré-cédemment) et les communistes perdaient Nîmes, Sète, Béziers; au total, la gauche se voyait enlever une quinzaine de villes!

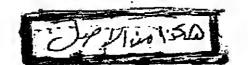
L'extrême droite se manifeste nettement aux élections européennes de 1984 (13, 21 %), et plus encore aux élections régionales de 1986, les pre-mières au suffrage universel, où elle atteint des scores records (25 % à Perpignan). Son appoint, comme on l'a vu, permet à la région de basculer à droite, alors que les résultats des législatives avaient été encore favora-

ENDANCES



(Source: ministère de l'intérieur.)

.



SILLON

UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

ces traits de la psychologie langue

docienne que l'on a souvent perçus,

non sans raison, en oégatif, comme

autant de facteurs d'inertie et d'im-

mobilisme, pourraient se retourner eo motivations positives. Après

tout, s'il faut créer un nouveau

temps que l'on s'en préoccupe ici

modèle de civilisation, il y a long-

Les paradoxes

d'une renaissance

Roger Brunet, directeur de recherches au CNRS, fondateur de

la Maison de la géographie (groupe-

ment d'intérêt publie dont le siège

est à Montpellier), complète le pro-

nos de l'aménageur que fut Philippe

Lamour en précisant ce qu'il

entend par nouvezu modele du

Languedoc-Roussillon. La région se définit désormais par le développe-

ment de ses activités de service, son

infrastructure universitaire de plus

en plus tournée vers les sciences et

les transferts de technologie, sa

capacité à exporter un savoir-faire, et une vie culturelle de bon niveau.

Les exemples oe manquent pas,

depuis les stations nouvelles de

Port-Camargue, La Grande-Motte, Carnoo, Cap-d'Agde, Gruissan,

Port-Leucate, Port-Barcares (qui

ont poussé à l'émulations les vieux

villages endormis de la côte), jus-

qu'à ces secteurs de poiote que représentent l'informatique (IBM),

la santé, l'agriculture tropicale, sans

oublier la floraisoo des manifesta-

tions culturelles et sportives. La fré-

quentation touristique a décuplé en viogt ans et soo ebiffre d'affaires

ANDRÉ LAURENS

Lire la suite page 14

égale celui de l'agriculture.

le Sud magnétique

Arabes ont occupé Narbonne. La première vocation du lieu fui de s'affirmer, dès la préhistoire et, plus eocore, dans l'Antiquité, comme l'une des principales voies de pas-sage de l'Europe du Sud : comme on le verra, une seconde chance lui est offerte de rejouer ce rôle, alors que la péninsule Ibérique et l'Eu-rope du Danube et des Balkans sor-rope du Danube et des Balkans sortent de leur enfermement histori-

> Un outre modèle

L'autoroute A13 et le tracé du TGV Méditerranée empruoteot spontanémeot le cheminement de la fameuse Via Dominia qui conduisait les soldats et les colons romaios de l'Itelie à l'Espagne et s'ouvrait au nord par le Rhône. Les voies du fulur retrouvent facilement, ici, celles d'un passé aussi riche que présent dans les vestiges de l'hebitat préhistorique. comme à Tauts-L'autoroute A13 et le trace du tat préhistorique, comme à Tauta-vel, les monuments de la colonisation romaine, de Nîmes au Perthus, les innombrables traces, à travers l'art roman et les réseaux des grandes nbbayes, de la christianisation. Tous les envahisseurs furent tentés de s'implanter, avec succès pour les Romains et les Goths, sans leodemain pour les Arabes, taodis que d'autres venaient y chercher uo refuge contre la persécution. Car le passage fut eussi celui du courant des idées et des fois religieuses : les juifs veous de l'Espagne arabisée ont porté leur savoir de ce côté-ci des Pyrénées et les hérésies y ont largement pénétré, comme en descriptions de leurs autorités de les des leurs de la largement cure de la largement de la l témoignent quelques hauts-lieux du catharisme et du protestantisme,

Il y a eu, faut-il le rappeler, une civilisation languedocienne qui pré-céda et nourrit l'essor de la monarebie franque du Nord. Son territoire couvrait un plus grand espace que celui de l'actuelle région, qui ne comprend qu'une ancienne partie des États du Languedoc à laquelle a été adjointe l'ancienne Catalogne du Nord, rattachée au royaume de France depuis le traité des Pyrénées en 1659. Ainsi est né le Languedoc-Roussillon, entité quelque peu arti-ficielle, fruit de la technocratie administrative des débuts de la Cinquième République, composée des départements du bas Languedoc (Gard, Hérault, et une part de l'Aude), d'empruots ao domaioe toulonsain (Carcassonne et Castelnandary) et aux confins du Massif Central (avec la Lozère), et des ter-roirs pyrénéens rassemblés sous les couleurs du Roussilloo (Pyrénées-Orientales): l'emblème de la régioo respecte le particularisme catalan, puisque la croix periée du Languedoe est flanquée d'un rappel des

fameuses rayures rouge et or. Quel est le dénominateur commuo des anciens diocèses ici rémis. des vingt-deux pays que l'on y dénombre? Ce o'est même pas la vigne, pourtant si présente sur le terrain et dans la culture locale, ni la géographie, ni l'histoire, qui s'est appuyée sur des enjeux et des pouvoirs politiques d'une autre dimen-sioo. Les traits communs auraient été ceux, plutôt négatifs, d'une péri-phérie sous-industrialisée que nom-bre de ses habitants fuyaient en obtenant des petits et plus grands diplômes pour trouver ailleurs, à Paris ootamment, les perspectives d'un cursus social qu'ils n'avaient pas sur place. Les traits caractéristiques d'un Sod, voué à une monoculture en crise, avec un accompagnemeot limité au tertioire et peuplé de rentiers, après avoir été ao dix-huitième siècle, grâce à ses mioerais, ses textiles, ses verreries, l'une des régions les plus industria-

lisées du royaume. Aojourd'hui, le bassin d'Alès se

meurt, celui de Bédarieux vit dans le sonvenir, et les imposanles magnaneries de la vallée de l'Hérault, qui fournissaient les soyeux de Lyon, ne sool plus que d'étranges bâlisses. Ce a modèle ancien » de colonie intérieure que décrit le géographe Roger Brunet Depnis, un autre modèle s'est

Le Sud nouveau est arrivé, e prévalu en renouant avec sa vocation de carrefour, dès lors qu'il cessait d'être le eul-de-sac délaissé de l'Eu-rope en mouvement. S'il y a un nouveau dénominateur commun de la région, il est dans cette situation qoi la place, aujourd'hui encore plus qu'hier, à la croisée de deux graods chemios, l'uo assurani la liaison transversale en sud de l'Eu-rope, l'eutre la remontée vers le nord. L'autoroute A 13 est déjà l'une des plus encombrées et c'est peu dire que l'on attend beaucoup du TGV (malaré la contestation des producteurs du muscat de Lunel et des manadiers de la Petite Camargue), qui mettra Montpellier à trois beures de Paris et à une heure et demie de Barcelone, et de l'eutoroute A 75 qui reliera au plus court la Médilerranée à l'Europe do Nord via Clermont-Fer-

L'aménagement du territoire, quaod il y en aveit un, souligne Philippe Lamour, président du comité économique et social de Laoguedoc-Roussillon, avait pré-parfe le désenclavement et le réveil de la région. Ensoite, l'administra-tion régionale, si artificielle qu'elle ait été, a an moins permis de traiter les problèmes an plus près du ter-rain et d'élever, ce qui o'était pas évident an départ, Montpellier au rang de capitale, malgré l'attraction des puissantes cités de Toulouse et de Marseille et les réserves persistantes de Perpignan. Il faut dire que Montpellier, sous l'égide de son maire, Georges Frêche, lui-même prophète du renouveau méditerranéen, n'a pas raté l'occasion qui lui était offerte.

Philippe Lamour, cet homme du Nord, qui s'est épris du Languedoc. s'est imposé par son taleot et la propension locale à se laisser inves-tir par le dynamisme des autres, qu'il s'agisse d'esprits novateurs, les Paul Riquet, créateur du canal du Midi, au dix-septième siècle, du colonisateur romain, ou de l'Etat central comme eo témoigne la construction du port de Sète en 1666, sur ordre de Colhert. Philippe Lamour, lui, a manage l'irrigation, à partir du Rhône, de l'est
de la régioo. « On a apporté l'eau.
déclare-t-il, pour sortir de la monoculture et développer l'industrie ». Il
y a cu, dans la foulée, l'aménagement touristique du l'iteral ment touristique du littoral, avec la construction de sept stations entiè-rement sorties des sables en vingt ans, le modernisation des réseaux autoroutier et ferroviaire, et le développement du pôle universi-

> Retard comblé

« Le Longuedoc-Roussillon, assure Philippe Lamour, a mainte-nant largement comble le retord accumule au cours des siècles. Nous sommes desormais en mesure d'accomplir une œurre positive, qui s'oucomplir une auvre positive, qui s'oùvre sur des perspectives considérables. Mais il ne faut pas tomber
dans le triompholisme, nous
sommes simplement sortis de notre
ghetto périphérique el nous avons
atteint le seuil qui nous permet de
jouer dans la cour des grands. Notre
chance est de nous situer sur l'axe
méridional des pays qui, au sud et à
l'est and le glus roonde marge de l'est, ont la plus gronde marge de développement. *

Le président du Comité éconmique et social estime que sa région n'est pas si mal placée pour peu qu'elle sache adapter ses produc-tinns egricoles aux besoins de la consommation (comme elle l'a déjé largement fait dans la viticulture en améliorant systématiquement la qualité de ses crus) et qu'elle s'asso-cie à l'industrie agro-alimentaire. Pour peu, encore, qu'elle structure à l'échelon régional son activité touristique, qu'elle renforce la liai-son entre l'Université et l'industrie, qu'elle ferre grave nivembre des qu'elle fasse œuvre pionnière dans les domaines où elle est en phase avec les goîts et les exigences qui sont dans l'air do temps, l'aménage-ment des horaires de travail, par

Il o'est pas loin de penser qu'un certain art de vivre, le détachement à l'égard de l'argeot, la primaulé

tion, aux plaisirs intellectuels plutôt COUP DE CŒUR qu'aux réalisations concrètes, tous

Lettre à Yves et Marie

ON sourire fin et généreux remonte jusqu'à des yeux randres at malicieux. Ils savent aussi sa faire sévèras. comma ceux de l'institutoca dont le regard noir cloue à son banc le mauvais élèva. Endère de caracière, câline et farouche à la fois, Mana Rouanat la Biterroise est une chatte qui ronronne ai griffe evec une egale vigueur. Guy Lux s'an souvient encore. Après una émission de télévision à Béziers, il avait dû essuyer sa gifle.

A cinquante-cinq ans, le discrèta connaît aujourd'hui la gloire. En se racontant filletta avac délicatessa, dans les rues du Béziers des années 50, elle est devenue l'auteur d'un best-seller. Nous les filles a été un succès. Et son recueil de recettas la Cuisina amoureuse, courroise et occitane se dégusta das yeux aux six coins de l'Hexagone, Car elle est aussi gourmande de mets que de

Mais il n'y a pas una onca d'égocentrisma chez Marie l'Occitane. Elle se fiche éperdument de cette soudaina at tardive célébrité. Sa mince silhouetta e toujours ca mêma pas essuré lorsqu'elle monte au tableau noir, sur l'astrada d'una des classes du lycée Jean-Moutin, de Béziers, où lle enseigne le français.

Son mari, Yves Rouquette le poèta, a le même âge, le tutoiement facila, la main prompta à vous prendre l'épaula, La mous-

Larzac. Calui qui se levait contre les militaires, au temps des luttes et de « Gardarem lou Larzac ». La têta est toujours pleine des airs da ces chansons éditéas par feu sa maison de disques da Béziers-Ventadom.

«Cathara» il se proclame, dans son dernier ouvrage les Cathares d'hiar et d'aujourd'hui. Rebella. pourrait-il dire, même s'il a rangé ses illusinns révolutionnaires au placard. Et s'il sa raeonte avec una ironie qu'il mania comme le maçon la truelle, sa pluma n'a de cesse de sculptar les mots pour mieux les faira parler.

Lo reconnoissance par l'écrit

L'Occitan n'est done pas mort avec las candres de ses viaillas luttes. C'ast à travers l'écrit, de la langua ou du peys, qu'il trouva aujourd'hui sa reconnaissanca. Philippa Gardy, autre poèta, n'at-il pas remporté en 1990 le prix Antigona décemé par la villa de Montpellier, « la moderne », pour l'Entarrement à Sabrès? Plus de cent soixante-dix volumes ont été édités depuis qua les livres da poche ont jeté laur dévolu sur la langue régionale, « Volem viure al pais na se dit plus ; il se lit. Et Maria comme Yves sont bien les artisans de cette résurrection.

JACQUES MONIN

igue, le vot

vacille...

bouscule les vieux clivages

des immigrés d'une part, avec la com-munauté pied-noir d'autre part, mais cette explication reste insuffisante. Paul Alliès, directeur de l'unité de for-mation et de recherches de la faculté de droit de Montpellier, présère voir dans la montée de l'extrême-droite l'expression d'une protestation, ellemême issue d'« un sentimem de déracinement dans une phase de recomposition sociologique ».

« Dans des agglomérations comme « Dans des aggiomerations comme Montpellier, explique-t-il, le taux de rototion de la population, la mobilhé sociale, ont des effets de désorienta-tion, que les structures d'accueil ou d'intégration dans un voisinage, insuf-fisantes, ne peuvent compenser. Ail-leurs, c'est le déchin de la civilisation de la viene avec tout ce qu'elle comde la vigne, avec tout ce qu'elle com-prenait d'organisation communauprenatt d'organisation commandu-taire, qui laisse un vide. Le Parti com-muniste, la SF10, qui collaient à ces mentalités, ne répondent plus à leurs aspirations, l'un parce qu'il apparaît trop sclérosé, l'autre parce qu'elle cherche à se transformer dans un cou-cherche à se transformer dans un courant plus moderniste, davantage tourné vers les besoins urbains ». «Il est significatif, estime Paul Alliès,

Sur place, l'importance prise par le qu'une personnalité connue dans le vote lepéniste oe semble pes provequer un grand émoi. La tentation est, évidemment, d'établir une double du PC, auquel il s'état associé, pour de le contract de la contrac

> « Ce sont ce mai-vivre, ce besoin protestataire, ajouto-t-il, que le Front national traduit, sans les structurer vraiment, faute de leaders et de cadres, à l'exception peut-être de Pierre Sergent dans les Pyrénées-Orientales». «Il n'est pas impossible, conclut-il, que ce parti progresse encore, mais rien n'assure qu'il le fera speciaculairement. » Roger Brunet corrobore à sa manière cette analyse ouancée en observant que la véritable rupture s'opère entre les électeurs qui, lors de la dernière élection présidentielle, ont voté pour les partis classiques et ceux qui oot opté pour l'extrême-droite, l'écologie ou Raymond Barre, c'est-àdire coux qui « ont cherché ailleurs ».

Dans ce Midi qui bouge, au point de donner le tournis (mot et mal qui o'en sont que plus inquiétants avec la ononciation à l'occitane du «s» final), il n'est peut-être pas si étrange qu'une opinion, naturellement impulsive et volontiers rebelle, se singularise dans des moovements aléatoires.

taire monipelliéraio, sous la poussée du baby-boom.



LANGUEDOC-ROUSSILLON

O C H E

En quelques années, la Caisse d'Epargne du Languedoc-Roussillon a su prendre la mesure des enjeux économiques. Pour vous, elle s'est transformée pour s'engager dans la compédition nacionale et internacionale.

Elle rassemble aujourd'hui des ressources considérables; elle les desoue d'abord aux habitants du Languedoc-Roussillon et aux acteurs du développement régional.

La Caisse d'Epargne du Languedoc-Roussillon est atrentive à toutes les initiatives, iodividuelles ou collectives, privées nu publiques. Elle participe à la transformation des idées, s'inscrit daos les synergies techoiques, humaioes, eulturelles. Au quotidien, elle est proche des créateurs, des entrepreneurs, de la population, de la

• Chômage En % de la propuletion active

10.5 %

En % de la population totale

Population étrangère

s'agit d'un tertiaire de service auprès

des entreprises (conseil, nettoyage), de services non-marchands, ou

surfaces. L'activité industrielle

locale se prévaut des progrès qu'elle enregistre en matière de valeur ejou-tée et de productivité. On décèle, à travers ces données encore fragiles,

la réalité d'nn dynamisme naissant

qui va à l'encontre des idées reçues sur le Languedoc et, il fant bien le

dire, des constats qu'on y faisait

autrefois . Lorsque la région vivait sur les seules activités de la viticul-

ture, du petit commerce, de la pêche

et de la fonction publique, les ten-dances dominentes inclinaient les

habitants à fuir le risque économi-

que, à placer leur épargne ailleurs, à se mélier des epports extérieurs et à

rechercher les commodités d'une vie

agréable plutôt qu'a assumer de grandes ambitions. Tableau carica-

tural sans doute, mais que l'on

accepte d'eutant mieux, désormais,

qu'on peut le rejeter dans le passé.

Le brassage

des populations

La population est très mobile et,

en même temps, vicillie, ce qui s'ex-plique par la proportion des retrai-

tés, l'espérance de vie et le nivean

de qualité sanitaire. On travaille

rait voué au farmiente et qui détient le record de la durée hebdomadaire

du travail. Si les viticulteurs s'y

manifestent souvent avec violence,

selon une traditioo qui remonte au

début du siècle, l'agitation sociale

est deux fois plus faible que la

moyenne nationale. Il y a une autre tradition, ici, qui est celle du bras-sage des populations. Autrefois, on

venait de montagne pour travailler

sur la Côte, comme saisonnier, ou pour s'y établir. D'autres travailleurs

sont ensuite venus d'Espagne, dans l'agriculture, d'Italie, dens le bătiment, de Pologne, dans les

rapatriés d'Afrique du Note et les

maghrébins eux-mêmes qui étaient

prés de cinquante mille en début des

anoées 80. Les étrangers sont plus

l'on du mal à croire lorsque l'on constate la parfaite intégration de

leurs descendants. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, l'afflux de nouveaux venus, qui ne

tion permanente, la multitude des

ucoup dans ce pays que l'on croi-

tourné vers l'hôtellerie et les gran

D'abord, paree que le néo-Languedoc se cantonne trop à l'est de la région et sur la bande littorale. On en voit surtout la marque dans les aires d'influence de Montpellier et de Nimes, d'où le projet de coor-donner le développement naturel des deux villes rivales qui, ensemble, composeraient une zone urbaine et un marché de huit cent mille à un million d'hebitants. La carte de l'évolution de la population, qui est passée de 1 926 514 habitants, en passée de 1 720 514 nationalis, en 1982, à 2 114 985, en 1990, soit une progression de 9,74 % (12,47 % dans l'Hérault) montre bien la loca-lisation de ces afflux. Elle confirme que l'ouest de l'Hérault, l'Aude, les hauts cantons et, plus encore, la Lozère, ne marchent pas de concert. Tous les efforts du Conseil régional tendent à corriger ce déséquilibre. « L'hyper-concentration comme condition du développement relève de l'intoxication des esprits » assure son président Jecques Blanc, qui défend l'idée d'un multipôle technologique régional et « l'esprit de décentralisation à l'intérieur de la région »

La phase de mutation en cours se traduit par quelques paradoxes, voire des fantasmes, sinon un brin de schizophrénie, selon Roger Bru-net. Dans ce pays où l'exagération relève de la réthorique la plus banale, on se situe volontiers aux extrêmes. « La région, dit Roger Brunet, n'est moyenne que par sa surface et sa population ». Pour le reste, elle en tête ou en queue. En lation et de l'emploi, en queue pour le chômage. Notons qu'il s'agit d'un chomage pour une part importé, car il est le pris payé à l'attractioo qu'exerce le sud magnétique, celui du soleil, de la mer, de la qualité de la vie, mais eussi de la croissance, pour peu qu'on trouve à s'y employer (ce qui o est pas proposé à tous les membres de la famille migrante). Cependant, le chômage y dure en moyenne moins qu'ailleurs.

Autres records : la régioo détient celui des diplômes après le baccalau-réat et des jeunes en cours d'études et celui des personnes n'éyant pas de diplômes. Elle est l'une des dernières pour le produit intérieur et l'une de celles ou les ménages sont le mieux équipés! Il y a, manifeste-ment, des revenus qui écheppent à l'analyse : e'est la part de ee que Philippe Lamour eppelle la vicille tradition romaine de débrouillar-

Le taux de création d'entreprises est parmi les plus élevés de France. Il s'en crée beaucoup, il en meurt beaucoup, mais le solde est positif, le plus positif par rapport eux autres régions. Et, sur une pénode d'observation de einq ans, il apparaît que les créations résistent mieux qu'ailleurs. La croissance vient surtout du

notamment sur le plan politique. terniaire qui, souligne Roger Brunet, caractérise l'activité régionale. Il

Certains versent dans le triomímage d'eux-mēmes, à bien des égards plus valorisante, tant ils détestaient la précédente.

Le Languedoc-Roussillon a incontestablement changé son apparence qui ne se réduit plus au bronzage, à l'accent, è la sieste, à le Férie de Nîmes ou de Béziers malgré le succès qu'elles obtiennent, à la piquette et au pastis, au rugby et aux colères des viticulteurs. Il ne s'est pas perdu ou renié pour autant et les oéo-languedociens se retrouvent aux côtés des archéos pour aller à la cueillette aux champignons, à le chasse au perdreau, ou passage des daurades, oux jeux taurins, ou foot et au rugby, au spectacle des joutes ou de la sardane, ou Zénith ou à l'opéra, pour la pétanque et la grillade sux sarments. Et, ensuite, pour en par-ler, exercice obligé et subtil du savoir-vivre ao pays.

ANDRE LAURENS

1 La semaine prochaine

LE LIMOUSIN

nombreux que les autochtones parmi les salariés de l'agriculture et Déjà publié : l'Alsace (le Monde Déjà publié: l'Alsace (le Monde doié 6-7 octobre), l'Aquitaine (le Monde doié 13-14 octobre), l'Au-vergne (le Monde daté 20-21 octobre), la Bourgogne (le Monde daté 27-28 octobre), la Bretagne (le Monde daté 3-4 novembre), le Centre (le Monde daté 10-11 novembre), Champagne-Ardenne (le Monde daté 17-18 novembre), la Corse (le Monde daté 24-25 novembre), lo Franche-Comté (le Monde daté 1-2 décembre) et l'lie-de-France (le Monde daté 8-9 décembre). Ces migrations n'ont pas toujours été, il s'en faut, bien reçues, ce que sont souvent que des étrangers à la région, le sentiment de transforma-

chantiers en cours, les projections dans l'eveoir que vulgarise une médiatisation très sollicitée, contri-buent à créer parfois un climat d'inquiétude et de frustration qui s'ex-prime sous diverse formes,

phalisme, d'eutres dans le repliement, et. dans les deux cas, on aspire à plus d'autonomie, soit pour construire une « nonvelle Californie», soit pour proposer quelque harmonie grecque à «la France barbare du nord's. Tels sont les fantasmes que recense Roger Brunet avant de leur opposer la vision plus réaliste d'une région qui n'est plus seulement agricole, qui attire plus par sa capacité de croissance que par ses records d'ensoleillement, qui a besoin d'investir par ses propres moyens et en acceptant les concours externes, et dont le population se renouvelle sans se dégager complète-ment de ses anciennes pesanteurs socio-politiques : les clans, les clientèles, la communion dans le refus de ce qui vient des centres de pouvoir extérieur, Paris ou Bruxelles (bien que la région recoive plus qu'elle ne donne), le goût de la controverse plutôt que celui de l'arbitrage. Nuançons le portrait : les plus récents sondages nous révèlent que les habitants de la région prennent mieux conscience de ses atouts et de ses attentes et qu'ils s'onvrent davantage sur l'extérieur. Ils découvrent qu'on leur renvoie une autre

sus s'est dégagé entre les politiques, les fonctionnaires et les sportifs en faveur d'un stade à vocation essentiellement de francs. »

HEURES LOCALES

Grand Stade : Melun-Sénart s'inspire de l'exemple américain

Au terme d'un voyage aux Etats-Unis et au Canada, élus et responsables sportifs se déclarent en faveur d'une enceinte à ciel ouvert de 80 000 places

çais ont retenu la seconde option.

« Nous avons constaté que les stades

polyvalents étaient des gouffres finan-ciers, déclarait le vice-président du

ciers, déclarait le vice-président du Comité national olympique sportifirançais, M. Fernand Sastre, au nom des trois fédérations françaises de football, de rugby et d'athlétisme. Nous leur préférons donc un objet plus simple à ciel ouvert et pelouse naturelle daté d'une piste d'athlétisme dans la perspectine des leurs plumiques et la corposition des leurs plumiques et leu

la perspective des Jeux olympiques et d'une capacité de 75 000 à 85 000

places. Les stades américains nous ont

de loges de prestige de dix à quinze places et louées à l'année pouvait

financer une partie de l'Investisse-

Les membres de la délégation doi-

vent se réunir prochainement eutour du délégué interministériel, M. Jean

Glavany, pour affiner le cahier des charges de l'appel d'offres qui sera lancé auprès des entreprises privées au cours du premier semestre 1992.

an cours du pressure semestre 1972.

« Ce document définira les spécifications sportives du stade, les emprises
foncières et les contraintes d'urbanisme, précise le directeur administra-

tif de la délégation interministérielle, M. Jean-Claude Bruneteau. L'Etat et

les collectivités vont devoir supporter le

financement des infrastructures, rou-tières et ferroviaires, dont la plupart était d'ailleurs programmées avant le projet de grand stade (NDLR: ento-route A-5, ligne D du RER, barreau and d'introcorporison du TGVO En ce

sud d'interconnexion du TGV). En ce

qui concerne l'équipement et son envi-ronnement, les exemples américains

prouvent, en revanche, que nous ne pouvons pas faire l'impasse sur le privé. Si, par malheur, les réponses des

alement montré que l'aménagement

A ville nouvelle de Seine-et-Marne choisie par M. Michel Rocard pour accueillir le futur grand stade de la région parisienne n'est ni Toronto ni La Nouvelle-Orléans. On ne constroira à Mehm-Sénart ni skydome, ni superdome, ces gigantesques stades multi-fonctionnels capables d'accueillir jusqu'à deux cents manifestations par an mais dont le financement s'avère qua-

Telle est, en substance, la conclusion des responsables du mouvement sportif et des collectivités locales récemment invités par le Syndicat d'agglomérations nouvelles (SAN) de m-Sénart à visiter les installations Neum-senart à visiter les installanois sportives de Toronto au Canada et de Neu-York, de La Nouvelle-Orléans et de Miami aux Etats-Unis (1). Long-temps contestés par le milieu sportif comme par leurs concurrents, les élus de Melun-Sénart voulaient ainsi mettre un terme aux rumeurs, tout en restoujours suspendu à l'attribution -prévue pour juillet 1992 - à la France de la Coupe du monde de football

Des loges de prestige louées à l'année

modernes et de conceptions différentes afin de mieux définir les contours de notre projet. Je crois qu'à cet égard notre objectif est atteint, estime aujourd'bui le président du SAN, M. Jean-Jacques Fournier. Un consensportive qui permette cependant d'ac-cueillir d'autres manifestations et dont le coût pourrait avoisiner le milliard

Entre une installation sophistiquée à couverture mobile et capacité

entreprises n'étaient pas satisfaisantes et si, comme je le souhaite, la France obtient la Coupe du monde de football 1998, les pouvoirs publics devraient alars réagir pour honorer nos engagements auprès de la FIFA (Fédération internationale de football association). comme le Skydome de Toronto, et un stade traditionnel à ciel ouvert construit à la périphérie, comme le Meadowsland de New-York on le Joe Robbie Stadium de Miami, les Fran-

> · Toute la France veut la Coupe du monde»

On sait que plusieurs groupes industriels français sont déjà sur les rangs, notamment Bouygues, Dumez et la Compagnie générale des eaux qui développent un projet de stade à couverture mobile et pelouse rétractable, de l'ordre de quatre miliards de francs. Et la direction du Madison Square Garden a annoncé, au cours de l'étape new-yorkaise, qu'elle engageait un accord de partenariat evec Spie-Batignolles, Fongerolles et la SAE, Elle a d'ailleurs accueilli la délégation en affichant sur son immense écran vidéo le logo de la candidature tricolore: « Toute la France veut la Coupe du monde ».

ROLAND PUIG

11) La missinn financée par le SAN, l'Etablissement public d'aménagament de Melun-Sénart, le Groupe central des villes nouvelles et la délégation interministénouvelles et la délégation interministé-rielle aux Jeux olympiques, réunissait une vingtaine de personnes parmi lesquelles M. Jean-Jacques Fonrnier, président da SAN, M. Jean-Chude Mignon, vice-prési-dent du conseil général de Scine-et-Marne, M. Jean Chevance, directeur général des services du conseil régional lie-do-France, M. Philippe Graillot, directeur des sports au ministère de la Jeunesse et des sports, M. Fernand Sastre, vice-président du Comité national olympique et sportif fran-cais, M. Albert Ferrasse, président de la Fédération française de rugby, M. Guy Manfredi, vice-président de la Fédération française d'athlétisme, et M. Michel Hidalgo, ancien sélectionneur de l'équipe de France de football.

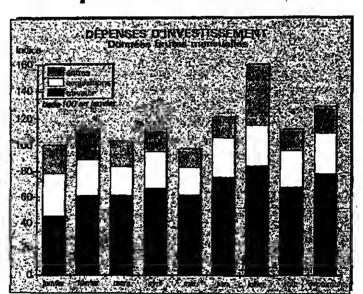
L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

«LE MONDE» /CREDIT LOCAL DE FRANCE

teurs sont élaborés à partir d'un panel com-ment, l'emprunt et la trésorerie.

Chaque trimestre, le Crédit local de France pré-sente des indicateurs permettant un suivi de la conjoncture des finances locales. Ces indica-tivité financière des communes : l'investisse-

Les dépenses d'investissement



'ANALYSE du solde de trésorarie - excédent en fin de moie des recettes sur les dépenses des communes du panel montre une évolution assez lissée sur les neuf premiers mois de l'arinée (les deux pics observés en avril et en juin s'expliquent par des ajustements sur les versements de dotations de l'Etat et des 1/12 de fiscalité),

Ce phénomène s'explique lergement par un recours accru des communes à leurs lignes de trésorerie. En effet, celles-ci permettent un meilleur ajustement entre recettes et dépenses, et évitent einsi de recourir trop précocement aux financements à long terme.

Par rapport à 1990, les communes du panel ont utilisé en 1991 trols fois plus leurs lignes de tréso-rerie. Cela leur permet, des février, de rattraper leur niveau moyen de trésorerie, de lisser les écarts d'un mois sur l'autre et d'ajuster leurs encai ments et décaissements. Le montant moyen des tirages effectués sur les trois premiers trimestres de 1991 représente 18 % du niveau moyen des soldes de trésorerie en fin de mois, contre 6 % seulement en 1990 aur la mârna période,

L'évolution mensuelle de l'investissement communal présente un profil annuel habituel, avec cependant une hausse en juillet plus prononcée que d'ordinaire. Cette tendance peut être rapprochée de l'activité des travaux publics, qui 6 crú d'environ 4 % en volume au cours des sept premiers mois de 1991, croissance obtenue essentiellement au cours du second trimestre. On peut remarquer que cette augmentation correspond, pour la même période, à la fois à une forte mobilisation de lignes de trésore-rie et d'emprunt. Ce phénomène est normal, des encaissements.

L'augmentation constatée des dépenses d'investissement est imputable pour une large part au poste « travaux ». Plus qu'en 1990, les communes ont privilégié les travaux eux acquisitions : la part du poste «travaux» dans l'ensemble des dépenses d'équipement passe einsi de 60 % en 1990 à 70 % en 1991.

L'emprunt, inscrit au budget communal en recette d'investissement, permet aux collectivitée locales de palier l'insuffisance de leurs ressources d'autofinancement lorsqu'elles investissent sur une longue durée. Cela favorise l'étalement dans le temps du poids financier de leurs programmes d'investissement.

En septembre, le taux de réalisation des mobilisations d'emprunts budgétés n'est que de 29 %, alors qu'en 1990 il e élevait déjà à 49 %. Il y e deux raisons à ce comportement. La première a été démontrée précédemment et tient à une utilisation des lignes de trésorerie multipliée par trois. Cela retarde d'autant l'appel à l'emprunt et diminue, de ce fait, les frais financiers ultérieurs.

La seconde reison est un réajustement à la baisse des réalisations d'emprunt. Déjà en 1990, seulement deux tiers des emprunts prévus avaient été mobilisés en fin d'année. En 1991, on s'oriente vers une mobilisation de l'ordre de la moitlé des prévisions en fin d'année. En effet, les communes sont de plus en plus sensibilisées aux problèmes de l'endettement et surveillent leurs capacités de remboursement de manière à ne pae obérer leurs futures marges de manœuvre financières.

BLOC-NOTES

du bâtiment.

AGENDA Médias et quartiers. – Le organise, mardi 17 décembre à Paris, un débat autour du thème de l'influence des médias sur la vie quotidienne des quartiers. Avec le l'audio visuel, de l'INA et du Centre de formation des journalistes, dee élus, des représentants de quartier et des journelistes doivent àvoquer le traitement de l'information de secteurs trop souvent en crise. ► Renseignements : Madeleine Houbart, Tél. : 45-78-65-92.

CONTACTS

 Secrétaires généraux des villes et districts. - M. Claude Cougnenc, secrétaire général de Montpellier, devient préeident de l'Association des secrétaires généraux des grandes villes et collectivités territorielee, et M. Jean-Claude Meyer, secrétaira général du district de Nancy, prend la tête de l'Association des

secrétaires généraux des districts de France, ils remplacent tous les deux M. André Lefebvre, qui e quitté le fonction publique territoriale pour le secteur privé. M. Lefebvre vient de prendre la direction du département collectivitée territoriales de KPMG idal, société de conseil juridique et fiscal. Il reste président d'honneur des deux associations. ► Tél. [16] 67-34-70-00 [Montpellier] et [16] 67-34-70-00 [Nancy].

NOMINATIONS

 Nouveau secrétaire général à Nice. – M. Jean-François Kraft occupa le poste de secrétaire général de la mairie de Nice (Alpes-Maritimes), depuie la novembre, en remplacement de M. Claude Gouazé, devenu inspecteur général des services

[Né le 11 avril 1952 à Paris, M. Kraft est diplômé de l'Institut d'études politiques et de l'Ecole nationale d'administration (promotion Pierre Mendès-France, 1978). il a occupé quaire postes de sous-préfet [Allier, Lot, Doubs et Isère], de 1978 à

des finances de la ville de Paris

Les prix de l'avenir Marne-la-Vallée

La ville nouvelle de Marne-la-Vallée e décerné, vendredi 29 novembre, ses Cogs d'or aux lauréets du concours lancé auprès des élèves des écoles de journalisme de toute le France. L'Ecole supérieure de journalisme de Lille truste les récompenses avec Christophe Delay et 8enjamin Vincent pour leur reportage radio, sur le thème centreprises

et vie économique », et Nathania Cahen pour son article, sur le

thème «identité locale». Marne-la-Vellée, partenaire du festivel des médias locaux, e voulu offrir une chance à de futurs journalistes en leur permettent de s'exprimer devant les représentants de nombreux médias présents eu cours de ce

(1985-1989). Il a ensuite dirigé les services du département de la Vendée (1989-1991) avant de rejoindre la mairie de Nice.[

© Un nouveau président pour l'ANCE. – M. Michel Hervé vient d'être élu à la présidence de l'Agence nationale pour le création et le développement des nouvelles entreprises (ANCE) où il succède à M. Philippe Demaegdt.
La nouveau président de l'agence, qui emploie 70 personnes et qui reçoit plus de 25 000 personnes chaque année, s'est fixé pour objectif de créer une dizaine de traveilleront en priorité evec les élus locaux.

Michel Hervé, agé de quarante-six ans, est député européen (PS), maire de Parthenay (Deux-Sèvres) et conseiller régional du Poitou-Charentes. Il est PDG du groupe Hervé thermique (970 salariés), président-fondateur de l'IDPC (Institut financier de capital-risque) et ful présiden du comité d'animation points-Chances Jacqueil à la création d'entreprises) de 1989 à novembre 1991.1

PUBLICATIONS

O Economie transfrontalière. --Les Cahiers du LERASS viennent de publier un ouvrage eur la Question transfrontalière : économie des zones montagneuses, commerce extérieur des régione situées aux frontières françaises et étrangères développement des PME, travail frontaller... Le LERASS est le Laboratoire d'études et de recherches appliquées en sciences ecciales de l'Institut universitaire de technologie de Toulouse. ➤ 230 pages, 70 francs. Rensei gnements : 115, route de Narbonne, 31077 Toulouse Cedex, tél. : |16) 62-25-80-01.

HEURES LOCALES

La Savoie à la veille des Jeux d'hiver

Les stations retiennent leur souffle

Alors que la neige commence à recouvrir les pistes, les villages d'altitude mettent la demière main à une entreprise qui a exigé d'eux des efforts souvent considérables

LES MENUIRES

ANS le village des athlètes de Brides-les-Bains on pose les derniers pavés d'une voie niétonne qui le voie piétonne qui le tra-verse. A quelques mètres de là des ingénieurs préparent la mise en ser-vice d'une remontée mécanique longue de 6.5 kilomètres, qui reliera le village olympique aux pistes de Méri-bel. Aux Ménuires, où doivent evoir lieu des compétitions de ski alpin, la commune donne les ultimes touches au réaménagement, esthétique, de l'espace commercial installé au centre de la station. Après un quart de siècle de développement, parfois effréné, de son parc immobilier et de son réseau de remontées mécaniques, Val-d'isère se préoccupe, enfin, de rénover l'environnement urbain que la commune avait plaqué, souvent maladroite-ment, à l'intérieur de son espace alpin.

Les équipements sportifs constituent la partie la plus visible du dis-positif nlympique savoyard, large-ment financé per le Comité d'organisation des Jeux (COJO). Mais les communes se sont souvent fortement endettées pour pouvoir réaliser ment endettées pour pouvoir réaliser d'importants travanx d'accompagnement, un centre de séminaire à Vald'Isère, un complexe sportif à Courchevel. Certaines ont pu supporter sans trop de difficultés ces investissements, d'autres non. Beaucoup sortent affaiblies on exangues de cette épreuve. Aucune cependant n'a osé renocer devant l'ampleur de la tâche à accomplir.

controls to a soites

water of the state of the state

Mise en mouvement le 17 octobre 1986, lors de la désignation d'Albert-ville comme cité organisatrice des XVI JO d'hiver, la lourde «machine» olympique n'aurait pas pu supporter que l'un ou plusieurs de ses treize équipiers décroche du groupe en cours de route,

all faut absolument que nous trouvions de l'argent pour payer nos four-nisseurs et les entreprises qui conti-nuent, envers et contre tout, à travailler pour nous. Toutes ont joue le jeu de la commune qui n'est pas en mesure, à l'heure actuelle, d'honorer ses factures u explime Mes Donielle mesure, a l'neure actueue, a nonorer ses factures », explique Me Danielle Fréchoz, chargée de mission auprès du maire de Brides-les-Bains. Cette commune a investi 218 millions de francs au cours des trois dernières es alors que la contribution

chevel pour tenir leur 98 ses-sion. Ministres et ambassadeurs das natisma représentées eux

tées sur les tremplins des Praz.

A Courchevel ce sont les prix

A Courchevel ce sont les prix qui, les premiers, se sont envolée. Les deux ouvrages de
90 mètres et 120 mètres unt
coûté plus du double du devis
initial estimé, il y a quatre ans, è
60 millions de francs. La com-

financière du COJO pour la réalisation du village des athlètes et d'une télécabine (coût 90 millions de francs) assurant la liaison avec le site sportif de Méribel n'a été que de 70 millions de francs)

Depuis la désignation, il y a cinq ans, de Méribel n'a été que de 70 millions de francs)

Alors que les Jeux de Grenoble en récipe Rhône-Alors de cet établisse. assurant la haison avec le site sportif de Méribel n'a été que de 70 millions

Cette cité thermale, dont le budget s'élevait avant la préparation des Jeux à environ 30 millions de francs, dont plus de la moitié était affectée aux investissements, a emprunté massivement suprès des banques. Mais au mois de mars dernier celles-ci ont brusquement fermé le robinet. Toutes refusèrent de financer des traveux pourtant largement engagés. Brides fir alors l'économie de quelques dépenses – 5 millions de francs – mais il lui reste à trouver, an plus vite, 60 millions de firancs pour payer les factures en attente sur le bureau du maire. Aucune banque ne semble aujourd'hui disposée à aider cette commune victime d'ambitions probablement démesurées.

L'or blanc ne fait plus recette

Installée à 600 mètres d'aititude, cette station thermale espère se reconvertir, l'hiver, en village de skieurs grâce à son nouvel cascenseur» qui la reliera amx pistes de Méribel (aititude 1400 mètres). Le projet était à l'origine qualifié d'audacieux», ses détracteurs le jugent aujourd'hui absurde « et « suicidaire » pour les finances communales. Les contribuables de cette commune risquent de payer pendant de longues années l'effort consenti pour recevoir, pendant deux semaines, quelques centaines deux semaines, quelques centaines

La ville de Bourg-Saint-Maurice

(7000 habitants) connaît les mêmes difficultés de trésorerie. Son compte administratif était déficitaire de 40 millions en 1990 à la suite d'investisnnilions en 1990 à la suite d'investa-sements importants qui n'étaient pas liés directement à l'organisation des épreuves olympiques. La commune a presque an même moment construit un funiculaire – coût 135 millions de francs, – lancé les travaux d'une sta-tion d'épuration et elle a participé, dans le cadre d'un SIVOM, à la réali-sation d'une usine d'incinération des ordures. Son maire, M²² Jacqueline ordures. Son maire, M. Jacqueine Poietti, admet que sa commune est confrontée à une situation financière comronet a une autanon innanciere grave mais pas désespérée. Elle dénonce, à son tour, l'attitude des banques e qui jusqu'alors répondaient, toujours, favorablement à nos demandes. Nous avons commis l'im-

Depuis la désignation, il y a cinq ans, d'Albertville et de la Vallée de la Tarentaise comme lieu d'organisation des prochains JO d'hiver, le climat en montagne a profondément changé. Les partenaires financiers des communes ont brusquement découvert que l'or blanc ne faisait plus nécessairement recette, que la neige pouvait ne pas être au rendez-vous et que la clientèle des stations avait chuté. Les banques se sont des lors montrées très réservées vis-à-vis des communes porteuses de stations de sports d'hiver.

Un rapport réalisé à la demande du ministère de l'intérieur (1) avait, au ministère de l'interieur (1) avait, au même moment, diagnostiqué une quinzaine de cas de communes de montagne «engagées dans la spirale de l'endettement», ou qui se trouvaient «dans une situation immédiate ou potentielle de cessation de paiement ». Il n'en fallait pas plus pour effrayer notamment les grandes ban-ques de dépôt qui, depuis le milien de la décennie 80, voyaient dans la neige un nouvel eldorado.

Même le Crédit local de France, partenaire traditionnel des communes, avance désormais à pas

region Rhône-Alpes de cet établisserégion Rhône-Alpes de cet établisse-ment, Mais nous prêterons désormais avec prudence. Certains investisse-ments nous apparaissent aléatoires dans le cadre d'un marché, celui de la neige, que nous appréhendons comme relativement stable. Ils doivent eure dif-férés ou abandonnés. Nous estimons conendant que la montagne reste un cependant que la montagne reste un secteur d'avenir. Ainsi la modernisa-tion des infrastructures en Tarentaise est une richesse pour cette vallée et un atout très fort pour l'après JO»

Un coup de fouet temporaire •

Les stations olympiques devraient donc bénéficier pleinement des retombées des Jeux. Mais seront-elles à la hauteur des efforts engagés et des sacrifices consentis? Le maire de Saint-Martin-de-Beileville, M. Georges Cumin, qui a investi 20 millions de francs pour donner un nuiveau visage aux stations des nnuvezu visage aux statinns des menuires et de Val-Thurens qu'il administre, en doute. Les Jeux n'ont pas apporté, affirme cet élu, «le bou-leversement qu'on pensait et l'euphorie

1968 ont suscité un réel engouement pour les sports d'hiver, dans les Alpes comme dans les Pyrénées, et un très comme dans les ryrenees, et un tres fort développement du parc immobi-lier des stations, tout au long de la décennie 70, ceux d'Albertville n'au-ront probablement pas le même effet amplificateur. L' « industrie » de la neige traverse en ce moment la plus grave crise de sa jeune histnire.

Les stations ont de plus en plus de mal à retenir les skieurs confrontés aux incertitudes climatiques, au prix élevé des séjours en station et à la concurrence des destinations inin-taines et ensoleillées. Les communes de montagne ont du ranger dans leurs tiroirs leurs projets immobiliers et de remontées mécaniques, dans l'attente de jours meilleurs. Ainsi la commis-sion spécialisée des unités touristiques nouvelles (UTN) pour les Alpes du Nord, qui depuis 1985 examinait cha-nouvelles (UTN) pour les Alpes du Nord, qui depuis 1985 examinait chaque trimestre une dizaine de dossiers d'équipement nu d'urbanisation en montagne, n'a pas été convoquée su mois de juio 1991, sucun projet n'ayant été déposé sur son bureau. Lors de sa réunion du 13 décembre la

commission UTN n'a étudié qu'un seul dossier. Il concernait la construction d'un hôtel, à 600 mètres d'altitude, situé à la périphérie de la ville de Chambéry... mais dans une commune classée en zone de montagne.

«Aujourd'hui il n'est plus necessaire de réaliser de nouveaux lits dans les stations. Il faut s'attacher à renover et à réhabiliter les studios et les apparte ments qui ont été livrés il y a vingt ou vingt-cinq ans et qui ne correspondent plus aux exigences de la clientèle française et étrangère, explique le maire d'Autrans (Isère), également président de l'Association des élus de montagne. Il faudra peut-être se débarrasser d'immeubles entiers, totalement inadaptés à l'environnement montagnard. Il est également indispensable de transformer le paysage, beaucoup trop urbain, de certains «villages » d'altitude. C'est ici que se trouvent les invessissements de demain en nion-

CLAUDE FRANCILLON

(1) Ce rapport sur les difficultés finan-cières des communes stations de sports d'hiver fur rédigé au mois de novembre 1990 par M. Jean-François Lorit, inspec-teur général de l'administration.



Et oui, cher Darwin, l'intelligence humaine a fait des merveilles pour s'adapter au froid et à la neige.





Et oui Monsieur Darwin, les espèces ne sont plus ce qu'elles étalent. Voyez-vous avec quel sourre illuminé certains bipèdes circulant sur les planches s'adonnent à la neige et au froid? Voyez-vous leur mine réjouie quand par – 20°C, oui Monsieur Darwin, par – 20°C, ils dévalent les pentes enneigees I Quelle évolution quand on pense que leurs ancêrres, il y a quelques décennies, grelotaient autour d'un feu. Et regardez-les, ils ont des secondes peaux de toutes les couleurs? Des "terra cotta"! Des "verts forêt"! Des "bleus glacier"! Non seulement elles sont belles, mais en plus, elles sont pratiques leurs peaux !... Bourrées d'assuces;

Poulenc Fibres. Un ensemble drôlement évolué qui assure aux bipèdes un "micro-climar intérieur" doux er stable quelles que soient les conditions extérieures et l'intensité Et oui, Monsieur Darwin, à l'époque, Degré 7

n'existeir pas, mais voyez-vous, les bipèdes ont suivi vos théories et ils ont plutôt bien évolué... Ah vraiment, quel dommage que vous ne puissiez voir cela ; vous seriez si heureux...

Degré 7 : le plus évolué de l'espèce skiwear



DEGRE

des poches, des fermetures, des cagoules, des matières hyper-performantes signées Gore-Tex ou Rhône-Degré 7 a choisi pour partenaires Rhône-Poulenc et Gore-Tex

nune qui l'a reçu en « causau » n'a pes pu consacrar des sommes aussi élevées pour le faire fonctionner chaque hivers,

60 millions de france. La commune, alors mattre d'ouvrage du projet, dut passer le relais au Comité d'organisation des Jeux olympiques (COJO). Elle ne déboursa finalement qua 15 milians de francs. Mels dès le lendemain des Jeux, elle recevra, en héritage, les deux tremplins ainsi que les frais d'exploitation qu'ils généraront, entre 2 et 3 millions de francs par an, que se partageront la département de la Savole et la commune de Saint-Bon-Courchevel. « En retenant Courchevel pour l'implante. Saint-Bon-Courchevel. « En retenant Courchevel pour l'implantation des tremplins, le COJO saveit que nous pourrions entretenir cet équipement unique en France, Celui de Saint-Nizier, construit pour les J. O. de Grenoble en 1968, est aujourd'hui à l'abradon parce que la commune mi l'a recu en « cadeau » mune qui l'a reçu en « cadeau »

Courchevel la belle ES membree du Comité
Internetionel olympique
(CIO) et leurs collaboreteurs
vont s'inteller dès les premiers
jours du mois de février è Cour-

M. Michel Ziegler.

Recevoir, dignement, les dirigeants, sourclieux, du Comité international olympique, les « patrons » des fédérations eportives et un grend nombre d'invités de marque, coûtere cher è Courchevel. La commune prévuit de dépenser près de 10 millions de francs pour organiser des réceptions et des concerts, mals aussi offir une multitudes de services à ses visiteurs. das nations représentées eux Jeux d'hiver séjourneront dans ce village d'altitude qui, au cœur des Alpes françaises, e le rare privilège de disposer d'un parc hôtelier haut de gamme et d'un eltiport. Il permet de rejoindre Paris en une haura trente et Millen en soixente minutes. Courchevel sera à la fois un lieu de traveil et de détente pour la « famille olympique » qui pourra assister aux épreuves du com-biné nordique et du saut dispu-tées sur les tremplins des Praz.

. It est temps de faire une pause »

Mals Courchevel s'est aussi, per anticipation, fait quelques joils petits cadeaux. Pour mieux accueillir las skieura, cilentèle PLUS « ORDINAIRE » DE CE SITE PLUS a ORDINAIRE » DE CE SITE PREStigieux, ells a investi 80 millions de france dens la réalisation de vaetes parkings, agrendi la piste de son altiport pour recevoir des appareils de plus de cinquantes places (13 millions), perticipé à la rénovation de sa patinoire (30 millions), « Nous evons accéléré la réalisation de tous ces investissements afin de pouvoir en bénéficier pendant les Jeux. Mais il est temps, décormais de faire une pause. Elle durera deux à trois années », déclare M. Ziegler.

gier.

Il mettra à profit cette période pour peaufiner l'environnement de sa station quelque peu malmené par les constructions mises en chantier à l'occasion des Jeux. Courchevel reste en effet un village de akleurs convoité, à l'abri de la crise de l'or blanc. Les promoteurs de la neige continuent d'investir ses pentes pour proposer dans des inxueux les mètres carrés les plus chers des Alpes. plus chers des Alpes.

HEURES LOCALES

La Savoie à la veille des Jeux d'hiver

Les « pistes olympiques »

Routes, autoroutes, chemin de fer et avions, tous les moyens de transports doivent mener, sons encombre, vers les lieux des épreuves

ANS le noble dessein de faciliter l'accès à la Savoie alympique, le régies Rhône-Alpes voit s'accomplir un effort d'équipement imposant, qui ne saurait être apprécié comme un luxe. Les antomobilistes restés bloqués, des heures durant, dans des embouteillages hivernaux entre Montmélian et Albertville peuvent en témoigner. Durant la quinzaine prodigieuse de février 1992, il s'agira d'acheminer près de huit cent mille personnes vers les sites de compétition, puis une partie d'entre elles d'un site à l'autre, car le théâtre des Jeux sera très «éclaté».

En vue des Alpes, d'importantes innovations autoroutières ont été réalisées. Sur l'itinéraire Paris-Sud-Est, la Société des eutoroutes Paris-Rhin-Rhône (SAPRR) a mis en service, cet autorane, la section nord de l'A 46, aux portes de Lyon, qui permet com-

modément de rejoindre l'A 43, en direction de Chambéry, en contournant les embarras de la métropole régionale. Puis, de Montmélian à la Cité olympique d'Albertville, la société des autoroutes Rhône-Alpes (AREA) vient d'ouvrir une section de 34 kilomètres, grâce à laquelle la «continuité eutoroutière» est devenue réalité.

La concurrence de Genève-Cointrin

Sur l'itinéraire Chambéry-Lyon, la même société concessionnaire e ouvert le second «tube» du tunnel de l'Epine, dans lequel les deux sens de circulation seront désormais séparés. Par ailleurs, AREA vient d'achever l'autoroute A 49, entre Valence et Grenoble, d'où l'on peut rejoindre depuis longtemps, toujours par autoroute, la ville de Chambéry. S'agissant

l'avantage d'un accès sans péage, la Savoie e vu la mise en œnvre d'un important plan routier avec, surtout, agement de la RN 90, élargie entre Albertville et Moûtiers, comme de Gilly aux Saisies. Le plan se com-plète de la construction de trois déviations (Salins, Brides, La Léchère) et de l'amélioration de treize tronçons de routes départementales conduisant, pour la plupert, aux sites olympiques. On a drainé, installé des protections, de la signalisation, mais on n'e pas négligé l'esthétique : le viadue permettant le franchissement de l'Isère et de la RN 90, à l'abord immédiat d'Albertville jouera le rôle d'un signal. Comme le nouveau poste de commandement de le société AREA récemment mis es service à l'entrée est du tunnel de l'Epine.

C'est bien par la route que viendra l'essentiel du public, mais il faut évoquer, aussi, le transport ferroviaire et la voie des airs. L'aéroport de Lyon-Satolas s'attend à traiter au moins trente mille passages supplémentaires. La plate-forme lyonnaise s'est heurtée à la dure coacurreace de l'aéroport international de Genève-Cointrin, qui doit capter l'essentiel de la clientèle du transport aérien, c'est-à-dire plus de cent mille personnes. Il le doit à la forte notoriété de sa ville, au voisinage du Comité olympique, établi à Lausanne, mais aussi à de meilleurs horaires et à un grand nombre de lignes internationales. Sur les aéroports parisiens, la compagnie intérieure Air Inter e prévu de faciliter les correspondances avec les vois internationaux et doit multiplier les dessertes vers Lyon.

Enfin, la SNCF a imaginé un programme spécial durant la quinzaine des Jeux: en provenance de Paris, on comptera six TGV par jour, au lieu le trois, en gares de Bourg-Saint-Maurice et Modriers. Des trains supplémentaires seront prévus le weekend. L'entreprise metira en exploitation, à titre temporaire, la gare de Lyon-Satolas, à proximité immédiate de l'eéroport. Celle-ci sera desservie chaque jour par quatre aller et retour sur l'itinéraire des Alpes, à bord de trains Corail de 260 places, via un tronçon ferroviaire «classique», qui joint la gare de Satolas-TGV et la ligne existant déjà entre Lyon et Grenoble. La ligne ferroviaire de la vallée de la Tarentaise a été électrifiée sur 80 kilomètres, et son «débit» est ainsi multiplié par deux. Albertville aura une «gare olympique» et les gares de Mottiers, Aime, Landry, Bourg-Saint-Maurice ont été rajeunies. En outre, on e hâté l'installation d'un système de communication entre le conducteur et le «sol».

A bien des égards, l'échéance des Jeux aura été un fort utile prétexte, mais elle o'a évidemment pas déterminé seule tous ces plans d'investissements, dont la durée de vie est calculée, au moins, pour une génération. Bien evant que la candidature d'Albertville ne fût reçue, AREA evait déjà lancé les appels d'offres pour l'élargissement de l'A 43 à trois voies dans la plaine de l'Est lyonnais et pour le doublement du tunnel de l'Epine, en raison de la croissance do trafic habituel. Pour le doublement de la capacité d'accueil de l'aéroport de Lyon-Satolas, le terme fixé e toujours été celui de 1993-1995, qui verra l'achèvement d'un important pare immobilier.

La vnlonté de s'inscrire dans la durée est manifeste es ce qui concerne la voie ferrée : la nouvelle gare de Satolas, encore en chantier, sera ouverte durant les Jeux, mais connaîtra un achèvement largement ultérieur.

construction d'un centre d'affaires GÉRARD BUÉTAS : du réseau Atria de la SARI-SEERI

Une occasion manquée pour Chambéry

Molgré les efforts de son maire, la ville n'o pu s'intégrer dans le dispositif des JO

Chambéry en mars 1989, peu avant sa nomination comme ministre do logement, puis de l'équipement, M. Louis Besson a tenté – en vaie – de raccrocher le chef-lieu du département de la Savoie dans le dispositif olympique. Il s'agissait d'offrir un site de substitution aux communes de Tarentaise en difficultés. Une occasion d'inbtenir, dans les meilleures conditions, la construction d'équipements sportifs couverts qui lui manquent,

Hormis pour le programme cultu-rel, la ville n'avait jusqu'alors pas fait acte de candidature. Se seule participation à un événement sportif d'envergure, les championnats du monde cyclistes de 1989, s'est soldée par un fiasco financier. Pour antant, la nouvelle équipe munici-pale a rapidement cherché à mettre en valeur sa positinn de « porte de la Savoie olympique». Uoe façon de tester, dès février 1992, sa capacité à accueillir, l'année suivante, le congrès mosdial de l'intelligence artificielle (IJCAI), qui doit réunir près de 3000 scientifiques. C'était, surtout, sa dernière chance d'achever la reconversion de 8 hectares de terrains militaires, à proximité immédiate du centre historique, en chantier depuis 1973 et à trois reprises bouleversée par des chancements de municipalités.

L'opération Curial

L'avenir de cet espace paraît désormais scellé. Au « Carré», une ancienne caserne ospoléonienne réhabilitée en cité administrative, était adossée la maison de culture suisse. Ser une autre face, cet edepte de la pureté des formes et des matériaux, associé à Aurelio Galfeti, un membre de son équipe, e entrepris la construction, en arc de eercle, d'une « bibliothèquemédiathèque» de 7500 mètres carrés, qui complète l'unité architecturale du lieu. Accepté eo titre des grands chantiers du président, cet ensemble, en voie d'achèvemeut pour un coût de 128 millinns de francs, incluset un centre de culture scientifique et technique, sera financé à 50% par l'Etat. L'opération Curial ne sera véritablemest acbevée qu'avec le construction d'un centre d'affaires

et d'environ 250 logements, eux-quels s'ajoutent 200 chambres étudiants en accompagnement du développement universitaire. L'accélération de chantier de Curial e'a pas manqué de susciter inquiétudes et convoitises dans une ville déjà passablement endettée. Profitant de son éphémère situation ministérielle, M. Besson a, parallèlement, engagé la réhabilitatino des quartiers socieux, et notamment de la ZUP de Chembéry-le-Haut, une cité-durtoir de 15 000 habitants, située sur les hauteurs, à l'écart du centre. Outre 300 millions de francs prévus dans une procédure de DSO, le maire, faisant fi de quelques grincements de dents, n décidé d'y installer la caserne départementale de la gendarmerie et la directinn départementale de l'équipe-ment, soit près de 500 emplois.

c'est

Le « cœur alpin » de l'Europe

Cité admisistrative plutôt qe'industrielle, l'avenir de la «capitale historique de la Savoie» est lié aux projets d'infrastructures internatioosles, au-delà de l'an 2 000. Pour M. Besson, le « cœur alpin » de l'Europe est plus qu'un slogan, une réa-lité géographique. En quête d'unité, par la recherche de nouvelles formes de coopération, cette agglomération qui, de Montmélian à Aix-les-Beios, regroupe 150 000 habitants - la quatrième entité de Rhône-Alpes - prépare Parrivée de la ligne de TGV Lyon-Turin, avec soo arrêt en gare de Mootmélian, lieu de croisement d'ene eutre ligoe ferroviaire à grande vitesse entre Genève et Valence et de passage do réseau

autoroutier vers l'Italie.

Cette projection dans le long terme est une des raisons qui ont incité Chambéry à organiser, à l'occasion des Jeux olympiques, tonte une série de manifestations liées eux technologies du futur. En matière de télécommunications, evec un salne internetional Euro TC 92, site de retransmission des épreuves sportives en TVHD, et une expositinn sur les savoir-faire français en équipements de lnisirs, de sport et d'aménagement de la mnntagne. Une façon d'affirmer que, les IO passés, Chambéry restera le pôle principal de développement de la Savoie.

M. D

L'or, l'argent, l'exploit.

"La Descente," monnais en argent massif, 250 francs, existe en or 22 carats.

Moments d'exception où l'on retient son souffle, où le skieur s'élance vers la consécration. Hommage à l'art des athlètes, cadeau original et prestigieux, les Monnaies Officielles des XVI^{es} Jeux Olympiques d'Hiver sont frappées par la Monnaie de Paris en or 22 carats et en argent massif.

A partir de 250 francs.

EN VENTE AU CRÉDIT LYONNAIS, A LA POSTE. OU PAR MINITEL 3615 MONNAIE



II, QUAI DE CONTI - 75006 PARIS

RENSEIGNEMENTS ET COMMANDE AU: (1) 47 00 00 00

Dix sites sportifs et un village

OUR la première fois de leur histoire, les Jeux olympiques (épreuves, hébergement et centres de presse) se tiendront sur treize sitee qui s'étendent sur 1 600 km². Depuie plusieurs semaines, communes et parraîne font visiter les installations : une visite guidée à travers la Savnie, dernièra province réunle à l'État français, en 1860.

ALBERTVILLE. Cette ville commercente et edministrativs de 18 600 habitants eccueillere les cérémonies d'ouverture et de clôture, le patinage artistique, le dense eur glace, le patinags de vitesse et une nouvelle épreuve nlympique : le short track (patinage de vitesse sur piste courte). Les trois équipements principaux qui ant été construita à cette occasion ont coûté 170 millons de francs, sur lesquels la commune participe à hauteur de 20 miltions de francs. Il s'agit d'une helle de glace (patinoire de compétition) de 10 000 m² pnuvant accueillir 9 000 spectateurs, d'un enneau de vitesse sur un stade de 10 000 places et d'un stade provisoire pour les cérémoniee des 8 et 23 février pouvant accueillir 30 000 personnes.

LES ARCS. Cette station de 26 000 lits sur le commune de Bourg-Saint-Maurice e eménagé une nouvelle piste pour la ski de vitasse, épreuve présentée en démonstration pendent lea Jeux. La construction de cette piste e nécessité 200 000 m² de terrassements et a coûté 12 millions de france.

COURCHEVEL Deux tremplins de eeut, une petinnire d'entreînement peur les hockeyeurs et un stade de ski de fond ont été construits dans cette

station de 33 000 lits.

LES MENUIRES-VAL-THORENS. L'eménegement d'un
stade de compétition, la construction d'une route d'eccàs et d'un
perking peur accueillir lea
épreuves de slalom spécial masculin ant nécessité 8 milliena de
francs d'investissements dene

cette station de 40 000 lits.

MÉRISEL. Le site de la Chaudanne accueillera à le fois l'errivée des épreuves de ski alpin féminin et les compétinns de hockey sur glace qui auront lleu dens une nouvelle petinoire de 6 000 places, qui e coûté 60 millions de francs. Sa capacité sera ramenée à 1 500 places st elle devrait êtra trenaformée en espace de services et de loisirs. Les pistes dessinées sur la Roc de Fer ont nécessité 35,5 millions de francs de travaux.

LA PLAGNE. Les habitants de cette station, qui compte eujour-d'hui 30 000 lits, ont toujours dévalé les routes en bob et en luge pour rejoindre l'un ou l'autre de leurs dix hameeux. Il était donc normal qu'y soient organisées les épreuves de bobsieigh et de luge. La piste construite sur le site de La Roche, à l'emplacement d'una friche industrielle, a nécessité des travaux importants qui ont lergement dépassé le budget iritial. Le COJO a d0 mettre 213 millions de francs dans cet équipement.

PRALOGNAN-LA-VANOISE.
Cette petite etation de 8 000 lits
disposera eprès les Jeux d'une
patinnire dent la capacité sere

disposera eprès les Jeux d'une patinnire dent la capacité sere remenée de 2 000 à 1 000 places. Un équipement de 31,5 milliens de frenes qui accueillere le eurling, spart de démonstration.

LES SAISIES. Les stades de

LES SAISIES. Les stades de ski de fond et de biathlon des Seisies permettront pour la première fois aux spectateurs (des gradins pouvant eccueillir 12 500 personnes nnt été construits) d'essister aux passages répétés des ethlètes. Les travaux nnt coûté 23 milliens de francs et ont trèa scrupuleusement pris en compte les prohlèmes d'environnement à la suite d'un errêté de biotope du préfet de Sevnie en 1989. Les 700 athlètes et leurs eccompegneteurs logeront dane un village

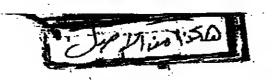
TIGNES. Il e fallu sculpter le tarrain pour eréer trois nouveaux stades mitnyens sur le site de Lognan-Vel-Claret pour eccueillr les épreuvee de eki ecrobetique (bosses, saut et ballet). Un eménagement de 8 millions de francs.

nagement de 8 millions de francs.

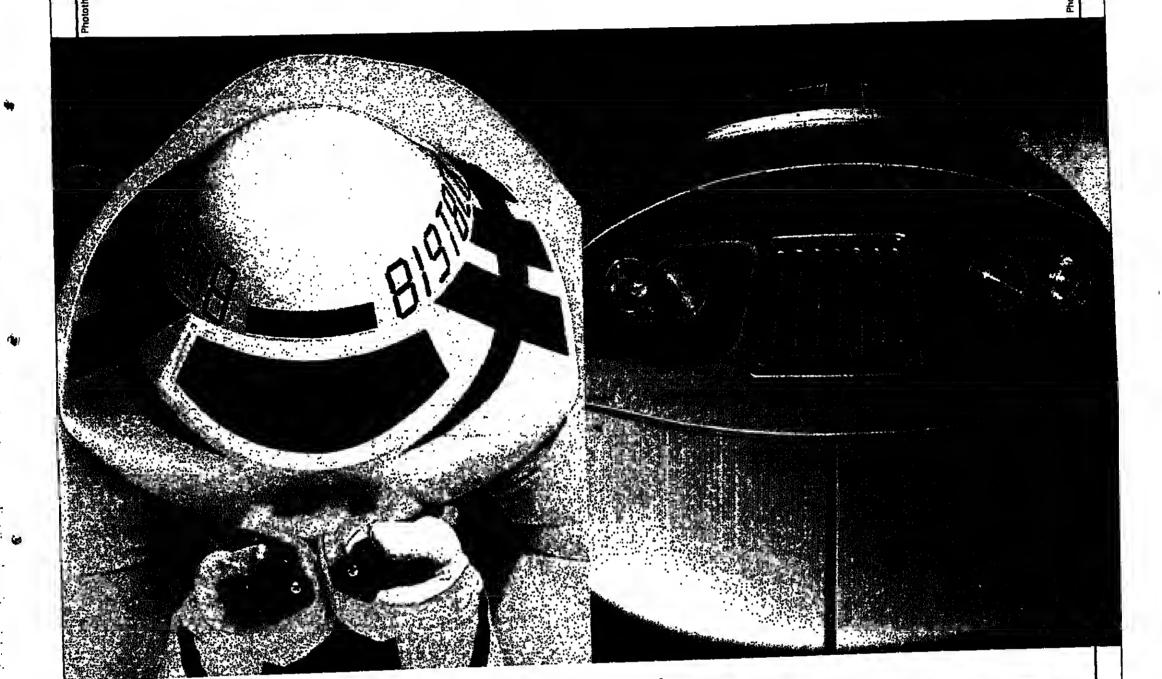
VAL-D'ISÈRE. Les pietes qui ant été tracées sur le face de Bellevarde accueilleront les épreuves mesculinee de deacenta, de super G et de géant. Leur aménagement a entiré 25 millinne de francs.

BRIDES-LES-BAINS. La capacité d'aecueil de cette stetinn thermale sera eugmentée de 800 nouveaux lits aux nermes olympiques pour recevnir 700 athlètes et 500 personnee accréditées.

C. de C



"L'important c'est de vous faire participer."



Paris-Albertville 3 h 40.

Les Jeux Olympiques sont un événement rare et unique auquel chacun d'entre nous rêve d'assister au moins une fois dans sa vie. En février 1992, la SNCF permettra à un maximum de voyageurs de s'y rendre. Tous les jours, trois TGV supplémentaires

Près de 100 trains par jour dans la Tarentaise.

Paris-Chambéry-Bourg-Saint-Maurice et retour seront mis en circulation, ainsi que deux trains de nuit. Un service supplémentaire de 16 navettes par jour entre l'aéroport de Satolas, Aix-les-Bains, Chambéry et les gares d'accès aux sites

Les J.O. accessibles à tous.

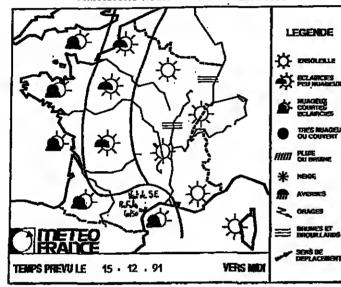
olympiques sera également mis en place. Les correspondances par navettes olympiques vers ou au départ des stations seront assurées. Ainsi, la SNCF, transporteur national officiel des J.O. d'Albertville, offirira à chacun la possibilité de participer.



TRANSPORTEUR NATIONAL OFFICIEL DES XVIES JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

SNCF, le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous.

PRÉVISIONS POUR LE 15 DÉCEMBRE 1991



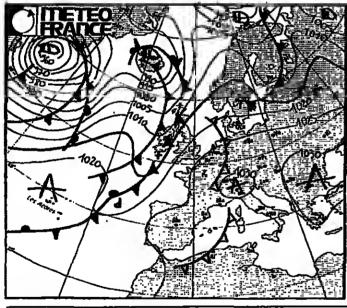
Dimanche : nuageux sur l'Ouest,

Les nueges seront présents de 'Aquitaine à la Bretagne el pourront lonner quelques précipitations sur la retagne et du verglas. Sur le Languedoc-Roussition, des entrées maritimes donneront un clei gris. Quelques nandie. Partout alleurs, après les brouillards givrants parfois persistants du matin, le soleil brillera.

Les températures matinales serons positives sur les côtes : 2 à 5 degrés en Atlantique et 3 à 7 degrés en Méditerrande. Dans l'intérieur, elles seront négatives : -2 à 2 degrés dens le Midi, -4 à -8 degrés en général et -8 à -10 degrés dans le Nord-Est.

L'après-midi, le thermomètre restera en dessous des O degré si la bro ne se dissipe pas et atteindra 1D à 13 degrés dans la moitié sud, 5 à 9 degrés sur les côtes de le Manche, et 3 à 6 degrée sur le neste du pays.

PRÉVISIONS POUR LE 16 DÉCEMBRE 1991 A 12 HEURES TU



FRANCE AJACCIO 13 - 1 D BARRITZ 12 4 D BORDEAUX 10 2 N BORDEAUX 10 2 N BORDEAUX 5 - 4 D BRSST 9 3 D AMSTERDAM 6 - 4 D CARN 1 - 12 B CARN 6 - 4 D C		mexime – minime o as relevées entre let le 14-12-1991 à 6 heures TU	
averse brume ciel ciel ciel order phin temple price	AJACCIO 13 -1 D BIABRITZ 12 4 D BORDEAUX 10 2 N BOURGES 5 -4 D SREST 9 3 D CAEN 6 -6 D CHERBOURG 6 -6 D CLEMBONT-FER 7 -7 D DLOM 1 -12 B GEENOBLE 2 -7 D LILLE 4 -5 D LUYON 1 2 -7 B MARSEILLE II 2 D NANCY 0 -9 8 NANTES 8 -2 D NICE 14 4 D PARIS-MONTS 5 -2 D PERPEGNAN 10 2 N EMNES 5 -1 D ST-STEENER 7 -6 D	TOURS	LUXEMBOURG
	averse brume cicl	cicl cicl orace	

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moine 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Te Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimenche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir : ■■ Ns pas manquer : ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 14 décembre

TF 1

20.45 Variétés : Sébastien c'est fou l 22.35 Magazine : Ushusia. 23.35 Magazine: Formule sport. 0.50 Journal et Météo.

20.50 Magazine : La Nuit des héros 22.30 Magazine : Double jeu. 23.45 Sport : Tennis. 0.35 Journal et Météo

FR 3 --- De 20.00 à 0.20 La Sept -0.20 Magazine : L'Heure du golf.

0.50 Sport : La flamme olympique en France.

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : Le Gang des tractions 21.50 Documentaire : Requins, les tueurs de l'Océan. 22.35 Flash d'Informations. 22.56 Le Journal du cinéma. 23.00 Cinéma : Le Loup-garou de Londres, **

LA 5

20.50 Série : Perry Mason. 22.30 Fauilleton: Shogun. 23.25 Journal de la nuit. 23.35 > Série : Freddy, le cauchemar de vos nuits.

M 6

20.40 Téléfilm : Alerte à l'aéroport. 22.20 Téléfilm : L'Homme sa 23.55 Six minutes

d'informations 0.00 Musique : Rapline 1.00 Jazz au Słow Club.

LA SEPT

21.00 Documentaire : Beurs. 22.45 Le Courrier des téléspectateurs.

22.50 Solr 3. 23.05 Présentation de la flamme olympique.

23.20 Magazine : Dissensus. 0.20 Cinéma d'animation. 0.25 Théâtre : Oh! Les Beaux Jours.

1.50 Documentaire : Sarah.

Dimanche 15 décembre

13.20 Série : Hooker. 14.15 Série : Rick Hunter inspecteur choc. 15.10 Série : Columbo. 18.35 Disney Parade.
18.00 Magazine : Téléfoot.
A 19.00, Loto sportif.
19.05 Megazine : 7 sur 7.
M. François Mitterrand.

20.00 Journal, Tierce, Météo et Tapis vert. Cinéma : Sissi. 🗅 Cine dimanche.

22.45 Cinéma : Douce France. ■ 0.25 Journal et Météo.

13.20 Dimanche Martin let à 15.50). 14.55 Série : Mac Gyver. 17.30 Documentaire :

L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. 18.20 1. 2. 3. Théâtra |et à D.40|. 18.25 Magazine : Stade 2. 19.30 Série : Maguy. 19.57 Jeu : Noël surprise |et à 20.43|.

19.59 Journal, Journal du trot et Météo. 20.50 Téléfilm : Vidéo meurtre.

22.15 Magazine : Bouillon de culture. 23.40 Documentaire : Demiers Far West. 0.45 Journal et Météo.

FR 3

13.20 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.50 Magazine : Faut pas rêver. 14.45 Magazine : Sporta 3 dimenche

Magazine : Montagne (sous réserve de la durée de la finale de termis). 18.15 Magazine : A

amours.

19.00 Le 19-20 de l'Information. De 19-12 à 19-35, la journal de la région.

20.05 Les Fables géométriques. Le Cigale et la Fournal. 20.10 Série : Benny Hill. 20.45 Divertissement : Les Super Stars

de la magie à Las Vegas. 21.55 Magazine : Le Divan. Peter Sellars, metteur en 22.20 Journal et Météo. 22.40 Cinéme : Le Temps d'aimer,

le temps de mourir. EEE 0.50 Musique : Carnet de notes. 0.58 La Flamme olympique en France.

CANAL PLUS

13.30 Magazine : Rapido. 14.00 Téléfilm : Le Coup du sac. 15.25 Magazine : 24 Heures. 16.20 Documentaire : Hauts plateaux d'Ethiople. 18.40 Divertiasement :

Monty Python. 17.56 Le Journal du cinéma. 18.00 Cinéma : Turner et Hooch.

19.35 Flash d'informations. 19.40 Ça cartoon.

20,20 Dis Jérôme...? 20.25 Magazine : L'Equipe du dimanche.

20.30 Cinéma : Europa Europa, == 22.15 Flash d'informations. 22.25 L'Equipe du dimanche. 1.05 Cinéma : Commana. :

LA 5

13.20 Téléfilm : L'Espace d'une vie 15.05 C'est pour rire. 15.15 Speciel drôles d'his-15.50 Série :

Un privé nommé Stryker. 17.25 Divertissement : Dimanche et la Belle. 19.00 Magazine : Dimanche 19 h Elkabbach.

20.00 Journal et Météo. 20.50 Cinéma : La Rose pourpre du Caire. 22.25 Magazine : Reporters.

0.10 Journal de la nuit.

23.20 Sport : Tennis.

M 6 14.00 Musique : Flashback. 14.50 Variétés : Multitop. 16.20 Série : Clair de lune. 17.15 Série : Le Saint.

18.05 Série : Les Routes du paradis.

19.54 Six minutes d'informa-tions. 20.00 Série : Cosby Show.

20.30 Megazine : Sport 8.
20.40 Téléfilm :
Les Aventures délirantes
de Robin des Bois. Informations: M 6 express.

22.25 22.30 Capital.

22.40 Cinéma : Nuits très chaudes eux Caraïbes. □ 0.15 Six minutes d'informations.

LA SEPT 16.30 Documentaire : Katia et Volodia. 16.30 Documentaire : La Chobx de Dieu.

17.30 Téléfilm : Un village join de la guerre. 18.55 Documentaire : Le Havre visiteurs. 19.30 Documentaire:

Elie Audemard Lecqueur. 20.00 Documentaire : La Mer en mémoires. 20.30 Bergman par Bergman.

20,40 Cinéma : La Silence. *** 22,10 Bergman par Bergman. 22.20 Court métrage : Série en un mot.

22.30 Le Dessous des cartes. 22,35 Cinéma : Zoo zéro. ₩ 0.10 Court métrage : La Sauteuse (de l'ange).

0,25 Court métrage : Prologue.

CARNET DU Monde

<u>Décès</u>

- M= Corinne Bernard, Cyril, Laurent, Camille, M. et M= Lucien Bernard, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Lionel BERNARD, survenn le 1D décembre 1991, à l'âge

La cérémonie religieuse sera ofiébrée le mardi 17 décembre, en l'église Notre-Dame de Paris, rue du Clottre, à

L'inhumation aura lieu au cimetière de Nogent-sur-Marne, dans le cavean de famille.

15, rue Adélaïde, 92400 Courbevoie.

M= Gérard Blondeau on épouse, M. et M= Michel Blonder

Son frère, ses belles-sœurs

Et toute la famille, ont la grande douleur de faire part du

M. Gérard BLONDEAU, maire de Maurecourt, commandeur de la Légion d'hon amputé de guer

prvenu le 12 décembre 1991, dans se

Les obsèques auront lieu le 17 décembre, au cimelière de Maure-court (Yvelines).

Rendez-vous devast la malrie à

- Claudette et Pépito Rosell,

ses enfants,
Wally, Thyde, Ninon,
ses petits-enfants,
Ses amis des organisations libertair et syndicales, font part du décès de

Maurice JOYEUX, fondateur avec sa compagne Suzy de la revue la Rue, directeur de publication au Monde libertaire, membre de la commission exécutive des syndicats CGT-Force ouvrière de la région parisienne,

survenn le 9 décembre 1991, à Paris.

On se réunira au colombarium du Père-Lachaise, le lundi 16 décembre, à

Cet avis tient lieu de faire-part. (Le Monde du 12 décembre.)

sa mère, Sophie Tandeau de Marsac, Thibanit et Cécile Tandeau de

- M- Christian Tandesu de

ses entants,
Bernard Tandeau de Marsac,
Mario-Françoise Tandeau de Marsac,
ses enfants et petits-enfants,
Daniel et Catherine Druon ses enfant

et leurs enfants, Dominique et Nicole Lévêque

et leur fils. Brung et Chrisliane Tandeau de Marsac, et leurs enfants, Valérie el Silvestre Tandeau de

Marsac, sceurs, beaux-frères, belles-sceurs, neveux et nièces, Le docteur Jacques Châtelet, Philippe et Nicole Lalouette, leurs enfants et petits-enfants, Jean-Pierre et Rosemary Châtelet

et leurs enfants. Jean-Yves et Martine Pollock et leurs enfants, Claude et Anne-Marie Serfati

et leurs enfants, ses beaux-frères, belles-sœurs, neveux ont la tristesse de faire part du décès de

Christian TANDEAU de MARSAC,

sarvean subilement le 12 décembre 1991, à l'âge de soixante ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 17 décembre, à 1D h 30, en l'église Saint-Sulpice, à Paris-é-.

L'iabumation aura lieu au cimetière du Moniparnasse, dans le caveau de Cet avis tienl lieu de faire-part.

75005 Paris. Rappel du souvenir

Jankel ACKERMANN,

Paul, le fils aîné, vingt ans, volontaire dans l'Infanteric en 1939,

ent été fusillés le 15 décembre 1941, au Mont-Valérien, alors que Pucheu avait déclaré que jamais un ancien combal-tant ne serait pris comme otage. Je rappelle le souvenir de ma mère, internée à une date inconnue à la pri-8 décembre 1941, vers la prison d'An-

Alnsi que celui de mes deux jeunes sœurs, internées à Drancy et déportées à Auschwitz, le 18 septembre 1942.

Ascune d'elles n'est revenue,

Ce fut cela, la barbarie bitlérienne. Ne l'oublions pas.

PROSLÈME Nº 5872 HORIZONTALEMENT

I. Des cheveux dans la soupe. Grande quand il y a beaucoup de parties. — II. Vue comme dans un rêve. Sorte de dinde quand elle est blanche. — III. Reçues par celui qui n'e rien. Grand pour la haute. — IV. Peut être un bout



demande des forces, interjection. -XII. Un meuble pour tous les jours. Clair. - XIII. Un principe suprême. Période. Grossit quand il y e beau-coup de grains. - XIV. Donne des motifs. Unité de travall. De l'or en barre. - XV. Possessif. Récipients pour les « Noirs ». Pronom.

VERTICALEMENT

1. Difficiles à reccommoder. Pouce pour un pépin. - 2. Ville du Nigeria. Comme une bonne excuse. Un beau parleur. - 3. Pas admis parmi les hommes. Avait une force vraiment au poil. - 4. Blanc, peut être à l'Index. Perticipe. Roi d'Athènes. Pour lier. - 5. Sort de l'eau. Difficile à cacher. - 6. Grave quand il est au travail. Station dans la Gironde. - 7. Préposition. Posssif. Redonnent du mordant. - 8. Régler des affaires de famille. Crésteur pour les gnostiques. Divinité, — 9. Mère de dieu. Bale du Japon. Donner de la force. — 10. Des gens

qui n'ont rien appris. C'est le plus

gros de la famille. - 11. Se mettait en boule pour les hommes. Présentés en reliefs. - 12. Il faut une pièce pour l'établir. Branché. - 13. Peut être mise avec les vernis. Dans les grandes menœuvres. - 14. Adverbe. S'élève en Grèce. Vit sur un grand pied. - 15. Mordent les doigts. Coule en France.

Solution du problème nº 5671 Horizontalement

I. Poussière. - II. Assourdis. - III. Nauséeux. - IV. Si. Cet. - V. Go. Embase. - VI. Yeu. Eut. - VII. Rive. Cire. - VIII. liet. Cour. - IX. Sleeping. - X. Té. Ten. lo. - XI. Etres.

Verticalement 1. Panégynste. - 2. Osa. Œllet. -3. Usue. Uvés. - 4. Sosie Frêté. -5. Sue. Me. Pas. - 6. Ire. Bucch. -7. Education. - 8. Rikes. Rugir. -9. Es. Téter. Oc. GUY BROUTY

THÉATRE

Un jaloux à soigner

Quand Victor Hugo trucidait en rêve, sur les planches, sa femme inconstante

LE ROI S'AMUSE à la Comédie-Française

Un réflexe fréquent de jaloux eo pleine crise est de surévaluer le rival heureux et de se démolir soi-même. Sainte-Beuve n'a jamais été in Adoois, et Victor Hugo, eo revanche, était, en 1831 (il n'avait que vingt-neuf ans), encore une fort belle bête. Adèle Hugo trouvant les hras de Sainte-Beuve plus électriques, Hugo, souffrant mille morts, écrivit *Le roi s'amuse*. Il y présenta Sainte-Beuve sons les traits d'un sinistre obsédé sexuel, mais heau comme une image — François Je — et il s'imagina luimême sous l'apparence d'un monstre physique, bossu, differme — Triboulet — le fou du roi, l'amuseur minable. Un réflexe fréquent du jaloux co

Hugo a choisi François le parce que son plus beau souvenir d'évaque son plus beau souvenir d'éva-sion avec Adèle était un séjour à Chambord, l'un des châteaux du roi. Et il a fignolé, en Triboulet, un remake de Quasimodo, car Notre-Dame-de-Paris venzit de paraître, et faisait fureur. Enfin Adèle, dans l'imagination de Hugo, n'est plus consentante, mais est violée et elle devient la fille de Triboulet, non sa femme: l'éroux amortit les donfemme : l'époux amortit les dou-

L'auto-thérapie théâtrale n'eogendre pas nécessairement des chefs-d'œuvre, Le roi s'amuse est une belle pièce, puisqo'elle est de Victor Hugo, mais c'est un travail trop contourné, trop «chafouin» pour égaler Ruy Blas, Hernnni, Marion de Lorme. Pourtant Le roi s'amuse béoéficie, ehez les hugolàtres comme chez les hugophobes, d'une vertu incomparable: aucnne autre œnvre o'à suscité, comme celle-ci, des résetions ai drôles et si révélatrices, de la part

TRANSSIBÉRIEN

à la Cité Internationale

Moscoo-Kharbin en Transsibérieo, peodant l'hiver 1904-1905, entre deux incendies. Au départ du voyage, c'est le cœur qui brûle, « comme le temple d'Ephèse ». A l'arrivée, quelqu'un vient de « mettre le feu aux bureaux de la Croix-

lescence à l'âge d'homme. Il a tout appris de la vie : le commerce, la musique, l'amour (le pur et le

vénal), la guerre, le mal aux dents, la beauté, la folie. Tout, sauf l'art poétique, dit-il. Il s'en plaint en

citant Guillanme Apollinaire :

« Pardonnez-moi mon ignorance / Pardonnez-moi de ne plus connaître

Telle est peut-être la plus belle

fin des voyages ioitiatiques : apprendre cette ignorance-là, ou

cet oubli, pour inventer une nou-

velle représentation de moode. Blaise Cendrars y est parvenu, huit

aos après son voyage d'adoles-

cence, quand il a accepté de se passer de notes, de laisser tomber

sa documentation, pour écrire à Paris la Prose du Transsibérien. C'était en 1913, et l'Europe, cette année-là, du Luna Park de Saint-

anne-ia, ou Luna Fark de Sami-Pétersbourg à la tour Eiffel, était incendiée par ce qu'on appellerait, longtemps après la dispersion des dernières ecodres, les « avant-

C'était en 1913 et lui, «le mau-vais poète» comme il disait, réali-sait la prodigieuse «synesthésie» dont avaient rèvé les écrivains du

dix-neuvième siècle, en combinant dans une seule prose la littérature,

la musique et la peinture - sur

tous les rythmes et dans tous les

styles nonveaux, de l'imagerie naive aux distorsions expression-nistes, en passant par les déforma-tions dynamiques des futuristes ita-

liens et des simultanéistes

Près de quatre-vingts ana plus tard, cette fission est superbement mise en scène par un des membres du talentueux «collège» rhônalpin Attroupement 2, Dominique Lardeoois. Non qo'il ait préten du reproduire la polyphonie stylistique de l'œuvre, mais grâce an parti pris de simplicité, d'humilité presque, d'un spectacle foraio.

De la « Roue » évoquée à la fin

du poème, il a fait une piste de manège où tourne un petit wagon-théâtre, tantêt Transsibérien dont le course s'emballe sur les rails du

souvenir, tantôt scène foraine des

fictions amoureuses. Là, tandis que

deux acteurs, Dominique Lards.

nois bri-même et Bernard Rozet, l'un par les mots et l'autre par le silence, racoutent l'extraordinaire

l'ancien jeu des vers».

Entre deux incendies

Le voyage de Blaise Cendrars à travers la vie

Bertin était une amie des Hugo, sans plus).

Adèle donne les vraies raisons du désordre de la salle le soir de la première représentation – désordre qui provoqua, dès le lendemain, l'interdiction de joure: «Au moment où l'on allait commencer, in nouvelle se répundit dans le thése series soires de l'interdictions le théâtre qu'un coup de pistolet venaît d'être tiré sur le roi. » C'était vrai : Louis-Philippe venait tont juste d'échapper à un attentat. «Ce fut immediatement la conversation dans toute la salle », ajoute Adèle. Puis elle énumère les accidents de jeu, de mise en scène, qui plongè-rent la pièce dans le ridicule.

Hugo rentra tard dans la onit. et Adèle, en très pen de mois, nous indique la sagesse de la femme au foyer et les prudeoces « petiteshonrgeoises » du grand homme (l'une dea choses qui l'avaient impatientée à la longue): «L'au-teur rentra chez hui et trouva sa femme seule. Avant de se coucher,

traversée, une jeuoc trapéziste,

Sophie Kantorowicz, évoque toutes les femmes de l'histoire : Jehanne,

hien sur, la « petité prostituée de

Mantmartre», mais aussi Bella, Agnès et Catherine, les amantes aux à regards tristes de sémaphores sous la pluie», et cette acrobate inconnue qui «fait la lune» sous « la tente déchirée d'un cirque pau-

le montage sonore de Jérôme

Vieat-Blanc s'accordent à cette

ambiance foraine. Eux noo plus

n'ont rien «reproduit», ni les grin-

cements d'essieox «sur les rails

cangelés » ni le tambourinement

des «doigts idiots» sur les vitres, ni «les lieder de Hugo Wolf», ni «la prose lourde de Maeterlinck». Mais leurs hruits, leurs mélodies

accompagocot les ruptures de

rythme, favorisent les glissements de la réalité au songe, font enten-

dre l'opéra fahulenx sons les

images du reportage. En les enten-dant, Cendrars n'aurait certaine-

ment pas regretté les trois mots

écrits sur la page de garde de sa Prose : « Dédiée aux musiciens. »

Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 17 h. Jus-qu'au 29 décembre. Tél. : 45-89-38-69.

BERNADETTE BOST

d'Adète comme de son poète de il donna un coup d'æil au salon et mari.

L'attitude de Hugo, maintenant. Il commence par retoucher prestissimo des passages qui, timidement, égratignent la royauté. Mais, le pièce restant interdite, il attaque la Comédio-Française devant le tribunal de commerce. Très longue et très énergique déposition de l'auteur. Il le prend de hant: « Sur votre siège, il y n la justice, et sur le mien il y a la liberté; le tiberté est juste, et la justice est libre!» Puis des choses étranges. Une petite sortie contre la Révolution: « En vain essaie-t-on de faire revire une loi de la Terreur, une lui qui ordonne en propres termes aux théâtres de ne monter que des pièces républicaines. Cette loi, faite pour la Terreur, est morte avec la Terreur.»

«Je ne fais pas de pièces immorales»

Et Hngo se démarque des Et Hngo se démarque des méchantes œuvres, il n'est pas l'homme d'« une de ces pièces infàmes, faites évidemment dans un but de marchandise et de scandale, où tout ce qu'il y a de saint, de religieux, et de moral dans le cœur de l'homme soit effrontément raillé et moqué, où tout ce qui fait le repos de la famille et la paix de la cité soit remis en question. Que la police sache une jots pour toutes que je ne fais pas de plèces immorales».

Après quoi, Hugo voue aux gémonies la censure, cette mons-truosité qui a interdit sa pièce, cette atteiote inqualifiable à la liberté, ce crime à jamais inacceptable... on plutôt non, acceptable des seuls grands hommes, par exemple Napoléon : « Alors on

nous prenaît norre liberté, c'est troi. mais on nous donnnit un bien sublime speciacle. On avait un bureau de censure, on mettait nos livres au pilon, on rayait nos pièces de l'affiche; mais, à toutes nos plaintes, on pouvait faire d'un seul mot des réponses magnifiques, un pouvait nous répondre : Marengo! Iéna! Austerlitz!»

Création et reprises du Rni Creation et reprises du Rni s'amuse ne furent jamais des réussites. Le metteur en scène Jean-Lue Boutté va-t-il enfin faire applaudir cette pièce? Secondé par son scénographe Louis Bercut et son éclairagiste Franck Thévenon, Boutté a très habilement agencé les effets décousus ou cootradictoires de l'œuvre. Satire des courtisans, débauche du souversin closurerie débauche du souverain, clownerie des situations, violences et hypocrisies, souffrances de Triboulet, défilent un peu comme une songerie dans un mirage d'odalisques, de grands corridors déserts.

L'interprétation : le meillenr moment est Alain Pralon, en inter-médiaire du crime; il invente les signes inattendus de tout un uni-vers, c'est du vrai beau théâtre (Adèle avait noté qu'à la création e'était aussi la meilleure scène. avec l'acteur Beauvallet).

Le grand Roland Bertin, dans le rôle immense de Triboulet, est plus traditionnel, plus « mot-à-mot ». Un maquillage clownesque enlaidit et banalise tellement la présence de Jean-Philippe Puymartin que son interprétation du roi en souffre. Le reste de la distribution a la qualité Comédie-Française, sans signes particuliers. C'est peu évitable: les rôles sont assez vides, juste des mots, drôles ou bravaches.

MICHEL COURNOT ➤ En altarnanca. Tél. : 40-15-00-15.

cerner leurs désirs. Chez des petits

bourgeois, le monde est tout aussi fermé, hloqué, et l'histoire serait similaire dans ses péripéties.

Mais il y aurait d'autres mots, et à partir de là le ton changerait, les comportemeots. Xavier Durrioger n'écrit pas de «dialogues magnéto-phones», il reconstruit des vies. On

écoute une conversation, on s'at-

tache aux gens qui parlent plus qu'à ce qu'ils disent d'immédiat. On s'y

d'eux, de leur vie, de leur passé, de leur futur incertain, pour ce que l'on ressent de leur désarroi. Camme

dans son spectacle précédent, Une petite entaille – présenté au Théâtre du Rond-Point pour Paris Quartier

d'Eté – la mise en scène – également de Xavier Durringer – est simple. Un peu trop. Davantage de nervo-

sité, d'audace o'aurait pas nui,

aurait aidé les comédiens - Jean-

Claude Bonnifait, Claudie Decultis.

La si jolie petite plage

Les banlieues grises mais vivantes de Durringer

UNE ENVIE DE TUER au Théâtre 13

C'est au bord de la mer, presque l'aube. Uoe petite plage pour vacances cacho-misère, sur la jetée, au bout du monde. Avec quand même une disco. On entend, assourdis, les battements de la boîte à rythme. La nuit est déserte à l'excep-tion de deux types: un vieux qui o'en peut plus, qui dont debout ou plutôt attend, affalé sous la jetéc, que son copein se décide à rentrer chez lui, mais le copain toutne en rond et fulmine, car il s'est fait jeter de la disco, et e'est grave: il avait donné rendez-vous à sa maîtresse, une femme mariée avec qui il sort depuis une semaine, déjà.

De pièce en pièce, Xavier Durringer raconte les existences banlieu-sardes, sans vain romantisme, sans violence complaisante. Ses person-nages ne sont pas des délinquants affirmés ui même en puissance, les situations dans lesquelles ils se débattent, les histoires d'amour, l'ar-gent, les rêves de honheur, de gent, les reves de nonneur, de voyage, les rêves d'autre chose, e'est pareil pour tous. Le mérite de Durringer est de cemer avec précision la façon dont ça se passe précisément pour ces gens-là, dans leur corps, dans leur tête, dans leurs mots. Ils ont lenrs propres elichés, lenr richesse de vocahulaire, leur

Gil Lagay, Gérald Laroche, Marie-Paule Sirvent, Marion Hewlett et surtout Daniel Briquet - qui d'ail-leurs s'en tirent très bien. Finale-ment, Durringer metteur en scène banalise Durringer auteur. COLETTE GODARD

Du mardi eu eemedi à 20 h 30, dimanche à 15 h. Jus-qu'au 29 décembre, relâche les 24 et 25 décembre. Tél. :

45-88-62-22.

La seconde jeunesse d'un opéra-gouffre

MUSIQUES

de notre envoyé spécial

Sa couleur ocre et son dôme multicolore étaient à le fin du siècie demier un symbole : celui de la richasse d'una ville amazo-nienne alors à son zérnih. Après soixante-dix années d'abandon, l'Opéra de Manaus a retrouvé sa superbe, même ai la ville qui l'entoure n'en a plus guère. Il a fallu 14 millions de dollars et quatre ans de travaux pour le restaurer, mais sa récuverture, au mois de mars dernier, e été rendue impossible par l'adoption du premier plan de stabilisation

Finement décoré de marbres importés et de masques véni-tiens, doté d'une coupola richement peinte et d'un somptueux rideau de scène portugais repré-

d'août dernier, l'Opéra de Lyon, qui présentait une fantaisie lyriles sortilègas. Depuis lors, le personnel ttrois chefs d'orchestre, une chorale de cent-vingt personnes et une vingtaine de techniciens) sont employés à des spectacles moins prestigieux.

Ecoles de théâtre, groupes folkloriques ou simples ensembles musicaux ea produisent ainsi à deux pas de la salle de musée où l'on trouve un mini-écritoire destiné à faciliter aux dives la signature d'autographes et les programmes de la Balla Epoque. Les six cent cinquenta-quatra fautauila da boia préciaux et de valours rouge sont toutefola rarement tous occupés, même si le prix des places pour ces spectacles ne dépasse pas souvent sentant la rencontre des eaux de celui d'un ticket de cinéma. Les l'Amazonia, la Théetre da délinquents, autrafois condam-

Manaua a accuailli, au mois nés à travailler dans l'enceinte du théâtre, ne sont plus là pour faire baisser les coûts de fonctionneque de Maurice Ravel, l'Enfant et ment d'un édifice qui angouffre, pour son maintien en l'état, plus de 100 000 dollara per mois (environ 600 000 francs).

> La directeur, M. Gilson Albano, qui prévoit la prochaîne venue de Pavarotti, rêve surtout de la prochaine célébration du centenaire du Théâtre, en 1996. Des fêtes aont d'nras et déjà au programme dans un environne qui reconstituerait les festes d'antan. Plus pragmatiqua, mêma s'il sautiant l'Opéra, le gouverneur de l'État da l'Amazonas, M, Gilberto Mestrinho, termine, lui, la construction d'un paleie de béton de 27 000 places assises, futur centra das congrès da Manaus. Autre époque...

> > DENIS HAUTIN-GUIRAUT

ARTS Le Camille Claudel inconnu



Le Musée Ingres de Montauban serait-il l'un des plus riches en sur-prises de France? Il y a deux ans, un inventaire des réserves avait permis de découvrir parmi les collections léguées par lagres à sa cité natale une série de dessins incon-nus, parmi lesquels un David et une étude à propos de laquelle le nom de Raphaël avait été suggéré. Cette fois, un récolement des dépôts consentis par le musée aux hâtiments publics de la ville a conduit le conservateur à s'interroger sur l'attribution d'un huste

décorait un hureau du trihunal. Vérification faite, il ne s'agissait de rien de moins que d'une œuvre de Camille Claudel, un Buste de

Charles Lhernaine, fils du peintre Léon Lhermitte. Une épreuve, la scule connuc jusqu'ici, avan été présentée au Salnn de 1889, détail qui semble indiquer que la sculpture fut exécutée pendant la liaison de Camille Claudel et de Rodin. Les traces de l'enseignement de Rodin se reconnaissent du reste à la manière dont l'artiste a figuré la chevelure et modelé les traits.

Le hronze, qui aurait été nffert au musée en 1893 par la famille Rothsehild, trouvera sans doute tout naturellement sa place dans la salle du musée consacrée à Bourdelle, l'autre éléve illustre de

CINÉMA

Voyage sans issue

La virée de trois marginaux mène un jeune cinéaste sur des chemins prometteurs

LES ARCANDIERS

de Manuel Sanchez

latinn: 723 BS 58 (Niévre). État du véhicule : dépiorable. Étal de ses trois passagers : pire encore. Et si à l'occasion d'un contrôle, quelque part sur la route qui, le long de la Loire mène de l'ennui nivernais à un inaccessible rêve de Brésil, un pandore se livrait à un contrôle, il aurait de quoi remplir plusieurs carnets à souche. Défaul de permis de conduire, ébriété, absence manifeste de pare-brise et de bon sens seraient les moindres délits.

Même en parcil équipage, le premier film de Manuel Sanchez démarre sur les chapeaux de roues. Les hauts et bas, faits et méfaits, de ses «arcandiers», gribouilles à la mode du Val-de-Loire, de rèvasseries de coin de zine en minables casses de rouleau de cuivre via le kidnapping raté de Bernadette Souhirous transformée en radeau auto-moteur, carburent à la verve souriante et à la déglingue sans poncifs, avec un hel élan.

Puis les trois zozos (Simon de La Brosse, Dominique Pinon - à juste titre de plus en plus présent sur les éerans - et Charles Schneider découvert avec plaisir) décident. sans un sou, de partir pour le Brésil. Bon. En panne de tout après quelques kilomètres, ils sont pris à l'abordage par une auto-stoppeuse fantasque, géoéreuse de ses pour renflouer les finances.

C'est Géraldine Pailhas, inconnue soudain à l'affiche de deux films sortis le même jour. On en apprend moins sur son anatomic que dans la Neige et le feu (il fait un froid de gueux au pays des Arcandiers), et plus sur ses talents d'actrice. Mais à nouveau le carhurant, et le scénario, s'épuisont.

Manuel tente hien un ultime ravitaillement en vol avec l'arrivée tonitruante d'Yves Afanso en taulard obsédé par Johnny Halliday, la mécanique est usée, le charme ne fonctionne plus. La sainte et les Pieds Nickelės iront jusqu'à Saint-Nazaire, mais le film prend l'eau, le charme est hrisé. Successeur putatif d'Eric Rochant (Un monde sans piué) et de Christian Vincent (la Discrète) dans l'écurie du producteur-découvreur Alain Rocca, Manuel Sanchez ne réussit pas entièrement l'opération « coup d'essai-coup de maître » de ses pré-décesseurs. Mais il reste à l'évidence un cinéaste à ne pas perdre de vue.

JEAN-MICHEL FRODON

EN BREF

Alain Crombecque, directeur du Festival d'Automne. - Le Conseil d'administration du Festival d'Automne a entériné la nomination au poste de directeur d'Alain Crom-beeque, qui devrait prendre ses fonctions à la rentrée prochaine. Actuellement à la tête du Festival d'Avignon, il en assure la direction jusqu'à la fin de son mandat, à l'été 1992, et devrait en assurer la programmation pour 1993, aucun successeur ne lui étant encore offi-ciellement désigné. n Les grands prix de l'Académie

du jazz. - Sous la présidence d'hanneur de Stéphane Grapelli, l'Académie du jazz a décerné ses grands prix annuels 1991-1992. Le prix Django Reinhardt a couronné l'accordéoniste Richard Galliano; l'album Form du trompettiste Tom > 37, bd Jourdan, 75014. Paris. Harrell a obtenu l'Oscar 1992, le Entréa libre.

Prix du jazz moderne récompensant ceux de Kenny Kirkland et du Very Big Carla Bley Big Band. Le Prix de la découverte revient au pianiste Gonzalo Rubalcaba, celui de la redécouverte au saxophoniste Anthony Ortega. Le prix Boris Vian revient au trio Louis-Thomas-Clarke et à Arnaud Matteï. Le Jury a accordé son prix spécial à la collection « Masters of Jazz».

□ Kleist en colloque. - La Fondation Deutsch de la Meurthe accueille, le hadi 16 décembre à Paris, un colloque sur Kleist oreanisé par le Goethe Institut, avec la participation notamment de Claude Coulon, Bernard Dort, Françoise Davoine et Jean-Pierre

Sew Others a

1.00

100

400

......

THÉATRE

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-82). Les Lettres de la marquise : 18 h. Comment vous le dire : 22 h. AMANDIERS DE PARIS (43-88-42-17). Rémonkeno : 20 h 30, dim.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Putzi : 17 h 30 st 20 h 45,

ARCANE (43-38-19-70). Le Vasse avent la nuit : 20 h 30, dim. 17 h. ATELIER (48-06-48-24). L'Anticham-bre : 21 h, dim. 15 h 30. BASTILLE (43-57-42-14). Dieu gram-mairien : 19 h 30, dim. 15 h 30. LATEAU-THÉATRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-63). Exercices de style : 20 h 30, dim. 15 h 30.

EERRY (43-57-51-55). Les Uniques ; 18 h 30. The Big Blue ; 20 h 30, dim. BOBINO (43-27-75-75). Cinémaniac.

one-man-show d'une tête à cleps ; 19 h 30. 19 h 30.
BDUFFES PARISIENS (42-98-60-24).
Omifie: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.
BOUFFDNB-THÉATRE DU XIXE (42-38-35-53). Medeme Azerty, c'est vous 1: 20 h 30.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Thé

à la menthe ou T'ee citron : 20 h 15. Les Couloirs de le honte : 22 h.Dim. Festival d'expression artistique : 20h. CARTOUCHERIE ATELIER DU CHAU-DRON (43-28-97-04). Ferdydurke :

20 h 30, dim. 15 h. CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS (48-CARTOUCHERIE EPEE OE BOIS (48-08-39-74). La vie est un songe : 20 h 30, dim. 16 h. CARTDUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÈTE (43-28-36-36). Combat de nègre et de chiens : 20 h 30, dim. 18 h, Les Clefs : 21 h, dim. 16 h 30, CARTOUCHERIE THÉATRE DU SDLEIL (43-74-24-08). Agemention : 15 h 30, dim. 13 h, Les Choéphores : 18 h 30.

18 h 30. CASINO DE PARIS (49-95-99-59). Peter Pan : 17 h et 20 h 30, dim. 14 h 15 17 h 15.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), Y a-t-il un communiste dans la salle ? : 21 h, dim. 15 h 30, CENTRE CULTUREL DE LA CLEF (43-31-49-27). Les Troyennes : 21 h, dim.

CHATELET-THÉATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). West Side Slory: 15 h et 20 h 30.
CINO DIAMANTS (45-80-51-31). Mes parents sont de grands enfants que j'ai eus quend j'étais peut : 20 h 30, dim. 16 h, Sans titre: ; 22 h, dim. 17 h 30,

CITE INTERNATIONALE UNIVERSI-TAIRE (46-88-38-68). Le Meriage TAIRE (45-88-38-00), Le merrage forcé ; la Comtesae d'Escarbagnas ; 21 h, dim. 18 h. Le Galerie. Transsibé-rien : 20 h 30, dim. 18 h. COMEDIE CAUMARTIN (47-42-

43-41). Les Trois Filles de Mme COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Arlequin et Colombine au carnavel de Venise : 20 h, dim. 14 h. L'Epouse pru-Vente : 20 h, dim. 14 h. L cpouse pru-dente : 21 h, dim. 15 h 30. COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folles : 18 h, Grand Peur et Misère du Ille Reich : 21 h, dim. 15 h.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Dim. La Feusee Suivante ou le Fourbe puni : 20h30. Iphigénie : 14h. DAUNDU [42-51-69-14]. Couec I le Grand Orchestre du Spiendid : 20 h 45, dim. 15 h 30. DÉCHARGEURS (TLD) (42-36-00-02).

Blaise comme Cendrars : 21 h. DEJA2ET-(TLP) (42-74-20-50). Font & Val : 20 h 30, dim. 15 h 30. DEUX ANES (45-05-10-28). Cresson qui s'en dédit : 21 h, dim. 15 h 30. OIX-HUIT THÉATRE (42-28-47-47). La Chevauchée sur le lac de Constance : 20 h 30, dim. 15 h. EDGAR (43-20-85-11). Les Feux Jatons : 20 h 15. Les Babas cadres :

EDOUARO-VII SACHA GUITRY 147-

42-58-92), Décibel : 17 h st 20 h 45, dm. 15 h 30. ELDDRADD |42-49-80-27]. Monsieur

Amédée : 18 h et 21 h. ESPACE ACTEUR (42-52-35-00). Au pays des enlants de Cham : 20 h 30, dim, 16 h. dim. 16 h.

ESPACE MARAIS [48-04-91-55]. Le
Manago de Figaro : 18 h. dim. 15 h 30.

La Mouette : 20 h. Y a pas que la folie
dans la vio ? Si : 22 h. dim. 19 h.0im.
8.udolaire s Fantaisie : 17h30.

ESSAIDN DE PARIS (42-78-45-42).

The 3 une voix : 15 h. Salle I. Une mouche en novembre : 20 h 30, dim. FONTAINE |48-74-74-40). Le Clan des vouves: 15 h 30 et 20 h 45. GAITÉ-MONTPARNABSE (43-22-16-18]. Voltaire-Rousseau : 20 h 45, dim 15 h.

GRAND THÉATRE D'EDGAR |43-20-90-09). Les Bidochons, histoire d'amour : 18 h et 20 h 15. GRANDE HALLE DE LA VILLETTE 140-03-39-03) Opéra bulles : 12 h. GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Eux souls le savent : 18 h 45. Libertine : 20 h 30. Le Ticket :

GYMNASE MARIE-BELL (42-45-79-79). Lagaf" : 20 h 30. HALLE SAINT-PIERRE (42-56-74-12). Les Origines de l'homme : 15 h. HESERTOT (43-87-23-23). La Contre-

basse : 21 h, dlm. 16 h. HOPITAL ÉPHÉMÉRE (46-27-82-62). Lo Chant du coq et Fin de programme

HOTEL LUTETIA (45-01-25-75).Dim. A la rencontre de Marcel Proust : 17h. HUCHETTE (43-26-38-99). La Canternce chauve : 18 h 30. La Leçon : 20 h 30. Poète à New-York : 21 h 30. INSTITUT MUSICAL DE PARIS (45-52-10-05). Robert et Clare Schumann, les chants de l'aube : 20 h 30, dim.

17 h 30. LA BRUYÉRE (48-74-78-99). Cuisine et Dépendance : 21 h, dim. 15 h. LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Le LE FUNAMBULE THÉATRE-RESTAU-RANT (42-23-88-83). L'Apocahypse, version peuvre : 20 h 30. LE PRDLOGUE (46-75-93-15). La Monte-plats : 20 h 30.

UERRE-THÉATRE (45-86-65-83). Let-JERRE-THEATRE (45-86-63-83). Lettre au porteur : 20 h 30, dim. 15 h.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).
Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45.
Le Nuit et le Moment : 20 h. Nous.
Théa et Vincent van Gogh : 21 h 30.
Théâtre rouge. Bereshit : 18 h. Mademoiselle Else : 20 h. Oncle Vania :
21 h 30.

MADEL EINE (42-85-07-09). N'écoutez MADELEINE (42-85-07-09). N'écoutez

pas, mesdemas : 17 h et 21 h, dkm. 16 h 30. 15 h 30.

MAISON DE LA POÉSIE (TERRASSE DU FORUM DES HALLES) (42-38-27-53). Enfer et Warninetions : 20 h 30.

MARAIS (42-78-03-59). Jugement : 18 h 30. dim. 15 h 30.

18 h 30, dim. 15 h 30.

MARIE STUART [45-08-17-80], Histoires d'ouvreuses : 18 h 30. Pour en finir avec le hareng saur : 20 h 30.

MARIGNY [42-56-04-41]. La Dame de chez Maxim's : 20 h 30, dim. 15 h. MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). Génération chanta Brassens : 17 h et 21 h, dim. 15 h. MATHURINS (PETITS) [42-65-90-00].

Charlus : 15 h et 18 h 30. MÉTAMORPHOSIS (THÉATRE SALON D'ENCHANTEMENTS) [42-B1-33-70). Marchand de rêve : 21 h, MICHEL (42-5S-35-02). Darling Chérie : 17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

MICHODIÈRE (47-42-95-23). Plains Feux : 17 h et 20 h 30, dlm. 15 h. MOGADOR (48-78-04-04). Les MiséraTHÉATRE CLAVEL (42-38-22-58). Amour frappé : 21 h, dim. 15 h 30. THÉATRE DE DIX-HEURES (46-06-10-17). Coup de chapasu au music-hall : 15 h. Lille dans J'accuse le choc : 22 h.

choc: 22 h,
THÉATRE EN ACTES (43-57-35-13).
Trois dramaticules: 21 h.
THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-84-80-80). Checun pleure son
Garabed: 20 h 30, dm. 15 h. THÉATRE GRÉVIN (42-48-84-47). Anne Roumanoff: 18 h 30 et 21 h 30.
THEATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-THEATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-05-67-89). Arbre. Après famour : 21 h, dim. 17 h. Bella de Mei. Les calmens sont des gens comme les eutres : 17 h et 20 h 30, dim. 15 h. THÉATRE MAUBEL-MICHEL GALA-BRU (42-23-15-85). Gérard David :

THÉATRE OE MÉNILMONTANT (47-45-75-80). Rhinocéros : 20 h 30, dim. 15 h 30. THÉATRE MODERNE (48-74-10-75).

No Woman's Land ; 20 h 45. THEATRE MONTDRQUEIL (48-36-06-05). Dn ve faire la cocotte ; On purge bébé : 20 h 30. THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Un cosur sous une sou-tane: 18 h 30. Salle Gémier. Y e pas que les chiens qui s'ament: 21 h, dim. 17 h. Selle Jeen Viler. Marilyn Montrauil: 15 h et 20 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE LA COL-LINE (43-88-43-60). Granda sella. Comédies barbares ; 20 h, dim. 15 h 30, Petite selle. Un mari : 16 h et 20 h 30, dim. 18 h. THÉATRE NATIONAL DE L'OCEDN

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.) LES GENS D'AUTDMNE. Villejuif. Théatre Romein-Rollend (47-28-15-02), mer. 14 h 30; jeu. 18 h; ven. à 20 h 30 (dem.) [11]. MES PARENTS SONT DE GRANDS ENFANTS QUE J'AI EUS. Cinq Diamants (45-80-51-31) (dim. soir, kun., mar.), 20 h 30; dim. 18 h (11).

ROBERT ET CLARA SCHUMANN, LES CHANTS DE L'AUBE, Institut musical de Paris (45-62-10-05) (dim. solr, mar.), 20 h 30; dim. 17 h 30

THE 8IG BLUE, Serry (43-57-51-55), 20 h 30; dim. 17 h (dem.). ON VA FAIRE LA COCOTTE; ON PURGE BESE, Théstre Montorquell (48-36-08-06) (dim, solr, lun.), 20 h 30; dim. 16 h (11).

SANS TITRE, Clnq Diamenta (45-80-51-31) [mer., dim. aolr, lun., mar.], 22 h; dim. 17 h 30 (12). L'ÉCOLE DES FEMMES. Le Plessis-Robinson: Amplithétre Pablo-Pl-casso (46-30-46-28), jeu., ven., sam. 21 h; dim. 17 h (12). LA MAISON D'OS. Châtenay-M

bry, Théâtra du Campagnol (46-51-33-33), jeu., ven., sam. 20 h 30; dim. 18 h (12).

LA PARISIENNE; 29- A L'OMBRE. Seint-Germein-en-Leye, Théâtre Alexendre-Dumas (30-87-07-07),

DJURDJURA, Celiula de Crástion, Théatre ouvert-Jardin d'Hiver (42-62-59-49), sam. 18 h (14). JÉSUS ET LE PETIT PRINCE DES GALAXIES. Theatre du Sphinx (42-78-39-29), 20 h 30; mar. 21 h 45

A LA RENCONTRE DE MARCEL PROUST. Hôtel Lutátia (45-01-25-75) (dim, soir, mer.), 21 h; sam. et dim. 17 h (15).

OUVRAGE OF DAMES, Tourtour (48-87-82-48), 20 4 30 (15). MOBIL HOME, Marie-Stuart (45-08-17-80), mar., jeu., ven., sam. (dem.),

PIÈCE MONTÉE. Comédie des Champs-Elysées (47-23-37-21) (dim, soir, lun.), 21 h; dim, 16 h 30 (17). 21 SANTONS ET UN CHIEN PERDU DANS LA NATIVITÉ. Tourtour (48-87-82-48) (dkm. soir, km.), 18 h; dim. 15 h (17). JEAN ROUCAS. Olympia (47-42-

25-49) (dlm. soir, kun.), 20 h 30; dim. 17 h (17).

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Calamity Jane : 20 h 45, dim. 15 h 30. MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-74). Les Patients : 18 h 30 et 21 h, MUSEE CDGNACO-JAY (40-27-07-21). La Faussa Suivante : 20 h 30,

dim. 15 h 30. NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Le Misanthrope : 20 h 30, dim. 15 h 30. NOUVEAUTÉS (47-70-52-75). Les Jumeeux : 18 h 30 et 21 h 30, dim.

UVRE (48-74-42-52). Le Météore : 20 h 45, dim. 15 h. PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). Jean-Merie Bigard: 20 h 30.

PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (48-03-11-35). Chantal Ladesou: 20 h 30. Le Syndroma de Stockholm: 22 h.

ckholm: 22 h. PALAIS DES SPDRTS (48-28-40-90). Jésus éteit son nom: 15 h et 20 h 30, dim. 14 h 17 h 30. DIM. 14 h 1/h 30, PALAIS-RDYAL |42-97-59-81). Velérie Lemercier su Pelais-Royal : 20 h 30. PARC DE LA VILLETTE (SDUS CHA-PITEAU TRANSLUCIOE) (40-03-28-03) Velibra 38-03). Volière Dromesko : dernier chant avant l'envol : 20 h 30. PDCHE-MONTPARNASSE (45-48-

92-87). Salle I. Chambre 108 : 21 h, dim. 15 h. Salle II. Abraham et Semuel : 18 h et 21 h, dim. 15 h. PDRTE SAINT-MARTIN [42-08-00-32]. Volpone: 18 h 30 et 20 h 30. cām. 15 h. POTINIÈRE (42-61-44-15). Zizenie :

15 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h. RANELAGH |42-88-64-44]. Le Bouffon et la Reine : 21 h, dim. 17 h. RENAISSANCE (42-08-18-50). Chental RDSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). La Strada : 20 h 30. dim. 17 h 30. Un patit gout d'Anis : 22 h 30. dim. 20 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47), Enfin seuls I : 17 h et 20 h 45, dim. 15 h. SALLE BRASIUA (GALERIE BRASIL INTER ART (40-48-01-28). Rimbaud à 53 sœur Isabelle : 20 h 30. Les Bonnes : 21 h 30.

SALLE VALHUSERT (45-84-30-60). Lee Femmes saventes : 15 h et SENTIER DES HALLES (42-38-37-27). Je m'plaisante : Paul Adam : 20 h 30.

SHOW-BU8 (42-82-38-58).Dim. Show 8us : 14h30. SPLENDID GAINT-MARTIN (42-06-21-83). Un couple au Splendid : 20 h 30.

STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-35-10). Les jours se trainent, les nuits aussi : 20 h 30, dim, 15 h. Noino Apostat : 20 h 30.

LE BOURVIL (43-73-47-84). Entre ciel et terre : les manuels du rire : 20 h 30.

THÉATRE 13 (45-88-82-22). Une envie da tuer sur le bout de la langué : 20 h 30, dim. 15 h. (43-25-70-32). La Temps et la Chambre (Festival d'automne à Peris) : 20 h 30, dim. 14 h 30. THÉATRE NATIONAL OF L'ODÉON

(PETITE SALLE) (43-25-70-32). L'Entretien des méridiens : 18 h 30, dim. 18 h.Oim. Poker à la Jameique : 21h30, TNÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). Beudelaire : 20 h 30. Noel Hardy : 22 h. THÉATRE OUVERT-JARDIN D'HIVER (42-62-58-49). Djurdjure (cellule de création) : 15 h. THÉATRE DE PARIS (48-78-22-00).

Smalln : 18 h et 21 h. THÉATRE PARIS-PLAINE (40-43-31-82). Contes et Exercices : 20 h 30, dim. 17 h.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-58-60-70). Grande selle. Une des der-nières soirées de cameval : 20 h 30, dim. 15 h. Petite aelle. L'Echange : 20 h 90, dim. 15 h. THÉATRE OU SPHINX (42-78-39-29).Dim. Jésus et le Petit Prince des

galaxies : 16h. THÉATRE DU TEMPS (43-65-10-88). Taro et Haneko, Phèdre en atternance avec Alceste : 20 h 30. TOURTOUR |48-87-82-48). Candida 18 h. Je ne me souviens plus de rien ; Clere : 20 h 30, dim. 17 h.Dlm. Cuvrege de demes : 20h30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Les Maclores Trio : 17 h et 21 h. VARIÉTÉS |42-33-09-92). Trois per-teut : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

RÉGION PARISIENNE

AUBERVILLIERS (THÉATRE ÉQUESTRE ZINGARO) (48-04-38-48). Opéra équestre : 20 h 30, dim. 17 h 30. AUBERVILLIERS (THÉATRE DE LA CDMMUNE) (48-34-87-87). Petite salle. Des siècles de peix ; tournicotis pour ecteurs, bestiaux et musiciens ; 20 h 30, dim. 16 h.

BOULDGNE-BILLANCOURT (THÉA-TRE) (46-03-60-44). Le Barbier de Séville : 20 h 30, dim. 15 h 30. CHATENAY MALABRY (THÉATRE DE L'ECOLE CENTRALE) (46-83-75-30). Antigone : 20 h 30, dm. 18 h. CHATENAY-MALABRY (THEATRE

DU CAMPAGNOL) (48-61-33-33). Lecture: 17 h. La Maison d'es: 20 h 30. CRÉTEIL (MAISON DES ARTS) (49-80-18-89). Grande salle. Coeur ardent : 20 h 30. Petite salle. Les Guerres picro-cholines : 20 h 30, dim. 16 h 30. ENGH)EN (THÉATRE DU HALL-GAR-NIER) (34-12-85-86). La Pêche miracu-leuse des 159 poissons : 20 h 30. ERMONT (THÉATRE PIERRE-FRES-NAY) (34-15-09-48). Offenbach to connais 7 : 21 h. LE PERREUX (CC DES BORDS-OE-

MARNE) (43-24-54-28). Les Cinq Dits des clowns au prince : 16 h et 20 h 30.

CINÉMA

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24) SAMEDI Mr. Smith au Sdret (1939, v.o. e.t.f.), de Frank Capra, 15 h ; Entre del et terre (1959), de Salah Abou Self, 17 h 30 ; Ja demande la parole (1874, v.o. s.t.f.), de Geb Parrilov, 20 h.

DIMANCHE La Grande Parade (1926), de King Vidor, 15 h; C'étaient des hommes (1950, v.o.), de Fred Zinnernenn, 17 h; Frieure suprême (1927), de Frenk Borzege, 19 h; No Man's Land (v.f.), d'Alain Tanner, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMED SAMEN
Pacific Express (1838, v.o.), de Cecil
Bloum De Mille, 18 h; Femme ou
Démon (1838, v.o. s.t.f.), de George
Marshell, 20 h 30; 10 ans de Pordenone: Cretinetti a I delitto (1810): Cretinetti implegato di banca (1910): Cretinetti implegato di banca (1910): Cretinetti prende le sue precauzioni (1910):
Cretinetti egente di assicurazioni
(1811): Cretinetti ha smarrito un ago
(1811): l'Utima Monellerie di Cretinetti
(1911): Boireau a marge de l'adi (1811): l'Ultima Monellerie di Cretinetti (1911): Boireau a mangé de l'ai (1907): Boireau a mangé de l'ai (1907): Boireau au harem (1912): Boireau à l'école (1812): Boireau et Gribouillette s'emusent: Un'avventura di Kri Kri (1813): Kri Kri e la suocera (1913), 16 h 30: The Heir of the Hoorsh (1818), de Willem C. De Mille et Cecil Blount De Mille; The Sowers (1918), de William C. De Mille, 18 h 30; The Sousw Man (1931), de Cecil Blount de Mille, The Captive (1915), de Cecil Blount De Mille, 20 h 30.

DIMANCHE DIMANCHE
Le Malle de Singspour (1935, v.o. s.t.f.),
de Tay Gernett, 18 h; te Maison des
sept péchés (1940, v.o.), de Tay Gernett. 20 h; 10 ans de Pordenone: Cretinetti entialcoolista (1910), de Glovenni
Pestrone; Reteplan I (1814), de Gennero Righelli; les Scerabés noirs (1914),
d'Enrique Santos, 18 h 30; Miss Lulu
Bett (1921), de William C. De Mille,
18 h 30; Jack Straw (1920), de William
C. De Mille, 20 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29) SAMEDI

Hommage à le Warner Bros : Sergent York (1941, v.o. s.t.f.), de Howard Hawks, 14 h 30 : le Chanteur de jazz (1927, v.o. s.t.f.), d'Alan Croeland, 17 h 30 ; America, America (1964, v.o. a.t.f.), d'Elia Kazan, 20 h 30.

DIMANCHE Hommage à la Wernec.Bros : Yankee Doodle Bandy [1842, Vo. s.t.f.), de Michael Curtiz, 14 h 30; Folie-folie (1978, v.o. s.t.f.), de Stanley Donen, 17 h 30; Je suis un évedé (1932, v.o. s.t.f.), de Mervyn LeRoy, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galeria, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30) SAMEDI

Paris Musique: Salsa: Henri Guédon et la Selsa (1980), Ameria (1980) de Frank Cassenti, 14 h 30; Laçon de musique: Boulez XXa alècia de N. Lilenatein, 18 h 30; Comédie musicale: Spot Love pet Revion (1955), Drôle de frimcusse (1855) de Stanley Donen, 18 h 30; Lecon de musique: Groupe de rock Rts Miscouko (1884), Soigna ta droite (1987) de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE DIMANCHE
Paris Musique: Comédie musicale: les
Demoiselles de Rochefort (1957) de Jacques Demy, 14 h 30; Leçon de
musique: Boulez XXa eiècle de N.
Lilenstein, 18 h 30; Portraits: Téléphone, groupe de rock français (1981)
de Christian Paureilne, Désordre (1986)
de Oèvier Assayas, 18 h 30; Musiques
de films: Récital d'Astor Plazzole
(1883), Tengos, l'exil de Gardel (1885)
de Fernando E. Solanas, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A PROPOS D'HENRY (A., v.c.); UGC Bianitz, 8: (45-82-20-40); Sept Pames-siene, 14: (43-20-32-20); Studio 28, 18: (48-06-36-07); v.f.: Paramount Opéra, 9: (47-42-56-31). ALICE (A., v.o.) : Cinoches, 9- (46-33-

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.):
Geumont Les Halles, 1- (40-26-12-12);
Geumont Opéra, 2- (47-42-60-33);
Espace Seint-Michel, 5- (44-07-20-49);
Les Trois Belzec, 8- (45-61-10-60);
Sept Pennssiers, 14- (43-20-32-20).
AMERIKA, TERRA INCOGNITA (vénézuélien, v.o.): Latine, 4- (42-78-47-86).
L'AMOUR AVEC DES GANTS (It., v.o.): 14 juillet Pernesse, 6- (43-26-58-00).

LES AMANTS OU PONT-NEUF (Fr.)

ATLANTIS (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40), AY CARMELA ! (Esp., v.o.) : Latina, 4-(42-78-47-86) ; Lucernaira, 6- (45-44-

BARTON FINK (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-28); Reflet Logos II, 5- (43-54-42-34); Eysées Lin-coln, 8- (43-59-36-14); Sept Pernes-siens, 14- (43-20-32-20). LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Le Saint-

Germain-des-Prés, Salle G. de Beaure-gard, 8- (42-22-87-23). BERNARD ET BIANCA AU PAYS DES 8ERNARD ET BIANCA AU PAYS DES KANGOUROUS (A., v.o.): UGC Odéon, 6: (42-25-10-30): v.f.: Forum Hortzon, 1: (45-08-57-57); Rex [le Grand Rex], 2: (42-36-83-93): UGC Montparnesse, 6: (45-74-94-94): UGC Odéon, 6: (42-25-10-30): Pathé Marignen-Concorde, 6: (43-59-92-92): UGC Normancie, 8: (45-83-16-18): UGC Lyon Bestiffe, 12: (43-43-01-58); UGC Gobelina, 13: (45-61-94-95): Mistral, 14: (45-39-52-43): UGC Convention, 15: (45-74-93-40): Pathé Wepler, 18: (45-22-48-01): Le Gambetze, 20: (48-36-10-98). SOYZ'N THE HOOD (*) (A., v.o.) : Montparrasso, 6: (45-74-94-94); Para-Images d'ailleurs, 5: (45-87-18-09); mount Opéra, 9: (47-42-56-31), Sudio 28, 18: (48-06-38-07). HENRY V (Bric., v.o.) : Républic Cin4-LES BRANCHES DE L'ARBRE Fr.-Ind., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82).

LE CABINET DU DOCTEUR RAMIREZ (Fr.-A.-AH.): Les Trois Luxembourg, 6-(48-33-87-77). LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.): Denfert, 14- (43-21-41-01); Grand Pavols, 16- (45-54-48-85).

LES CLÉS DU PARADIS (Fr.): UGC Montparnesse, & (45-74-94-94); UGC Biarriz, 8: (45-62-20-40). CLOSE UP (transen, v.o.): Utopia, 5-12-29-24-80). (43-26-84-65). LES COMMITMENTS Friendels, v.o.) :

LES COMMITMENT'S friendels, v.o.):
George V, 9: 445-62-41-46).
CROC-BLANC (A., v.o.): Publicis
Chemps-Elyaées, 9: (47-20-76-23);
v.f.: Rex, 2: (42-38-83-93); Publicis
Chemps-Elyaées, 9: (47-20-78-23);
UGC Gabains, 13: (45-61-94-95); Geomont Alásia, 14: (43-27-84-50); Les
Montpernos, 14: (43-27-82-37); UGC
Convention, 15: (45-74-93-40); Le
Gembatta, 20: (48-36-10-96).
DANNY LE CHAMPION DU MONDE
Brit. v.f.): Le Benv Zèbre, 11: (43-57-

(Brit., v.f.): Le Berry Zèbre, 11 (43-57-51-65); Denfert, 14 (43-21-41-01). DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.c.): Les Trois Baizec, 8: (45-81-10-60); v.f.: UGC Opéra, 9- (45-74-95-40). DELICATESSEN (Fr.): Ciné Beeubourg.

3- (42-71-52-36). DEVOIRS DU SOIR (tranien, v.o.) : Utopis, 5- (43-28-84-65). DIVERTIMENTO, LA BELLE NOI-

SEUSE (Fr.): Gaumont Pamasse, 14-(43-35-30-40). LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr-Pol., v.o.) : Epée de Bois, 5. (43-37-57-47) ; Reflet Logos I, 5. (43-54-L'ENFANT DU TUNNEL (Autr., v.o.) :

EUROPA (Dan.-Su., v.o.): Ciné Beau-bourg, 3- (42-71-52-36); UGC Danton, 6- (42-26-10-30); UGC Rotonda, 6-(45-74-94-94); UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50); UGC Opéra, 9- (45-74-

95-40). FISHER KING (A., v.o.): Garmont Las Halles, 1* (40-26-12-12): 14 Juliet Odéon, 6* (43-26-59-83); Bretegne, 6* (42-22-67-97); George V, 9* (45-62-LES FLEURS DU MAL (Fr.) ; George V,

8- (45-62-41-48). LA FRACTURE DU MYOCARDE (F.): Racine Odéon, 6- (43-26-19-68). HANGIN' WITH THE HOMEBOYS (A., v.o.) : (mages d'aixleurs, 5. (46-87-18-09) ; v.f. : Paramount Opéra, 9- (47-

42-58-31).
HARLEY DAVIDSON ET L'HOMME
AUX SANTIAGS (A., v.o.): UGC
Triamphe, 8: (45-74-83-50); v.f.: UGC

WIRE THE

THE SHAPE THE

~ 1929 Com

- W. Park

state page 1

-

175

49/10/10 77. 621

· Moscou

.....

To all the second

--- PRINCE

1 1 1 TO 10 100 . 100

. - Entire Him !

The state of the

100

27 m

10.41

一 专 作业 概

turtual 🛎 📆

in Stationary

** ****

the state of the s

100

1

essent and the

Malland A F.

-

The later of the second

- -

amend the

A : - Y - 2-4

100

200

4.1

7.25

7. i. . . .

. . . .

. . .

 $\mathcal{F}(p)$

10.25 T

MENRY V (Brit., v.o.): Républic Cinémes, 11* (48-06-51-33); Denfert, 14* (43-21-41-01).
HIT MAN (A., v.o.): UGC Normandia, 8* (45-83-18-16); v.f.; Rex. 2* (42-36-83-93)

83-93). L'HOMME OUI PLANTAIT DES ARBRES (Can.): Utopia, 5- (43-26-84-66); 14 Juillet Bestille, 11- (43-57-90-81).

90-81).
HOT SHOTS I (A., v.o.): UGC Danton, 6- (42-26-10-30); George V, 9- (46-82-41-48); UGC Normandie, 8- (46-63-16-18); v.f.: Pathé Impérial, 2- (47-42-72-52); Rev. 2- (42-36-83-93); UGC Montpenesse, 9- (45-74-84-94); Pathé Marignan-Concorde, 9- (43-59-92-82); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobeline, 13- (46-61-49-95); Mistral, 14- (46-39-52-43); UGC Convention, 15- (45-74-93-40); Pathé Clichy, 19- (46-22-46-01).
L'INSDUTTENABLE LÉGÈRETÉ OE

L'INSDUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 8- (46-33-

L'ÈTRE (A., v.o.): Cinoches, & (46-33-10-82).
J'EMBRASSE PAS (Fr.-k.): Ciné Basubourg, 3- (42-71-52-36); 14 Juillet Odéon, & (43-25-59-83); UGC Montpernasse, & (45-74-94-94); UGC Bierritz, & (45-82-20-40); UGC Opéra, 9- (45-74-96-40); 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81); UGC Gobelins, 13- (45-81-94-95); Mistral, 14- (45-39-52-43); 14 Juillet Bastille, 15- (45-75-78-78); Pathé Wepler II, 18- (48-22-47-94); La Gembetta, 20- (46-36-10-96), JACQUOT DE NANTES (Fr.): Lucer-

JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Lucernaire, & (45-44-57-34). JESUIT JOE [Fr., v.o.]: Pathé Montparnessa, 14 (43-20-12-06).
JUSQU'AU BOUT OU MONDE (Fr.

AUSQU'AU BOUT OU MONDE (Fr. Al.-Autr., v.o.): Forum Orient Express. 1• (42-33-42-28); Saint-André-des-Arts 1, 9• (43-26-48-18); George V, 9• (45-62-41-46); Max Linder Panorama, 9• (48-24-88-88); La Sastille, 11• (43-07-48-60); Escurial, 13• (47-07-28-04). LAAFI (burkinabé, v.o.) : Utopia, 5- (43-

26-84-65). LARRY LE LIQUIDATEUR (A., v.o.) : LARRY LE LIQUIDATEUR (A., v.o.); Forum Hortzon, 1- (45-08-57-57); UGC Odéon, 8- (42-25-10-30); UGC Rotonde, 8- (45-74-94-84); UGC Champa-Elysées, 8- (45-82-20-40); v.f.; UGC Montpernasse, 9- (45-74-84-94); Paramount Opéra, 9- (47-42-68-31); UGC Gobelins, 13- (45-81-94-95); Mistral, 14- (45-39-52-43); Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94), LES LIAISONS OANGEREUSES (A., v.o.); Cinoches, 6- (46-33-10-82); Grand Pavols, 15- (45-54-46-85), MA VIE EST UN ENFER (Fr.); Forum

MA VIE EST UN ENFER (fr.): Forum Horkon, 1 (45-08-57-57); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Rex, 2 (42-36-83-83); 14 Juillet Odéon, 9 (43-25-

LES FILMS NOUVEAUX..........

ANNABELLE PARTAGÉE, Film francale de Francesca Comencini, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-

LES ARCANDIERS. Film français de Manuel Sanchez : Ché Beeubourg, 3-(42-71-52-36) : UGC Demon, 6- (42-26-10-30) : UGC Montparnasse, 6-(45-74-84-94) : UGC Blamitz, 9- (45-(45-74-94-94); UGC Blarmz, 9-(45-62-20-40); UGC Opéra, 9- (45-74-85-40); UGC Lyon Bestille, 12- (45-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-81-94-95); Mistral, 14- (45-39-52-43); UGC Convention, 15- (45-74-93-40).

CONTRE L'OUBLI. Film français de Jeen-Luc Goderd, Alein Resnale. Costs Gavras, Bertrand Tevernier Coste Gayras, bertrand Tevermer, René Allio, Raymond Depardon, Michel Deville, Jacques Deray, Michel Piccoli, Robert Krimer, Jene Birkin, Cosne Serresu: Pathé Hautefeuille, 8: (48-33-79-38); Elysées Uncoln, 8: (42-59-36-14)

(43-59-36-14). LES ENFANTS DU VENT. Film fran-LS CIVERNIS DU VENT. HIM Iran-co-polonais de Krzysztof Rogulski, v.o.: Forum Hortzon, 1* (45-08-57-57); George V, 8* (45-82-41-46); Sept Parnassiens, 14* (43-20-32-20); v.f.: Pathé Français, 9* (47-70-33-88).

(47-70-33-88).

FIEVEL AU FAR WEST. Film eméricain de Phil Nibbelink et Simon Wells, v.f.: Geurnont Les Halles, 1• (40-26-12-12); Geurnont Opéra, 2• (47-42-60-33); Rex, 2• (42-38-83-83); 14 Julliet Odéon, 8• (43-25-69-83); Gaurnont Ambassade, B• (43-58-18-08); Georgs V, 8• (43-58-41-46); Paremount Opéra, 9• (47-42-56-31); Les Nation, 12• [43-43-04-87); Fauvette, 13• (47-07-

65-88); Geumont Parnassa, 14: (43-36-30-40); Gaumont Alésia, 14-(43-27-84-50); Pathé Montpernasse, 14- (43-20-12-06); 14- Juillet Beau-grenelle, 15- (45-75-79-79); Gau-mont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18- (45-22-45-01); Le Gemberte, 20- (45-36-46-01) ; Le Gembette, 20- (46-36-

6* (42-22-57-97); UGC Odeon, 6* (42-25-10-30); Geurmont Ambas-sade, 8* (43-58-19-08); George V, 9* (45-62-41-46); Selmt-Lazare-Pas-quier, 9* (43-87-35-43); Les Nation, 12* (43-43-04-67); UGC Lyon Bestille, 12 (43-43-01-58); Fauvette, 13 (47-07-55-88); Gaumont Alésia, 13* (47-07-05-80); GBURRONE AUBRAL 14* (43-27-84-50); GBURRONE CONVENIENT 15* (48-28-42-27); Kinopanorama, 15* (43-06-50-50); UGC Maillot, 17* (40-68-00-15); Pethá Clichy, 18 (45-22-46-01). RIEN QUE DES MENSONGES. Film

gnan-Concorda, 8 (43-58-82-82); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-14 Juillet Bacille, 11- (43-07-80-81); Fauvette, 13- (47-07-65-88); Sept Pamassiens, 14- (43-00-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-78); Pathé Waplar II,

ROGOPAG. Film Italien de Pier Paolo Pasolini, Roberto Rossellini, Jean-Luc Godard, Ugo Gregoretti, v.o. : Acca-tone, 5- (48-33-86-86).

«Salons Louis XIII de l'Arsenel», 14 h 30, 1, rue de Sully (M.-G.

temps de Géricault s. 14 h 30, 2. place du Palais-Royal (Europ

alle palais fantôme des Tuileries et ses jardins», 14 h 30, angle quel des Tuileries/pont Royal (Seuvegarde du Paris historique).

Paris ristorque).

Splendeurs du gothique à Notre-Dame e, 14 h 30, porteil central (E. Roment).

a Hôtels et jardins du Maraia, placa des Vosque», 14 h 30, sortie mêtro Saint-Paul (Résurrection du passé).

10-96). LA NEIGE ET LE FEU. Film français

da Claude Pinoteau : Gaumont Les Halles, 1• (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33) ; Bretegne, 6• (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 6• français de Paule Muret : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Mari-

18- [45-22-47-94].

PARIS EN VISITES

eL'ile de la Cité, des origines de Peris aux traveux d'Heuesmenn s, 10 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris autre-fois).

a Le peleis de justice en activité», 11 heures, 14 h 45 et 18 h 30, métro Cité, côté marché aux fleurs (Conneissance d'Idi et d'aifeurs). aL'Ecole nationale des beauterns et l'hôtel de Crimaya (mitté à 25 personnes), 14 heures, devant le 14, rue Boneparte (Monuments histori-

Lebianci. «La peinture française au Louvre au

e L'Opéra Gamier et les fastes du Second Empire», 14 h 30, dans le hall d'entrée (Connaissance de Paris),

LUNDI 16 DÉCEMBRE e Petits appertements meublés du Louvre et leurs boiseries. Le mobilier du cabinet secret de Louis XIV et les folles commandes de Marie-Antoi-nette s, 14 h 30, sortie métro Louvre-Rivoli (l. Hauller).

Rivoli (I. Hauller). s.Les passages marchands du dix-neuvième siècle, une promenade hors du temps », 14 h 40, 4, rue du Fau-bourg-Montmartre (Paris autrefois). a Cryptea et souterrains de l'église Saint-Sulpica a, 16 heures, parvis de Saint-Sulpice (P.-Y. Jaslet).

«La maison opéra», 15 heures, 5, rue du docteur Lancereaux (S. Rojon-« La Monnela de Paris et son musées, 16 heurge, 11, quel de Conti (Paris et son histoire).

« Espace du tableau et espace réel en Europe et aux Etats-Unis s. 18 heures, musée d'Art moderne (centre Georges-Pompidou).

CONFÉRENCES

23, qual de Conti, 14 h 45 : «Progrès des sciences et des techniques et progrès éthiques : point de vue d'un théologien moraliste et d'un pesteurs, par Mgr Julien (Académie des sciences morales et politiques).

Trois mille sept cent quarante-six suppressions de postes prévues

La fusée

Le plan social que Renault va présenter officiellement jeudi 19 décembre n'est que la partie la plus visible de la stratégie d'ajustement dea effectifs engagée par le constructeur automobile. Celle-ci ressemble à une fusée à trois étages. Le premier est classique. Présenté devant le comité central d'entreprise, il regroupera les mécanismes traditionnels (préretraites, congés de conversion, incitations aux départs volontaires, aides à la mobilité interne) utilisés par les entreprises. Le deuxième étage, qui fera l'objet d'une autre réunion, l'est beaucoup moins. Il vise à développer le travail à mi-temps, une pratique que les entreprises françaises n'ont que rarement encouragée mais que Renault entend mettre à profit non pour réduire ses effectifs mais pour les renouveler. Car le groupe n'est pas seulement confronté à la nécessité de réduire l'emploi. (i doit également rajeunir un personnel dont le vieillissement s'est accéléré (l'âge moyen est de l'ordre de quarante-trois ans et il atteint quarante-sept ans à l'usine de Flins) du fait de l'absence de recrutement. Or, cette structure est difficilement compatible avec l'evènement de nouveeux modes d'organisation, seul moyen de tenir la dragée haute aux Japonais. La direction et les syndicats majoritaires (CFDT, FO, CFE-CGC) se sont done mis d'accord pour

Pour fonctionner, un tel mécanisme suppose la mise à feu d'un troisième étage : obtenir du gouvernement qu'il garantisse sur plusieurs années un accroissement du nombre des préretraites, fort onéreuses pour les finances publiques. Pour assurer le succès du travail à mi-temps (rémunéré, selon les conventions actuelles de l'automobile, à hauteur de 80 % du salaire à temps plein), il faut en effet que les personnes proches de cinquante-cinq ans aient la garantie que, parvenues à cet âge, elles pourront bénéficier d'une préretraite. On retrouve ici la concrétisation d'une idée avancée depuis plusieurs mois par les dirigeants du groupe : obtenir un volume suffisant de FNE en échange du maintien d'un flux d'embauches. Le gouvernement paraît, semble-t-il, disposé à jouer le

proposer une forme de partage

l'emploi : deux personnes

l'embauche d'una troisième, à

du travail, c'est-à dire de

acceptant de travailler à

mi-temps permettront

Au-delà de sa volonté d'améliorer la productivité, Renault cherche également à rassurer ses salariés en dédramatisant le débat autour de l'aiustement des effectifs. Une façon d'améliorer un climat social encore incertain après les récentes grèves de Cléon et du

JEAN-MICHEL NORMAND

D Ligae maritime Dieppe-Newhaven : measce de fermeture, - Les fédérations CGT des marins et des cheminots ont renouvelé vendredi 13 décembre teur demande de la tenue e dans les plus brefs délais » d'une table ronde quadripartite (syndicats, SNCF, pouvoirs publics et responsables régionaux) pour discuter de la fermeture cenvisagée» de la ligoe maritime par car-ferry Dieppe-Newhaven. La CGT estime a important de revenir au vrai débat sur la nécessité de développer et de diversifier les activités de la SNAT» (Parmement qui exploite cette ligne et qui est filiale de la SNCF) « dans détiendra 51 % et la ville de étude de la BERD, il n'est pas le maintien du pavillon français sur la Manche et la mer du Nord ».

détiendra 51 % et la ville de étude de la BERD, il n'est pas prévo de occupant investissement le maintien du pavillon français sur la Manche et la mer du Nord ».

Renault souhaite étendre le travail à mi-temps

cera la suppression de 3 746 postes de travail en 1992 lors du comité central d'entreprise qui doit se réunir le 19 décembre. Ce chiffre, qui ne constitue pas une surprise, tra-duit un ralentissement du rythme de réduction des effectifs. L'an passé, le groupe automobile avait fait état de la nécessité de supprimer 4 620 emplois, ce qui supposait autant de départs de l'entreprise. Pour 1992, le chiffre est inférieur et il porte désormais sur des suppressions de poste.

La différence entre ces deux notinas recouvre nne inanvation majeure. Renault va en effet établir un lien direct entre le développement du travail à mi-temps et l'em-banebe de nnnveaux salariés. Le constructeur espère réaliser deux cent cinquante recrutements, ce qui suppose que cinq eents salariés

renouvellement du personnel. Tou-tefois, le développement du travail à mi-temps ne sera pas abordé au sonnes fin 1992, soit une baisse de enmité ecotral d'entreprise du 37 000 emplois en huit ans. au plan social, qui comprendra les traditionnels instruments d'ajustement (1 800 départs en préretraite, soit quelque 500 de moins qu'en 1991, des congés de conversion, des aides au départ volontaire). Renault entend également metire un accent particulier sur le développement de la mobilité interne. Ce n'est que si ces instruments s'avèrent efficaces que le groupe pourra éviter les licenciements «seca».

1992 se traduira comme prévu par la fermeture définitive de l'usine de Billancourt, dont les effectifs sont passés de 4 000 personnes fin 1989 à 1 200 aujourd'hui. Compte tenu des 2 346 départs intervenus en

Les députés de Strasbourg refusent les coupes budgétaires

Le Parlement européen bloque l'assistance à l'ex-URSS

STRASBOURG

(Communautés européennes) de notre correspondant

En bloquant, jeudi 12 décembre, à une large majorité une partie de l'aide prévue à l'ancienne Union snviétique et aux pays de l'Est dens le budget commuoautaire pour 1992, la Parlement européen est entré en conflit avec les gouver-nements membres pour la première fois depuis des loognes années. M. Piet Dankert, secrétaire d'Etat néerlandais chargé du dossier et président en exercice des Douze, s annoncé qu'il parterait l'essaire devant la Cour européenne de jus-tice si un compromis o'iotervenait pas evant la fin décembre. Face enx besoins croissents de l'ex-URSS et des pays de l'ex-bloc com-muniste. Le Communeuté à répondu au coup par coup, et les crédits en-faveur de-l'Europe cen-trale et orientale ont triple en trois ans. Il est prévu qu'ils atteignent 4 milliards d'écus en 1992, sans compter les 250 millions d'écus

annoncés su sommet de Maastricht en saveur de Moscou et Saint-Pétersbnnrg. Pnnr hnnnrer de tels engagements, les Douze ont prélevé des fonds destinés normalement au financement d'actinns auxquelles l'Assemblée est particulièrement ettachée (culture, formation, protection des consommateurs, social, etc.) (le Monde du 26 octobre).

En signe de protestation, le Par-lement e placé dans une réserve une partie de l'aide envisagée pour les pays concernés, soit 400 millinns d'écus destinés à financer des actions d'assistance technique. Afin de bien montrer qu'il ne s'agit pas de s'opposer aux changements à l'est du continent, l'Assemblée a inscrit 460 millions d'écus supplémentaires dans la réserve qu'elle a constituée pour soutenir l'évolution eo churs. Au intal, l'enveloppe mise de côté atteint 1,2 milliard d'écus, ce qui permettrait d'aug-menter les crédits destinés à d'autres politiques communautaires.

MARCEL SCOTTO

Face à l'aggravation de la pénurie

La CEE va envoyer des vivres à Moscou et à Saint-Pétersbourg

La Commission européenne, suivant ainsi les directives données par le sommet de Maastricht, vient de soumettre aux Douze un pro-gramme d'orgence de 200 millions d'écus, soit 1,4 milliard de francs, en faveur de Moscou et de Saint-Pétersbnurg. Les ministres des affaires étrangères, qui se réunis-sent luodi 16 décembre à Bruxelles, devreient donner leur feu vert. La Commission a mobilisé ses services de telle façon que les premières livraisons, correspon-dant à une aide alimentaire d'urgence de 5 millions d'écus (35 mil-lions de fraocs) puieseot être acheminées dès les prochains jours. Pont la eccode traoche de ce a programme des villes» (45 mil-lions d'écus ou 315 millions de francs), la Commission demandera aux États membres de mettre à sa disposition des moyens militaires de transports. Les produits ainsi foornis seroot prélevés sur les stocks de la CEE.

Sclon M. Guennadi Bourboulis, vice-premier ministre de la Répu-blique de Russie et l'un des princi-paux adjoints de M. Boris Eltsine, le maintien du calme dans les grandes villes dépendra de deux conditions : la rapidité avec laquelle arrivera l'aide extérieure; la capacité du nouveau pouvoir à « neutraliser les enuches revan-

chardes qui, en Russie, sont opposées à toute réforme ». En décen 1990, le Cnoseil eurnpéen de Rome evait décidé un programme d'aide alimentaire de 250 millions d'éeus en faveur de l'URSS (1,750 milliard de francs). Les événements politiques ont retardé sa mise en œuvre, si bien que, sur 88 000 tonnes de produits alimentaires devant être livrées, seulement 26 000 tonnes ont été acheminées. De même, les formalités ayant trait à une garantie de crédit de 500 millions d'écus (3,5 mil-liards de francs), également décidée à Rome, viennent à peine d'être achevées; les opérations commer-ciales liées à ce crédit vont pouvoir

Lundi 16 décembre, les Douze devraient pauvenir définitivement approuver un prêt de 1,250 milliard d'éeus (8,75 milliards de francs) aux Républiques ex-soviétiques, dont le principe avait été décidé en octobre dernier. Un programme d'assistance technique de 400 millions d'écus (2,8 milliards de francs) est en cours d'exécution. de francs) est en cours d'exécution. Un souveau programme d'assis-tance technique, au titre de l'année 1992 et portant sur un montant de 500 millions d'écus (3,5 milliards de francs), devrait bice tôt être

PHILIPPE LEMAITRE

SAUR va reprendre la distribution d'eau de Gdansk

caise de gestion de l'ean avec un chiffre d'affaires de 7 milliards de

La SAUR, filiale du groupe place de la société d'Etat OPWIK, Bouygnes, troisième société fran-dnot elle reprendra les salariés (comme ceia se passe en France). Elle prendra en affermage le sysfrancs, vient d'obtenir le contrat de tême de traitement et le réseau de distribution de l'eau et d'assainis- distribution d'eau potable ainsi que sement pour la ville de Gdansk l'éphration des eaux usées; elle (600 000 babitants). Seloo un assurera la remise en état et l'enaccord, ratifié mardi 10 décembre par le cooseil monicipal, one société de droit polonais, dont Saur détiendra 51 % et la ville de Gdansk 49 %, assurera ces tâches à prévo de ocoveaux investisse-

La direction de Renault annon- temps. Une façon d'amorcer un 1990, l'ensemble des effectifs du

Alors que la direction et les autres syndicats se refusaient à tout com-mentaire, la CGT – désarmais minoritaire chez Renault - a estimé. vendredi 13 décembre, que «l'an-nonce de suppressions d'emploi ne peut qu'attiser le mécontentement qui a porté les luttes de Cléon et du

Les conflits de l'automne dans ces deux usines ont causé un manque à gagner de près de 2 milliards de francs, qui devrait sensiblement réduire le bénéfice de 3 milliards de francs evant impôts engrangé par le groupe sur les neuf premiers mois de l'année.

Le Canada est toujours le seul

État occidental à avoir reconsu

l'Ukraine, mais c'est en France

que sont imprimés les coupons

« réutiliseblee » que l'Ukreine

veut distribuer, des 1992, aux employés du secteur d'État -

pour l'équivalent d'un quart du salaire. Ils serviront à l'achat de

produits de première nécessité.

théoriquement en accompagne-ment des roubles. Ces coupons,

frappée en filigrane de l'em-blème ukrainien, ne sont pas

considérés enmme la future

monnaie urkainienne, que Kiev

se serait engagée, eelnn lee

Ruesee, à ne pee émettre enmme prévu en 1992 (le

Monde du 14 décembre). La

Biélorussie e pris un engage-ment eemblable et a décidé

d'émettre elle aussi des «cou-pane réutilisables » à hauteur,

dejà, de 60 % dee selafres.

Mais pour les coupons ukrai-niens, la CGT, s'en est mêlée,...

Depuis le 18 novembre, l'Im-

primerie nationale du timbre à Périgueux, nous indique notre

correspondent Daminique

Richard, réalise des coupons à

destination de l'Ukraine. Cette

tâche occupe un atelier conçu

nais) à la suite de graves difficultés

financières, e désormais rompu tous

les ponts avec son ancien président,

M. Olivier Spire. Le cercle de fonda-

teurs - parmi lesquels figure bien entendu M. Spire - vient en effet de

céder la participation de 43 % qu'il

presque toute la population

L'Ukraine fait imprimer en France

des « coupons réutilisables »

L'adaptation du ministère de l'économie à l'échéance européenne

Huit cents emplois seront supprimés à la direction des douanes

par la suppression, eu le janvier 1993, des frontières douanières et fiscales, 800 emplois seront finalement supprimés tandis que les 1 700 autrea seront «redéployés». Telle est l'une des décisions adoptées, jeudi soir 12 décembre, par MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie. et Michel Charasse, ministre du budget, à l'occasion de la réunion du comité technique paritaire ministé-riel (CTPM) consacré à la modernisation du ministère de l'économie. Cette instance consultative rassemble à panté les représentants de l'administration et les délégués du per-sonnel. En vue de l'adaptation à la nouvelle donne fiscale communautaire, il e été confirmé que - suivant

pnur l'occasion et qui doit.

selon le contrat, produire sept

cent millions de coupons, soit

un peu plus d'une trentaine pour

chaque salarié ukrainien, Prati-

quement, l'imprimerie doit four-

nir sept millions de coupons par

jour pendant une durée de trois

mnis. lle sant imprimés, en

caractères cyrilliques, au rythme

d'un déroulé de cent cinquante

L'obtention de ce marché par

l'imprimerie du timbre e entraîné

des débrayages à l'initiative de

la CGT. Le syndicat, qui dénon-

çait depuis des mois les sous-

effectifs à l'intérieur de l'usine,

s'est apposé à la mise sur pied

de brigades sous le régime des

2 x 8. Devant la fermeté de la

CGT, les responsables de l'im-

primerie ont lâché du lest. A

compter de cette semaine, les

fameux coupons ne sont plus

fabriqués que par des volon-taires. Ce qui devrait allonger

sensiblement la durée de la pro-

duction. La mise en place du

système imaginé pour prémunir

les Likrainiens contre l'hyper-in-

flation prévue en Russie sera

Concept derrière Altus Finance, La

participation de la filiale du Crédit

Educinvest, qui contrôle notam-

ment Pigier et le groupe Ecole des

cadres et qui a réalisé l'an passé un chiffre d'affaires de 300 millions de

lyonnais reste inchangée à 55 %.

retardée d'autant.

mètres à la minute.

Sur les 2 500 emplois « rendus dis-ponibles » à la direction des douanes en octobre par M. Pierre Consigny en octobre par M. Pierre Consigny -la gestinn de la TVA sur les échanges intracommunauteires, jusqu'ici assurée par les services douaniers, sera transférée le 1ª janvier 1993 à la direction générale des impôts (DGI). La gestion des contributions indirectes sera, quant à elle, confiée aux services des douanes (le Monde du 6 novembre). A l'occa-sion de ces transferts, le ministère de l'économie a précisé que « loules les dispositions utiles ont été prises pour garantir les droits des agents ».

Parmi les 1 700 emplois «redéployés», 800 seront effectés à la DGI et 750 aux douanes afin d'améliorer les services rendus aux usagers, renforcer la sécurité du terri-toire national et soulager les services dans les zones où la charge de travail est la plus lourde (région parisienne).

Enfin le CTPM a examiné le plan de modernisation de l'administra-tion du ministère, tirant einsi les conséquences du conflit qui avait paralysé les services des impôts à l'eutnmne 1989. Ce plan repnse notamment sur l'amélioratina des conditions de travail. l'accroissement des efforts de formation, la déconcentration des responsabilités et le décloisonnement des services.

REPÈRES CONJONCTURE

Hausse de 0,4 % des prix de détail américains

Les prix de détail aux Etats-Unis nnt prngressé de 0,4 % en novembre après une hausse de 0,1 % en octobre, a annoncé vendredi 13 décembre le département du travail. La progression des prix est légèrement supérieure aux pré-visions des analystes. Ces demiers estiment cependant que ce chiffre convaincra le Réserve fédérale de baisser une nouvella fols ses taux d'intérêt la semaine prochaine. La feible heuese des prix de gros en novembre (+ 0,2 %), publiée jeudi, est un autre ergument pour le « Fed » dens le eens d'une réduction du coût du crédit pour premiers mois, les prix de détail ont progressé de 2,9 % en rythme annuel, soit un net ralentissement de l'inflation, qui ettelgnait 6,1 % un an plus tôt.

Excédent de la balance allemande des capitaux

La balance allemande des capitaux e enregistré en octobre un excédent de 1,962 milliard de deutschemarks (8,6 milliards de francs) enntre un défielt de 812 millions de marke en aeptembre (2,7 milliards de france), a ennoncé le 13 décembre la Bundesbank sur la base de chiffres provisoires.

Ces excédent e pour origine un surplue de 7,795 milliarda de marks de la balance des capitaux à long terme, diminué par un déficit de 5,833 milliards de marks de la balence des cepitaux à court terme. Sur les dix premiers mois de l'année, la balance des capitaux est excédentaire de 20 milliards de marks. Durant la même période de 1990, elle montrait un déficit de près de 88 milliards de marks. La balance des palements e, quent à elle, dégagé en octobre un excédent de 589 millione de marks.

détenait encore dans la société de francs, pourrait opèrer un rapproche-services informatiques, via le holding ment avee CCMC, filiale de BLS. Cette cession, annoncée ven-dredi 13 décembre par un communi-domaine de la formation. Gardini trouve trois associés

pour son holding agro-industriel

Premier groupe d'enseignement privé

Educinvest rachète 43 % de Concept

à ses fondateurs

Le cordon est coupé. Concept, le qué du groupe, s'effectue au profit groupe de services informatiques d'Educinvest, le numéro un français

repris il y s un peu plus d'un an par de l'enseignement privé, qui devient eiosi le deuxième actionnaire de

gronpe américaio Archer Deniel Midland (spécialisé dans la transformation de protéines et la fabrication d'éthanol), à Tate and Lyle (premier fabricant de sucre britannique) et à fabricant de sucre britannique) et à CIP (holding du groupe luxembourgeois Amydum, numéro trois européen de l'amidon). L'ex-président de
Perruzzi a précisé, jeudi 12 décembre à Venise, que chacun des trois
associés détiendra 5 % du nouvet
holding Gardini e Associati (GEA),
à hauteur de 15 millions de Ganca). La chacun (80 millions de francs). La Société centrale d'investissements (SCI) de MM. Cardini et Vernes détiendra 80 % de GEA et la Gardini SPA, les 5 % restants.

Ces trois nouveaux partensires participation de 73,3 % de la nou-

Pour se développer dans l'agro-alimentaire et les marières premières, M. Raul Gardini crée un holding agro-industriel en s'associan1 au pagnie financière Sucres et denrées, pagnie financière Sucres et denrées, présidée par M. Serge Varsano. Il possédera également 16,6 % de la Compagnie financière Sucres et denrées.

Rhône-Poulenc Rorer emprunte 300 millions de dollars

Rhône-Pnulene Rnrer (RPR), «Market auction preferred shares» branche pharmaceutique du numéro un français de la chimie, va émettre pour 300 millinos de dullars de duce un dividende initial de 4,30 %. Ce marché spécifique n'a pas d'équi-valent en France. Il est suntout utilisé (1,65 milliard de francs) d'actions par des investisseurs américains pour préférentielles sur la marché financier. Le produit de cette opération Rhône-Poulenc Roser résulte de la sera affecté au remboursement partici de sa dette. Le refinancement, qui devrait débuter le 19 décembre, ne changera pas la répartition du capital de Rhône-Poulenc Rorer, qui restera contrôlé à 67 % par Rhône-Poulenc.

Les actions préférentielles (sans droits de vote) seront émises sur le

fusion en 1990 de la division phar-macie du chimiste français et de la firme eméricaine. Pnnr réduire le poids de sa dette, le groupe pharmaceutique a mis en œuvre un programme de cession, qui a déjà rapparté 220 millions de dallars en INDICE CAC 40 A pràs trois naines de mauveie temps, le soleil s'est remis snudaln à briller ces demiers jours rue Vivienne. Mais ce changement de

tempe ne s'est pss opéré instentenément. Une pluie rude et froide avait encore, durent les deux premières séances, glacé la place financière parisienne. Aussi bien, soue le choc des lourds dégâts occasionnés par la mini-tempête essuyée depuis la mi-novembre, les boursiers décontanancés s'interrogent sur le caractère de l'emélioration constatée. Simple accalmie dans un vaste champ dépressionnaire ou amorce d'un retour vers des zones de plus haute pression?

Déprimentes I II n'y e pas d'autre adjectif pour qualifier les deux premières journées passées sous les lambris cette semaine, encore ponctuées par de sévères mou-vements de belsse, l'un de 0.94 %, l'autre de 1,59 %, qui portaient à près de 5 % la dernière chute des veleurs frençeises, inInterrompue depuis le 4 décembre demier et que rien ne semblait cepeble d'errêter. Et pourtent, mereredl, quelques rayons du soleil pervinrent è percer la couche nuageuse, si bien même qu'un court instant, la tempéreture remonte de 1,20 %. Finalement, le mercure devait se bloquer à 0,53 % seulement aussus de son niveau de le veille, Sans doute pour mieux rebondir. Jeurii, sa hausse atteignit 1,58 %. Etait-ce fini? Pas encore. Pour le « vendredi 13 », elle fut encore de 1 % Bref, d'une semaine à l'au-

13-12-91 Diff.

1 335

13-12-91

449,20

705 281 00

13-12-91 Diff.

13-12-91

516 226,50

64,70 -116,90 + 48,25 + 1,70 +

Diff.

23 8 t,3 1,4 1,6 0,07

Métallurgie, construction mécanique

154,20 + 4 896 + 2 297 - 9,60 881 + 8 240 + 15 1 280 + 2 1 497 - 55 706 - 5 309,10 - 34,90 579 - 5

Banques, assurances, sociétés d'investissement

Alimentation

tre, l'indice CAC 40, véritable cœur du thermomètre boursier s'est réapprécié de 0,58 %.

Trois sujets de préoccupation

Banale reprise technique ou redressement fondé sur un certain optimisme? Difficile de répondre, mala deux constats s'imposent. qui semblent accréditer la pre-mière de ces deux thèses. Il faut d'ebord bien noter qu'entre le 15 novembre et le 11 décembre. l'hémorragie des cours avait été violente (près de 12 % de baisse en moyenne). Les lois naturelles du marché ent donc fonctionné et la correction e été d'autant plus importante et rapide que le mouvement précédent evelt été excessif. Nul secours n'est venu de l'extérieur. Du reste, è y regerder de prèe, eucune nouvelle n'est parvenue cette semaine de nature à inverser la coure inquiétant des événements.

L'économie, le frenc et le chômage sont les trois principaux eujets de préoccupation de le Bourse et ils le restent. Pour commencer, la croissance est toujours au point mort. La Maison Blanche bat ee enulpe. Elle reconnett s'être trompée sur la reprise de la croissance et la rythma de l'ex-pansion pour 1992 s'annonce si faible que des mesures d'aide eux cleesee moyennes eméricaines pourraient être annoncées dès le début du mois de janvier.

Même e'il n'est plus couramment admis que les Etats-Unis demeurent le locomotive de le plenète, le situation n'est pee beaucoup plus envieble dans les eutres peye Induetrielisée. Et

plutôt rose jusqu'iel, l'OCDE révise ses prévisions en baisse. Selon l'Organisation, la croissance moyenne dans lee vingt-quatre pays membree n'excédera pas 2,2 % au lieu des 2,9 % escomptés. De son côté, le théâtra des chenges e continué inlessablement de donner l'affigeant spected. tacle du tournoiement pervers des monnaies (chute du dollar, heusse du deutschemark, affaiblissement du franc), avec son corollaire, la hausse des taux. Sauf imprévu, aucune amélioration n'est prévisi ble aur ce front-là, non plus dans un avenir immédiat.

> Un pen dérisoire

Le chômage? Dans un rapport sur la politique de «désinflation compétitive menée par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'écono-mie, des finances et du budget, l'OFCE (Observatoire français de conjonctures économiques) est catégorique : celle-ci ne résoudra pas de façon eignificative les problèmes de l'emploi dens les ennées à venir.

A quel espoir la Bourse pourrait-elle bien, dans ces conditions, se raccrocher, quand en plus, à l'Est, le disperition de l'Union soviétique et le créetion d'une nouvelle Communeuté d'Etets indépendents posent plus de pro-blèmes qu'elles n'en résolvent? Que dire enfin du sondage réalisé par le CREDOC, dont il ressort qu'entre 1981 et 1990 le nombre de Frençeis inquiete a doublé, pour représenter 28 % de la

Le marché ne pouvait certes pas ignorer le sommet de Maas-

13-12-91 Diff., 1

- 630 - + -640 - + 2 388 + 600 + 270 941 + 400,50 + 298,20 -135 - +

839 38,20 451

137.50

420,90 960 214,50

980 --504 + 272,10 --330 --140,t0 --780 + 312,30 + 400 + 206 --

107,44

Bâtiment, travaux publics

24

62 13,90

Valeurs diverses

tricht, mais l'accord conclu sur l'unité monétaire à l'horizon de 1999 lul est apparu un peu dérisoire au regard de ces boulevarsements très fin de siècle. Alors la pire e t-il été quand même Les professionnels refusent

d'analyser ainsi la situation. Selon eux, l'optimisme de Wall Street et de Tokyo est communicatif. Pour les uns, « le Bourse jnue une baisse [hypothétique] des taux en 1992), pour les autres, elle vise déjà «un changement de majorité et le départ du président François Mitterrand ». Mais, pour être très franc, c'est le flou le plus total. Pour cause : personne ne sait rien du devenir de la planète. M. John Kenneth Galbraith, le plus célèbre des économistes américains, en est persuadé. S'exprimant récemment devant la commission budgétaire de la Chambre des reprécentente sur le bien-fandé de croire que la récession se terminere bientôt d'elle-même. Il a notamment déclaré que les partisans de cette thèse « se partagent entre caux qui ne savent pas et ceux qui ne savent pas qu'ils ne savent pas ».

Preuves en tout cas du très grand malaise ambient : le rue de Bercy e décidé de surseoir è la privatisation partielle d'Elf-Aquitaine pour ne pas rééditer la douloureuse expérience du Crédit local de France, qui se souviendra de son beptême du feu evec d'entrée de jeu une baisse de 8,1 % sur le prix d'offre. L'action du CLF s'en est encore mai

ANDRÉ DESSOT

Produits chimiques

	13-12-01	Diff
Inst. Méricus	4305	- 70
Roussel-Uciaf	1820	– ti
Synthélabo	1 004	62
BASF	764	- 5
Bayer	935	inch.
Hoechst	757	- 11
Imp. Chemical	t11.50	L80
Norsk Hydro	t17,40	+ 2.40

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HERDOMADAIRES

Valence	Hausse %	Valeurs	Baisse %
Reg. Pas Calais. Lebon Cie CSEE Catelem Salvepar Intertechnique Bie CPR	+103 +103 +103 +103 +103 +103 +103 +103	Dassauk Avint ALSPI	- 18.8 - 17.6 - 16.5 - 14.1 - 11.8 - 9.9 - 8.6 - 8.5 - 8.1

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

1		
	Nore de titres	Val. en cap. (F)
Alcatel-Alsthora	2083 104	1 102 049 175
Elf-Aquitaine_	2 504 329	911 492 542
Source Perrier.	109 133	863 028 821
Total Cat. B	876 551	835 253 307
Arjomari Prioux	245707	581 869 989
Thomson-CSF.	594 388	505 672 308
Suez (C* de)	1 201 902	461 206 849
Peugeot SA	775 313	428 415 229
B.S.N	443654	415821797
LVMH	98 617	380 840 806
Saint-Gobain_	909 348	371 321 749
Carrefour	158 01 5	330 005 472
Eaux (Gén. des)	164846	322 572 353
Paribas Act. A.	976334	307765627
(*) Dn vendredi 12 décembre 1991	6 décembre inclus.	

MARCHÉ LIB	RE DE	L'OR
	Cours 6-12-91	Cours 13-12-91
Or fin (tillo en berre) - (tillo en lingot)	\$4 250 54 600	62 700 63 000

en barraj	\$4 250 \$4 600 377 480 382 388	62 700 63 000 584 448 370 361	30 valeurs, 1 86 mines d'or, 142,1 d'Etat, 87,38 (c.	3,9 (c. (c. 163,5	18
alciente (20 fc.) In Elizabeth II Uneralin O dollera O dollera O pente O pente O pente O pente O pente O storine O storine O storine O storine O storine O storine	365 478 475 390 2 196 1 110 61S 2 408 457 375 285	360 445 500 345 2 110 1 052,50 517,60 2 950 476 376 280	Bowater BP Charter Courtaulds De Beers Glaxo GUS ICI Reuters Shell Usilever Vickers	6,57 2,90 4,93 4,56 16,25 8,03 18,50 11,62 9,48 4,78 8,28 1,62	1

NEW-YORK

Amélioration

Après einq semaines d'aiourdis-NOICE DOW JONES sement lent maia régulier, Wall Street s'est légérement raf-fermi cette semaine (près de 1 %), per-venant tout juste à

ses dernières pertes. Mais la grande Bourse new-vorksise a néanmoins réussi à se hisser au-dessus de la barre des 2 900 points, en deçà de laquelle elle était retombée.

Bien que l'état de santé de l'économie américaine reste essez inquiétant, tes investisseurs ont relativement bien réagi aux derresatvement bien reagn de de-nières statistiques pour novembre. La modeste reprise des ventes an détail, l'inflation très sage, voire la diminution des demandes d'indemnités chômage pour la dernière semaine de novembre, encore que celle-ci ne soit guère significative en raison de la célébration du Thanksgiving Dey, ont quelque peu décrispé le marché.

il n'empêche que la communauté financière a pris bonne note du message de la Maison Blanche. En bref, le président Bush et son administration reconnaissent s'être lourdement trompés sur l'ampleur de la reprise attendue. Il ne faut donc s'attendre à eucun miracle pour 1992, d'où la mise en chan-tier de mesures d'allégements fiscaux pour les classes moyennes, destinées à soutenir la croissance et

dont la teneur sera rendue publique début janvier. D'où la persistance d'une certaine nervosité. Autrement dit, les investisseurs institutionnels, qui ont finalement réalisé une bonne année, sont prêts à vendre su moindre signal d'alarme pour ne pas tout gâcher. Pour les analystes, la résistance audessus du seuil psychologique de 2 850 points semble indiquer que la baisse touche à sa fin, du moins dans le court terme.

Indice Dow Jones du 13 décem

bre: 29t4,36 (c.	2 886,4	<u>u).</u>
	Cours 6 déc.	Cours 13 déc.
Alcon	58 5/8 37 3/8 43	57 3/8 38 1/8 43
Boeing	14 7/8 44 7/8 46	15 3/4 44 5/8 45 3/4
Exxon Ford General Electric	57 1/4 23 7/8 63 7/8	58 25 1/4 67 3/4
General Motors Goodyear	29 48 1/4 89	28 1/2 48 1/8 88
Mobil Oil	51 1/2 64 69 1/2	51 5/8 64 7/8 73 3/4
Schlumberger Texaco UAL Corp. (cz-Allogis)	61 1/4 57 3/8 tt6 3/4	63 3/8 58 127 1/4
Union Carbide United Tech Westinghouse	17 U4 46 3/8 15	17 1/2 48 1/4 15 3/8 65 3/4
Xerox Corp	63 t/2	05.3/4

TOKYO

Coup de frein à la baisse

Il aura suffi d'une MOICE NIKKE seance et d'un bond spectaculoite de 1 042,33 points vendredi (4,8 %) pour que la Bourse de Tokyo mette un terme à un mois de

repli ininterrompu. Grace à cette dernière séance, la semaine se solde par un bilan positif de 309,84 points à 22.754,90, soit une progression de 1,38 % d'nn vendredi sur l'antre. Le volume moyen de titres échangés quotidiennement a été de 321,5 millions de titres cette semaine, contre 218,4 millions de titres au cours de la précédente période.

Le marché evait pourtant mai débuté la semeine. Lundi, le débuté la semeine. Lundi, le débouclage des opérations à terme du vendredi 13 décembre commencait déjà à peser sur le climat. Le volume de transactions enregistré ce jour-là e été le plus faible depuis le 28 mai 1984, avec 136,2 milions de titres. L'indice abandonna 0,41 %. Mardi, le Nikkei glissait toujours sous la pression de ventes d'arbitrage (-- 1,79 %). Mercredi, ponrsuite du mouvement - jusqu'au plus bas niveau de l'année, au cours de la séance, à 21 123,90 points - avant une reprise de dernière minute qui ramena les pertes de l'indicateur à 2,05 %. Un sur-

l'indice regegnait 0,98 %, Vendredi, sprès des opérations techniques d'arbitrage sur indice boursier lices en débouclege, les intervenants se sont livrés à « des achats de panique», de peur de rater une reprise technique oprès plusieurs journées-de-vif-repli. des contrais est passé, il n'y a plus de sacteurs négatifs en vue et le sentiment du marché devrait rester

saut technique jeudi a mis fin à six

séances consécutives de baisse, et

positif la semaine prochaine», commentait un opérateur. « L'instabilité en Union soviétique et une possible démission du président Mikhail Gorbatcher ont déjà été intégrés dans les cours», ajoutait-il. Indices du 13 décembre : Nikkei, 22 754,90 (c. 22 445,06); Topix, 1 726,15 (c. 1 706,15)

	Cours 6 déc.	Cours 13 dec.
Honda Motors Matsuskita Electric Mitsubishi Heavy	834 1 080 t 400 2 440 1 510 1 400 673 4 250 1 460	841 1 060 1 440 2 500 t 500 t 440 691 4 180 t 510

LONDRES L'«effet Major»

+ 2,6 % Après quatre semaines de baisse, le London Stock Exchange s'est très vivement redressé ces derniers

jours, au point que l'indice Footsie a progressé de 2,6 %. Le marché a fait un véritable triomphe au premier ministre, M. John Major, qui a réussi à faire inserire dans l'accurd d'uninn onétaire signé à Maastricht une clause d'exemption pour le Grande-Bretagne. Les investisseurs nnt été d'autant plus ineités à reprendre des positions que les chances de victoire des conserva-teurs sux prochsines élections générales grandissent. Du coup, personne n'a prêté beaucoup d'st-tention aux dernières statistiques économiques, très décevantes pour la plupart. Même les valeurs bancaires se sont raffermies,

Indices «FT» dn 13 décembre : 100 valeurs, 2 451,6 (c. 2 388,7); 30 valeurs, 1 363,9 (c. 1 802,8); 142.1 (c. 163,5); Fonds

d 2004 01/20 (C. 01/10).		
	CORFE CO	Cours 13 dec.
Boweter BP Charter Countatilds De Beers Glaxo GUS ICI Restors Shell Usilever Vickers	6.57 2.90 4.93 4.56 16.25 8.83 18.50 11.62 9.48 4.78 8.28 1.62	6,56 2,87 4,97 4,67 - 8,12 18,50 11,37 9,36 4,76 8,58 1,62

FRANCFORT Léthargie - 0.04 %

Un marasme complet a régné cette semaine sur les huit places financières allemandes, à Francfort en particulier. D'un vendredi à l'eutre, l'indice Dax n'a pratiquement pas varié (- 0,04 %).

Les nouvesux bouleversements de la situation à l'Est et les pre-mières vraies difficultés économiques ressenties par l'Allemagne, sans compter le chômage dans l'ex-RDA, out incité les opérateurs à user de prudence, Mais e'est surtout la confirmation d'une inflation supérieure à 4 % en glissement annuel, qui a fait riquer la communauté financière, pour qui l'inten-tion de M. Helmut Schlesinger, président de la Bundesbank, de contenir la hausse de la masse monétaire à moins de 2 % en base annnelle, apparaît comme un vœu pieu. L'activité s en moyenne baissé de 20 %.

Indices du 13 décembre : Dax, 1 558,34 (c. 1 559,05); Commerzbank, 1 789,9 (c. 1 801,8).

	6 déc.	Cours 13 déc.
AEG 8ASF 8ayer Commerzbank Deutschebunk Hoechst Karstadt Mannesman Siemens Volkswagen	202 227,50 273,26 243 654,50 224,90 619,59 343 607,50 294,46	195,70 224 273,60 242,66 650,80 222,76 600 236,29 614 288,15

Imp plein

pairk. comme

118,20 374,90 587 580 340 961 785 434

Pétroles

Sovac Suez (C* fia.)..

SAGEM

Strafor, Facom

Mines, caoutchouc

13-12-91 Diff. 4,80 0,30 54 11 961 - 25 313,50 + 1,60 785 + 65

(*) Coupon de 3,10 F.

Filatures, textiles

	13-12-91	Diff
Agache (Fin.)	782	- 99
8HY	666	+ 5
Damart	2 2t0	+ to
DMC	261,70	+ 11,50
Gal. Lafayette	1 420	+ 30
Nouv. Galeries	445	+ 16
Printempt	812	0
A Redoute	4 585	- 26
SCOA	20,40	- 0,10

Matériel électrique

	13-12-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	536	+ 3
CSEE	192.5	+ 6.50
Générale des eaux	2 040	+ 60
Intertechnique	646	+ 56
Labinal	708	[- 11
Legrand	3 625	- 26
Lyon. des eaux	464.80	- 1,38
Matra	156.50	+ 5.80
Merlin-Gerin	487.80	+ 16.80
Moulinex	146.60	- 0.70
Radiotechnique	450	- 20
SE2	1 669	- 2
SextAvionique	167.50	- 22.50
Thomson-CSF	139.70	+ 1.20
IBM (*)	132,70	3.40
ITT	276.80	+ 0.80
Sokkumberser	274.00	1 3 30

2 101

(*) Coupon de 5.60 F.

106,56

106,56

Nombre de co	Nombre de contrats : 135 624.					
COURS	ÉCHÉANCES					
	DÉC. 91	MARS 92	JUIN 92	5EPT. 92		
remier	106,64	106,96	107,70			
hant	106,74	107,02	107,70			
bas	106,52	106.78	107.60			

106.86

106,84

107,62

107,54

Lefeby

LE VOL	JME DES	TRANSAC	TIONS (et	n milliers o	le francs
	6-12-91	9-12-91	10-12-91	1t-12-91	t2-12-91
M	2 331 549	2 222 297	3 305 841	2 718 871	2 657 582
R. et obl. Actions	5 318 300 142 441	4 816 129 84 862	4 801 144 154 213	6 633 153 176 450	

7 792 290 7 123 288 8 261 198 9 528 474 10 589 631 INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

INDICES CAC (du lundi au vendredi) 9-12-91 10-12-91 | 11-12-91 | 12-12-91 (base 100, 31 décembre 1981) 459,5 | 455,4 | 450 | 453 (base 100, 31 décembre 1987) CAC 40 1 663,37 | 1 636,93 | 1 645,56 | 1 671,62 | 1 688,27

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Le mark, comme si de rien n'était

Sur le marché international des capitaux, on hésite à tirer les conséquences des accords de Maastricht. Qu'en 1999 au plus tard les monnaies nationales européennes cèdent la place à l'écu est pour beaucoup de spécialistes une perspeclive encore floue. Certes les cours des empruots en circulation depuis mercredi dernier réagissent de façon importante. Des titres libellés en écus, ceux dont l'écheance tombera après cette date, oot été particulièrement recherchés car chacun espère qu'ils suront remboursés dans une vraie monnaie solide, doot la valeur ne dépendra plus des décisions d'or-dre politique au sujet de sa défini-tion. Toutefois aucuo débiteur ne s'est aventuré à émettre de nouvelles obligations de longue durée dans ce compartiment.

1274

37.500

total in

سياك ه

A 84.84.

. N. 44-

12.00

44

. Y

the sales of

. 23 %

- --

Jane -

-44

property and

 $\mathcal{E}_{X_{k}}(\mathbf{w}(x)) = \mathbf{v}_{k}$

}-- -- --

🌣 🍇 🙀

-

See Contr.

4

المعجوب

6 ide de im

17

8. j**an**

-

74Z. -24

A ...

All A STATE OF THE STATE OF THE

1. Sept. 1.

dent.

...

Plusieurs opérations ont vu le jour en écus depuis que la réunion des Douze a pris fin, mais aucune ne sort des seotiers battus. Celle dont le terme est le plus lointain prendra fin dans cioq ans. Elle a toutes les chances d'être repayée dans le même écu qui sert à la libeller, celui auquel on est accoutumé, c'est-à-dire un panier de monnaies et noo pas dans une oouvelle et véritable monnaie commu-

Parallèlement, snr les marchés des emprunts en devises nationales, et en particulier sur celui de l'euromark, les débiteurs ont conti-nué à chercher des fonds pour de longues durées comme si de rien n'était. Or, si on en croit les textes adoptés à Maastriebt, ces emprunts qui ont dix ans à courir devront être rembourses daos uoe autre monnaie, l'écu nouveau, que celle qui au départ, deutschemark, franc, florio, a servi à les libeller.

Dans les milieux financiers, combreux soot ceux qui hésitent à se fier à ce qu'ils ne considère encore que comme des déclarations d'intention. Les changements prévus leur semblent trop prononcés pour être facilement adoptés. Il serait en tout cas difficile, au vu de l'évolution de ces derniers jours, de conclure que le marché table sur une disparitioo du deutschemark.

Un des économistes londoniens Un des economises iondomens les plus écoutés, M. Brendan Brown, qui est responsable des ser-vices d'étude d'uoe europa que japonaise, Mitsubisbi Finance International, fait remarquer à ce sujet que, si l'éventualité du remplacement du mark par l'écu était sérieusement envisagée, les rende-ments des fonds d'État allemands de dix ans de darée seraient sensi-blement plus élevés que ceux de cinq oo sept ans. Pour cet expert, une telle évolution tradulrait l'in-quiétude des investisseurs notammeot pour ce qui est de la lutte cootre l'inflation meoée par la future banque centrale européenne. Or, actuellement e'est le cootraire qui se produit. Les loogs empruots allemands rapportent moins que ceux de courte durée.

L'attrait de l'écu pour la Suède et la Suisse

Quoi qu'il en soit de l'avenir du mark, l'influence du sommet de Maastricht a été fortement ressentie à d'autres niveaux sur le mar-ché, cela s'est eo particulier traduit par uo rapprochemeot des taux d'intérêt dans les différents pays d'Europe. Pour ce qui est spécifi-quement de l'écu, il a repris sou rôle de symbole d'unité euro-

Ce n'est pes un hasard si les trois euro-émissions nouvelles eo écus de la semaine ont été dirigées par des banques suisses et si deux des emprunteurs soot des villes suedoises, Göteborg et Stockholm. La Suède cherche à rejoindre la communauté des Douze, la Suisse pourrait bieotôt suivre son exem-ple et faire acte de candidature.

Parmi les transactions dont le lancement est prévu avant Noël, la plus attenduc est celle que la Communanté économique européenne s'apprête à émettre pour le compte de l'Algérie. Il s'agit d'un emprunt de 250 millions d'écus, dont la durée sera probablement de sept ans. Pour que l'affaire se concrétise, il faut encore qu'Alger donne le feu vert. Pour le reste, tout est prêt. On igoore toutefois sous

quelle forme apparaîtra la transaction. Sa rémuoération sera-t-elle à taux fixe ou à taux variable? De toute façon, lorsque l'Algérie dispo-sera des fonds, au début de l'année prochaine, ce pays aura à rémuné-rer sa dette en fonction de l'évolution du loyer de l'argent à court

Pour ce qui est d'un autre projet communautaire, dont le beneficiaire sera Israel, cette opération a été retardée de quelques semaines. Elle devrait voir le jour en janvier.

Quant à l'aide de l'Europe à l'ex-Union soviétique, les ministres de l'économie et des finances des Douze devraient en débattre lundi 16 décembre. La Communauté a déjà accordé sa garantie à uo prêt bancaire de 500 millions d'écus, doot le destinataire est la Banque soviétique pour le financement du commerce extérieur et la CEE devrait emprunter sous son com pour le compte des Républiques de l'ex-URSS pour 1,25 milliard d'écus l'an prochain.

C'est de ce programme d'em-prunts et du (ou des) destinstaire(s) des fonds qui seront levés et reprétés qu'il devrait être question en ce début de semaine (voir également le Monde daté 1=-2 décem-

Par aillenrs, la Communauté européeone du charboo et de l'acier est attendue lundi ou mardi dans le compartiment allemand. La CECA cherche à se procurer pour 140 millions de marks, ce qui nor-malement, devrail la cooduire à augmenter à 700 millions le montant de l'emprunt 8,625 % qu'elle a émis au début du mois à Francfort. En dollars, de grosses opérations sont actuellement en préparation sur l'euromarché, et à New-York, où un groupe français, Rhône-Poulenc Rorer, s'apprête à émettre un emprunt de type «yankee», dont le montant atteint 300 millions de dollars (voir page 21). C'est un événement dans la mesure où les débiteurs français sont très rares sur le marché américain.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Un dollar «plombé»

Si la menace de troubles plus ou moios graves dans l'ex-URSS n'existait pas, le dollar continuerait de s'enfoncer, tous les clignotants ayant viré au rouge aux Etats-Unis, toot au moins dans un avenir proche. La reprise de l'économie? Elle est enterrée, du mains pour l'iostaot, présentant des signes manifestes d'a essoufflement », sui-vant le président de la Réserve fédérale, M. Alan Groenspan. Il a estimé que les créanciers, les entreprises et les coosommateurs, inquiets face à l'avenir, endettés ou encombrés de créances douteuses, faisaient preuve d'une « prudence inhabituelle ». Les forces normales de l'expaosion économique sont confroctées à des élémeots contraires déjà comparés dans ces colonnes à un veot de face de 80 km/b (NDLR: force 10 à l'échelle de Beaufort). Parmi les facteurs freinant la reprise, il a cité la réticence des banques à prêter, en raison des créances douteuses des années 80, principalement dans l'immobilier, la baisse de la demande de crédit dans l'ensemble et le poids de la dette accumulée dans les entreprises. A cet égard, on notera que les banques améri-caines ne peuvent guère accorder de crédits à la consommation à moins de 19 %, ce qui est considérable et freine l'enthousiasme des emprunteurs. Ces crédits sont, en

effet, presque intégralement titri-

SEU.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 8 DÉCEMBRE AU 13 DÉCEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de lo semaine précèdente.)

Franc Franc D.mark Franc Florin

| Place | Livre | S.E.U. | France | France | Euissa | D. mark | Delgo | Florin | Eire | Italianne | Euissa | Delgo | Florin | Eire | Italianne | Itali

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 13 décembre, 4,2000 F contre 4,1918 F le vendredi 6 décembre 1991.

sés, c'est-à-dire cédés sur le marché à 9 %, auxquels s'ajoutent 5 % de taux de défaillance des emprunteurs, 3 % de frais de gestion et laux d'escompte, à 4,25 %. 2 % de marge : CQFD.

Le vice-président de la Réserve fédérale, M. David Mullins, a parlé, lui aussi, d'a essoufflement », n'excluant pas « quelques trimestres de stagnation » et observant, toutefois, que la situation o'était pas aussi mauvaise qu'il y a dix ans (la grande récessioo provoquée volontairement par le relèvement massif des taux de la Réserve fédérale pour casser une inflation à 14 %). MM. Greenspan et Mullins se féliciteot d'autre part de l'orientation à la baisse du taux d'inflation : 0,4 % d'augmentation des prix de détail en oovembre après 0,1 % en octobre et, surtout, le retour à la sagesse des prix de gros (+ 0,2 % en oovembre au lieu d'un bond de 0,7 % en octobre, considéré comme uce aberratioo statistique).

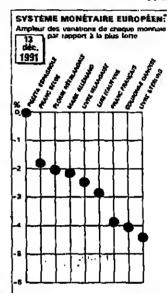
Glissade supplémentaire

Comme les ventes au détail o'ont progressé que de 0,3 % en novembre, signe évident d'une économie dormante, il est iofinimem probable que la Réserve Rédérale ramènera de 4,5 % à 4 % soo taux d'escompte d'ici à la fin de l'année, ou au tout début de l'année prochaioe, de manière à permettre aux

En ce cas, l'écart de taux entre

les Etats-Unis et l'Allemagne, où la Buodesbank reste intraitable et scrait plutôt disposée à durcir sa politique, s'accroitrait à nouveau. d'où une glissade supplémentaire du dollar.

Le seul frein à cette glissade sera constitué par les événements dans l'ex-URSS, qui cette semaine ont raffermi un peu le billet vert : rumeurs d'un putsch, démission de Gorbatchev (déjà inscrite dans les cours parce que trop anticipée) et menaces de guerre civile, que l'on ne peut exclure (on parle d'un retour possible à 1917), et, en fin de semaine, les incidents en Mol davie qui ont uo peu impressionné les opérateurs. Dans le système monétaire européen, la remontée du dollar a provoqué un leger affaiblissement du mark, au profit des autres devises, notamment le franc français, la devise allemande retombani de 3,42 fraocs à vention de la Banque de France.



MATIÈRES PREMIÈRES

Trop plein de grains

Quelques grains se préparent sur le marché des... grains. Dans son dernier rapport, pubbé en début de semaine, le Conseil international du blé (CIB) aunonce pour la prochaine campagne 1992-1993 une forte reprise de la production mon-diale qui se Iraduira, notamment, par une contraction des échange céréaliers. La récolte totale devrait ainsi atteindre 575 millions de tonocs, soit 27 millions de tounes de plus qu'en 1991-1992. La production restera toutefois inférieure aux sommets de 598 millions de tonnes atteints en 1990-1991. Quant aux transactions céréalières, elles devraient, s'agissaot du blé, ne plus porter que sur 95-100 millions de tonnes, contre un volume record de 106 millions de tonnes atteint cette année.

Quant à la consommation, le CIB la situe à 570 millions de tonnes en 1992-1993, contre 664 millions de tonces en 1991-1992. Les experts tablent ainsi sur une augme cks mondiaux, qui s'élèveraient à 140 millions de tonnes à la fin de la prochaice saisco, contre 133 millions de tonnes à la fin de l'actuelle campagne. Si les prix mondiaux des céréales veuleot encore dire quelque chose (la guerre des subventions atténue singulièrement leur portée), on peut s'attendre à des baisses dans les mois à venir.

PRODUTIS	COURS DU 13-12	
Cuivre h. g. (Londres)	t 215 (- 19)	
Trois mois	Livres/tonne	
Alegginium (Louires)	1 12t (- 76)	
Trois mois	Dollarstoane	
Nickel (Leades)	7 170 (+ 78)	
Trois mois	Dollars/tonne	
Sucre (Paris)	276,30 (- 5,90)	
Mars	Dollars/toune	
Café (Loades)	1 045 (- 25)	
Janvier	Livres/tonne	
Cacao (New-York)	t 310 (+ 26)	
Mars	Dollars/tonne	
Blé (Chicago)	382,25 (+ 3,25)	
Mars	Cents/boisseau	
Mais (Cicap)	252,75 (+ 6,75)	
Mars	Cents/boisseau	
Soja (Chicago)	178,26 (- 1,46)	
Janvier	Dollars/L. courte	

Le chiffre entre parenthèses indique la

Ces projections tablent principa-lement sur une amélioration de la production chez les gros importa-teurs que sont l'URSS et la Chine. On peut d'abord supposer que l'an prochsin, l'ex-Unico soviétique prochsin, l'ex-Unico soviétique du Sud... sera en mesure d'améliorer ses piòtres performances agricoles de 1991 (165 millions de tonnes, la plus mauvaise récolte en dix ans). Le 9 décembre, Moscou est une oouvelle fois revenn à l'achat de grain américain, eo prenant commande de 400 000 toones supplémentaires de mais. Depuis janvier, les Soviétiques oot ainsi acheté quelque 10,5 millions de tonnes de mais aux États-Unis dans le cadre de l'accord céréalier quinquennal qui unit les deux Etats.

L'Afrique verte

Pendaot ee temps, la FAO (Organisation des Nations uoies pour l'alimentation et l'agriculture) estime que la sécheresse en Ukraine et la moisissure du graio Ukraine et la moisissure du graio va réduire de 55 millions de tonnes à 40 millions de tonnes la récolte de cette République céréalière. C'est aussi la sécheresse persistante depuis le printemps dernier qui devrait entraîner une dimination de moitié de l'offre de grain dans le Kazakhstan. En 1991-1992, les experts estiment que l'URSS importera 21 millions de tonnes de blé, soit 7,5 millions de tonnes de plus que l'an dernier.

La situation apparaît co revanche plus favorable en Asie. En 1991, la production de blé devrait représenter 204 millions de tonnes, un volume supérieur de 8 % à la moyenne des cinq années précédentes. Les meilleures récoltes seront enregistrées en Chine, en Inde, en Iran, au Pakistan, en Arable saoudite, en Syrie et en Turquie. La prodoction aura au cootraire été en net recul en Afghanistan, en Irak, au Japon et en Mongolic. Quant à l'Afrique, contrairement aux idées reçues, elle ne seta pas cette zone improduc-tive que l'on décrit parfois, tributaire de l'aide alimentaire internationale. L'ouest du continent devrait obtenir une récolte céréa-lière de 22 millions de tomes, avec des résultats très favorables au Bénin, en Côte-d'Ivoire et ao Toso, ainsi que dans plusieurs pays sahé-liens confrontés pour certains à des problèmes... d'écoulement des excédents. Au Burkina-Faso, au Tchad, au Mali et an Niger, l'Afrique est verte, de même qu'au Kenya, Paradoxe choquant souli-

D'un grain à l'autre. Grain de blé, grain de café, toujours le trop-plein. Le 10 décembre, à Santa-Fede-Bogota, le président colombien, M. César Gaviria, a indiqué que la priorité de son gouvernement, à condition d'obtenir «un quoto en accord avec son niveau de produc-tion (environ 16 millions de sacs de 60 kilos) et qu'une fourchette de dominé par une pléthore ehronique, le chef de l'État colombien a faut aussi que nous prenions des mesures complémentaires pour remédier au problème de lo surpro-duction, a-t-il déclaré. Sinon, l'augmentation immédiate des prix pour rail conduire à une situation d'offre excedentaire permanente, avec des problèmes importants de pression fiscale et de changes. » Verrons-nous bientôt une accalmie sur le front du café, un retour au dialogue efficace entre consommateurs et producteurs, et entre produc-teurs cotre eux? L'idée de ressusciter l'accord sur le café paralt en

ERIC FOTTORINO

la ioumai mensuel de documentation politique après-demain Fondé par la Ligue des droits de l'homme

trion vandu dans les kiosquas)

offre un dossier complet sur :

L'EPARGNE

Envoyer 80 F (timbres à 2,30 F ou chèque à APRÈS-DEMAIN, 27, nue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 160 F pour l'abonnement annual (SD % & deconomie), qui doone droit à l'envel gratific de ce numbro

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

participation de son pays à l'accord iolernational du café ctait uoc prix raisonnable soit établie ». Alors que le marché moodial du café est teou un discours de sagesse : « !!

la Banque est dû à l'abaissement réceot des réserves obligatoires des banques, qui va ramener ces réserves à une trentaine de mil-tiards de francs, hors 12 à 13 milliards de franes de billets. Cet Il y avait déjà les 15 SVT (spé-

Optimisme retrouvé à Paris

Le MATIF en pleine éruption, le cours de l'échéance de décembre passant de 105,80 à 106,60 et celui de l'échéance mars atteignant 107, au voisinage du record de l'année (107,60), le retour des acheteurs étrangers (nn a cru voir la main de Saloman Brothers et autres Américains de Londres) : ces signes indiqueol qu'à Paris l'optimisme est reveou; sur le long terme tout au moins, car, à court terme, c'est toujours la tension: le loyer de l'argent au jour le jour évolue entre 9 3/4 % et 10 3/8 %, taodis que le rendement de l'OAT 10 ans est retombé à 8,76 %. Une belle «inversion», avec uo écart supérieur à 1 point /

Les raisons de cet antimisme retrouvé?

Les résultsts, jugés satisfaisants, du sommet de Maastriebt, la sagesse de l'inflation en France et des causes techniques, la réduction de l'écart entre les rendements des emprunts d'Etat français et alle-mands: 0,54 poiot pour un Bund 10 ans à 8,22 % sur la place de Francfort. Quant à l'ombre de la Bundesbank, elle plane plus que amais, mais apparemment le marché n'eo a cure. Pourtant, M. Helmut Schlesinger, président de la Banque, a déclaré, à l'Institut français de l'entreprise que «la politique monétoire ne doit pas être utili-sée pour lutter contre le ralentissement de l'économie, et n'est pas un instrument pour luiter contre les cycles de croissance. Si un phénomène de désinstation apparait, ovec des conséquences sur la production et l'emploi, il y a d'autres moyens pour agir que lo politique monétaire». En clair, cela veut dire qu'il ne faut pas compter l'économie eo récession depnis deux trimestres pour la partie occidentale de l'Allemagne.

Présence renforcée de la Banque de France

La Banque de France a annoncé qu'elle procéderait désormais à deux opérations d'adjudications sur appel d'offres par semaioe, le lundi et le jeudi, la durée des pensions étant limitée à une semaine. Le changement dans les habitudes de abaissement va rendre le marché des liquidités plus fragile, et plus sensible à toute ponction brutale du Trésor par exemple, puisque les trésoreries des banques n'auront plus autant à anticiper sur la constitution de ces réserves.

D'où la présence renforcée de la Banque de France. Sur le marché obligataire, le seul emprunt de la semaioe a été celui du Crédit fon-cier de France, pour 2 milliards de francs, avec option pour une aug-mentation de 25 %. Emis à 9 % nominal, 9,22 % avec un écart de 0,39 % au-dessus de l'OAT, il s'est très bien placé, sous l'égide de la Société générale, en bonne partie grâce à la remontée des cours sur le MATIF. Cet emprunt est le deroier qui soit payable avant la fin de l'année : après, le compte est fermé pour les investisseurs institutionnels qui veulent remplir leurs quotas d'obligations.

> Et voici les SVP

La Société générale, toujours elle, a lancé la semaine dernière la première émission obligataire (500 millions de francs) indexée sur l'iodiee boursier CAC 40, offerte sur le marché domestique fraoçais, après publication, le 19 novembre dernier, par la Com-mission des opérations de Bourse (COB) et le Conseil des Bourses de valeurs (CBV), des principes rela-tifs à l'émission et à l'admission à la cote officielle, d'obligations dites complexes. Le produit obligataire à 7 ans, à capital garanti, bénéficie d'un effet de cliquet à mi-période, qui permet de bloquer le gain réalisé en cas de bausse du marché, ou de se repositionner à un oiveau plus favorable en cas de baisse accidentelle du marché. Les deux tranches, l'une à coupoo zéro, avec effet de levier plafonné à 120 % de bausse de l'indice CAC, l'autre coupon avec 4,50 % et effel de levier plafond à 55 %, permettent, selon la Société générale, de « pren

dre position sans risque sur la Bourse froncaise, marche que lo majorité des anolystes considèrent par rapport aux autres places finan-CLETCS &

eialistes en valeurs du Trésor) chargés de régulariser le marché des emprunts d'État, d'en assurer la liquidité, et, assez souvent, de prendre ferme tout ou partie des adjudications. Voici maintenant les SVP trien à voir avec l'agence d'information bieo connue) : ce sont les spécialistes en valeurs du «secteur public». Dix établissements -Iodosuez, BNP, Banque Paribas, Caisse des dépôts, Caisse nationale du crédit agricole, Crédit commercial de France, Crédit lyonnais, J. P. Morgan, S. G. Warburg-Bacot-Allain, Société générale - ont signé, le 9 décembre, une « convention de tenue de marché» avec quatre grands émetteurs : Crédit l'oceier de France, Crédit local de France, Electricité de France et SNCF L'opération a pour but de a developper lo liquidité des de regulariser le marché de ces emprunts ». La coovention comporte trois

points clés : one obligation de cotation; un objectif de fourchette de prix, l'écart de prix acheteur-vendeur oe devaot pas dépasser un quart de point; des volumes mioimes de cotation (quotité mioimale de 20 millions de francs). opératioo porte sur quioze emprunts, dont l'encours unitaire se situe eotre 5-6 milliards de fraoes et 7 à 15 milliards de francs; les «souches» correspon-dantes (emprunt de tête + émissions assimilées) ont, parfois, été coostituées en regroupant les empruots pour offre public d'échange. Aujourd'hui, après le Trésor, les graods émetteurs publics s'organisent pour satisfaire les grands investisseurs, français et étraogers, qui ont besoin de «lignes» de négociations suffisamment étoffées. L'institution des SVP doit permettre d'y arriver.

FRANÇOIS RENARD

Les demandeurs d'asile ne peuvent être expulsés

Le Consell d'Etat, vendredi 13 décembre, n annulé un arrêté préfectoral nrdonnant la recunduite à la frontière d'un ressortissant ivoirien qui était en nttente d'une répanse à sa demande de bénéficier du statut de réfugié politique. La juridic-tion administrative a, en effet, estimé que, malgré l'absence de législation précise, le respect du droit d'asile impose que ceux qui le sollicitent puissent rester légalement en France en attendant qu'il anit définitivament tranché sur leur sort.

La France est enserrée dans une législation pointilleuse. Pourtant, il est des domaines, essentiels pour la protection des libertés, où la réglementation est pleine de trous. Ainsi en est-il de la situation de ceux qui demandent à bénéficier du statut de réfugiés politiques. La convention de Genève de 1951, ratifiée par la France en 1954, ne s'intéresse qu'aux réfugiés et non pas aux demandeurs d'asile. La loi de juillet 1952, qui a créé l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, ne dit rien non plus de la situation de ceux dont le cas est en cours d'examen. Celle-ci, en fait, n'est réglée que par une circu-laire du premier ministre en date du 17 mai 1985, mais ce document n'a aucune valeur réglementaire.

Permettre l'application d'un principe constitutionnel

Cela a permis aux préfets, en s'appuyant sur les lois de 1986 et de 1990 qui les autorisent à reconduire à la frontière les étrangers en situation irrégulière, d'y procéder même dans le cas où ceux-ci avait C'est ce qu'avait fait le préfet de l'Hérault à l'égard d'un ressortis-sant ivoirien qui, après avnir résidé sept ans en France pour ses études, et après qu'une carte de séjour en qualité de salarié lui eut été refusée avait demandé le droit d'asile avant que le préfet ne décide de

Le Conseil d'Etat, saisi de cette affaire, a décidé, vendredi 13, qu'il y avait là « excès de pouvoir » de la part du préset. Pour bâtir cette nouvelle jurisprudence, il a suivi le raisonnement que lui proposait M. Ronny Abraham, le commissaire du gonvernement, dont le scul rôle, en dépit de son titre, est de fournir son interprétation du

Le constat dressé par M. Abraham s'appuie sur la nécessité d'asham s'appuie sur la nécessité d'as-surer à nn principe une portée effective. Or le préambule de la Constitution de 1946, repris par celle de 1958, pose le principe du druit d'asile; la conventinn de Genève implique, d'après lui, que « l'examen du bien-fondé de la demande d'axile précède une éven-tuelle dècisinn d'élnignement »; enfin la loi de 1952 impose que seuls l'Office de protectinn des refusiés, puis la commission des refugiés, puis la commission des recours contre les décisions de ealui-ci aient compétence pour décider si une demande de droit d'asile est justifiée ou non, ce qui interdit au préset de préjuger de la suite qui sera donnée à cette

La conclusion tirée par le commissaire du gouvernement est sim-ple : l'authrisatinn provisoire de séjour donnée à un étranger demandant à bénéficier du droit d'asile n'est pas, comme le préten-dait dans sa défense le ministère de l'intérieur, une simple tolérance, « mais résulte d'une obligation juri-dique», ce qui en fait un titre de séjour ayant la même force légala que ceux définis par la législation en vigueur, M. Abraham reconnaît toutefois qu'il y a des limites à cette règle; dans le cas où des accords internationaux prévnient, comme ceux de Schengen, une pos-sibilité de renvol immédiat de l'intéressé sans attendre la décision des anturités saisies de sa demande, et surtout lursque ce

droit n'est utilisé que de manière e manifestement dilatoire », par exemple lorsque la demande d'asile n'est déposée qu'après la significa-tion de l'arrêté d'expulsion.

Le Conseil d'Etat a entièrement repris à son compte ce raisonnement. D'abord, dans une affaire connexe, en donnant une valeur légale à une autorisation provisoire de séjour accordée dans l'attente d'une décision de l'Office des réfugiés; mais il est vrai qu'un projet de loi déposé par le gouverne rendra, s'il est adopté, cette déci-sion sans objet. Ensuite en donnant raison au ressortissant ivoirien et en expliquant que, en e l'absence de dispositions législatives et réglementaires», l'autorité administrative dnit « prendre les mesures nécessaires » à l'application d'un principe posé par la législation en

Le Conseil d'Etat a décidé que « les personnes qui sollicitent in qualité de réfugiés doivent recevoir des documents ieur permettont, après avoir saisi l'Office français des réfugiés et apatrides, de séjourner régulièrement en France jusqu'à ce qu'il oit été statué sur leur demonde par l'Office et, le cas échéant, por lo commission de recours des réfugiés, sauf dans le cas où cette demande a manifestement pour seul objet de faire échec à une mesure d'éloignement susceptible d'être prise à l'encontre d'un étranger déjà entré sur le territoire national et se trouvant en situation

Le découpage cantonal du Loir-et-Cher est annulé

Les traditionnelles opérations de redécoupage de la carte cantonale, au lendemain des recensements et à la veille des élections, sont tou-jnnrs vivement enntestées, le ministre de l'intérienr étant en général accusé d'en profiter pour servir ses amis.

Celle décidée par M. Philippe Marchand, an débnt de l'année 1991, a globalement échappé à la règle, les spécialistes ne trouvant à redire qu'nux solutions retennes dans le Pas-de-Calais et surinut dans le Loir-et-Cher, où le ministre de l'intérieur a été fort sensible aux arguments de son collègue, M. Jack Lang, ministre de la culture, par ailleurs maire de Blois.

La majorité de droite du conseil général de Loir-et-Cher a done saisi le Conseil d'Etat. Elle a fait remarquer que le ministre de l'intérieur n'avait pas profité de ce nouveau découpage pour ramener à une plus juste taille le canton le plus peuplé du département, alors que la création d'un sixième canton dans la ville de Blois avait comme curieux résultat d'accroître les disparités démographiques du découpage cantonal de l'aggloméra-tion : le canton le plus peuplé pas-sait certes de 15 749 habitants à 13 703, mais le moins peuplé de 13 403 à 7 776.

Cela est contraîre à la jurisprudence du Conseil d'Etat qui, si elle n'impose pas an gouvernement de réduire, à l'occasion d'un nouvean découpage, les déséquilibres démographiques, ne lui permet pas de les accrnître. Aussi le Conseil d'Etat, dans une décision du ven-THIERRY BRÉHIER dredi 13 décembre, a-t-il cassé le décret du ministre de l'intérieur.

Londres. Cette enchère en fait le

tableau le plus eher de l'année

O Nomination de magistrats à la

Ceur de cassatien. - Le Conseil

supérieur de la magistrature a

nnmmé, jendi 12 décembre,

conseillers à la Cour de cassation

Mass Snzanne Vigroux et Genc-

viève Gié, toutes deux présidents

de Chambre à la cour d'appel de

1991. - (AFP.)

Le discours de clôture du synode Est-Ouest

Le pape veut créer une «structure» pour l'évangélisation en l'Europe

de notre envoyé spécial

Dans son discours de clôture du premier synode des évêques Est-Ouest, vendredi 13 décembre, le pape a annoncé la naissance d'une e structure » chargée de veiller à l'application et an contrôle de toutes les initiatives prises pour relancer l'évangélisation en Europe. relancer l'évangétisation en Europe.
Cette structure, pour le moment
sans nom, devra s'assauer que « les
efforts accomplis par le Saint-Slège,
les confèrences épiscopales et les
organismes analogues de rite orienrial soient continuellement coordonnés et tendus aux mêmes fins par
ies moyens les plus opportuns, efficaces, crédibles».

Avant un an, une proposition concrète devra être remise an pape par les évêques qu'il avait nommés à la tête de ce synode: les trois présidents délégués, dont le cardinal Lustiger, le cardinal Ruini, rapporteur, Mgr Schotte, seerétaire général, et ses secrétaires spéciaux, l'évêque allemand Mgr Lehman et l'archevêque de Prague, Mgr Vik. Le point à éclaicir concerne notamment les relatinns entre cetta ment les relations entre cetta

L'escadron de Jaguar tactique de Bordeaux sera dissous en 1992

Relevant du commandement de la Furee aérienne tactique (FATAC) et recevant plus spéciale-ment ses ordres de la base de Toul (Meurthe-et-Moselle), l'escadron, stationné à Bordeaux, de quinze avions d'attaque Jaguar sera dis-sous l'an prochain dans le cadre d'une série de mesures dites de res-tructuration et liées à la limitation des crédits militaires en 1992. Une partie de ces Jaguar avaient servi

Au débnt de l'autnmne (ie Monde du 24 octobre), le centre d'instruction des forces sériennes stratégiques (FAS), qui formait à Bordeaux les personnels navigants et les mécaniciens des bombardiers nucléaires Mirage IV, avait déjà été dissous et ses missions confiées à un escadron renforcé de Mirage IV P modernisés et opérationnels sur cette même base.

estructure» inédite, dont l'annonce a créé une certaine surprise chez les évêques, et les organismes de concertation déjà existants entre les épiscopats européens, en parti-culier, le Conseil des Conférences épiscopales européennes (CCEE), créé en 1967 à la suite du concile Vatican II, qui n'a pas été cité par

Composé de délégués élus par chaque épiscopat et présidé aujour-d'bui par le eardinal Mnrtini, archevêque de Mitan, le CCEE ne compte d'ailleurs aucune des per-sonnalités que le pape avait placées à la tête de ce synode. Interlocu-teur de la KEK, organisme qui réu-nit toutes les Entises protestantes et nit toutes les Eglises protestantes et orthodoxes d'Europe, il joue pour-tant un rôle œcuménique essentiel.

Le pape entend contrôler étroitement le développement des Eglises et de l'évangélisation en Europe. Dans son discours de clôture, il a rappelé les évêques à leur devoir d'unité « outour du siège de Pierre», selon la formule traditionnelle. De même que la «fidélité nelle. De meme que la «faente inébranlable» au pape a permis aux croyants de l'Est de traverser l'éprenve de la persécutinn, elle peut soutenir, a-t-il ajouté, « des pasteurs et des fidèles troublès par la société d'aujourd'hui».

HENRI TINCO

M. Jacques Delors invité du «Grand Jury RTL-Le Monde»

M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, qui vient de participer au sommet de Maastricht, sara l'invité ds l'émission habdnmadaira « Le grand jury RTL-Le Mnnda» dimancha 15 décambra de

L'ancien ministre socialiata des finances du gouvernement Mauroy répondre en direct de Bruxelles aux questions d'An-dré Passeron et de Jacques Amairic, du Monde, et de Bernard Lehut et de Jeanine Perrimond, de RTL, la débet étant animé par Henri Marque.

EN BREF

lyn Breger, un appelé de dix-neuf ans décédé à la suite d'un malaise cardiaque à la caserne de Metz. a porté plainte (ie Mande da 12 décembre). Elle estime que le jeune ennserit aurait dû être réformé au vu de son dossier médieal. C'est en exéentant des «pompes» – que lui aurait impo-sées, à titre de «sanction» à la suite d'un chahut, un jeune sousofficier du contingent - que la recrue a succombé. Dès le lendemain de son décès, une information a été ouverte par le parquet de

producteurs basques de lait de bre-bis. - Trois personnes, dant le directeur départemental de l'agriculture des Pyrénées-Atlantiques, ont été retenues plusieurs heures vendredi 13 décembre an siège de la coopérative Lur Berri à Saint-Palais, au Pays basque, par des producteurs de lait de brebis. Ces producteurs, organisés en coordina-tion «Inter-laiteries», ont retenu aussi des responsables de la Fromagerie des Chaumes et de Pyrénées-From. Ils réclament l'ouverture d'urgence d'une table ronde pour l'application d'un accord relatif au prix du lait (à 6 francs an minimum le litre). Ils veulent aussi que la compagne de promotion bénéficie exclusivement à l'appellation contrôlée «Ossau-Iraty».

 La politifion de l'esu à Amiens :
enquête médicale auprès de la population.

 La direction départementale des affaires sanitaires et sociales de la Somme va mener une enquête auprès de la populaconséquences médicales da taux excessif de plomb relevé dans l'eau du robinet de la ville (le Monde daté 24-25 novembre). L'enquête scra réalisée sur un échantillon de 500 personnes (200 enfants de moins de six ans et 300 femmes). Par ailleurs, la ville d'Amiens a entrepris de remplacer toutes les canalisations de raccordement an réseau d'eau des écoles primaires ei maternelles de la commune. L'opération devrait être terminée fin janvier 1992,

□ Les veuves de guerre de Vence· (Alpes-Maritimes) demeurerent dans leur maison de retraite. - Les veuves de guerre hébergées dans la maison de retraite du Parc de la Conque à Vence (Alpes-Maritimes) ne devraient pas être déplacées. Le premier ministre, Me Edith Cresson, a informé vendredi 13 décembre le maire de Vence de la possibilité de conduire des travaux de mise aux normes de la maison sans que l'on ait à procéder au transfert des pensionnaires, âgées de quatrevingt-sept à cent six ans. Ce foyer, dont la fermeture avait été décidée par le gérant de l'établissement. l'Office national des anciens combattants (ONAC), avait provoqué depnis plusieurs mois une vive polémique (le Monde du 11 décem-

 Veste record pour un Titien. Vénus et Adonis, du Titien, a été adjugé pour la somme record de 7.48 millinns de livres (environ 75 millions de francs), le vendredi 13 décembre, ebez Christie's à



Il y a dix ans, la loi mertiela an

ÉTRANGER

Le sommet euro-esiatique d'Alma-Ata a été repoussé à fin décembre3 Le contrôle des armes puciéaires M. Balladur, Maastricht et les cons vateurs britangiques

Yougoslavie : plus de 10 000 réservistes serbes auraien rejoindre leurs unités L'iran renforce son soutien à le junte Halti : la répression s'intensifie à l'ap

proche du premier anniversaire de l'élection du président Aristide...... 6 POLITIQUE

Au congrèa axtraordinaire du PS M. Fabius confirme sa candidature à la cránovation a du parti...... Dens son intervention télévisés. le président da la République veu

exorciser les peurs » que suscite nement engage sa responsabilité sur un projet de budget marqué par de nouvelles économies ... «Livres politiques» par André Laurens : «Le noyau dur et fragila du PS»,.....

SOCIÉTÉ

Les fausses factures du Sud-Est au tribunal de Paris...... La chambre d'accusation rendra son arrêt le 26 février dans l'affaire Tou Le procès d'Eric Le Gallou, meurtrier d'un gercon de douze ans

COMMUNICATION Le rapport officiel sur le mort de La SOFRES change d'actionnaire

HEURES LOCALES

e La Sevoie à la veille des Jeux d'hi-ver e Le départ des militaires offre des terraina à Reims e Tour de France des régions : le Languedoc-

Sanchez...

«Le roi s'amuse» de Hugo à l Comédie-Française et «Une envie de tuer» da Xavier Durringer au «Les Arcandiers», un film de Manuel

Manaus au Brésil......

ÉCONOMIE Suppresaions d'amplois chaz La CEE va anvoyer des vivres à Moscou et à Saint-Pétersbourg 21 Le Parlement européen bloque l'assistance à l'ex-URSS21

Revue des valeurs Crédits, changes, grands marchés.

Services

Abonnements Météorologia Mots croisés Spectacles.

La télémetique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro da « Monde » daté 14 décembre 1991